

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**19 juillet 2018**

**N°183**

**Direction du Secrétariat Général**

**SOMMAIRE**  
**RAA DU 19 JUILLET 2018**

	<i>Pages</i>
<b>PARTIE 1 : DELIBERATIONS (Conseil du 19 juillet 2018)</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 2 : DECISIONS (Conseil du 19 juillet 2018)</b>	<b>368</b>
<b>PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES</b> <b>(Arrêtés du mois de juillet 2018)</b>	<b>559</b>



## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

	<b>PAGES</b>
HORS COMMISSION	<b>10</b>
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	<b>64</b>
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	<b>71</b>
CULTURE	<b>79</b>
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT	<b>95</b>
FINANCES	<b>102</b>
LOGEMENT	<b>184</b>
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	<b>202</b>
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITES	<b>288</b>
RESSOURCES HUMAINES	<b>311</b>
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	<b>333</b>
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	<b>353</b>
TRANSPORTS ET MOBILITE	<b>357</b>
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	<b>361</b>

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGES</b>
M2018-414	Mission Tel Aviv - Participation à la Rencontre annuelle des signataires du Pacte de Politique Urbaine Alimentaire (MUFPF) de Milan - Du 2 au 6 septembre 2018 - Approbation	11
M2018-415	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	14
M2018-416	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique	17
M2018-417	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - L'Or Aménagement - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	20
M2018-418	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Languedoc-Roussillon Agence de Développement (LRAD) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	23
M2018-419	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	28
M2018-420	Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	32
M2018-421	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	35
M2018-422	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	38
M2018-423	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	42
M2018-424	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation	45
M2018-425	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	48
M2018-426	Contrat de partenariat conclu entre la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole - Desserte de la commune de Teyran par la ligne de transport à la demande 36 - Convention d'autorisation d'arrêt et de financement à intervenir entre les deux intercommunalités et le Syndicat Mixte Hérault Transports - Approbation - Autorisation de signature	51
M2018-427	Gestion de l'Eau - Article L.211-7 du Code de l'environnement - Rationalisation et Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole	55
M2018-428	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et élus dans le cadre d'un mandat spécial - Approbation	59
M2018-429	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	62

<b>N°DÉLIB</b>	<b>AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION</b>	<b>PAGES</b>
M2018-375	Assises de l'agro-écologie - Lettre d'engagement entre les quatre co-organismes - Approbation et autorisation de signature	65

<b>N°DÉLIB</b>	<b>COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b>	<b>PAGES</b>
M2018-390	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Attribution des aides individuelles - Bilan semestriel	72
M2018-391	Dotations politiques de la ville 2018 - Convention d'attribution de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	75

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>CULTURE</b>	<b>PAGES</b>
M2018-399	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention d'occupation 2018/2019 de l'Agora, Cité Internationale de la Danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature	80
M2018-400	Direction des Médiathèques et du Livre - Convention Contrat Territoire Lecture - Programme et demande de subvention 2018 - Approbation	83
M2018-401	Demandes de subventions dans le cadre de l'opération de rénovation et de réaménagement de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Approbation	86
M2018-402	Avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Théâtre des treize vents, Centre Dramatique National de Montpellier - Autorisation de signature	89
M2018-403	Désignation du titulaire des licences d'entrepreneur de spectacles - Approbation	92
<b>N°DÉLIB</b>	<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT</b>	<b>PAGES</b>
M2018-377	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour le Projet Celimer - Modification de l'avenant à la convention	96
M2018-378	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Autorisation de signature	99
<b>N°DÉLIB</b>	<b>FINANCES</b>	<b>PAGES</b>
M2018-352	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	103
M2018-353	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	106
M2018-354	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	109
M2018-355	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	112
M2018-356	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	115
M2018-357	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	117
M2018-358	Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	119
M2018-359	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption	121
M2018-360	Budget supplémentaire 2018 - Adoption	129
M2018-361	Affectation des subventions 2018 - Adoption	138
M2018-362	Admissions en non-valeur de titres de recettes pour l'année 2018 - Approbation	142
M2018-363	Apurement annuel des régies - Adoption	145
M2018-364	M57 - M43 - M49 - Amortissement - Seuil et durée - Approbation	148
M2018-365	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	154

# PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>FINANCES (suite)</b>	<b>PAGES</b>
M2018-366	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Baillargues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	157
M2018-367	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Juvignac nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	160
M2018-368	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Castries nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	163
M2018-369	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Jacou nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	166
M2018-370	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Saint-Drézéry nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	169
M2018-371	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune du Crès nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	172
M2018-372	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Sussargues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	175
M2018-373	Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montaud nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	178
M2018-374	Remise gracieuse partielle de Taxe de Séjour Intercommunale	181
<b>N°DÉLIB</b>	<b>LOGEMENT</b>	<b>PAGES</b>
M2018-385	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Cella Nova ' - Avenue de Lodève à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne - Convention - Autorisation de signature	185
M2018-386	Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Haut de Cœur ', Opération ' Cœur d'Orques ' lot 6 à Saint Georges d'Orques - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature	188
M2018-387	Construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Les Balcons de l'Ortet ' route de Montpellier à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	192
M2018-388	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 8 logements et une copropriété - Autorisation de signature	196
M2018-389	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 63 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	199

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER</b>		
M2018-335	Révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Arrêt du Bilan de la Concertation	203
M2018-336	Arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé	211
M2018-337	Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	230
M2018-338	Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Débat sur les Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	238
M2018-339	Commune de Restinclières - Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	243
M2018-340	Commune de Montpellier - Objectifs pour la création de la ZAC Cambacérés 1bis - Modalités de concertation - Approbation	246
M2018-341	Communes de Montpellier et de Lattes - Secteur Cambacérés - Avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie	251
M2018-342	Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	254
M2018-343	Nouveau projet de renouvellement urbain quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature	257
M2018-344	Site du Mijoulan - Commune de Saint Georges d'Orques - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation	260
M2018-345	Projet urbain Partenarial (PUP) - Commune de Castelnau-le-Lez - Prado Concorde Charles de Gaulle sud - Approbation de l'avenant n°1 à la convention initiale - Autorisation de signature	263
M2018-346	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Saint Jean de Védas - Blasco II chemin de Fontaine Pontou - Réalisation de 3 lots à bâtir sur les parcelles AN13 et AN14 - Convention avec la société Réal Immo Promotion - Autorisation de signature	267
M2018-347	Projet Urbain Partenarial (PUP) La Fabrique - SAS GGL Aménagement - Commune de Fabrègues - Approbation convention de PUP - Conventions de reversement à la commune et au SBL - Autorisation de signature	271
M2018-348	Projet Urbain Partenarial (PUP) les Jardins d'Hélios - SAS ANGELOTTI - Commune de Cournonterral - Approbation avenant n°2 à la convention initiale et de la convention de reversement à la Commune - Autorisation de signature	274
M2018-349	Rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier - Poursuite de la procédure de transfert d'office avec recours à Monsieur le Préfet	279
M2018-350	Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif au secteur du MIN sur la commune de Montpellier - Approbation	282
M2018-351	Création d'une aire de grand passage - Commune de Saint Jean de Védas - Approbation des dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire	285
<b>N°DÉLIB</b>		<b>PAGES</b>
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>		
M2018-379	Projet de ZAC Extension Hippocrate - Commune de Montpellier - Objectifs pour la création de la ZAC Extension Hippocrate - Modalités de concertation - Approbation	289
M2018-380	Adhésion à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU) - Désignation de représentant - Approbation	293

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>RELATIONS INTERNATIONALES (suite)</b>	<b>PAGES</b>
M2018-381	Développement International - Mission Tel Aviv - 3 au 7 septembre 2018 - French Tech - Participation au Digital Life and Design (DLD) Tel Aviv Innovation Festival - Approbation	296
M2018-382	Développement International - Mission institutionnelle et d'affaires Chengdu, Qingdao (Chine) - Du 15 au 25 septembre 2018 - Participation au congrès EUPIC et à la Foire de l'Ouest - Autorisation de la mission et de signature	299
M2018-383	Portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine) - deuxième semestre 2018 - Convention avec EUPIC - Convention avec le Centre des Français à l'Étranger - Frais de fonctionnement - Autorisation de financement et de signature	303
M2018-384	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	308
<b>N°DÉLIB</b>	<b>RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>PAGES</b>
M2018-392	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature	312
M2018-393	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature	315
M2018-394	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature	318
M2018-395	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature	321
M2018-396	Rémunération - Instauration du régime indemnitaire pour le cadre d'emplois des infirmiers	324
M2018-397	Indemnités de régisseurs - Approbation	327
M2018-398	Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation	330
<b>N°DÉLIB</b>	<b>SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>PAGES</b>
M2018-405	Ressources en eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau de l'entité hydrogéologique 556B2 Castries Sommières - Adoption	334
M2018-406	Eau potable - Convention technique et financière de fourniture d'eau en gros pour le secours de Pays de l'Or Agglomération (POA) - Autorisation de signature	338
M2018-407	Captages Garrigues Basses Bérange - Renouvellement de la convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour le poste d'animateur captages - Autorisation de signature	341
M2018-408	Assainissement - Commune de Saint Jean de Vedas - Desserte d'une zone en assainissement non collectif - Secteur Sigaliès - Convention de remboursement des travaux de branchements avec la SARL Terre du Soleil - Autorisation de signature	344
M2018-409	Participation à l'appel à projets "Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration" de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Approbation	347
M2018-410	Coopération décentralisée - Adduction d'eau potable pour le village de Tifelsine sur la commune d'Adar au Maroc - Convention de financement avec la commune de Saint-Drézéry - Autorisation de signature	350

## PARTIE I - SOMMAIRE

<b>N°DÉLIB</b>	<b>SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES</b>	<b>PAGES</b>
M2018-404	Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2018-2019 - Autorisation de signature	354
<b>N°DÉLIB</b>	<b>TRANSPORTS ET MOBILITE</b>	<b>PAGES</b>
M2018-413	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Autoroutes du Sud de la France pour la pose et le financement de la signalisation directionnelle des itinéraires de substitutions prévus au plan de gestion de trafic A9/A709	358
<b>N°DÉLIB</b>	<b>VOIRIE, ESPACE PUBLIC</b>	<b>PAGES</b>
M2018-411	Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication - Modification du plan de financement des travaux sur Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature	362
M2018-412	Restauration du mur de soutènement du jardin des plantes - Transfert de maîtrise d'ouvrage	365

**HORS COMMISSION**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## **Hors commission - Mission Tel Aviv - Participation à la Rencontre annuelle des signataires du Pacte de Politique Urbaine Alimentaire (MUFPP) de Milan - Du 2 au 6 septembre 2018 - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est signataire du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, lancé lors de l'Exposition Universelle de Milan à l'occasion de la Journée Mondiale de l'alimentation en octobre 2015.

La quatrième rencontre annuelle internationale du Pacte de Politique Alimentaire Urbaine (MUFPP) de Milan, après Valencia en Espagne en 2017, se tiendra à Tel-Aviv du 3 au 5 septembre 2018.

Ces rencontres permettent de renforcer le dialogue entre les villes, les territoires, les gouvernements nationaux et les organisations internationales sur des systèmes alimentaires durables reliant les zones urbaines et rurales du monde entier.

L'objectif de ces rencontres est aussi de stimuler l'action des maires sur la politique et les pratiques alimentaires, ainsi que d'apprendre et d'échanger entre les villes signataires du Pacte.

A ce titre, il est proposé une participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole à cet évènement.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 5 000 euros.

La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 2 au 6 septembre 2018 au Milan Pact Awards à Tel Aviv ;
- approuver la participation d'un élu et d'un technicien de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 5 000 euros sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-47986-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités concernant l'exercice 2017 de la SPL SA3M est présenté en séance.

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 24 mai 2017 et a modifié la forme de la société, son objet social et sa dénomination. La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) est devenue SA3M.

Par ailleurs, la société s'est transformée en Société Publique Locale, afin d'ouvrir son activité, à l'origine tournée vers l'aménagement et la construction, vers d'autres prestations et permettre une intervention dans des domaines plus étendus tels que la gestion de services publics industriels et commerciaux.

Le capital social de la SPL SA3M de 1 770 000 € reste inchangé au 31 décembre 2017. Montpellier Méditerranée Métropole reste toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60%), de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), de Castelnau-le-Lez (1,13%), des communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85%), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68%).

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la SPL SA3M dont la présidence de la société.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2017: les 24 mars, 23 mai, 29 novembre.

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 8 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ nommé le 18 septembre 2014.

En 2017, le résultat net à la clôture de l'exercice atteint 942 K€, pour un ensemble de capitaux propres de 3 216 K€.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,4 M€ avec une baisse de - 168 K€ par rapport à 2016.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 21 M€ (contre 15,3 M€ en 2016), soit une progression de + 37 %.

Les dépenses d'investissements réalisées sur 2017 se répartissent à :

- 31 M€ TTC sur les concessions, soit 9,6 Millions d'euros HT d'acquisitions (Restanque, la ZAC du Coteau, ODE et Nouveau Grand Cœur), et 12,2 Millions d'euros HT d'études et travaux (Cambacères, EAI et Nouveau Grand Cœur)

- 8,2 M€ TTC sur les mandats d'études portant principalement sur les Halles Laissac, CRR, et les études sur la réalisation des aires d'accueil des gens du voyage, permanent et aires de grands passages.

En 2017, les cessions ont très fortement augmenté par rapport à 2016, notamment sur le nombre de logements (717) dont 604 logements accessions. Les cessions de logements ont été principalement réalisées sur l'opération communale ZAC des Saurèdes à Castries, sur la concession d'activité économique Descartes, sur la concession de renouvellement Urbain Restanque et la concession Hippocrate

La SA3M a notamment réalisé les opérations suivantes sur 2017 : CRR, Reconversion de l'EAI, travaux

aménagement de la médiathèque Zola, Nouveau Grand Cœur, Halle et Place Laissac ...

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 87,9 M€ TTC contre 59,9 M€ TTC au budget 2017; celui-ci devrait représenter 67 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société, contre 77 % en 2017.

Pour l'année 2018, les opérations principales portent sur les concessions suivantes : Restanque, Coteau, Nouveau Grand Cœur, Odysseum Est représentant un nombre de logements en croissance (plus de 2000). Le niveau d'études et travaux est en forte hausse (+96%) notamment avec les mandats du Conservatoire à Rayonnement Régional, les Halles Laissac, le mandat Aires d'accueil des gens du voyage. Les travaux se poursuivent sur ODE à la mer, Cambacérès, EAI, Nouveau Grand Cœur et Pompignane.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix  
 Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
 034-243400017-20180719-48274-DE  
 Acte Certifié exécutoire :  
 Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2017, les opérations d'aménagement confiées à la SA3M et concernées par ces prérogatives sont les suivantes :

- **Ode à la Mer** (commune de Pérols) :

- Sur la ZAC « Ode Acte 1 » : couverture d'une superficie de 35,9 ha dont une partie a déjà été réalisée dans le cadre de l'ancienne opération ZAC Aéroport. Seule, une partie reste à acquérir comprenant 6 unités foncières : 5 propriétés avec bâti et une propriété nue. L'année 2017 marque la fin des procédures d'expropriations et seul un dossier a fait l'objet d'une décision de déconsignation. Aucune acquisition amiable n'a été réalisée en 2017.

- Sur la ZAC « Ode Acte 2 » : une acquisition d'un terrain à l'amiable a été réalisée et un délaissé de voirie de la Métropole a été acquis à l'amiable après désaffectation et déclassement.

- **ZAC Euromédecine II** (commune de Grabels) :

Un terrain en déclassement de voirie de la Métropole a été acquis dans les conditions générales habituelles.

- **ZAC Descartes** (commune de Lavérune) :

En 2017, une unité foncière a été acquise par voie amiable. Aucune procédure d'expropriation en cours.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48504-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - L'Or Aménagement - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12 223 en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, le rapport annuel 2017 de l'Administrateur de la Société Publique Locale (SPL) l'Or Aménagement est présenté en séance.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires.

Au 31 décembre 2017, le capital social de la SPL l'Or Aménagement, composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et la commune de Mauguio à hauteur de 31,54%.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

L'effectif de la société au 31 décembre 2017 est composé de 10 salariés dont 6 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2017, les éléments ci-après sont à souligner :

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié de 480 logements ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison pour un programme d'environ 220 logements majoritairement individuels ; la ZAC Font de Mauguio pour environ 740 logements ; la ZAC Les Roselières à Valergues pour un programme d'environ 110 logements ; la ZAC Les Conques à Lansargues pour un programme d'environ 110 logements.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées en 2017, on note les conduites d'opérations suivantes : le projet de ZAE « La Providence » et extension de la zone économique de l'aérodrome de Candillargues (16 000 €), le réaménagement du canal du Port de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (17 000 €) et l'étude de faisabilité technique juridique et financière dans le cadre du projet cœur de ville de la commune de La Grande Motte (25 000 €).

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie après 2017, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : la réhabilitation de l'école Prévert dans sa phase de conception à Mauguio (38 000 €), le schéma directeur stratégie de développement et plan d'actions de la commune de Mauguio (31 000 €), le réhabilitation de la capitainerie de Carnon dans sa phase de conception sur le commune de Mauguio-Carnon (80 000 €), le schéma directeur Mauguio-Carnon volet circulation déplacement et tourisme de la commune de Mauguio-Carnon (19 000 €), la ZAC des portes de l'aéroport pour la communauté d'agglomération du Pays de l'Or (781 000 €), la conduite du dialogue compétitif projet ville port (2) pour la commune de La Grande Motte (50 000 €), le lancement et le suivi du concours de maîtrise d'œuvre général et suivi jusqu'à la phase avant-projet du projet ville port pour la commune de La Grande Motte (60 000 €) et l'analyse du contrat d'amodiation et la coordination du projet d'extension et requalification avec la révision des documents d'urbanisme pour la commune de La Grande Motte (13 000 €).

On note également la réalisation d'un mandat d'études pour l'aménagement des berges du canal de Pérols et port de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole, toujours en-cours après 2017 (30 000 €).

Les perspectives d'évolution en 2018 portent notamment sur la signature d'une ligne de crédit avec la banque européenne Crédit mutuel afin de ne pas contracter de nouvel emprunt et permettant de couvrir le besoin de trésorerie à court terme sur l'exercice 2018, la constatation de l'avance de la société à l'opération

en concession ZAC des Châtaigniers, la signature de l'avenant 4 à la concession d'aménagement Lou Plan des Aires avec la commune de Mudaison, l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du schéma directeur de Mauguio-Carnon, le mandat d'étude et de travaux pour la mise en œuvre du schéma directeur de Carnon avec la commune de Mauguio, la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour une étude de faisabilité et de redéploiement de la zone amodiée de part et d'autre du canal de Carnon, la mission d'assistance financière dans le cadre de l'accompagnement de l'activité du port de Carnon.

Du point de vue financier, la SPL l'Or Aménagement enregistre, pour 2017, un chiffre d'affaires hors taxe de 1 001 000 € (contre 787 000 € en 2016 hors traités de concession) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 53 000 € (contre 35 000 € en 2016).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 820 000 € (+214 000 € soit +35% grâce au dynamisme rencontré dans la commercialisation des concessions de Lou Plan des Aires à Mudaison et des Châtaigniers, à Saint-Aunès), des différentes études menées en 2017 pour 176 000 € (- 6 000 €, soit -3%) et également des mandats pour 5 000 €.

Les capitaux propres s'établissent à 1 406 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société l'Or Aménagement pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48073-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Languedoc-Roussillon Agence de Développement (LRAD) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12221 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) Languedoc-Roussillon Agence de Développement (LRAD).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2017 de la SPL LRAD est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenu à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole. Suite à deux augmentations du capital d'origine survenues en 2015 et 2016, le capital a été porté à 328 000 € et les participations sont désormais de 3,75% pour Montpellier Méditerranée Métropole et de 96,25% pour la Région Occitanie.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La société a également pour objet la réalisation d'opérations de construction d'équipements et d'édifices publics du ressort de ses actionnaires, et de leur maintenance, ainsi que d'opérations d'aménagement au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme. Elle peut également, à titre complémentaire, se voir confier l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial ou toute autre activité d'intérêt général.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par la Région Occitanie représentée par Monsieur Guy Esclope.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la SPL LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; Madame Isabelle Marsala et Messieurs Jean-Luc Cousquer et Cyril Meunier ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014. Monsieur Cyril Meunier a été remplacé par Madame Valérie Barthas Orsal le 27 septembre 2017.

Pour l'année 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois, le 11 mai, le 20 juin (séance ajournée pour défaut de quorum), le 4 juillet et le 14 décembre 2017. La mise en place du télétravail a été actée. Par ailleurs le CA a approuvé l'adhésion de LRAD au Groupement d'intérêt économique « EPL Régionales d'Occitanie », avec le Directeur Général de LRAD en tant que représentant permanent de la SPL LRAD. Des perspectives de rapprochement ont été actées entre la SPL LRAD et la SPL Midi-Pyrénées Construction (MPC).

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2016 s'est tenue le 20 juin 2017 et a renouvelé le mandat du Commissaire aux Comptes Monsieur Alain Camoin et celui de son suppléant, Monsieur Christian Perez pour une durée de six ans.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2017 s'établit à cinq personnes. La société est dirigée par Aurélien Joubert depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2017 a été marquée par les huit opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont

six contrats de construction auprès de la Région Occitanie, sept contrats de prestations intellectuelles pour la Région Occitanie et deux contrats de prestations intellectuelles pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Parmi les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, on notera les deux missions suivantes débutées en 2016 par la SPL LRAD :

-Mission d'évaluation de la qualité du Service Public d'Assainissement :

La mission comporte une première phase finalisée en avril 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire au prix de 17 850 € HT, et une seconde phase qui débutera en février 2018 pour se terminer en octobre 2018 au prix de 34 000 € HT. L'objet est d'accompagner la direction de l'Eau et de l'Assainissement dans l'évaluation du Service Usager Assainissement et dans la qualité du Service Public Assainissement. L'étude permet d'identifier les principales dimensions problématiques, de formuler des hypothèses et de comprendre les motivations et freins des usagers, ainsi que la mise en place d'atelier de co-créations, de tests, de réalisations synthétiques et visuelles dans le but d'apporter des solutions aux dysfonctionnements révélés et mettre en œuvre les préconisations établies lors de la première phase.

-Mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle Smart City :

La mission débutée en 2016 a été finalisée en avril 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire, au prix de 35 700 € HT. Montpellier Méditerranée Métropole a fait appel à la SPL LRAD dans le but de porter via la Direction des Ressources Informatiques des actions très concrètes en matière de développement de service et de confort écologique. Le projet porte sur de nombreux objectifs : concevoir la ville autrement, intégrer tous les habitants jusqu'aux cibles extrêmes, s'appuyer sur l'intelligence des acteurs pour innover, respecter l'environnement et la gestion durable des ressources, avoir des habitants créatifs et acteurs de la vie publique et l'intelligence d'un mode de vie.

Parmi les opérations confiées par la Région Occitanie, on notera les huit missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :

- Missions de construction :

Lycée de Gignac, Lycée de Sommières, Lycée Champollion à Lattes, Plateforme de Port La Nouvelle, Travaux de chauffage pour le CREPS de Montpellier, Aménagement de la maison de Région de Perpignan.

- Mission d'accompagnement à l'harmonisation des prestations de travaux et de maintenance de la DPMG de la Région Occitanie sur une durée de 9 mois sans prestataire au prix de 63 750 € HT

L'objet étant d'opérer un accompagnement opérationnel visant à une cohérence organisationnelle du service Bâtiments suite à la fusion des deux régions.

- Mission d'accompagnement au projet Hub PME de la Région Occitanie sur une durée de 16 mois sans prestataire au prix de 55 675 € HT

L'objet étant d'établir un état des lieux des systèmes d'information et d'accompagner la Direction de l'Économie et de l'Innovation, à l'animation du groupe projet et des quatre sous-groupes de travail.

- Mission d'accompagnement pour l'élaboration d'une politique jeunesse sur une durée de 3 mois sans prestataire au prix de 24 990 € HT

L'objet étant de collecter et de référencer des informations statistiques, des études et rapports et des témoignages des partenaires territoriaux, puis à analyser ces données pour en faire émerger de grandes préconisations d'intervention régionale sur les trois thématiques que sont l'insertion sur le plan des études - éducation et formation, l'insertion économique - emploi et l'insertion sociale et citoyenne, l'engagement, la participation sociale et politique.

- Mission d'accompagnement à la valorisation du foncier régional sur une durée de 14 mois sans prestataire au prix de 105 000 € HT

L'objet étant, lors d'une première intervention, d'effectuer une préfiguration d'une stratégie régionale sur les enjeux fonciers s'inscrivant dans les politiques d'aménagement, de croissance et d'emploi, et lors d'une seconde intervention, de procéder à un accompagnement opérationnel à la valorisation du foncier régional.

- Mission de Co-Animation de la démarche d'ouverture collaborative citoyenne et entreprises de la Région Occitanie sur une durée de 16 mois au prix minimum de 85 000 € HT et maximum de 125 000 € HT

L'objet étant d'effectuer un accompagnement à l'ouverture collaborative et citoyenne des données de la Région sous licence ouverte par un co-pilotage des prestations portées par un prestataire missionné par la Ré-

gion ainsi que par la mise en convergence de la démarche Open Data avec le projet régional de « Citoyenneté Active » et avec le projet « Hub PME ».

- Mission de pilotage de mesures de réduction de vulnérabilité des hangars C et D de Port-La-Nouvelle sur une durée de 3 mois, au prix de 71 250 € HT en collaboration avec le prestataire Actua Architectes

L'objet étant de conduire et de piloter les études en lien avec un prestataire technique et de permettre l'expression des besoins et la collaboration entre les différentes parties prenantes pour l'émergence d'une solution partagée conforme à la réglementation concernant les conclusions de l'étude précédemment menée sur les hangars C et D tous deux situés en zone d'aléa maximum du fait de la présence de dépôts pétroliers à proximité.

- Mission d'accompagnement à la mise en place d'un règlement d'intervention en faveur des traditions camarguaises sur une durée de 4 mois, au prix de 15 725 € HT, sans prestataire

L'objet étant d'accompagner à la mise en place d'un règlement d'intervention en faveur des traditions camarguaises après en avoir défini les enjeux.

Les perspectives d'évolution en 2018 pour LRAD portent essentiellement sur la nouvelle organisation structurée autour des trois branches « Ingénierie de Projet » (activité prévue en baisse de 105K€), « Innovation » (activité prévue en hausse pour environ 472 K€) et « Construction – Aménagement ». Cette dernière branche va se développer fortement puisque la Région va confier à LRAD une quinzaine d'opérations pour un montant global de près de 50 millions d'euros, se traduisant pour la société, par des produits d'un montant de 856 K€.

Du point de vue financier en 2017, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 579 K€ (en hausse de +52,4% par rapport à 2016) ; le chiffre d'affaires se répartit à 92,4% pour les opérations confiées par la Région Occitanie et pour 7,6% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 96,6% et de 3,4% en 2016.

On note ainsi un total de produits de 581 K€ et un total de charges de 572 K€ en 2017 (en hausse de +11,3% par rapport à 2016).

La société enregistre donc pour son septième exercice social un bénéfice de + 9 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 188 K€ avec un capital social de 328 K€.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48078-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

Par délibération n°12214 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Abdi EL KANDOUSSI pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML), le compte rendu, des activités 2017, de la société TaM est présenté en séance.

En 2017, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

Aucune modification du capital social à 4 286 K€, n'est intervenue en 2017. La répartition du capital social, modifiée en 2016 dans le cadre du passage en Métropole et du transfert de la compétence voirie et stationnement, reste inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration au côté de la ville de Montpellier (9,11%) et des actionnaires privés (44,88%).

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 21 février, 25 avril, 27 juin, 17 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2016 s'est tenue le 27 juin 2017, celle approuvant les comptes 2017 s'est tenue le 29 juin 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2017 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la CLCV.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2017 s'établit à 1 124,68 ETP, auxquels s'ajoutent 3,46 ETP mis à disposition.

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 108 660 K€ (+ 2 460 K€ par rapport à 2016). Le résultat net de l'exercice 2017 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 317 K€ (+ 120 K€ par rapport à 2016), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 2 193 K€ au titre de l'exercice 2017 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€.

Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 16,77 M€, représentent 22% du total du bilan.

### **Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2018.

L'année 2017 a été marquée par le lancement de la consultation pour la futur DSP 2018-2024. La SAEML TaM actuellement délégataire sous forme de Groupement Momentané d'Entreprise (GME), a candidaté seule. Le Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a approuvé le choix de la SAEML TaM comme futur délégataire pour la nouvelle DSP relative à l'exploitation des transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole d'une durée de 6 ans (2018-2024).

Cette huitième année d'exploitation a été marquée par la mise en place de l'avenant n°10 qui formalise les décisions d'offres et de services prises respectivement courant 2017 par la Métropole et par les économies 2016/2017 actées par l'avenant n°9.

Le chiffre d'affaires HT de l'activité transport s'élève à 55,9 M€ et représente 83,8% en chiffre d'affaires HT total 2017 de la société.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) pour 2016 dans le cadre de la DSP s'est élevée à 46 206 K€ au bénéfice du GME, dont 32 777 K€ pour TaM.

A cela s'ajoute les compensations sociales, scolaires et les indemnités des titres du SMTCH versées par la Métropole au bénéfice du GME, à hauteur de 14 752 K€ (+ 1,98%), dont 14 273 K€ pour TaM.

Les ventes de titres de l'année 2017 représentent 38 283 K€ et sont en augmentation par rapport à 2016 (+3,9%) en corrélation avec la hausse de la fréquentation (+ 3% de déplacements validés).

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le volume des indemnités PV atteint 1,68 M€, en diminution de 10% par rapport à 2016, malgré un nombre de journées de contrôle assez stable (18 984 journées, -4%), le volume de PV est à la baisse, tout comme le taux de recouvrement.

### **Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage**

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2017 s'établit à 1 083M€ et présente un résultat qui s'équilibre.

Les mandats en cours en 2017 ont permis à TaM de travailler sur les travaux d'extension du dépôt Jeune Parque (Tour en Fosse notamment) et les aménagements du carrefour Corum, sur les dernières opérations d'achèvement de la L3 et sur les études de l'extension L1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France

### **Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)**

Concernant les marchés de prestations de services en régie de recettes, le marché de collecte et maintenance des horodateurs sur voirie de la Ville de Montpellier et celui de collecte des horodateurs sur voirie de la ville de Castelnau-le-Lez ont pris fin en décembre 2017 suite aux enjeux de dépenalisation ; le parking Vicarello de la ville de Castelnau-le-Lez, a été réattribué à TaM (20/01/2017-31/12/2019).

TaM a remporté fin 2017 la consultation lancée par la Ville de Montpellier pour la gestion de la voirie sous forme de délégation de service public pour une période de 7 ans (1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024). Celle-ci impose la création d'une filiale dédiée, la SASU TaM-Voirie, immatriculée le 7 décembre 2017.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec Montpellier Méditerranée Métropole du parking Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les parkings Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2009-2018) avec la Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking Nouveau Saint-Roch (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 23.7 K€ (33.4 K€ en 2016).

Le résultat des activités en régie de recettes reste négatif et passe de -123 K€ en 2016 à -337 K€ en 2017, en raison des surcoûts de préparation de la réponse à la consultation lancée par la ville et à la provision concernant le marquage des places restant dû sur le marché en cours.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 912 K€.

Le résultat de l'activité globale stationnement s'élève à 575 K€.

Les redevances liées aux contrats de DSP versées par TaM sont stables ; elles s'élèvent à 1 655 K€ pour la métropole et à 248 K€ pour Montpellier Events (parking Corum).

### **Autres activités**

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants :

- Clinique Millénaire (2011-2026),
- Clinique St Jean (2011-2021),
- CHU Lapeyronie (2014-2024),
- Nouvelle Clinique Saint Roch (2016-2031),

- Ecopole « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois)
- Mer et Glace (2017-2019).

Les recettes commerciales progressent de 225 K€ pour atteindre 1 458 K€ ; le résultat est bénéficiaire à 445 K€ en 2017 contre 286 K€ en 2016, dû à l'effet année pleine de la clinique Saint Roch et aux impacts des augmentations tarifaires.

Le contrat du parking Gaumont (2017-2026) est associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+R Circée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48287-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML, le compte rendu des activités de la SERM, au cours de l'exercice 2017, est présenté en séance.

Le capital social de la SERM reste inchangé au 31 décembre 2017 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,61% des actions. A ce titre elle occupe 3 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2017 : les 21 mars, 24 mai, et 27 juin et le 28 novembre.

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 77 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

En 2017, le résultat net global à la clôture de l'exercice atteint 668 331 € pour un ensemble de capitaux propres de 30 689 700 €.

L'activité fonctionnement/aménagement de la SAEML SERM a engendré un déficit de l'ordre de 130 K€ avant IS et épargne salariale et un déficit final de 900 K€.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 630 K€ avant IS et épargne salariale et un bénéfice final de 1 568 K€, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 789 K€ (contre 1 389 K€ en 2016).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 66 054 K€ contre 79 632 K€ en 2016, soit une baisse de - 17 %.

Les activités du secteur logement se sont notamment poursuivies sur le renouvellement urbain (Grand Cœur et Petit Bard), sur l'opération communale de Saint-Brès et sur les opérations de logement Parc Marianne et Consuls de Mer.

Des travaux importants ont été réalisés notamment sur :

- les opérations à « dominante logement » comme Parc Marianne (3,2 M€), Ovalie (2,2 M€), Nouveau Saint Roch (2,2 M€), Rive Gauche (1,4 M€)
- les opérations de Renouvellement Urbain comme Petit Bard (2 M€) et Grand Cœur (1,2 M€)
- les opérations communales (6,8 M€)
- les opérations à « dominante activité économique » comme Eureka (2,7 M€).

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 48,8 M€ TTC ; celui-ci devrait représenter 90 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. L'activité préfigure un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats. Le montant de cessions de charges foncières est prévu à la baisse de 12 M€, par rapport à 2017. Le bon niveau de ces charges foncières en 2017, tant en terrain d'activité qu'en tertiaire, s'explique par la performance de deux opérations en particulier :

- Garosud : 3,3 ha de terrain d'activité et 5 500 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire
- Eureka : 1,1 ha de terrain d'activité et 7 600 m<sup>2</sup> SDP de tertiaire

Au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation, on note une continuité de la Délégation de Service Public du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energies du Sud,

Héliotam.

La filiale SAS Seaman est quant à elle en cours de liquidation ; cette dernière n'ayant pas été retenue dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public relative à l'Aquarium et au Planétarium, contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La SERM détient aussi toujours en 2017 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energies du Sud, 99% dans la SCI Odyseum, 100% dans la SAS Seaman, 1,67% dans la SAEML Montpellier Events et 1,50% dans la SAS Mutoxia.

De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energies du Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48267-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14 852 du 17 octobre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'Assemblée Spéciale de la Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML, le compte rendu des activités de la société BRL, au cours de l'exercice 2017, est présenté en séance.

Depuis plus de cinquante ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 31 mars 2016 par Monsieur Damien ALARY, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Madame Françoise BIGOTTE.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois : le 13 avril, le 21 juin, et le 28 novembre. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2016 s'est tenue le 21 juin 2017.

L'année 2017 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL avec :

- Une modification des articles 24 et 26 des statuts concernant respectivement la présidence du conseil d'administration et les missions et pouvoirs du conseil d'administration,
- Dans la continuité de l'opération de réduction du nombre d'actionnaires engagée en 2016, le Crédit Agricole du Languedoc-Roussillon a acquis au cours de l'année 2017, 92 titres « petits porteurs »,
- Remises à l'exploitant au premier trimestre 2017 des deux opérations Maillon Sud et Maillon Littoral dans le cadre du programme Aqua Domitia,
- Fin de la dernière séquence annuelle du plan stratégique 2013-2017 et finalisation du plan stratégique 2018-2020 dans toutes les sociétés du groupe,
- Redressement de la filiale BRL Espaces Naturels grâce à la nomination d'un nouveau Directeur, à la réduction du Capital par absorption des pertes antérieures et par le lancement d'un audit pour évaluer et qualifier 3 scénarios stratégiques,
- Démarche et de responsabilité sociétale d'entreprise avec la signature d'une Charte « Entreprises et Quartiers » du département du Gard,
- Obtention du marché d'affermage des contrats d'eau potable des communes du Grand Narbonne Sud,
- Organisation de forums territoriaux afin de présenter la réalisation du programme Aqua Domitia sur la concertation entre la Région Occitanie et BRL.
- Avancement des investissements sur : Maillon Sud, Maillon Littoral Audois, Maillons Nord Gardiole et Biterrois, Maillon Minervo, Extensions des périmètres hydroagricoles et Modernisation et extension de la station de portabilisation de Puech de Labade,

Les perspectives d'avenir sont marquées par les orientations suivantes : la première année de déploiement de la stratégie « BRL Horizon 2020 », les investissements de 10M€ dans des travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional, les travaux de modernisation sur la tranche 3 de la station de potabilisation de Puech de Labade (Aude), les travaux de maintenance de la concession régionale qui resteront à un niveau

élevé, la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL, le déploiement d'un Système d'Information sur l'Eau (Projet SIE Aqua NOTOTIA).

En 2017, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de +2% par rapport à 2016 et s'établit à 16,026 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort en baisse de - 225 K€ pour s'afficher à hauteur de 1 336 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 1 937 K€ en hausse de + 272 K€ par rapport à 2016. Cette hausse de bénéfice net est notamment dû au bénéfice financier de 1 384 K€ (soit + 1 655 K€ par rapport à 2016). Le résultat exceptionnel s'affiche en baisse de - 1 717 K€ en déficit de - 1 230K€ généré par une provision sur le compte courant de trésorerie de BRLLEN pour 1,8M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparait en hausse de +2,1 M€ par rapport à 2016 et s'établit à 75,7 millions d'euros, soit à un niveau historiquement le plus élevé. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à un niveau de 2 976 K€ contre 4 012 K€ en 2016. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 1 603 K€ contre 1 660 K€ en 2016.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 572 K€, Exploitation : 1 979 K€, Ingénierie : - 147 K€, Espaces naturels : - 910 K€, Activités sur Madagascar : 76 K€ et Predict Services : 33 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Métropolitain de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL Montpellier pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48083-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°15083 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Marie-Hélène SANTARELLI pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON, en remplacement de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, qui avait été désignée le 30 juin 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML le compte rendu des activités de la société SOMIMON, au cours de l'exercice 2017, est présenté en séance.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2017, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 42% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier (8%) et du Département de l'Hérault (8%) ; elle occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Président.

Suivant délibération du Conseil de Métropole en date du 27 septembre 2017, Madame Véronique PEREZ, est nommée comme représentante au Conseil d'Administration en remplacement de Madame Isabelle TOUZARD.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 18 mai et le 19 décembre 2017 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 21 juin 2018. L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2017, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2017, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..), l'activité horticole et, l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs en :

- organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- communiquant sur son catalogue de produits « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (ONODJE, découpe d'ananas).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2017, vingt et un présents sur le site et onze agrandissements. 13 nouveaux opérateurs se sont installés.

En 2017, des travaux ont été réalisés et ont porté essentiellement sur le pôle transformation, avec des opérations permettant de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité. Le MIN cherche à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le

territoire.

Sur l'année 2017, on notera que la SOMIMON a mis en place un Groupement d'Employeurs dont l'objet est de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole et sont listés en annexe de l'avenant 10 de la délégation de service public. Ils concernent :

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole),
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes)
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits),
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

En 2017, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants, ...). Ce projet a permis de préciser les événements organisés par la Métropole et les actions engagées dans le cadre de l'année 2017-2018 de l'Agroécologie et de l'Alimentation Durable.

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence « Bon & Local ».

Les éléments financiers au 31 décembre 2017 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 937 K€ en légère hausse par rapport à 2016 (soit + 125 K€, soit + 4%), dont 1 280 K€ pour la filière agroalimentaire, en forte progression (+ 110 K€ soit + 10%) et 587 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de + 26 K€ soit +5%, qui représente 20% du chiffre d'affaires.

Les produits totaux représentent 3 225 K€ (en baisse de -28 K€, -1%) pour un total de charges de 3 215 K€ (soit -37 K€), le résultat net de l'exercice s'élève ainsi à 9 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 096 K€.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, il convient de noter que par délibération du 25 janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la conduite d'une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN « vers un Pôle Alimentation Méditerranéenne Durable ». Cette étude co-financée exclusivement par la Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations est en cours de lancement et s'achèvera dans le délai d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49983-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.



## **Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA) - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12220 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Annie YAGUE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux, le compte rendu des activités de la SAEML SFMA, au cours de l'exercice 2017, est présenté en séance.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Le capital de la société, inchangé en 2017, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence.

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises : le 24 janvier, 23 mai et le 9 septembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire, le 26 juin 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016 et le 28 juin 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

L'effectif de la société est de 46 collaborateurs au 31 décembre 2017, dont sept fonctionnaires mis à disposition par la métropole de Montpellier.

L'essentiel de l'activité 2017 de la SAEML SFMA, sous l'appellation commerciale Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole (SFMMM) s'est focalisée sur les travaux de mise aux normes des installations de filtrations des effluents du crématorium, afin que l'ensemble du dispositif respecte la qualité des rejets dans l'atmosphère en conformité avec la réglementation avant le 28 janvier 2018. Le projet a aussi intégré l'installation d'un troisième appareil de crémation, équipement nécessaire au maintien de la capacité de crémation pendant les travaux et lors de futures maintenances.

La réhabilitation de l'espace d'accueil afin d'apporter plus de confort et de fonctionnalité aux familles en deuil, ainsi que le renouvellement de la flotte de véhicules de type « corbillard » par des véhicules plus adaptés en matière d'aménagements intérieurs spécifiques, permettent de continuer à positionner la SAEML SFMA en tant qu'opérateur funéraire leader sur sa zone de chalandise.

La part de marché obsèques à 48.74% (en hausse de 1.81 points), démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec 1 803 cercueils vendus, 958 urnes, 2 000 admissions en salons funéraires et 2 123 crémations ; à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 135 nouvelles adhésions sur l'exercice 2017.

Le chiffre d'affaires, en hausse de 5.8%, s'élève à 6 044 K€ dont 75,8% pour l'activité « pompes funèbres » (4 580 K€) et 24,2% pour l'activité « crémation » (1 464 K€).

Le résultat s'élève à 764 K€ réparti pour 48% sur l'activité « pompes funèbres » (366 K€) et 52% sur l'activité « crémation » (397 K€).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 530 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 3 152 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2017,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48120-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport annuel 2017 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°13578 du Conseil en date du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la Présidence au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) MONTPELLIER EVENTS.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML, le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS, au cours de l'exercice 2017, est présenté en séance.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur deux équipements appartenant à la Métropole que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud par délégation de service public, et sur deux équipements appartenant à la Région que sont la Sud de France Aréna et le Parc des expositions. Les quatre sites dédiés au tourisme d'affaires et contribuant à la politique culturelle et sportive de la Métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « *Montpellier Events* ».

Au 31 décembre 2017, le capital de la société, inchangé en 2017, s'élève à hauteur de 36 868 807 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 35,54% du capital ; aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%), et de la Ville de Montpellier (9,29%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 10 février, 5 avril et 27 juin 2017. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 mai 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

Le mandat d'administrateur de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon représenté par Jean-François MANLHIOT et le mandat de censeur de la SERM représenté par Christophe PEREZ ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 125 salariés au 31 décembre 2017 dont trois personnes en CDD, 3 apprentis et un mandataire social.

Parmi les faits marquants en 2017, il faut noter l'activation d'un nouveau contrat de naming portant sur l'Arena, avec Sud de France pour un montant de 330 K€ annuel, impactant directement le contrat de délégation de service public avec la Région Occitanie.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 26 700 K€, en baisse de 2% par rapport à 2016. Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une baisse significative de 17,6%, les marchés des congrès et des conventions ayant subi un net recul d'environ 32% sur ce site ; le Zénith Sud reste stable ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires augmenter de 13% grâce notamment au salon SITEVI absent en 2016 ; la Sud de France Aréna, en hausse de 10% bénéficie également du salon SITEVI et de la création de deux nouveaux événements (Jumping International, salon Art Montpellier).

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 415 manifestations ; 59% ont été réalisées au sein du Corum, 14% au sein du Zénith Sud (soit 73,5% sur les équipements de la Métropole), 15,7% au sein du Parc des Expositions et 10,8% au sein de l'Aréna.

La part des manifestations relatives au pôle MICE (« *Meetings* » (réunions), « *Incentive* », « *Conferences* » et « *Exhibitions / Events* » (événements professionnels)) s'est élevée à hauteur de 52,3% (41% pour les congrès, 27% pour les salons et concours, 18% pour les réunions d'entreprise et 14% pour les manifestations sportives), tandis que 46% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts. Malgré une baisse du nombre de manifestations de -5%, le nombre de journées participants affiche une hausse de 10%, soient 1 337 228 journées participants.

Au global, le taux d'occupation reste stable à hauteur de 26.2%.

A la suite de la conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc

des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML MONTPELLIER EVENTS et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, la société délégataire a constaté les provisions suivantes en résultat exceptionnel : indemnité préjudicielle 3 500 K€, dépréciation du fonds de commerce 1 585 K€ et indemnité de remboursements anticipés des emprunts 2 100 K€.

Du fait notamment de ce résultat exceptionnel fortement négatif (-7.9 M€), le résultat net s'affiche avec un déficit de -9 275 K€, contre -2 220 K€ en 2016. Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,9% s'élève à 27 616 K€ pour un total de charges à 28 321 K€, en baisse de 2,5%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -705K€ contre -1 180 K€ en 2016. Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 1 839 K€ dont 1 227 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 612 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 25 037 K€ en 2016 à 15 762 K€ en 2017, pour un capital de 36 869 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau inférieur à la moitié du capital social.

Au vu du cumul de résultats déficitaires constatés à ce jour à hauteur de 21 M€, il a été proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de MONTPELLIER EVENTS soit inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole en 2017; aussi au 31 décembre 2017 la perte totale en capital pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élèverait à 7,5M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2017 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48288-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Joël RAYMOND.

## **Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML), la SERM a remis son rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique.

En 2017, l'opération confiée à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole et concernée par ces prérogatives est ZAC « Garosud Extension » :

Deux acquisitions amiables ont été réalisées en 2017 dont une acquisition privée et un délaissé de voirie à la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2017 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SAEML SERM;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48502-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

**Hors commission - Contrat de partenariat conclu entre la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Montpellier Méditerranée Métropole - Desserte de la commune de Teyran par la ligne de transport à la demande 36 - Convention d'autorisation d'arrêt et de financement à intervenir entre les deux intercommunalités et le Syndicat Mixte Hérault Transports - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En application du Contrat Partenarial signé le 14 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup souhaitent desservir la commune de Teyran, membre de cette intercommunalité, via la ligne 36 de Transport à la Demande (TAD) qui dessert actuellement les communes de Montaud, Saint-Drézéry, Jacou, Castelnau-le-Lez et traverse la commune de Teyran sans arrêt sur ce territoire situé en dehors du périmètre métropolitain.

Elle est mise en place par la Métropole, en tant qu'autorité délégante, et exploitée par la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu avec cette dernière.

Cette ligne à l'heure actuelle fixe, s'inscrit dans une logique de complémentarité à l'offre Hérault Transport en place sur la commune : la ligne 111 qui dessert la commune de Teyran principalement aux heures de pointes.

Le service public de TAD, est un service collectif déterminé en partie en fonction de la demande des usagers, dont les règles générales de tarification sont établies à l'avance.

Formule souple, ce type de service peut être mis en œuvre en faveur de catégories particulières d'usagers et apparaît particulièrement adaptée pour répondre aux besoins des habitants des communes de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup résidant à proximité du territoire métropolitain.

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) conformément à la législation en vigueur et ses statuts est l'autorité organisatrice des transports sur son territoire et assure, dans ce cadre, la desserte de la commune de Teyran avec la ligne 111 du réseau Hérault Transport.

La Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup peut mettre en œuvre et financer des actions participant à la structuration et à l'aménagement de son territoire. Montpellier Méditerranée Métropole est Autorité Organisatrice des Mobilités sur son Territoire.

En tant qu'autorité organisatrice de transport, le SMTCH autorise l'arrêt de la ligne de TAD n°36 sur la Commune de Teyran au niveau de l'arrêt « Salaison » de la ligne 111 Hérault Transport.

A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole et son délégataire la société TaM sont autorisés à déposer et prendre en charge des passagers, à ce point d'arrêt déjà aménagé (aménagement de voirie, abribus et signalétique) dans le respect des fréquences et des horaires définis.

L'information sera mise en œuvre à l'arrêt Salaison en utilisant les installations existantes (un abri propriété de la commune dans un sens et un poteau propriété du SMTCH dans l'autre sens). Le SMTCH procédera à l'affichage des informations à destination aux usagers conjointement pour les lignes 36 de Tam et 111 d'Hérault Transport. Les informations concernant la ligne 36 seront communiquées par Montpellier Méditerranée Métropole à Hérault Transport dans un délai suffisant pour permettre la mise en page, l'impression et l'affichage aux deux points susvisés, avant la mise en œuvre effective de la convention. L'ensemble des informations qui seront déployées sur l'arrêt Salaison dans le cadre de la présente convention devront être validées par l'ensemble des partenaires.

Les surcoûts inhérents à la mise en place de cet arrêt supplémentaire sur la ligne fixe de TAD n°36, actuellement en exploitation a été évaluée à 776 € TTC par mois. La Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, au titre de la compétence susvisée prend cette dépense en charge et la remboursera à la Métropole.

Les opérations de dépose et de prise en charge des passagers de la ligne TAD n°36 sur la commune de Teyran, à l'arrêt « Salaison » interviendront le lundi 3 septembre 2018, date d'effet de la convention.

Elle est conclue pour une durée de 6 mois renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période ne pouvant excéder 6 mois supplémentaires soit au maximum 12 mois.

La durée de la reconduction pourra être fixée par simple échange de courrier entre les 3 parties.

Cette première convention est en effet transitoire dans l'attente de la mise en œuvre d'une nouvelle desserte en TAD zonal sur le périmètre des communes de Castries, Montaud, Saint- Drézéry et Teyran en application du nouveau contrat de délégation de service public conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TaM, conformément aux demandes exprimées par l'autorité délégante métropolitaine, en application du contrat de partenariat conclu avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup.

Le TAD zonal permet une prise en charge à domicile pour des destinations fixes, mais selon des horaires variables en fonction des demandes des usagers et des capacités des transporteurs (véhicules, ...). Cette solution apparaît bien adaptée lorsque la demande n'est pas concentrée dans le temps en complément d'une desserte fixe aux heures de pointe. Elle génère néanmoins des coûts de fonctionnement et d'investissement plus importants et l'utilisation d'un logiciel spécifique plus élaboré par rapport à une ligne fixe pour optimiser « à la volée » l'utilisation des véhicules disponibles et tenter ainsi de réduire les coûts.

La desserte de la commune de Teyran par cette nouvelle forme de TAD constituera un véritable saut qualitatif pour les habitants de Teyran et des communes environnantes :

- triple connexion au nouveau réseau structurant métropolitain : Ligne 2 (station Georges Pompidou à Castelnau-le-Lez), Ligne Métronome M1 (Castries) et réseau TER (Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues) ;
- desserte complémentaire à la ligne 111 Hérault Transport circulant uniquement en heures de pointes : desserte complémentaire en heures de pointes, nouvelle desserte en heures creuses, desserte le samedi et le dimanche et fréquence garantie de 60' toute la journée ;
- desserte de l'avenue principale de Teyran (arrêts existants de la ligne 111 Hérault Transport) et création de 4 nouveaux arrêts pour une couverture totale de la commune.

Le coût de la mise en œuvre de ce nouveau service sur la commune de Teyran est estimé 39 500€ par an soit 3 291 € par mois. Sa mise en œuvre sera subordonnée à la conclusion d'une nouvelle convention spécifique entre les 3 parties. Le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup ont approuvé le projet de convention par délibérations respectives des 25 et 29 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour la desserte de la commune de Teyran par l'actuelle ligne de transport à la demande n°36 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention tripartite provisoire susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Titina DASYLVA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Arnaud MOYNIER, M. Jean-Pierre RICO, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48338-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## **Hors commission - Gestion de l'Eau - Article L.211-7 du Code de l'environnement - Rationalisation et Extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, sur l'ensemble de son territoire en application de la législation en vigueur et de ses statuts les compétences obligatoires en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations (GEMAPI) telles que définies à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :

- aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1) ;
- entretien et aménagement des cours d'eau, canaux, lacs, plan d'eau (item2) ;
- défense contre les inondations et contre la mer (item5) ;
- protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (item 8).

La délibération du Conseil de Métropole du 20 décembre 2017 définit les lignes directrices de la gouvernance interterritoriale du grand cycle de l'eau que la Métropole souhaite établir en concertation avec les structures intercommunales partenaires au niveau des bassins versants:

- transférer ou déléguer globalement, aux Etablissements Publics Territoriaux de Bassins (EPTB) compétents, l'ensemble des études et actions de coordination relevant de la mission 1 « Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique » lorsqu'elle porte sur des périmètres supérieurs à ceux des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI),
- assurer en régie les autres missions mentionnées aux items 1, 2,5, 8 susvisés,
- conclure, le cas échéant, de manière ponctuelle, avec ces syndicats mixtes ouverts, des conventions de délégations ou de prestations de services relatives à des projets relevant de ces compétences.

En accord avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin labellisés ou en cours de labellisation, ceux-ci continueront à assurer leurs missions de coordination et d'animation dans le domaine de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, notamment pour la mise en place et le suivi des documents de planification et de concertation: Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), du contrat de bassin versant, du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE), de la Stratégie locale de Gestion du Risque Inondation.

Ces missions relèvent notamment de l'article L. 211-7 alinéa 12 du Code de l'environnement susvisé « Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ».

Dans la perspective de la modification des statuts du Syndicat Mixte du Bassin du Lez et du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or, compte-tenu de la nouvelle situation juridique et institutionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2018, et afin d'assurer la cohérence juridique de la nouvelle organisation interterritoriale souhaitée par la Métropole et ses partenaires, il apparaît nécessaire de les intégrer dans le champ de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il apparaît opportun de vérifier la cohérence des compétences et actions dans le domaine de l'eau, actuellement portées par la Métropole au regard des autres alinéas de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement.

Ainsi Montpellier Méditerranée Métropole exerce conformément au décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant sa création et aux dispositions du Code général des collectivités territoriales de nombreuses actions en matière d'approvisionnement en eau (article L. 211-7 alinéa 3 du Code de l'environnement), notamment concernant l'eau brute : développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc.

Elle contribue à la lutte contre la pollution des aires d'alimentation et de captage ainsi qu'à la protection et à la conservation des eaux superficielles et souterraines (article L 211-7 du Code de l'environnement alinéas 6 et 7) en mettant en œuvre :

- ses projets d'assainissement ;
- les mesures de protection des captages participant à l'alimentation de sa population en eau potable ;
- les actions avec les producteurs agricoles ;
- la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable via notamment la réalisation d'interconnexion des réseaux.

Elle exerce déjà au titre de ses compétences aménagement de l'espace métropolitain, eau et assainissement et services public de défense extérieure contre l'incendie les missions suivantes :

- maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l'érosion des sols (article L 211-7 alinéa 4 du Code de l'environnement) ;
- aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile dans les zones urbanisées (article L 211-7 alinéa 9 du Code de l'environnement) ;
- mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource et des milieux aquatique (article L 211-7 alinéa 11 du Code de l'environnement).

L'exploitation, l'entretien, les aménagements d'ouvrages hydraulique existants, hors transferts obligatoires visés aux alinéas 1, 2, 5, 8 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, hors assainissement et pluvial et hors ouvrages confiés en gestion aux EPTB dont la Métropole est membre, demeurent en dehors du champ d'action métropolitain. Les principales installations et infrastructures concernées sont : les canaux d'irrigation, fossés-canaux et systèmes agricoles d'irrigation, fossés de drainage, barrages anti-sel, barrages et retenues participant aux systèmes d'irrigation, ouvrages hydrauliques participant uniquement au maintien du niveau des étangs et ne participant pas à la continuité d'un système hydraulique (article L. 211-7 alinéa 10 du code précité).

Au regard de ce constat, afin de donner plus de cohérence et de lisibilité à la politique développée par la Métropole, dans la gestion de l'eau, il apparaît nécessaire qu'elle étende ses compétences à l'intégralité des missions visées aux alinéas 3, 6, 7 et 12 de l'article L. 211-7 du code précité.

Cette extension des compétences est décidée par délibérations concordantes du Conseil de Métropole et des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. (2/3 des conseils municipaux des communes membres représentant 50% de la population ou 50% des conseils municipaux des communes membres représentant 2/3 de la population).

Le Conseil Municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la Commune de la délibération de la Métropole, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

A l'issue de cette procédure et après avoir constaté que les conditions de majorité sont acquises, le Préfet publiera un arrêté modifiant l'article 4 du décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 relatif à la création de la Métropole.

Il est donc proposé au Conseil de compléter l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 relatif à l'exercice des compétences non obligatoires exercées par Montpellier Méditerranée Métropole comme suit :

- exercice des missions mentionnées aux alinéas 3, 6, 7, 12 de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :
  - Approvisionnement en eau ;
  - Lutte contre la pollution ;
  - Protection et conservation des eaux superficielles ou souterraines ;
  - L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.
- gestion des ouvrages hydrauliques confiés aux ETPB dont la Métropole est membre.

Il est proposé que les missions de Gestion des Milieux Aquatiques et de Protection contre les Inondations relevant de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, transférées obligatoirement à la Métropole ainsi que les nouvelles missions, relevant de cet article, mentionnées ci-dessus, soient substituées aux dispositions

actuelles de l'article 4 du décret n°2014-1065 qu'elles intègrent.

Un arrêté préfectoral actera cette substitution après avis des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, dans les conditions exposée ci-dessus, l'extension de compétences relatives aux missions détaillées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président à mettre en œuvre la procédure d'extension de compétences telle que définie dans le Code général des collectivités territoriales ;
- solliciter l'avis des 31 conseils municipaux sur cette extension de compétence de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- solliciter Monsieur le Préfet afin de prendre un arrêté portant extension des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole et modifiant l'article 4 du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 relatif à l'exercice des compétences non obligatoires exercées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49886-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEOUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## Hors commission - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et élus dans le cadre d'un mandat spécial - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° 15010 du Conseil de Métropole du 2 novembre 2017 et n° M2018-48 du Conseil de Métropole du 22 février 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15,25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, dans le cadre de l'exercice de leurs mandats locaux, les élus du Conseil de Métropole ou les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole *ès qualités*.

Il est donc proposé d'étendre aux administratifs la définition du mandat spécial approuvée par délibération n° M2018-48 du Conseil de Métropole :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération *ad hoc* ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire annuelle correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole : 40 000 € pour les élus selon les dispositions de la délibération pré-citée, et 10 000 € pour les administratifs), et de rembourser dans ce cadre les frais induits au réel pour les agents en représentation de la Métropole.

En cas de déplacement d'élus ou administratifs non couverts par cette définition du mandat spécial, les règles prévues dans les délibérations pré-visées s'appliqueront.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais liés à des mandats spéciaux pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies ci-dessus ;
- dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-49304-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**  
- Délib M2018-428.pdf Annule et Remplace

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## **Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47244-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Tableau Commissions pour conseil 19-07.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.

## **Agro-écologie et alimentation - Assises de l'agro-écologie - Lettre d'engagement entre les quatre co-organisateur - Approbation et autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agro-écologique et d'alimentation durable autour de cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique ;
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Dans ce cadre Montpellier Méditerranée Métropole co-organise au Corum de Montpellier les 5 et 6 février 2019 les premières assises territoriales de la transition agro-écologique et de l'alimentation durable, avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Agropolis International et Terres en villes.

Ces assises nationales ont vocation à offrir au personnel territorial et aux élus un lieu d'échange de pratiques et de réponses concrètes aux problématiques liées à la mise en œuvre d'une politique agro-écologique sur un territoire donné. Celles-ci seront ouvertes aussi à d'autres agents publics (Etat, Universités, Recherche, etc...), ainsi qu'à des acteurs associatifs et socio-économiques.

Pour l'organisation de ces assises, il est proposé la signature d'une lettre d'engagement entre les quatre co-organisateur dont l'objectif est de fixer les modalités de contribution et de participation de chacun des partenaires. Par exemple, le CNFPT/INSET Montpellier et Terres en villes piloteront la conception du programme de l'évènement en s'appuyant sur un comité de programmation dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole.

Agropolis International pilotera l'organisation logistique et le suivi financier de l'évènement en lien avec un comité d'organisation dont fait partie Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole participera à l'organisation et la logistique générale de l'évènement (dont la communication). Et à ce titre, la valorisation prévisionnelle de la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole est de l'ordre de 15 000 €.

Ces assises constituent par ailleurs un des projets majeurs retenus dans le cadre de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Agropolis International au titre du contrat de plan Etat-région pour l'exercice 2018.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la lettre d'engagement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Mylène FOURCADE, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47305-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.

## **Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en oeuvre opérationnelle - Avenant 2018 à la convention cadre de partenariat avec Montpellier Sup Agro, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et le CIRAD - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie en matière d'Agroécologie et d'Alimentation qui vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'institut National de la Recherche Agronomique (INRA) est le premier institut de recherche agronomique en Europe et le deuxième en sciences agricoles dans le monde. L'INRA a notamment pour mission de contribuer, par la valorisation de ses compétences, de ses savoir-faire et des résultats de la recherche, à la conception d'innovations technologiques et sociales ainsi que d'organiser l'accès libre aux données scientifiques et aux publications conformément à la réglementation française et européenne sur l'ouverture des données publiques et le libre accès aux publications scientifiques.

L'INRA de Montpellier, Montpellier SupAgro, est un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) placé sous la tutelle conjointe du ministère chargé de l'agriculture et du ministère chargé de l'enseignement supérieur. Doté du statut de « *grand établissement* » au sens de l'article L.717-1 du Code de l'éducation, il dispose d'une large autonomie dans l'exercice de ses missions d'enseignement, de recherche, de transfert, de valorisation des connaissances issues de la recherche, d'appui à l'innovation, de création d'entreprises et de diffusion de la culture scientifique et technique.

Les missions statutaires de Montpellier SupAgro sont les suivantes :

- dispenser principalement des formations d'ingénieur dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la gestion durable des ressources naturelles et des territoires ;
- exercer dans ces domaines, des activités de formation initiale et continue, de recherche, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise ;
- exercer des missions d'appui à l'enseignement technique agricole ;
- concourir à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale, notamment avec les pays des zones méditerranéennes et tropicales ;
- délivrer les titres et diplômes nationaux pour lesquels il a été accrédité par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. Il peut également délivrer des diplômes qui lui sont propres.

Le centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Etablissement public à caractère industriel et commercial, le CIRAD est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé des Affaires étrangères.

Montpellier SupAgro et le CIRAD gèrent ensemble la Chaire Unesco Alimentations du Monde. L'objectif de cette chaire est de contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires plus durables par trois types d'activités : la formation, la coordination de programmes de recherche pluridisciplinaires en relation avec les acteurs des systèmes alimentaires et le dialogue entre sciences et société.

La Chaire Unesco Alimentations du Monde a pour vocation de développer ses activités à l'échelle internationale, animant un réseau Unitwin (University Twinning and Networking). Un des axes privilégiés de la Chaire porte sur les systèmes alimentaires urbains durables au travers de son programme Surfood (Sustainable Urban Food Systems). C'est dans ce cadre de la Chaire a participé à l'étude de préfiguration

coordonnée par l'INRA pour accompagner l'élaboration de la politique agroécologique et alimentaire de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, la Métropole a engagé l'an dernier un partenariat cadre sur la période 2016-2018 avec ces trois organismes de recherche et d'enseignement supérieur, approuvé par la délibération n°14165 du Conseil du 25 octobre 2016. Il est proposé au Conseil, dans le cadre de la présente délibération, d'approuver le programme d'actions 2018 sous forme d'avenant n°1 à la convention cadre.

Le programme d'actions proposé est conforme aux objectifs approuvés dans la convention cadre.

Le montant des subventions proposées pour l'exercice 2018 s'établit à 15 000 € au total, dont 5 000 € à l'INRA, 5 000 € à Montpellier SupAgro et 5 000 € au CIRAD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant 2018 à la convention cadre 2016-2018,
- approuver le versement pour l'exercice 2018 de trois subventions d'un montant de 5 000 € à l'INRA, 5 000 € pour Montpellier SupAgro et 5 000 € pour le CIRAD,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47942-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Attribution des aides individuelles - Bilan semestriel**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et suite à la convention de transferts du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. Il intervient également pour apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents, notamment alimentaires. Les aides financières sont versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent plus être mobilisés.

La délibération n°15049 du 27 novembre 2017 a fixé les modalités de gestion du fonds sur le territoire métropolitain, le règlement d'intervention et l'organisation afférents au dispositif.

Dans ce contexte, les demandes d'aide individuelles sont soumises à la Commission d'attribution qui se réunit tous les 15 jours. La Commission est une instance technique partenariale qui a pour fonction d'examiner les demandes et d'émettre un avis sur les aides mobilisables.

Vu l'arrêté n°MAR2018-0093 relatif aux délégations de signature de la Direction Générale des Services notamment sur les décisions d'attribution des aides relevant du FAJ3M, la présente délibération a pour objectif d'informer le Conseil sur les aides individuelles de FAJ3M accordées au cours du premier semestre 2018 par la Commission d'attribution. Il sera ainsi proposé de rendre compte régulièrement au Conseil, via un bilan intermédiaire trimestriel.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018 :

- 550 jeunes ont fait une demande de FAJ3M (483 sur Montpellier et 67 pour les communes de la Métropole). Par rapport, à l'année 2017, 501 jeunes avaient sollicité le FAJ individuel.
- 437 aides ont été attribuées ce qui représente 107 525 € de dépenses pour la Métropole.
- 43% des aides attribuées sont des aides à la subsistance, 19% concernent le logement, 13 % la formation, les 25% restant se répartissent sur les autres aides couvertes par le FAJ3M (transport, attente de paiement...).

En conséquent, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de ce compte-rendu,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la présentation de ce compte-rendu.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-47795-AU  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

# **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Dotation politique de la ville 2018 - Convention d'attribution de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier en date du 19 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2018 (comme en 2017) d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 546 875 €.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets d'investissement et de fonctionnement qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
<b>Proposition de répartition de l'enveloppe DPV 2018</b>						
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole</b>						
<b>Investissement</b>						
Médiathèque Jean Jacques Rousseau : accueil, ludothèque, sanitaires et automatisation	Mosson	Métropole	550 000 €	50%	juillet 2018	275 000 €
Réhabilitation de la piscine TARIS	Pompignane	Métropole	2 435 000 €	32,66 %	études en 2019	795 271 €
<b>Fonctionnement</b>						
Démarche expérimentale auprès du projet DEMOS	Hauts de Massane Celle-neuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	55 000 €	100%	septembre 2018	55 000 €
Mobilité des jeunes du Centre de loisirs jeunes de la Police Nationale de la Mosson vers la plage de Ville-neuve les Maguelone durant tout l'été	Mosson	Métropole	15 000 €	100%	été 2018	15 000 €
<b>Sous total Métropole</b>			<b>3 055 000 €</b>			<b>1 140 271 €</b>
<b>Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville</b>						
<b>Investissement</b>						

Ecoles Michelet et Delteil : création d'un self et restructuration pour augmenter la capacité d'accueil de la restauration scolaire	Petit Bard	Ville	408 333 €	60%	été 2018 et été 2019	245 000 €
Aménagement d'un plateau sportif partagé entre les écoles Balard Bolivar Neruda Renaud et le quartier	Mosson	Ville	417 000 €	60%	été 2018	250 200 €
Ecole élémentaire Léo Malet : construction de deux nouvelles classes	Celleneuve	Ville	292 000 €	70%	été 2018	204 400 €
Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély pour l'accueil de spectacles principalement de théâtre	Gély	Ville	580 000 €	50%	juin 2018	290 000 €
Maison Pour Tous Louis Feuillade : équipement d'un studio vidéo, acquisition de matériel	Mosson	Ville/MPT	61 145 €	60%	juillet 2018	36 687 €
Développement de locaux associatifs et d'activités en lieu et place de commerces alimentaires au Petit Bard	Petit Bard	Ville/SERM	650 000 €	80%	septembre 2018	520 000 €
Aménagement d'un Tiers lieu numérique rue Draparnaud	Figuerolles	Ville/CCAS	1 800 000 €	41%	2019	738 000 €
Requalification de l'entrée et du hall de l'EHPAD La Carrière	Hauts de Massane	Ville/CCAS	50 000 €	50%	2018	25 000 €
Réhabilitation du Palais des sports Pierre de Coubertin (Cette subvention est constituée d'une part ferme de 896 881€ - 22,70 % - et d'une part conditionnelle de 125 907€ - 3,18% - correspondant à la réserve de délégation de crédits)	Hauts de Massane	Ville	3 950 000 €	25,89 %	juin 2020	1 022 788 €
Aménagements permettant la mise en accessibilité aux personnes handicapées : gymnase Ostermeyer	Cévennes (Quartier vécu)	Ville	87 200 €	50%	2ème semestre 2018	43 600 €

<b>Fonctionnement</b>						
Création d'un groupe de recherche action axé sur les discriminations	Ensemble des QPV	Ville	30 700 €	100%	septembre 2018	30 700 €
<b>Sous total Ville</b>			8 326 378 €			<b>3 406 604 €</b>
<b>Total général</b>			<b>11 381 378 €</b>			<b>4 546 875 €</b>

Le montant total de la dotation est de 4 546 875 € répartis entre 4 420 968 € de crédits immédiatement disponibles et d'une réserve de 125 907 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition de la Dotation Politique de la Ville telle que détaillée ci-dessus,
- approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la Dotation Politique de la Ville 2018, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47733-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**CULTURE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Roger CAIZERGUES, Aline DESTAILLATS, Laurent JAOUL, Jean-Pierre RICO.

## **Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention d'occupation 2018/2019 de l'Agora, Cité Internationale de la Danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Afin de pouvoir exercer pleinement ses missions d'enseignement d'excellence, de pôle ressources et de formation au spectacle vivant, en particulier dans le domaine de la danse, il est nécessaire pour le conservatoire de pouvoir bénéficier de studios parfaitement adaptés à la pratique de la danse.

A cet égard, les studios de danse situés au sein de l'Agora, Cité internationale de la danse, équipement métropolitain occupé par l'association Montpellier Danse, sont tout à fait appropriés à l'organisation de cours.

Aussi, il est proposé la signature d'une convention fixant les conditions de mise à disposition de ces studios par l'association Montpellier Danse au bénéfice du CRR.

Elle prévoit notamment que Montpellier Danse assume toute charge liée à l'occupation de ces locaux par le CRR (électricité, chauffage, eau...) et que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assumer les dépenses liées au ménage des lieux. Celles-ci seront défactuées du montant de la refacturation annuelle des fluides, établie par la Métropole, à l'association.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation de l'Agora, Cité internationale de la Danse, avec l'association Montpellier Danse,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47124-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

## **Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Convention Contrat Territoire Lecture - Programme et demande de subvention 2018 - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14989 du 2 novembre 2017, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention Contrat Territoire-Lecture avec l'Etat, couvrant la période 2017-2019.

Par cette convention, l'Etat soutient la politique de promotion du livre et de la lecture et de développement de la lecture publique portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Financé à 50% par l'Etat, soit 16 000 euros en 2017, ce dispositif permet d'amplifier la politique déjà menée par les médiathèques métropolitaines, sur trois axes structurants :

- mise en place d'actions en direction de l'enfance et des jeunes publics (par l'extension territoriale de la manifestation « Festi'petits », consacrée aux bébés lecteurs de 0 à 3 ans) ;
- soutien aux rencontres d'auteurs ;
- soutien aux animations littéraires sur le territoire par les auteurs accueillis en résidence dans le logement situé au sein du site archéologique Lattara - musée Henri Prades, à Lattes.

Pour l'année 2018, il est proposé de reconduire les actions des médiathèques métropolitaines sur ces mêmes axes et de solliciter un financement de l'Etat à hauteur de 50 %, soit 15 000 euros :

- le soutien aux rencontres d'auteur se concrétisera par la programmation d'un cycle de lectures d'auteurs publiés par Edmond Charlot (1915-2004), éditeur et libraire établi à Pézenas, qui a été au centre de la création littéraire à Alger dans les années 1930-1940, en partenariat avec les éditions Domens : Camus, Gide, Roblès, Vercors, Giono, Bosco ;

- l'édition 2018 de la manifestation « Festi'petits » permettra de consolider les actions, notamment sur la ville de Montpellier, et d'intégrer un nouveau territoire autour de la médiathèque de Saint Jean de Védas, transférée en 2018 ;

- à la fin de l'année 2018, sera organisée une co-résidence d'écrivain par la Boutique d'écriture de Montpellier et la Direction des médiathèques et du livre. L'auteur accueilli participera à la programmation de rencontres et d'actions de médiation auprès des publics, scolaires en premier lieu.

Cette aide de l'Etat permettra de renforcer la politique déjà menée par Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'action culturelle territorialisée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subvention du montant le plus large possible auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie dans le cadre du Contrat Territoire-Lecture ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-46861-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Julie FRÊCHE.

## **Culture - Demandes de subventions dans le cadre de l'opération de rénovation et de réaménagement de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Située au cœur du quartier Mosson, la médiathèque Jean-Jacques Rousseau permet de répondre à l'ambition de Montpellier Méditerranée Métropole de donner, au sein de la diversité de l'offre culturelle proposée, une place de choix à la lecture publique et aux nouveaux moyens de communication.

Disposant d'une surface de près de 2 000 m<sup>2</sup>, elle propose plus de 60 000 documents à emprunter (livres, revues, BD, CD, DVD), et constitue un lieu de vie à part entière, ouvert et accessible à tous les publics. Elle propose aux habitants du quartier des espaces adultes et jeunesse, des places de travail, un secteur discothèque-jeux vidéo et une salle de consultation des ouvrages de référence. Grâce à son secteur multimédia, elle favorise l'initiation et la pratique conviviale des nouvelles technologies de communication. Elle intègre également une ludothèque, espace dédié au jeu sous toutes ses formes. Lieu de découverte mais aussi de sociabilité, elle propose en outre un programme régulier d'animations : projections vidéo, expositions, contes, ateliers, rencontres.

Construit en 1997, l'établissement doit après plus d'une vingtaine d'années de fonctionnement faire face au vieillissement de ses installations et aux évolutions des attentes et des pratiques de ses usagers. Il s'avère ainsi nécessaire de repenser l'aménagement de ses espaces afin d'améliorer leur fonctionnalité et de les rendre plus adaptés aux usages actuels.

Un projet de rénovation et de réaménagement a été conçu en ce sens, qui permettra également à la médiathèque de répondre aux nécessités de mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Ce projet s'articule autour des axes suivants :

- rénovation du hall d'accueil et du sas d'entrée : réaménagement et renouvellement du mobilier et de la banque d'accueil, création d'une zone de lecture, mise en place d'un automate trieur, réfection des blocs sanitaires ;
- rénovation et extension de l'espace ludothèque, dont l'activité est en constante progression ;
- mise en place de gradins télescopiques dans la salle de projection ;
- rénovation des sols des espaces accueillant le public.

Le budget de cette opération est estimé à 637 500 € HT, soit 765 000 € TTC.

Compte tenu de l'ampleur et de l'ambition de ce projet, il est proposé d'autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'y apporter un soutien financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à l'opération de rénovation et de réaménagement de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48075-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018**

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

**Excusés :**

Julie FRÊCHE.

## **Culture - Avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Théâtre des treize vents, Centre Dramatique National de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12372 en date du 31 juillet 2014 a été attribuée au Théâtre des treize vents, Centre Dramatique National de Montpellier une subvention d'investissement d'un montant de 296 000 € destinée à apporter un soutien financier au réaménagement du hall, des espaces publics et de la cuisine de l'établissement, à la modification de ses enseignes et de sa signalétique, à l'acquisition de véhicules et au renouvellement de son mobilier, de son parc technique et informatique, et de son matériel de billetterie.

Une convention de partenariat a été conclue avec le théâtre et signée le 30 septembre 2014, pour une durée d'un an reconductible trois fois. Elle arrivera donc à échéance au 30 septembre 2018.

Les opérations n'ayant pu être que partiellement réalisées à ce jour, 161 349,60 € ont été versés au théâtre, faisant apparaître un reliquat de 134 650,40 € sur le montant total attribué.

Afin de permettre au théâtre de poursuivre et de finaliser ces opérations, il est proposé de prolonger la convention afférente pour une durée de deux ans, soit jusqu'au 30 septembre 2020.

Par ailleurs, afin de permettre à la nouvelle équipe de direction du théâtre, qui a pris ses fonctions au 1<sup>er</sup> janvier 2018, de développer le projet artistique et culturel qu'elle porte pour l'établissement, il est proposé d'intégrer les projets de réaménagement des ateliers de fabrication des décors et de costumes à l'objet de cette subvention.

L'ensemble de ces dispositions nécessite la signature d'un avenant à la convention initialement conclue avec le Théâtre des treize vents, Centre Dramatique National de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec le Théâtre des treize vents, Centre Dramatique National de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48151-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Culture

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Julie FRÊCHE.

## **Culture - Désignation du titulaire des licences d'entrepreneur de spectacles - Approbation**

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la loi du 18 mars 1999, qui élargit le champ d'application de la licence d'entrepreneur de spectacles au secteur public, tout organisateur de spectacles doit obtenir une autorisation de la part de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Cette autorisation prend la forme d'une licence d'entrepreneur de spectacles pour toute structure privée ou publique, à but lucratif ou non, dont l'activité principale est la production, la diffusion de spectacles ou l'exploitation de lieux de spectacles, en employant des artistes, ainsi que pour toute structure dont l'organisation de spectacles n'est pas l'activité principale, mais qui propose plus de six représentations par an, ce qui est le cas de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il existe trois catégories de licence selon l'activité concernée :

- la catégorie 1 concerne les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques ;
- la catégorie 2 concerne les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées, qui ont la responsabilité d'un spectacle et, notamment, celle de l'employeur à l'égard du plateau artistique ;
- la catégorie 3 concerne les diffuseurs qui ont la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité de spectacles.

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence culture, Montpellier Méditerranée Métropole se doit de disposer de chacune d'entre elles pour les différents lieux dont elle est propriétaire et les nombreux événements et manifestations qu'elle organise.

Ces licences devant être renouvelées et étant attribuées à une personne physique, il est proposé de désigner Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, comme détenteur des licences d'entrepreneur de spectacles délivrées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la désignation de Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, comme titulaire des licences d'entrepreneur de spectacles pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48022-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour le Projet Celimer - Modification de l'avenant à la convention**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet CELIMER, financé au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, a pour objectif de créer un pôle visible et attractif des sciences marines en région Occitanie. La vision du projet est que le pôle soit reconnu comme un leader national et international dans le domaine de la recherche, de la formation et de l'innovation dans les sciences marines, avec pour priorités géographiques la Méditerranée et les Pays du Sud.

Le projet ambitionne de développer des recherches collaboratives publiques-privées ambitieuses. Comprendre et prédire la dynamique de la biodiversité et des écosystèmes marins, assurer la durabilité des activités humaines en lien avec la mer, nécessitent des recherches à partir d'équipements d'observation et d'analyses combinant les sciences du vivant et environnementales. CELIMER crée un réseau de plateaux techniques et analytiques coordonnés pour observer, expérimenter et modéliser la biodiversité marine. Ces équipements viennent renforcer les plateaux techniques et analytiques de Montpellier – Sète et Palavas existants et permettent de créer de nouvelles plateformes (Biologging lab, Scenario lab) uniques en France.

Le projet CPER CELIMER permet de développer un véritable espace de recherche performant et attractif, dédié aux sciences marines, de par la création ou le renforcement de plusieurs plateaux techniques.

Pour soutenir le projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé une subvention d'investissement de 200 000 € dans le cadre du CPER 2015-2020 lors du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016.

Plusieurs facteurs ont freiné le démarrage du projet ainsi que les priorités d'acquisition des équipements initialement prévues.

Dans ce contexte, lors du Conseil du 2 novembre 2017, un avenant à la convention a été voté prolongeant la convention de financement jusqu'au 31 décembre 2018 et modifiant les équipements initialement prévus pour le plateau Montpelliérain.

Une nouvelle évolution du projet Celimer nécessite une modification des besoins en équipements du plateau technique Microscopie.

Aussi, il est demandé de remplacer l'acquisition des accessoires Flowcam initialement prévu par une sonde multiparamètres.

Cette modification est sans impact financier supplémentaire pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'IRD pour le projet Celimer,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-46518-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille. Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une action de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole accompagne l'implantation d'entreprises artisanales sur une offre foncière en parc d'activités et une offre immobilière, ateliers et bureaux, adaptée aux besoins. Il s'agit par exemple des villages d'entreprises artisanales et de services.

Montpellier Méditerranée Métropole mène aussi une politique en faveur de l'emploi et de l'insertion, à travers des actions liées au PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) ou relatives au soutien à l'entrepreneuriat par exemple.

La Ville de Montpellier met également en œuvre une politique publique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur le territoire communal. La Ville de Montpellier met en avant les savoir-faire locaux au travers de ses manifestations commerciales qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public. Afin d'aller plus loin que la seule promotion et de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur son territoire, la Ville de Montpellier a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit de l'artisanat d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Montpellier Méditerranée Métropole a reçu le label Ville et Métiers d'art en juin 2018.

La Métropole et la Ville de Montpellier travaillent en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France (AAF) afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire. L'implantation d'AAF rue de l'Université ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé de renforcer le partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, au travers d'une convention cadre, dans le but de développer l'artisanat et d'assurer la lisibilité des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier auprès des artisans.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA) est un établissement public administrée par des artisans. Elle a pour vocation de représenter les intérêts généraux de l'artisanat auprès des pouvoirs publics. La CMA travaille en étroite collaboration avec les Organisations Professionnelles représentatives de l'Artisanat chargées de la défense des intérêts particuliers des différents métiers.

En outre, l'immatriculation obligatoire au Répertoire des métiers fait couvrir à la CMA la totalité du monde artisanal. Toute entreprise ayant une activité économique de production, de bâtiment, de services ou relevant des métiers de bouche doit être immatriculée au Répertoire des métiers qui édite aussi les statistiques du secteur.

De la création à la transmission, en passant par toutes les phases de développement, la CMA a une fonction fondamentale d'appui et de conseil. La CMA procède également à toutes les études liées à la solution des problèmes techniques, économiques et sociaux relatifs au secteur des métiers (PLU, déchets...).

Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, souhaitent développer leur partenariat, en mettant en place des actions communes définies dans la présente convention.

Les axes de partenariat portent sur :

- L'emploi, l'insertion et la formation, en lien étroit avec le PODEM et la Politique de la Ville.
- La promotion des métiers de l'artisanat et l'implantation des entreprises.
- La transition numérique et l'innovation, en lien étroit avec le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.
- L'artisanat d'art et l'attractivité du territoire.

Des conventions d'applications thématiques pourront être établies afin de prévoir les modalités de mise en œuvre des actions découlant de la présente convention cadre dont la durée est de trois ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47619-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **FINANCES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Gérard LANNELONGUE, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 20 juin 2018, il a été constaté la stricte équivalence entre le compte administratif et le compte de gestion. Ces deux documents font état d'un résultat brut de clôture s'élevant à 44 779 353,97 euros.

La délibération du 20 juin 2018 détaille la présentation de ces résultats par section et par chapitre budgétaire et correspondent au détail des deux documents.

Cependant le tableau récapitulatif des résultats mentionné en fin de délibération comportait une erreur matérielle et doit être corrigé comme suit :

2 017	Résultat de clôture 2016 du budget principal	Intégration des résultats du budget annexe de l'eau brute	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017	Solde reports 2017	Résultat net
Investissement	-62 748 992,67	4 803,62		8 048 092,18	-54 696 096,87	-27 199 529,18	-81 895 626,05
Fonctionnement	73 511 587,68	47 671,79	46 209 986,79	72 126 178,16	99 475 450,84		99 475 450,84
TOTAL	10 762 595,01	52 475,41	46 209 986,79	80 174 270,34	44 779 353,97	-27 199 529,18	17 579 824,79

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : ..... 99 475 450,84 €
- résultat d'investissement hors reports : ..... - 54 696 096,87 €
- solde des reports d'investissement : ..... - 27 199 529,18 €
- besoin de financement de la section d'investissement : ..... 81 895 626,05 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 81 895 626,05 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 17 579 824,79 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : ..... 54 696 096,87 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : ..... 81 895 626,05 €
  - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : ..... 17 579 824,79 €
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire

Afin de transférer les résultats du budget annexe des services funéraires au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction de ces résultats avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats du budget principal et du budget annexe des services funéraires doivent être les suivantes :

- 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : ..... 54 007 653,71 €
- 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : ..... 81 895 626,05 €
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : ..... 18 156 414,07 €

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-49412-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

Excusés :

Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.



## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'exploitation du service des pompes funèbres est déléguée à la société d'économie mixte locale des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole SAEML-SFMA.

Cette société disposant d'une autonomie financière, le budget annexe des services funéraires n'a plus lieu d'être. C'est pourquoi, il convient de procéder à la clôture de ce budget annexe au 31 décembre 2017.

Le compte administratif de ce budget ayant été adopté par délibération en date du 20 juin 2017, la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal et l'intégration des résultats du compte administratif 2017 au budget principal peuvent être réalisés.

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la métropole et de réintégrer l'actif et le passif du budget annexe dans le budget principal.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	576 589,28 €
- résultat d'investissement hors reports : .....	688 443,16 €
- solde des reports d'investissement : .....	0,00 €
- excédent de financement de la section d'investissement : .....	688 443,16 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 du budget annexe des services funéraires à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 576 589,28 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal:
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....- 688 443,16 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....576 589,28 €
- procéder à la clôture du budget annexe des services funéraires et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Afin de transférer les résultats de ce budget annexe au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction de ces résultats avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats du budget principal et du budget annexe des services funéraires doivent être les suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....	54 007 653,71 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : .....	81 895 626,05 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : .....	18 156 414,07 €

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49426-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Finances**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

**Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.**

**Absents :**

**Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.**

**Excusés :**

**Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.**

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....	16 514 018,30 €
- résultat d'investissement hors reports : .....	- 4 289 320,65 €
- solde des reports d'investissement : .....	-4 299 649,34 €
- besoin de financement de la section d'investissement : .....	8 588 969,99 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 à la section d'investissement pour un montant de 8 588 969,99 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 7 925 048,31 €,
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : .....4 289 320,65 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : .....8 588 969,99 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : .....7 925 048,3 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47996-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....	108 571,74 €
- résultat d'investissement hors reports : .....	6 591,42 €
- solde des reports d'investissement : .....	0,00 €
- excédent de financement de la section d'investissement : .....	6 591,42 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 à la section de fonctionnement pour un montant de 108 571,74 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : ..... 6 591,42 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : ..... 108 571,74 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47997-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....	3 192 533,65 €
- résultat d'investissement hors reports : .....	559 509,97 €
- solde des reports d'investissement : .....	34 279,15 €
- excédent de financement de la section d'investissement : .....	593 789,12 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 192 533,65 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : ..... 559 509,97 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : ..... 3 192 533,65 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48002-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M43 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....	33 061 923,65 €
- résultat d'investissement hors reports : .....	- 25 894 765,27 €
- solde des reports d'investissement : .....	543 229,16 €
- besoin de financement de la section d'investissement : .....	25 351 536,11 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 à la section d'investissement pour un montant de 25 894 765,27 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 7 167 158,38 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : ..... 25 894 765,27 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : ..... 25 894 765,27 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : ..... 7 167 158,38 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48043-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2017 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2017 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	1 600 725,78 €
- résultat d'investissement :.....	0,00 €
- besoin de financement de la section d'investissement :.....	0,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2017 à la section de fonctionnement pour un montant de 1 600 725,78 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : .....0,00 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : .....0,00 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : .....1 600 725,78 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48045-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Thierry DEWINTRE.

## Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

### **I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018 :**

#### **DIRECTION DES RELATIONS AU PUBLIC**

<b>Intitulé du programme</b>	<b>Montant de l'AP</b>	<b>Réalisations antérieures</b>	<b>CP 2018</b>	<b>CP 2019</b>	<b>CP 2020</b>	<b>CP 2021</b>	<b>CP 2022 et suivants</b>
Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000	0	1 292 000	5 168 000	6 864 000	11 775 000	19 301 000

#### **ACTION TERRITORIALE**

<b>Intitulé du programme</b>	<b>Montant de l'AP</b>	<b>Réalisations antérieures</b>	<b>CP 2018</b>	<b>CP 2019</b>	<b>CP 2020</b>	<b>CP 2021</b>	<b>CP 2022</b>
Création d'un centre technique métropolitain pour le Pôle Plaine Ouest	2 700 000	0	650 000	50 000	1 000 000	1 000 000	
Mise à niveau du parc de véhicules DAT	2 000 000	0	1 000 000	1 000 000			
Aménagement de l'avenue de Nîmes à Saint-Brès	1 620 000	0	25 000	660 000	360 000	575 000	



## II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018 :

### TRANSITION ENERGETIQUE

Intitulé du programme	Révision d'AP	Montant révisé	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Raccordement réseaux électriques Montpellier loi SRU	100 000	1 000 000	500 000	250 000	250 000

### RESSOURCES INFORMATIQUES

Intitulé du programme	Révision d'AP	Montant révisé	CP 2018	CP 2019	CP 2020
Extension du schéma directeur d'aménagement numérique	-666 667	3 333 333	1 133 333	1 104 167	1 095 833
Cité intelligente	-90 000	7 110 000	1 470 000	2 870 000	2 770 000

### POLES TERRITORIAUX

#### Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE				
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	9 173 164,66	2 376 689,83	4 597 345,00	934 670,92	5 532 015,92
Cournonsec	324 384,08	51 867,08	170 659,00	-12 389,00	158 270,00
Cournonterral	993 582,15	139 400,15	585 203,00	139 318,00	724 521,00
Fabrigues	1 537 766,57	309 702,57	1 082 673,00	117 078,00	1 199 751,00
Lavérune	852 101,71	590 375,71	243 104,00	-35 791,00	207 313,00
Pignan	767 838,38	104 765,38	365 949,00	84 279,00	450 228,00
Saint Jean de Védas	4 432 651,00	1 013 993,08	2 083 961,00	665 175,92	2 749 136,92
Saussan	264 840,86	166 585,86	65 796,00	-23 000,00	42 796,00

AP dépenses	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					Pour information: total des ACP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	TOTAL CP 2018
	1 090 863,09	257 403,06	581 861,00	118 000,00	699 861,00	10 264 027,75	2 634 092,89	6 231 876,92
Cournonsec	103 458,30	13 253,30	66 205,00	24 000,00	90 205,00	427 842,38	65 120,38	248 475,00
Cournonterral	92 105,83	24 649,83	56 456,00	11 000,00	67 456,00	1 085 687,98	164 049,98	791 977,00
Fabrègues	134 903,56	31 065,56	69 431,00	2 000,00	71 431,00	1 672 670,13	340 768,13	1 271 182,00
Lavérune	140 593,10	1 332,10	117 959,00	5 000,00	122 959,00	992 694,81	591 707,81	330 272,00
Pignan	272 937,90	104 294,90	69 643,00	35 000,00	104 643,00	1 040 776,28	209 060,28	554 871,00
Saint Jean de Védas	298 329,37	51 772,37	184 667,00	41 000,00	225 667,00	4 730 980,37	1 065 765,45	2 974 803,92
Saussan	48 535,00	31 035,00	17 500,00	0,00	17 500,00	313 375,86	197 620,86	60 296,00

### Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE				
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	8 484 246,74	2 194 745,97	5 273 804,00	-157 252,55	5 116 551,45
Grabels	2 150 406,62	383 518,90	1 748 000,00	-160 560,28	1 587 439,72
Juvignac	4 779 958,31	1 343 893,31	3 049 635,00	-88 756,00	2 960 879,00
Murviel-lès-Montpellier	597 469,87	313 765,59	112 169,00	35 276,28	147 445,28
Saint Georges d'Orques	956 412,62	153 568,17	364 000,00	56 787,45	420 787,45

AP dépenses	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					Pour information: total des ACP DEPENSES "Espace Public"		
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	TOTAL CP 2018
	1 036 308,18	223 251,62	858 987,00	-195 033,00	663 954,00	9 520 554,92	2 417 997,59	5 780 505,45
Grabels	425 944,21	43 535,74	488 307,00	-190 703,53	297 603,47	2 576 350,83	427 054,64	1 885 043,19
Juvignac	330 957,54	112 118,87	183 833,00	-18 425,47	165 407,53	5 110 915,85	1 456 012,18	3 126 286,53
Murviel-lès- Montpellier	173 258,81	67 597,01	101 813,00	0,00	101 813,00	770 728,68	381 362,60	249 258,28
Saint Georges d'Orques	106 147,62	0,00	85 034,00	14 096,00	99 130,00	1 062 560,24	153 568,17	519 917,45

**Pôle Vallée du Lez :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE					CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	9 838 735	2 826 519	4 888 397	-144 758	4 743 639	2 437 329	633 693	1 015 598	222 090	1 237 688
Castelnau-le-Lez	4 132 929	1 251 054	1 948 477	-244 433	1 704 044	1 420 301	534 523	440 000	97 090	537 090
Clapiers	1 087 021	385 892	554 328	-22 466	531 862	204 832	19 421	148 882	0	148 882
Jacou	805 574	329 486	228 076	12 074	240 150	134 135	39 308	90 050	0	90 050
Le Crès	2 332 512	374 969	1 152 087	183 674	1 335 761	503 675	35 993	190 223	125 000	315 223
Montferrier-sur-Lez	363 928	206 992	134 674	12 493	147 167	61 404	112	58 108	0	58 108
Prades-le-Lez	1 116 772	278 127	870 755	-86 100	784 655	112 980	4 337	88 335	0	88 335

AP dépenses	CHAP 907 : ENVIRONNEMENT					Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	9 416	4 915	3 033	-605	2 428	12 285 479	3 465 128	76 727	5 983 755
Castelnau-le-Lez	0			0	0	5 553 230	1 785 577	-147 343	2 241 134
Clapiers	1 650	1 200	1 055	-605	450	1 293 503	406 513	-23 071	681 194
Jacou	3 846	1 698	75	0	75	943 555	370 493	12 074	330 275
Le Crès	1 800	636	1 164	0	1 164	2 837 988	411 598	308 674	1 652 148
Montferrier-sur-Lez	623	498	125	0	125	425 955	207 602	12 493	205 400
Prades-le-Lez	1 496	882	614	0	614	1 231 248	283 346	-86 100	873 604

# Pôle Cadoule et Bérange :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE				
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	8 403 454	2 471 370	4 081 395	32 282	4 113 677
Baillargues	1 349 455	453 781	388 305	191 789	580 094
Beaulieu	377 526	116 638	185 924	-3 528	182 396
Castries	1 426 864	522 014	604 301	-173 300	431 001
Montaud	499 292	100 858	235 242	35 532	270 774
Restinclières	617 199	356 084	158 181	102 119	260 300
Saint-Brès	417 441	107 059	71 500	15 851	87 351
Saint-Drézery	897 024	98 772	601 877	120 046	721 923
Saint Geniès des Mourgues	717 196	276 315	270 166	30 855	301 021
Sussargues	285 462	107 042	222 795	-113 125	109 670
Vendargues	1 815 996	332 806	1 343 104	-173 957	1 169 147

AP dépenses	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	1 794 912	29 858	512 175	792 633	1 304 808	10 198 366	2 501 228	824 915	5 418 485
Baillargues	378 922	21 572	29 789	64 500	94 289	1 728 377	475 353	256 289	674 383
Beaulieu	253 954	1 507	58 704	121 438	180 142	631 480	118 145	117 910	362 538
Castries	489 163	0	59 057	392 612	451 669	1 916 027	522 014	219 312	882 670
Montaud	12 000	0	3 500	8 500	12 000	511 292	100 858	44 032	282 774
Restinclières	18 000	0	14 000	4 000	18 000	635 199	356 084	106 119	278 300
Saint-Brès	42 897	0	42 697	-8 497	34 200	460 339	107 059	7 354	121 551
Saint-Drézery	71 236	0	45 043	10 000	55 043	968 259	98 772	130 046	776 966
Saint Geniès des Mourgues	52 551	0	34 280	18 271	52 551	769 747	276 315	49 126	353 572
Sussargues	96 875	6 779	39 245	25 000	64 245	382 338	113 821	-88 125	173 915
Vendargues	379 313	0	185 860	156 809	342 669	2 195 309	332 806	-17 148	1 511 816

**Pôle Montpellier :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE					CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018 (dont reports)	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018 (dont reports)	TOTAL CP 2018
	53 597 211	10 064 889	21 580 000	6 545 569	28 125 569	12 227 381	3 734 928	5 146 000	637 586	5 783 586
Montpellier	53 597 211	10 064 889	21 580 000	6 545 569	28 125 569	12 227 381	3 734 928	5 146 000	637 586	5 783 586

AP dépenses	CHAP 907 : ENVIRONNEMENT					Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018 (dont reports)	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BS 2018 (dont reports)	TOTAL CP 2018
	3 375 937	868 651	970 000	391 794	1 361 794	69 200 529	14 668 469	7 574 949	35 270 949
Montpellier	3 375 937	868 651	970 000	391 794	1 361 794	69 200 529	14 668 469	7 574 949	35 270 949

**Pôle Littoral :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE				
Pôle: Littoral	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	10 304 805	1 712 932	4 400 382	1 989 280	6 389 662
Lattes	6 117 458	631 188	3 160 984	1 180 403	4 341 387
Pérois	3 318 555	912 496	1 051 894	468 562	1 520 456
Villeneuve-lès-Maguelone	868 792	169 249	187 504	340 315	527 819

AP dépenses	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					Pour information: total des APCP DEPENSES "Espace Public"			
Pôle: Littoral	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BP 2018	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018	Montant de l'AP 2018 dont réalisations antérieures	CP 2017 réalisés	CP au BS 2018	TOTAL CP 2018
	2 272 650	722 529	1 230 022	9 826	1 239 848	12 577 455	2 435 461	1 989 280	7 629 510
Lattes	1 246 956	483 395	743 560	-150 000	593 560	7 364 414	1 114 583	1 180 403	4 934 947
Pérois	945 709	201 618	307 396	310 000	617 396	4 264 263	1 114 113	468 562	2 137 852
Villeneuve-lès-Maguelone	79 986	37 516	179 066	-150 174	28 892	948 778	206 765	340 315	556 711

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme relatives à la création d'un Cimetière intercommunal, à la création d'un centre technique métropolitain pour le Pôle Plaine Ouest, à la mise à niveau du parc de véhicules DAT et à l'aménagement de l'avenue de Nîmes à Saint-Brès;
- approuver la révision des autorisations de programme relatives aux dépenses sur les 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole et de celles relatives aux Raccordement réseaux électriques Montpellier loi SRU, à l'extension du Schéma directeur d'aménagement numérique et à la Cité intelligente ;
- approuver la clôture des autorisations de programme recettes désormais caduques conformément au règlement budgétaire et financier voté le 20 juin 2018 ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48485-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Budget supplémentaire 2018 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2018, adopté le 22 février 2018, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2017 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2017.

Ce Budget Supplémentaire 2018 se présente de la façon suivante :

### I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2018 du Budget Principal s'équilibre à **30 055 608,76 euros en section de fonctionnement** et à **106 637 419,91 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>919 201,00</b>	<b>0,00</b>	<b>919 201,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-585 845,89</b>	<b>29 722 253,65</b>	<b>29 136 407,76</b>
dont 930 – Services généraux	318 818,00		318 818,00
dont 931 – Sécurité	7 158,11		7 158,11
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	635 675,00		635 675,00
dont 934 – Santé et action sociale	-2 500,00		-2 500,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	375 707,00		375 707,00
dont 936 – Action économique	26 000,00		26 000,00
dont 937 – Environnement	424 192,00		424 192,00
dont 938 – Transports	-2 336 896,00		-2 336 896,00
dont 940 – Impositions directes	266 000,00		266 000,00
dont 943 – Opérations financières	-300 000,00		-300 000,00
dont 946 – Transferts entre les sections		1 367 005,00	1 367 005,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		28 355 248,65	28 355 248,65
<b>Total général</b>	<b>333 355,11</b>	<b>29 722 253,65</b>	<b>30 055 608,76</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>18 156 414,07</b>	<b>0,00</b>	<b>18 156 414,07</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>6 699 194,69</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>11 899 194,69</b>
dont 930 – Services généraux	535 772,70		535 772,70
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-544 834,00		-544 834,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	12 393,47		12 393,47
dont 936 – Action économique	146 473,90		146 473,90
dont 937 – Environnement	900 145,00		900 145,00



dont 938 – Transports	78 331,62		78 331,62
dont 940 – Impositions directes	3 041 480,00		3 041 480,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	2 446 967,00		2 446 967,00
dont 942 – Dotations et participations	82 465,00		82 465,00
dont 946 – Transferts entre les sections		5 200 000,00	5 200 000,00
<b>Total général</b>	<b>24 855 608,76</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>30 055 608,76</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>54 007 653,71</b>	<b>0,00</b>	<b>54 007 653,71</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>34 616 730,31</b>	<b>0,00</b>	<b>34 616 730,31</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>12 813 035,89</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>18 013 035,89</b>
dont 900 – Services généraux	172 772,35		172 772,35
dont 901 – Sécurité	-40 000,00		-40 000,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 399 100,00		-2 399 100,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	-877 484,00		-877 484,00
dont 906 – Action économique	3 908 333,34		3 908 333,34
dont 907 – Environnement	-4 633 511,00		-4 633 511,00
dont 908 – Transports	16 022 025,20		16 022 025,20
dont 921 – Taxes non affectées	660 000,00		660 000,00
dont 926 – Transferts entre les sections		5 200 000,00	5 200 000,00
<b>Total général</b>	<b>101 437 419,91</b>	<b>5 200 000,00</b>	<b>106 637 419,91</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>7 417 201,13</b>	<b>0,00</b>	<b>7 417 201,13</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>69 497 965,13</b>	<b>29 722 253,65</b>	<b>99 220 218,78</b>
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 849,00		23 849,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	2 753 770,00		2 753 770,00
dont 906 – Action économique	90 000,00		90 000,00
dont 907 – Environnement	-2 984 000,00		-2 984 000,00
dont 908 – Transports	2 655 999,00		2 655 999,00
dont 922 – Dotations et participations	87 528 254,05		87 528 254,05
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-24 162 362,92		-24 162 362,92
dont 926 – Transferts entre les sections		1 367 005,00	1 367 005,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		28 355 248,65	28 355 248,65
dont 954 – Produits des cessions d'immobilisation	3 592 456,00		3 592 456,00
<b>Total général</b>	<b>76 915 166,26</b>	<b>29 722 253,65</b>	<b>106 637 419,91</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## II – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2018 du Budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **7 925 048,31 euros en section d'exploitation** et à **8 048 627,30 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>133 526,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 526,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>686 300,00</b>	<b>7 105 222,31</b>	<b>7 791 522,31</b>
dont 011 – Charges à caractère général	-18 700,00		-18 700,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	705 000,00		705 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		7 105 222,31	7 105 222,31
<b>Total général</b>	<b>819 826,00</b>	<b>7 105 222,31</b>	<b>7 925 048,31</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>7 925 048,31</b>	<b>0,00</b>	<b>7 925 048,31</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>7 925 048,31</b>	<b>0,00</b>	<b>7 925 048,31</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>4 289 320,65</b>	<b>0,00</b>	<b>4 289 320,65</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>4 313 649,34</b>	<b>0,00</b>	<b>4 313 649,34</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-554 492,69</b>	<b>150,00</b>	<b>-554 342,69</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	675 507,31		675 507,31
dont 21 – Immobilisations corporelles	1 500 000,00		1 500 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-2 730 000,00		-2 730 000,00
dont 041 – Opérations patrimoniales		150,00	150,00
<b>Total général</b>	<b>8 048 477,30</b>	<b>150,00</b>	<b>8 048 627,30</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>14 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 000,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>929 254,99</b>	<b>7 105 372,31</b>	<b>8 034 627,30</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	8 588 969,99		8 588 969,99
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-7 659 715,00		-7 659 715,00

dont 021 – Virement de la section d'exploitation		7 105 222,31	7 105 222,31
dont 041 – Opérations patrimoniales		150,00	150,00
<b>Total général</b>	<b>943 254,99</b>	<b>7 105 372,31</b>	<b>8 048 627,30</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

### III – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à 93 571,74 euros en section d'exploitation et à 100 163,16 euros en section d'investissement.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>93 571,74</b>	<b>93 571,74</b>
dont 023 – Virement à la section d'investissement		93 571,74	93 571,74
<b>Total général</b>	<b>0,00</b>	<b>93 571,74</b>	<b>93 571,74</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>108 571,74</b>	<b>0,00</b>	<b>108 571,74</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-15 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-15 000,00</b>
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	-15 000,00		-15 000,00
<b>Total général</b>	<b>93 571,74</b>	<b>0,00</b>	<b>93 571,74</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>100 163,16</b>	<b>0,00</b>	<b>100 163,16</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	100 163,16		100 163,16
<b>Total général</b>	<b>100 163,16</b>	<b>0,00</b>	<b>100 163,16</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>6 591,42</b>	<b>0,00</b>	<b>6 591,42</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>93 571,74</b>	<b>93 571,74</b>
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		93 571,74	93 571,74
<b>Total général</b>	<b>6 591,42</b>	<b>93 571,74</b>	<b>100 163,16</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

#### IV – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à 2 729 333,65 euros en section d'exploitation et à 2 122 104,55 euros en section d'investissement.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 334 200,00</b>	<b>1 395 133,65</b>	<b>2 729 333,65</b>
dont 011 – Charges à caractère général	1 334 200,00		1 334 200,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		1 395 133,65	1 395 133,65
<b>Total général</b>	<b>1 334 200,00</b>	<b>1 395 133,65</b>	<b>2 729 333,65</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 192 533,65</b>	<b>0,00</b>	<b>3 192 533,65</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-463 200,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-463 200,00</b>
dont 74 – Subventions d'exploitation	-24 000,00		-24 000,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	-439 200,00		-439 200,00
<b>Total général</b>	<b>2 729 333,65</b>	<b>0,00</b>	<b>2 729 333,65</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>133 181,78</b>	<b>0,00</b>	<b>133 181,78</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 988 922,77</b>	<b>0,00</b>	<b>1 988 922,77</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	643 540,00		643 540,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	600 000,00		600 000,00
dont 22 – Immobilisations reçues en affectation	745 382,77		745 382,77
<b>Total général</b>	<b>2 122 104,55</b>	<b>0,00</b>	<b>2 122 104,55</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>559 509,97</b>	<b>0,00</b>	<b>559 509,97</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>167 460,93</b>	<b>0,00</b>	<b>167 460,93</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>1 395 133,65</b>	<b>1 395 133,65</b>
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		1 395 133,65	1 395 133,65
<b>Total général</b>	<b>726 970,90</b>	<b>1 395 133,65</b>	<b>2 122 104,55</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## V – BUDGET ANNEXE TRANSPORT

Le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe transport s'équilibre à 5 089 166,38 euros en section d'exploitation et à 31 308 871,38 euros en section d'investissement.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Crédits nouveaux</b>	110 600,00	4 978 566,38	5 089 166,38
dont 65 – Autres charges de gestion courante	110 600,00		110 600,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		4 978 566,38	4 978 566,38
<b>Total général</b>	<b>110 600,00</b>	<b>4 978 566,38</b>	<b>5 089 166,38</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	7 167 158,38	0,00	7 167 158,38
<b>Crédits nouveaux</b>	-2 077 992,00	0,00	-2 077 992,00
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	2 500,00		2 500,00
dont 74 – Subvention d'exploitation	-2 185 000,00		-2 185 000,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	104 508,00		104 508,00
<b>Total général</b>	<b>5 089 166,38</b>	<b>0,00</b>	<b>5 089 166,38</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	25 894 765,27	0,00	25 894 765,27
<b>Crédits reportés</b>	2 091 570,84	0,00	2 091 570,84
<b>Crédits nouveaux</b>	0,00	3 322 535,27	3 322 535,27
dont 20 – Immobilisations incorporelles	200 000,00		200 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	265 000,00		265 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-465 000,00		-465 000,00
dont 041 – Opérations patrimoniales		3 322 535,27	3 322 535,27
<b>Total général</b>	<b>27 986 336,11</b>	<b>3 322 535,27</b>	<b>31 308 871,38</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	2 634 800,00	0,00	2 634 800,00
<b>Crédits nouveaux</b>	20 372 969,73	8 301 101,65	28 674 071,38
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	25 894 765,27		25 894 765,27
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	-5 811 795,54		-5 811 795,54
dont 27 – Autres immobilisations financières	290 000,00		290 000,00
dont 021 – Virement de la section		4 978 566,38	4 978 566,38

d'exploitation			
dont 041 – Opérations patrimoniales		3 322 535,27	3 322 535,27
<b>Total général</b>	<b>23 007 769,73</b>	<b>8 301 101,65</b>	<b>31 308 871,38</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe transport par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## VI – BUDGET ANNEXE PARKING

Le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe parking s'équilibre à **1 600 725,78 euros en section d'exploitation** et à **500 000,00 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 100 725,78</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 600 725,78</b>
dont 011 – Charges à caractère général	1 100 725,78		1 100 725,78
dont 023 – Virement à la section d'investissement		500 000,00	500 000,00
<b>Total général</b>	<b>1 100 725,78</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 600 725,78</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>1 600 725,78</b>	<b>0,00</b>	<b>1 600 725,78</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>1 600 725,78</b>	<b>0,00</b>	<b>1 600 725,78</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	500 000,00		500 000,00
<b>Total général</b>	<b>500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>500 000,00</b>
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		500 000,00	500 000,00
<b>Total général</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>500 000,00</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 24 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48169-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.



## Finances - Affectation des subventions 2018 - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2018 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation ou l'annulation des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

### Budget Principal :

FONCTIONNEMENT		
Article	Organisme	Montant
65748	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES COMITES COMMUNAUX DES FEUX DE FORETS (ADCCFF 34)	2 500
931	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SECURITE</b>	<b>2 500</b>
65748	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER OCCITANIE (OONMO)	125 000
	ATTITUDE	27 080
	LE DERNIER CRI	19 000
	LES MUSES EN DIALOGUE	13 000
	ESPANA BAILA	4 500
	LES AMIS DU MUSEE FABRE	4 000
	LES AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHEDRALE DE MONTPELLIER	1 500
	TOURISME ET LOISIRS	1 500
	LE CHEVALET DE COURNONTERRAL	1 000
	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	60 000
	MONTPELLIER VOLLEY UNIVERSITE CLUB	30 000
	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	35 000
	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION U.C (MANUC)	25 000
	FEDERATION FRANCAISE DE BASKET (FFB)	10 000
	MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN - LES HURRICANES FONDS SPECIAL SPORTS	10 000
	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB BASEBALL - LES BARRACUDAS FONDS SPECIAL SPORTS	4 000
	FONDATION SAINT PIERRE FONDS SPECIAL SPORTS	1 000
	ASSOCIATION PEROLIEENNE POUR LE MAINTIEN DES TRADITIONS CAMARGUAISES TROPHÉE TAURIN	1 000
933	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS &amp; LOISIRS</b>	<b>372 580</b>

65748	UNION REGIONALE DES ORGANISMES - HABITAT SOCIAL	- 20 000
	OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT	20 000
<b>935</b>	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES &amp; HABITAT</b>	<b>0</b>
65748	DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LE BATIMENT ET L'INDUSTRIE (DERBI)	- 30 000
	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) – PLACE CREATIVE	8 500
	CONFEDERATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT (CAPEB)	10 000
	PLATFORME DE LA CREATION D'ACTIVITES (PFCA)	10 000
<b>936</b>	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE</b>	<b>- 1 500</b>

<b>INVESTISSEMENT</b>		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
20421	STAND'ART	65 000
	BALTHAZAR	30 000
<b>903</b>	<b>TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS &amp; LOISIRS</b>	<b>95 000</b>
204181	CONVENTION PARTENARIAT INNOVATION URBAINE CONTRATS RECHERCHE DEVELOPPEMENT CELLULE INNOVATION URBAINE	-10 000
204113	ETAT PROJETS INFRASTRUCTURES	- 200 000
20422	PERSONNES PRIVEES - AIDES A LA RENOVATION LOGEMENT FONDS ANAH AIDES AUX LOGEMENTS - CREDITS DELEGUES - PERSONNES DE DROIT PRIVE - ANAH	500 000
<b>905</b>	<b>TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES &amp; HABITAT</b>	<b>290 000</b>
204182	AQUADOMITIA	2 640
2041412	MAISON DE LA NATURE	20 000
<b>907</b>	<b>TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT</b>	<b>22 640</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, ainsi que l'annulation de cinq subventions, conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Titina DASYLVA, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49389-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

Excusés :

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

## Finances - Admissions en non-valeur de titres de recettes pour l'année 2018 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Madame la Trésorière Principale Municipale a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole l'état des recettes relatives au budget principal ainsi qu'aux budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête de la Trésorière pour un montant de créances s'élevant à 14 293 euros qui se décomposent de la façon suivante :

	Admissions en non-valeur (€)
Budget principal	4 347,45
Budget annexe de l'Assainissement	9 524,23
Budget Annexe de l'Assainissement Non Collectif	421,32
Total	14 293

Les recettes admises en non-valeur sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non-valeur pour l'année 2018 de 14 293 euros, pour le budget principal et les budgets annexes de l'assainissement et de l'assainissement non collectif,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-48312-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Liste ANV 2018 Budget Principal
- Liste ANV 2018 BA Assainissement
- Liste ANV 2018 SPANC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Apurement annuel des régies - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Des déficits de recettes ont été constatés sur 2017 et 2018 pour un montant de 2 022,32 €. Ils sont liés à des vols commis sur les régies de recettes de la piscine Les Néréïdes (deux vols) à Lattes, de la piscine Jean Vivès (deux vols) à Montpellier, de la piscine Alfred Nakache à Montpellier et de la piscine Amphitrite à Saint Jean de Védas.

Pour chacun de ces vols une plainte a été déposée auprès du commissariat de police sans que les coupables aient pu être identifiés.

Conformément au décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. L'ensemble des régisseurs concernés ont donc vu leurs responsabilités engagées et des ordres de versements ont été émis à leur encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, les régisseurs, ont sollicité un sursis de versement, une décharge de responsabilité ainsi qu'une remise gracieuse. Les demandes de sursis ont reçu un avis favorable de l'ordonnateur. Les décharges de responsabilité ne peuvent être accordées qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt.

Au vu de ces éléments, il est proposé de régulariser comptablement ces situations :

Régies	Régisseurs	Déficits	Constats des déficits par la Trésorière Municipale	Avis de la Trésorière
Piscine Les Néréïdes	Nafissa LOUNISSI	94,90 €	13 juin 2017	Remise gracieuse partielle avec un laissé à charge de 30 €
Piscine Jean Vivès	Youssra SAFRI	193,30 €	26 octobre 2017	Remise gracieuse partielle avec un laissé à charge de 150 €
Piscine Les Néréïdes	Nafissa LOUNISSI	627,22 €	3 novembre 2017	Remise gracieuse partielle avec un laissé à charge de 60 €
Piscine Jean Vivès	Youssra SAFRI	247,00 €	28 novembre 2017	Aucune remise gracieuse. Un laissé à charge de 247 €.
Piscine Alfred Nakache	Antonio RUBIO	150,00 €	10 janvier 2018	Décharge de responsabilité.
Piscine Amphitrite	Cindy MOREAU	709,90 €	29 janvier 2018	Décharge de responsabilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable aux propositions détaillées ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 933 du budget 2018.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48077-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEF.

## Finances - M57 - M43 - M49 - Amortissement - Seuil et durée - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite de la modification du plan des comptes M57, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018, il apparaît nécessaire de mettre à jour la précédente délibération n°12839 en date du 31/03/2015 relative aux amortissements, en rajoutant les nouveaux articles.

Il est également proposé d'unifier dans une seule et même délibération les modalités relatives au budget principal et aux budgets annexes.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole amortira ses biens selon les modalités suivantes :

### 1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir de la date de mise en service et, d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Enfin, le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération).

### 2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000 € TTC

Est retenu le seuil de 2 000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Métropole aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

### 3) Les biens amortis et les durées d'amortissement :

La technique d'amortissement s'applique à l'ensemble des biens incorporels et corporels.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable les durées suivantes :

#### ➤ M57 Budget Principal

La M57 prévoit un périmètre d'amortissement élargi. Toutes les immobilisations corporelles et incorporelles sont amortissables sauf les réseaux et la voirie, les terrains autres que les terrains de gisement et les collections et œuvres d'art.

Article	Libellé	Durée (année)
202	Frais plans d'urbanisme	5
2031	Frais d'étude	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
204111	Subv.Equip. Etat biens et études	5
204112	Subv.Equip. Etat bât et installation	30
204113	Subv.Equip. Etat projet infrastructure d'intérêt national	40
204114	Subv.Equip. Etat voirie	30

204115	Subv.Equip. Etat monuments historiques	30
204121	Subv. Equip. Région biens et études	5
204122	Subv. Equip. Région bât et installation	30
204123	Subv. Equip. Région projet infrastructure d'intérêt national	40
204131	Subv. Equip. Dép. biens et études	5
204132	Subv. Equip. Dép. bât et installation	30
204133	Subv. Equip. Dép. projet infrastructure d'intérêt national	40
2041411	Subv. Equip. Commune Groupement à Fiscalité Propre (GFP) biens et études	5
2041412	Subv. Equip. Commune GFP bât et installation	30
2041413	Subv. Equip. Commune GFP projet infrastructure d'intérêt national	40
2041481	Subv. Equip. Autres Communes biens et études	5
2041482	Subv. Equip. Autres Communes bât et installation	30
2041483	Subv. Equip. Autres Communes projet infrastructure d'intérêt national	40
2041581	Subv. Equip. Group. biens et études	5
2041712	Subv. Equip. SNCF bât. ins.	30
2041723	Subv. Equip. RFF infrastructures	40
204181	Subv. Equip. Org. biens et études	5
204182	Subv. Equip. Org. bâtiments et install.	30
204183	Subv. Equip. Org. Infrastructures	40
20421	Subv. Equip. Privé biens et études	5
20422	Subv. Equip. Privé bâtiment et install.	30
20423	Subv. Equip. Privée Infra.	40
204421	Subv.Equip. Nature Biens et études	5
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	Attribution de Compensation Investissement	15
2051	Logiciels	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
21311	Bâtiments administratifs	30
21312	Bâtiments scolaires	30
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	30
21314	Bâtiments culturels et sportifs	30
21316	Equipement de cimetière	30
21318	Autres bâtiments publics	30
21321	Immeubles de rapport	30
21351	Install. générales, agencem, aménag const.	30
2138	Autres constructions	30
21533	Autres réseaux câblés	20
21534	Réseaux d'électrification	20
21538	Autres réseaux	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
21571	Matériel ferroviaire	20
21572	Matériel technique scolaire	20
215731	Matériel roulant de voirie	20

215738	Autre matériel et outillage de voirie	20
21578	Autres matériels techniques	20
2158	Installations et outillages techniques	20
2181	Installations générales, agencements	7
21821	Matériels de transport ferroviaire	7
21828	Matériels de transport	7
21831	Matériel informatique scolaire	7
21838	Autre Matériel informatique	7
21841	Matériel et mobilier scolaire	7
21848	Autre matériel et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
	Biens inférieurs à 2 000 euros	1

➤ **M43 Budget annexe transport**

Article	Libellé	Durée (année)
2031	Frais d'étude	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
2051	Logiciel	5
2088	Autres immobilisations incorporelles	5
2138	Autres constructions	40
2154	Matériel industriel	15
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillages industriels	15
2155	Matériel et outillage technique	15
2151	Installations complexes spécialisées	40
2151	Installations et outillages techniques (Mise en accessibilité réseau bus)	20
2156	Matériel de transport d'exploitation : tramway	40
2156	Matériel de transport d'exploitation : bus	15
2182	Véhicules	10
2183	Matériel informatique et matériel de bureau	5
2184	Mobilier	15
2188	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2 000 euros	1

➤ **M49 Budget annexe SPANC et assainissement**

Article	Libellé	Durée (année)
2031	Frais d'étude	5
2033	Frais d'insertion	5
2051	Logiciel	5

2151	Pompe, appareil électromécanique, chauffage	10
21532	Réseaux d'assainissement	60
21532	Installations de refoulement des eaux usées	30
2154	Organe de régulation (électronique, capteur)	8
2155	Appareils de laboratoire, matériel de bureau, outillage	10
21311	Stations épuration : ouvrages lourds / Ouvrage de génie civil	60
21315	Bâtiments durables administratifs	50
21351	Stations épuration : ouvrages courants aménagements	30
21355	Agencement et aménagement bâtiment administratifs	50
2182	Véhicules	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2184	Mobilier	15
21751	Mise A Disposition (MAD) Pompe, appareil électromécanique, chauffage	10
217532	MAD Réseaux d'assainissement	60
217532	MAD Installations de refoulement des eaux usées	30
21754	MAD Organe de régulation (électronique, capteur)	8
21755	MAD Appareils de laboratoire, matériel de bureau	10
217562	MAD Engins de travaux	5
217311	MAD Stations épuration : ouvrages lourds / Ouvrage de génie civil	60
217315	MAD Bâtiments durables administratifs	30
217351	MAD Stations épuration : ouvrages courants aménagements	30
21782	MAD Véhicules	10
21783	MAD Matériel informatique	3
21784	MAD Mobilier	15
	Biens inférieurs à 2 000 euros	1

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et pour l'ensemble des biens transférés par les communes dans le cadre des transferts de compétences ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48181-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.



## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie
  - o Eclairage public
  - o Espaces verts attenant à la voirie
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local de l'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Montpellier s'établit à 360 012 458,94 € à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48241-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Montpellier
- Annexe délibération transfert actif 3M(1).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Baillargues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie
  - o Eclairage public
  - o Espaces verts attenant à la voirie
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local de l'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et en vertu des dispositions de cet article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Baillargues s'établit à 24 972 384.11€ à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Baillargues à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-48187-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Baillargues
- Liste des biens Baillargues

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Juvignac nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie
  - Eclairage public
  - Espaces verts attenant à la voirie
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Juvignac s'établit à 17 874 725,34€ à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Juvignac à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48202-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Juvignac
- Liste des biens Juvignac

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Castries nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie
  - o Eclairage public
  - o Espaces verts attenants à la voirie
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et en vertu des dispositions de cet article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au Procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Castries s'établit à 19 635 741.98€ à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Castries à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Procès-verbal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48195-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Castries
- Liste des biens Castries

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Jacou nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie
  - Eclairage public
  - Espaces verts attenant à la voirie
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Jacou s'établit à 10 426 708.89€ à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Jacou à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48198-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Jacou
- Liste des biens Jacou

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Saint-Drézéry nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et de la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie
  - o Eclairage public
  - o Espaces verts attenant à la voirie
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- la valeur nette comptable des biens transférés par la commune de Saint-Drézéry s'établit à 4 221 251,60 € à la date du transfert ;
- le transfert comptable de la commune de Saint Drézéry à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48297-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Saint Drézéry
- Liste des biens Saint Drézéry

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEF.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune du Crès nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie
  - Eclairage public
  - Espaces verts attenants à la voirie
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Le Cres s'établit à 22 270 082.68€ à la date du transfert.
- La valeur des subventions d'équipement reçues transférées s'établit à 705 156€.
- Le transfert comptable de la Ville de Le Cres à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48207-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Le Crès
- Liste des biens Le Crès

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.

## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Sussargues nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1er janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - o Voirie
  - o Eclairage public
  - o Espaces verts attenant à la voirie
  - o Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local de l'Urbanisme (PLU)

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Sussargues s'établit à 6 488 943.93 € à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Sussargues à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48300-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Sussargues
- Liste des biens Sussargues

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Finances**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

**Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.**

**Absents :**

**Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.**

**Excusés :**

**Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.**



## **Finances - Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montaud nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite des transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis le 1er janvier 2015 et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, les compétences suivantes :

- Espace public :
  - Voirie
  - Eclairage public
  - Espaces verts attenant à la voirie
  - Réseaux d'eau pluviale, de communications électroniques, d'électrification, de gaz, ...
- Nettoyement
- Défense contre l'incendie
- Aire d'accueil des gens du voyage
- Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Depuis le 1er janvier 2018, et en vertu des dispositions de l'article L.5217-2 du CGCT, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI).

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier utilisés pour l'exercice de ces compétences sont transférés à la Métropole en pleine propriété.

La présente délibération a pour objectif d'assurer l'ensemble des régularisations comptables nécessaires.

Toutefois une clause de revoyure est prévue au procès-verbal (PV) comptable, afin de prendre en compte tout élément juridique qui nécessiterait un nouvel ajustement comptable.

Il est précisé que :

- La valeur nette comptable des biens transférés par la Ville de Montaud s'établit à 3 091 742.61€ à la date du transfert.
- Le transfert comptable de la Ville de Montaud à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal comptable,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le procès-verbal comptable ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48211-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- PV comptable Montaud
- Liste des biens Montaud

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Finances

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Remise gracieuse partielle de Taxe de Séjour Intercommunale

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14854 du 27 septembre 2017 la Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale sur l'ensemble de son territoire excepté la commune de Lattes qui a souhaité en conserver la gestion.

Les six mois d'exercice de la taxe de séjour métropolitaine ont permis de constater une adhésion des hébergeurs et une augmentation de leur nombre. La collecte de la taxe de séjour a également pu être mise en œuvre par les plateformes Abritel et Homelidays sur la commune de Montpellier dès le 1<sup>er</sup> janvier et sur les autres communes du territoire à compter du 15 mars, et est étendue par Airbnb à l'ensemble du périmètre au 1<sup>er</sup> juillet. Ces partenariats facilitent la gestion des hébergeurs et permettent à la Métropole d'aborder positivement la généralisation de la collecte par les plateformes de réservation et de paiement.

La tarification forfaitaire des campings n'apparaît en revanche pas adaptée à la réalité économique des campings du territoire. Les modalités de calcul de la taxe de séjour forfaitaire conduisent en effet à prendre en compte le nombre d'unités de capacité d'accueil que l'article L.2333-41 du Code général des collectivités territoriales définit pour les campings comme le triple du nombre d'unités référencées dans l'arrêté de classement. L'abattement applicable de 20% ne suffit pas à rétablir la réalité de l'occupation des campings. En outre, l'exonération des mineurs ne s'applique pas pour la taxe de séjour forfaitaire. En conséquence, les montants de taxe de séjour forfaitaire 2018 ainsi calculés conduisent à des augmentations importantes de la taxe à payer qui placent ces établissements dans une situation inéquitable par rapport aux autres hébergeurs du territoire.

Trois des campings en activité sur le territoire d'application de la taxe de séjour métropolitaine collectaient la taxe de séjour communale au réel avant 2018 et souhaitent conserver ces modalités qui sont transparentes pour les touristes et économiquement neutre pour les hébergeurs. Compte tenu de la mise en œuvre de la plateforme de télédéclaration, la mise en œuvre d'une taxe de séjour au réel peut être envisagée sereinement pour l'ensemble des hébergements. Il sera proposé une taxe de séjour au réel pour cette catégorie d'hébergement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Afin de ne pas pénaliser ces campings pour l'exercice 2018, il est proposé de ramener le montant dû de taxe de séjour à ce qu'il aurait été au réel, en traitant de manière identique les situations comparables de ces trois établissements par une remise gracieuse partielle de la taxe de séjour forfaitaire 2018. Elle sera ramenée à une taxe de séjour au réel sur la base des nuitées 2017, selon les modalités de calcul suivantes :

Montant dû en 2018 = Nuitées 2017 x tarifs taxe de séjour 2018.

Remise gracieuse = taxe de séjour forfaitaire 2018 – (nuitées 2017 x tarifs taxe de séjour 2018).

Les montants de remise gracieuse s'élèveront à :

Camping Fondespierre : 47 917€

Camping Le Botanic : 10 144€

Camping Le Plein air des Chênes : 28 963€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse partielle de taxe de séjour intercommunale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48336-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **LOGEMENT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

## Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Cella Nova ' - Avenue de Lodève à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Patrimoine Languedocienne a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Cella Nova », avenue de Lodève à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Sogerim, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Bernard Chibadel.

Patrimoine Languedocienne demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 444 000 € qu'il sollicite auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 282 000 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 162 000 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

<i><b>Désignation</b></i>	<b>PLS construction</b>	<b>PLS complémentaire</b>
Montant du prêt	282 000 €	162 000 €
Durée	40 ans	50 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Amortissement	progressif	
Périodicité des échéances	annuelle	
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt	
	+ 1,11 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et de 50 ans pour le prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Patrimoine Languedocienne, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Patrimoine Languedocienne est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale



ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Patrimoine Languedocienne opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Patrimoine Languedocienne pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 333 000 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total 444 000 €, sollicités par la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Cella Nova », avenue de Lodève à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et la SA d'HLM Patrimoine Languedocienne, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47565-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- localisation cella nova\_patrimoine SA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

# **Logement - Construction de 35 logements sociaux - Résidence ' Haut de Cœur ', Opération ' Cœur d'Orques ' lot 6 à Saint Georges d'Orques - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 35 logements sociaux, résidence « Haut de Cœur » située lot 6, opération « Cœur d'Orques » à Saint Georges d'Orques. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de la SCCV CŒUR D'ORQUES, comprend 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Lebunetel.

La SFHE Groupe Arcade demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 153 045 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 375 275 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 804 175 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 614 357 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 359 238 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

<b>Désignation</b>	<b>PLUS construction</b>	<b>PLUS foncier</b>	<b>PLAI construction</b>	<b>PLAI foncier</b>
Montant du prêt	1 375 275 €	804 175 €	614 357 €	359 238 €
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0.6 %	+ 0.35 %	- 0.20 %	+ 0.35 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE Groupe Arcade, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SFHE Groupe Arcade est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SFHE Groupe Arcade opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SFHE Groupe Arcade pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 364 783,75 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 35 logements sociaux, résidence « Haut de Cœur » située opération « Cœur d'Orques » lot 6 à Saint Georges d'Orques ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-47246-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- localisation "les hauts de Coeurs"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

## **Logement - Construction de 26 logements sociaux - Résidence ' Les Balcons de l'Ortet ' route de Montpellier à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 26 logements sociaux, résidence « Les Balcons de l'Ortet », route de Montpellier à Saint Jean de Védas. Le programme comprend 18 logements sociaux financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements très sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Christian Piro.

La SA d'HLM Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 917 273 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 073 584 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 758 373 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 774 461 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 310 855 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 073 584 €	758 373 €	774 461 €	310 855 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,37%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	Double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0.50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 937 954,75 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 26 logements sociaux, résidence « Les Balcons de l'Ortet », route de Montpellier à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Rabii YOUSSEF.



Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-47408-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

## **Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de 8 logements et une copropriété - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800€ par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de huit logements locatifs pour un montant de 69 963 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement sont détaillés dans le tableau en annexe.

Les subventions accordées à la SA3M sont susceptibles de faire l'objet de délibérations modificatives, dans la mesure où les logements concernés sont destinés, *in fine*, à être revendus à des propriétaires bailleurs. Le bénéficiaire s'engage à pratiquer des loyers réglementés en signant une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à

cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47939-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- CFNE annexe conseil juillet 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Jean-Pierre RICO.

## **Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 63 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante-trois logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonsec, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Geniès des Mourgues, Saussan, Saint-Brès et Vendargues, dont soixante sont occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et trois logements locatifs, pour un montant total de 202 133 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec Montpellier Méditerranée Métropole, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47183-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Annexe PIG Conseil 19 juillet 2018 V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU  
TERRITOIRE, FONCIER**





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## **Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018**

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

### **Présents :**

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### **Excusés :**

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Isabelle GIANIEL.

## Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Arrêt du Bilan de la Concertation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole a fait l'objet d'une concertation pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées par la démarche. Le bilan de la concertation expose les modalités effectivement mises en œuvre et les moyens mobilisés, la teneur des observations et les enseignements qui en résultent, ainsi que la manière dont elles sont prises en compte dans le projet de SCoT révisé.

Les principaux éléments de ce bilan de concertation sont les suivants :

### LE DISPOSITIF DE CONCERTATION

La concertation autour du projet de révision du SCoT s'est faite de manière continue depuis la prescription du SCoT : ainsi, du 12 novembre 2015 au 4 juin 2018, un dispositif permanent de concertation a permis au public de s'informer, mais aussi de s'exprimer, sur le contenu et la forme du projet.

Cette concertation a été ponctuée de 3 temps forts qui correspondent à des étapes clefs de l'élaboration du projet :

- en mars-avril 2017, 10 réunions publiques, 6 territoriales et 4 thématiques, ont été organisées parallèlement au travail sur la déclinaison du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) en orientations et objectifs ;
- de juin à octobre 2017, l'écriture des pièces composant le SCoT a donné lieu à la mise à disposition progressive et successive des premières versions des pièces constitutives du projet de SCoT, puis d'une première version du document complet, ajustée au regard des avis déjà formulés par le public ;
- du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, une dernière version du document, enrichie des premières contributions du public et des échanges avec les partenaires institutionnels, a été mise à disposition du public pendant 1 mois avant l'arrêt.

Lors de ces trois temps forts du processus de concertation, le dispositif de concertation a été renforcé afin de faciliter l'expression du public sur le projet de révision du SCoT, notamment par le déploiement de moyens d'expression complémentaires et par le renforcement de l'information du public sur le contenu et la démarche de révision du SCoT.

Par délibération du 12 novembre 2015 prescrivant la révision du SCoT, conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole a fixé plusieurs modalités de concertation pour accompagner les études et l'élaboration du projet :

**- « organisation d'une ou plusieurs réunions publiques de présentation et d'échange à l'échelle de secteurs territoriaux définis dans le cadre de la révision du SCoT » ;**

10 réunions publiques ont été tenues entre le 8 mars et le 4 avril 2017 : elles ont rassemblé près de 850 participants. Des annonces presse, des affichages en communes, des distributions de flyers annonçant les dates des réunions, un encart dans le magazine de la Métropole du mois de Mars 2017, des publications sur les réseaux sociaux et le site web de la Métropole, ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire de la tenue de ces réunions publiques.

Six réunions publiques ont été organisées dans chacun des six secteurs territoriaux identifiés par le SCoT :

- le 8 mars 2017 à Lattes (Espace Lattara) pour le secteur Littoral (Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Lattes),
- le 09 mars 2017 à Pignan (salle du Bicentenaire) pour le secteur Plaine Ouest (Saint Jean de Védas, Fabrègues, Lavérune, Pignan, Saussan, Cournonterral, Cournonsec),
- le 10 mars 2017 à Grabels (Salle polyvalente) pour le secteur Piémonts Garrigues (Grabels, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques),
- le 14 mars 2017 à Saint-Drézéry (salle Cardonnet) pour le secteur Cadoule et Bérange (Vendargues, Baillargues, Saint-Brès, Castries, Saint-Drézéry, Montaud, Beaulieu, Restinclières, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues),

- le 16 mars 2017 à Castelnau le lez (Palais des sports) pour le secteur Vallée du Lez (Castelnau-le-lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers, Jacou, Le Crès, Prades-le-Lez),
- le 17 mars 2017 à Montpellier (salle des Rencontres) pour le secteur Cœur de Métropole (Montpellier, Saint Jean de Védas, Juvignac, Grabels, Castelnau-le-lez, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Lavérune, Clapiers).

Quatre réunions publiques thématiques ont ensuite été tenues au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (salle Pelloutier) :

- le 21 mars 2017 sur les déplacements et les mobilités,
- le 22 mars 2017 sur l'environnement, l'agriculture, l'eau et la transition énergétique,
- le 23 mars 2017 sur l'habitat et le réinvestissement urbain,
- le 4 avril 2017 sur l'économie, le commerce, l'activité agricole et le tourisme.

Dans chacune de ces dix réunions publiques, le Président, Philippe Saurel, et la Vice-Présidente déléguée à l'aménagement et au développement durable du territoire, Stéphanie Jannin, ont présenté les motivations de la révision du SCoT et les orientations du PADD. En outre, dans le cadre des réunions publiques thématiques, les différents Vice-Présidents ont présenté les éléments de diagnostic et les objectifs propres aux sujets qui concernaient leurs délégations respectives, à savoir :

- Mme Jannin au titre de l'aménagement et du développement durables, dont l'environnement, l'habitat et l'espace public ;
- M Ségura, au titre du logement ;
- Mme Marion, au titre du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- Mme Touzard, au titre de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Mme Galabrun-Boulbes, au titre de la prévention des risques majeurs et de la gestion des milieux aquatiques ;
- M Revol, au titre du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Mme Lloret, au titre de la transition et de la performance énergétiques.

Ces présentations ont donné lieu à des débats avec la salle, qui ont notamment conduit les élus à apporter des premiers éléments de réponse en séance. L'ensemble de ces échanges ont directement permis d'alimenter le diagnostic, d'affiner certains objectifs et aspects particuliers du projet et de mieux appréhender quelques sensibilités ou impacts particuliers.

*- « publication d'un ou plusieurs articles dans le journal d'information de la Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ; »*

Le magazine de la Métropole, distribué à 244 000 exemplaires notamment dans les boîtes aux lettres de la population des 31 communes et disponible en libre-service dans la plupart des équipements publics de la Métropole, a relayé à plusieurs reprises le dispositif de concertation mis en place mais également le contenu du projet de révision du SCoT :

- le n°25 du MMMag (mars 2017) a annoncé par un article la tenue des 10 réunions publiques, en précisant le lieu, la date et l'heure de chacune des réunions ;
- le n°26 du MMMag (avril 2017) a fait état par un article de la tenue de ces réunions publiques et invité le public à faire part de ses contributions suite à ces réunions ;
- le n°27 du MMMag (mai 2017), a dédié un dossier de 8 pages à la révision du SCoT ; il a présenté les grandes lignes du PADD, puis a annoncé la mise à disposition du public dans les 31 Mairies, de l'ensemble des pièces du document, au fur et à mesure de leur élaboration ;
- les n°29 du MMMag (juillet-août 2017), n°31 du MMMag (octobre 2017) et n°38 du MMMag (mai 2018) ont inclus des articles appelant à la participation du public et rappelant les moyens d'expression mis en œuvre ;
- enfin, le n°39 du MMMag (juin 2018) a proposé un dossier de 8 pages précisant les orientations et objectifs fixés par le SCoT révisé pour les espaces naturels et agricoles du territoire (agriculture, biodiversité, gestion des risques notamment).

Un article de présentation des enjeux de la révision du SCoT a également été mis en ligne sur la page web dédiée au SCoT du site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

*- « mise à disposition d'un registre, sur lequel le public pourra faire connaître ses observations et contributions, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public de la date de clôture dudit registre ; »*

Un registre a été ouvert et tenu à disposition du public au siège de la Métropole jusqu'au 4 juin 2018. L'ouverture de ce registre a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 26 septembre 2016
- de La Gazette n°1476 du 29 septembre au 5 octobre 2016.

La clôture de ce registre a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

Lors des temps forts de la concertation, du 20 juin 2017 au 31 octobre 2017 puis du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, des registres complémentaires ont été ouverts dans les Mairies des 31 communes. L'ouverture de ces 31 registres complémentaires a été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 18 juin 2017,
- de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017,
- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

La clôture de ces 31 registres a également été annoncée par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 28 septembre 2017,
- de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 4 octobre 2017,
- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

**- « le public aura, en outre, la possibilité d'envoyer ses observations par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ; »**

Tout au long de la concertation le public a pu envoyer ses contributions par courrier à l'attention de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole : 12 courriers adressés au Président ont ainsi été reçus et traités durant ce processus de concertation.

En complément, une adresse e-mail a également été ouverte tout au long de la concertation afin de faciliter la formulation des avis du public : 40 contributions ont été reçues par le biais de cette adresse e-mail.

Par ailleurs, du 20 juin 2017 au 31 octobre 2017 puis du 27 avril 2018 au 4 juin 2018, un formulaire en ligne a également été mis en place : accessible depuis la page internet dédiée au SCoT, il a permis au public de déposer 99 contributions sur ces deux périodes clef de la concertation.

**- « mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé, pendant un mois minimum, avant arrêt dudit document par le Conseil de Métropole, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (aux jours et heures habituels d'ouverture). Une publication dans un journal local informera le public du début de la mise à disposition de l'ensemble du projet de SCoT révisé. »**

Le dernier temps fort de la concertation a été l'occasion de mettre à disposition du public la dernière version du projet de SCoT révisé pendant un mois du 27 avril au 4 juin, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole mais également dans les Mairies des 31 communes. Le public a été informé de cette mise à disposition par voie de presse dans la rubrique Annonces Légales :

- du Midi Libre du 22 avril 2018,
- de La Gazette n°1557 du 19 au 25 avril 2018.

Pour compléter le dispositif d'information du public lors des temps forts de la concertation, une bannière dédiée à la révision du SCoT a été diffusée en continu sur la page d'accueil du site web de Montpellier Méditerranée Métropole, et des publications ont été faites à 7 reprises sur les réseaux sociaux. Les publications sur les réseaux sociaux incluaient la mise en ligne d'une vidéo en motion design, présentant les grands enjeux de la révision du SCoT et invitant le public à participer.

En complément des précédentes modalités, le Conseil de Métropole a précisé par délibération du 17 mai 2017 que **« la concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées à l'élaboration du projet de révision du SCoT concerne la mise à disposition du public des documents constitutifs du dossier de révision de SCoT, en fonction de leur élaboration, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures ouvrables habituels et sur son site internet [www.montpellier3m.fr](http://www.montpellier3m.fr). »**

Un dossier composé de toutes les versions des pièces du projet de SCoT révisé a été annexé au registre ouvert en continu au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'aux registres ouverts dans les 31

Mairies de la Métropole. Ces dossiers ont été alimentés au fur et à mesure de la production des pièces. Le public a ainsi été informé par voie de presse de la mise à disposition des premières versions :

- du **diagnostic socio-économique et spatial (Tome 1, Livre 1)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- de l'**Etat Initial de l'Environnement (EIE) (Tome 1, Livre 2)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) (Tome 2)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- du **Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) (Tome 3) et de ses plans de secteurs**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 18 juin 2017 et de La Gazette n°1513 du 15 au 21 juin 2017 ;
- de l'**Evaluation Environnementale (Tome 1, Livre 4)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 14 septembre 2017 et de La Gazette n°1526 du 14 au 20 septembre 2017 ;
- de l'**Explication des choix retenus (Tome 1, Livre 3)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 28 septembre 2017 et de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 04 octobre 2017 ;
- du **Résumé non technique (Tome 1, Livre 5)**, dans la rubrique Annonces Légales du Midi Libre du 28 septembre 2017 et de La Gazette n°1528 du 28 septembre au 04 octobre 2017 ;

En complément de ces documents, près de 6000 plaquettes ont été distribuées dans les 31 Mairies et au siège de la Métropole, afin de faciliter la compréhension du projet par le public à partir d'un support plus synthétique.

Par ailleurs, la page dédiée au SCoT sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, a proposé en libre accès, pour consultation et/ou téléchargement, l'ensemble des pièces du projet de SCoT révisé ainsi que des documents aidant à la compréhension des objectifs de la révision (Bilan du SCoT de 2006, supports de présentation des réunions publiques, plaquette...). Un article de présentation des enjeux de la révision du SCoT a également été mis en ligne sur cette même page web pour exposer la démarche d'ensemble.

Tout au long du processus, plusieurs acteurs locaux se sont particulièrement saisis du dispositif de concertation : certains d'entre eux ont uniquement transmis des contributions écrites (comme GRDF et les associations ODAM, Terres de Lien, Maguelone-Gardiole, Castelnau Demain, Non au Béton, les Riverains du Quartier Nord Est de Grabels, Collectif de défense du quartier Courtarelles, association Pour la défense du Quartier de la rue du Contrôle-Baillargues, association des propriétaires de Naussargues, collectif Stop Linky) alors que d'autres ont aussi sollicité des rencontres avec les services de la Métropole (comme les associations Mosson Coulée Verte, Paysage de France et Saint Jean-Environnement). Des échanges avec certains acteurs du territoire ont également eu lieu pour enrichir le projet, notamment :

- le collectif des Garrigues,
- les professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage (l'Association des Urbanistes du Languedoc-Roussillon, l'Ordre régional des Architectes, la Fédération régionale des Paysagistes),
- ainsi que le monde agricole au travers du syndicat des Jeunes Agriculteurs et des 25 organismes professionnels agricoles mobilisés par le biais d'un partenariat établi avec la Chambre d'Agriculture.

Les différents apports des acteurs locaux ont ainsi permis d'affiner le contenu et de guider rédaction du projet de SCoT révisé en fonction des sensibilités exprimées.

## L'ENRICHISSEMENT DU PROJET GRÂCE A LA CONCERTATION

L'ensemble des sujets abordés lors de la concertation par le public est traité dans le bilan annexé à la présente délibération. Celui-ci remet en perspective la façon dont les contributions ont enrichi le projet de SCoT révisé.

La concertation ayant été conduite en continu tout au long de l'élaboration du document, le public a eu l'occasion de s'exprimer sur le projet à différents stades de son avancement, donnant lieu à des contributions de nature différente.

En amont de la production des premières pièces écrites du projet de SCoT révisé, le public a été sollicité pour partager la stratégie et les grands enjeux du SCoT. Les interventions lors des réunions publiques mais aussi les contributions écrites ont permis de traduire la stratégie en orientations et objectifs tenant compte des sensibilités exprimées. Il s'agit notamment des enjeux liés :

- à la préservation des espaces pour favoriser l'agriculture en particulier dans sa vocation alimentaire,
- à la prévention des risques, dont ceux liés aux inondations,

- à la conservation des ressources naturelles, à travers l'optimisation et le développement de l'économie circulaire par exemple,
- à l'optimisation de la gestion des déchets grâce notamment aux marges de progression du territoire sur le recyclage,
- à la préservation des paysages, de la biodiversité et des espaces littoraux,
- à la transition énergétique en utilisant les différentes ressources du territoire,
- à l'organisation de l'accueil de futurs habitants tout en respectant les grands équilibres du territoire,
- à la mobilisation de différents modes pour améliorer les mobilités sur le territoire (transport en commun, modes actifs et innovants, développement d'infrastructures afin de compléter le réseau routier),
- à l'amélioration de la couverture numérique, levier de développement économique et de mise en réseau,
- à la diversification de l'offre de logement,
- au soutien de l'économie de proximité.

Cette période, qui a précédé la production des différentes pièces du SCoT, a été l'occasion d'expression par plusieurs acteurs locaux. Le bilan de la concertation expose ainsi les contributions plus spécifiques d'acteurs du territoire et les thématiques qui ont été enrichies grâce à leurs contributions. Plusieurs sujets majeurs ont ainsi été approfondis : les règles à définir pour construire le socle de déploiement de la politique agro-écologique et alimentaire, la prise en compte du grand cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire, la valorisation de l'arc des Garrigues comme lieu multifonctionnel, la préservation de la biodiversité, en particulier le positionnement fragile de la frange littorale et des étangs ou la gestion de l'intégration paysagère et écologique des infrastructures de contournement.

**Lorsque les différentes pièces du projet de SCoT révisé ont ensuite été produites,** le public a eu l'occasion de s'exprimer sur une proposition de rédaction, largement mise à disposition dans les 31 Mairies et sur le site internet. Entre juin 2017 et juin 2018, les contributions du public ont été nombreuses (environ 300 contributions) et ont principalement traduit :

- la volonté de préserver les espaces naturels de la Métropole,
- les attentes nombreuses liées à la protection et à la valorisation des terres agricoles en zone périurbaine,
- des inquiétudes sur le devenir des espaces naturels et agricoles à proximité des zones urbaines, notamment à Saint Jean de Védas,
- l'importance accordée par le public à la gestion de l'eau et de la ressource en eau,
- la demande d'implanter les « Tiny House » dans l'armature agro-naturelle du territoire,
- la préoccupation de certains participants à l'égard de la préservation du littoral,
- les problématiques de la circulation routière sur le territoire métropolitain, et particulièrement les difficultés de circulation dans la Plaine Ouest,
- l'attente forte du public vis-à-vis de la desserte en tramway,
- le besoin de développer les modes de déplacement actifs,
- la demande du public en équipements pour maintenir la qualité de vie et répondre aux besoins liés à la croissance démographique,
- la volonté de respecter de l'identité des communes et la qualité de vie lors de la réalisation des nouveaux quartiers de logement,
- l'attention portée aux identités villageoise et au patrimoine local,
- l'impression d'un développement économique déséquilibré en défaveur de l'ouest et du nord de la Métropole,
- la volonté de préserver et optimiser les carrières du territoire.

On compte par ailleurs quelques mobilisations sur les sujets de la qualité de l'air, du climat ou encore de la gestion des déchets. Certains participants ont également exprimé leur point de vue sur l'évolution de certains sites (Boirargues-Cambacérès à Lattes, La Barthe à Fabrègues, Plan Goutier à Clapiers, Mameremonte et Roquefraysse à Saint Jean de Védas).

**De manière générale, la plupart des contributions formulées dans le cadre de la concertation mise en place pour la révision du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole a porté sur des éléments déjà intégrés dans le document.** Ainsi, une grande partie des contributions trouve des réponses dans le projet de SCoT mis à disposition, notamment celles relatives à l'organisation des déplacements routiers et collectifs, tout particulièrement dans la Plaine Ouest ; aux moyens à mettre en œuvre pour répondre au défi de la croissance démographique tout en respectant l'identité des territoires, villes et villages ; à la préservation des espaces agro-naturels pour développer des pratiques agroécologiques et alimentaires ; à la valorisation des « poumons verts » ; à l'adaptation au changement climatique à travers par exemple la préservation des

ressources et l'anticipation des risques ; à la localisation des différentes polarités économiques dans les tissus urbains mixte ou dans les parcs d'activités.

Afin d'assurer une meilleure lisibilité pour le public, le Bilan de la Concertation développe de façon détaillée le contenu des contributions sur chacun des sujets abordés et le met en regard avec les orientations du projet de SCoT révisé.

Sur certains sujets précis, les remarques du public ont permis de faire évoluer le projet de SCoT révisé dans des proportions variables.

**Certains participants ont visé des sujets traités par le SCoT mais dans un degré de précision qui ne relève pas de son échelle d'application** : à ce titre le document n'a pas pu explicitement intégrer les demandes du public. Cependant, des précisions de rédaction ont été apportées afin de permettre aux documents de planification ou aux outils opérationnels adéquats de répondre aux attentes exprimées (demandes formulées sur les formes urbaines de Boirargues-Cambacères par exemple).

**D'autres participants ont suggéré d'apporter des modifications au contenu du document.** Les éléments proposés par le public ont été intégrés au document lorsqu'ils étaient conciliables avec le projet de révision du SCoT et son échelle d'application, mais également avec les réalités locales. Les points les plus significatifs ayant fait l'objet d'ajustement sont :

- **les modes de déplacement actifs (ou doux)** : le niveau du SCoT ne permet pas d'établir à son échelle (1/25 000ème) un réseau des modes actifs. Toutefois, en écho aux observations démontrant l'attachement du public à ces modes essentiels de déplacements décarbonés et non polluants, le (Document d'Orientations et d'Objectifs) DOO du SCoT a été complété par la carte des grands axes cyclables du territoire. Ceci permet de consolider la volonté exprimée par le SCoT de structurer un réseau dédié aux modes actifs, dans le cadre de l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » et en complément des différentes mesures qu'il définit pour systématiser la prise en compte des modes actifs dans l'aménagement du territoire. Il est, par ailleurs, précisé que, parallèlement à la révision du SCoT, la Métropole a décidé d'engager l'élaboration d'un « Schéma directeur des modes actifs » destiné à définir les éléments destinés à être intégrés, avec plus de précisions, dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), tous deux en cours d'élaboration ;
- **la diversité de l'habitat** : les opérations « d'habitat participatif » seront ajoutées dans les opérations susceptibles de participer activement à l'orientation visant à « offrir des logements diversifiés et accessibles aux ménages locaux » afin de répondre au besoin exprimé par le public d'assurer le développement de formes d'habitats diversifiées.

De manière générale, au regard des contributions recensées, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable ont effectivement permis au public d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le bilan de la concertation ci-annexé comporte un recensement et une analyse exhaustifs des observations de manière à informer le public du traitement de celles-ci.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation menée en vue de la 1ère révision du SCoT en application des dispositions des articles L103-2 et L 103-6 du Code de l'urbanisme ;
- faire procéder à l'affichage, en application des dispositions de l'article R143-7 du Code de l'urbanisme, de la présente délibération pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des 31 communes membres de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M2018-335.pdf
- retour liste annexe m2018-335.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Alex LARUE, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA.

## Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération en date du 17 février 2006.

Le Schéma de Cohérence Territoriale définit les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il organise la mise en cohérence spatiale de l'ensemble des politiques territoriales, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement, des activités économiques et de paysage.

Conformément à l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme, il vise à atteindre les objectifs suivants :

### 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

### 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

### 4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

## LA DEMARCHE D'ELABORATION DU SCOT

Dès la transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans l'élaboration d'un projet visant à apporter des réponses durables aux grands défis du XXIème siècle auxquels le territoire doit faire face.

La démarche Montpellier Métropole Territoire (MMT) a permis, tout au long de son élaboration, de mettre en partage avec les élus les valeurs du territoire. Elle a également permis d'identifier les enjeux et facteurs d'évolutions à moyen et long termes, notamment en ce qui concerne les impacts du changement climatique, les équilibres environnementaux, l'évolution des modes de vie, d'habiter, de se déplacer... Il résulte de cette démarche la définition de valeurs fondamentales de développement de l'espace métropolitain visant à développer une Métropole compétitive et ouverte sur l'extérieur dans le respect de l'environnement.

Dans la prolongation de cette démarche, une collaboration continue avec les Maires, dans différentes instances de travail, a rythmé l'élaboration du SCoT à différentes étapes.

Le projet de territoire a l'ambition de s'ouvrir sur l'extérieur et de construire une vision partagée avec les territoires limitrophes. Dans ce contexte, un des moments forts de la démarche a été l'établissement d'un dialogue avec les territoires voisins, notamment avec les établissements chargés de l'élaboration de leurs

SCoT, permettant d'établir une logique de cohérence du projet, au sein du grand amphithéâtre naturel partagé par plusieurs communautés, bien au-delà de leurs frontières administratives respectives. Dans un contexte où l'ensemble des SCoT est dans un processus d'élaboration ou de révision, ce dialogue avec les territoires limitrophes s'illustre au travers d'une volonté partagée d'initier les bases d'une réflexion et de coopérations communes. Il s'agit d'établir des cohérences à l'échelle du grand bassin environnemental, de vie, de travail, de consommation et de déplacement et de loisir, dans un contexte mouvant où l'ensemble du territoire se positionne au sein de la grande région Occitanie, dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole doit conserver sa position de « Métropole rayonnant à 360° ».

A partir des grands défis territoriaux, les objectifs des politiques publiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ont été débattus lors de la séance du Conseil de Métropole du 22 février 2017, conformément à l'article L.143-18 du Code de l'urbanisme.

### **Un projet partagé avec les acteurs du territoire et la population**

Tout au long de la construction du projet de SCoT, la Métropole a tenu un rythme soutenu de réunions avec les Personnes Publiques Associées entre octobre 2016 et mai 2018, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat), les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes et la section régionale de la conchyliculture.

Pour prendre en compte au mieux les enjeux agricoles, plusieurs rencontres ont été organisées, en particulier avec la Chambre d'Agriculture et le syndicat des Jeunes Agriculteurs. Elles ont permis de faire évoluer le projet afin de réduire les impacts des secteurs de développement urbain projetés sur les terres agricoles irrigables. Dans ce cadre, les actions collectives à construire ont été identifiées telles que la reconquête du foncier délaissé, l'accompagnement à l'installation et la mise en place d'outils d'évaluation du projet dans le cadre d'une gouvernance partenariale.

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été concertés pendant la durée de l'élaboration du projet de révision du SCoT. Les modalités de concertation fixées par la délibération de prescription de la révision ont été mises en œuvre comme indiqué dans la délibération d'arrêt du bilan de la concertation.

Deux associations agréées de protection de l'environnement ont été consultées à leur demande lors de l'élaboration du document.

L'association Mosson Coulée Verte a demandé à être consultée par courrier du 27 juin 2017 ; une réunion a été programmée le 1<sup>er</sup> septembre 2017, durant laquelle ses contributions ont été précisément examinées. Les propositions de l'association portaient sur les thématiques suivantes :

- **la vulnérabilité au changement climatique**, par exemple sur le rôle primordial de la végétalisation en ville, comme un des moyens pour limiter l'effet « îlot de chaleur urbain » ;
- **le transport**, notamment en partageant l'objectif du SCoT de « mise en tension de l'armature urbaine » par l'armature des déplacements ;
- **l'économie**, en insistant sur la nécessité de desservir par des axes de transports attractifs les espaces à vocation économique ;
- **l'urbanisation**, en saluant l'objectif de préservation de 2/3 du territoire en espaces agro-naturels tout en indiquant que la densification ne doit pas induire l'altération de la qualité du cadre de vie ;
- **les risques**, notamment l'importance de mieux intégrer les ouvrages de rétention hydrauliques de manière qualitative dans les projets urbains ou de prendre en compte les risques de remontée de nappe ;
- **l'environnement**, en mettant en avant la gestion de la ressource en eau dans les critères de planification urbaine puis les modalités d'urbanisation du territoire (préservation des zones humides...).

L'association nationale Paysage de France a demandé à être consultée par courrier reçu le 17 octobre. Une réunion d'échange a eu lieu le 16 novembre 2017, elle a permis à l'association d'exposer ces préoccupations au sujet de :

- la préservation de la qualité des paysages urbains et naturels ;
- la rapidité de l'urbanisation de Saint Jean de Védas dans le secteur de Roquefraysse et la nécessité de stopper celle-ci ;
- l'ambition partagée avec l'association Saint Jean Environnement de réaliser un Parc Naturel Urbain dans les espaces agro-naturels entre Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune, formalisée par

l'outil Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces Agricoles Et naturels Périurbains (PAEN);

- l'intégration des enjeux liés à la gestion de l'eau sous toutes ses formes (inondations, eau potable, ruissellement...).

Lors de ces échanges, la Métropole a expliqué comment les préoccupations de ces deux associations pouvaient être prises en compte dans les documents du SCoT et comment certaines propositions se traduisent dans le projet territorial. Ainsi, au sujet du PAEN, les évaluations du SCoT de 2006 ont pu démontrer l'efficacité d'un SCoT pour préserver de l'urbanisation les espaces agro-naturels qu'il identifie. Or le projet de SCoT révisé renforce encore la définition des limites entre les espaces urbains et les espaces agro-naturels, en donnant ainsi une visibilité durable et constituer le socle du déploiement de la politique agroécologique et alimentaire. Les orientations et objectifs décrits dans le SCoT contribuent à atteindre des objectifs similaires à ceux d'un PAEN, mais résultent d'une procédure beaucoup plus largement concertée.

Sur le territoire de la Métropole, trois syndicats ont une approche pointue du cycle de l'eau sur les bassins versants qui le traversent et sur le fonctionnement des étangs. Il s'agit du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), positionné à l'Est du territoire, du Syndicat Mixte du Bassin Lez (SYBLE), positionné sur les bassins du Lez, de la Mosson et jusqu'aux étangs Palavasiens, et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL), positionné notamment sur les 3 communes littorales de la Métropole. Plusieurs temps d'échanges ont été organisés avec ces acteurs du territoire pour prendre en compte leurs recommandations en ce qui concerne la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité liée au fonctionnement hydraulique du territoire, les espaces minimum de bon fonctionnement des cours d'eau et la gestion des inondations. La Métropole s'est en particulier attachée à décliner les orientations et recommandations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Lez-Mosson-Etangs Palavasiens avec lequel le SCoT doit être compatible. Ce travail itératif s'est tenu à toutes les étapes du projet de l'état initial de l'environnement à la définition des orientations et objectif du projet de SCoT révisé notamment. Il s'est conclu par une présentation en Commission Locale de l'Eau le 5 juillet 2018, ayant permis à la Métropole de recueillir – à l'unanimité – un avis favorable sans réserve s'agissant de la compatibilité du projet au regard du SAGE Mosson-Lez-Etangs Palavasiens.

Le Conseil de Développement (CoDe) de Montpellier Méditerranée Métropole a également été consulté en phase d'élaboration du projet et puis en phase finale. Plusieurs échanges et temps de présentation ont été réalisés à sa demande. Le CoDe a apporté une contribution spécifique sur les nouveaux concepts des « Portes Métropolitaines » en mars 2017 puis a émis un avis favorable sur le projet dans sa globalité.

## LES MOTIFS DE LA REVISION

### Une évolution nécessaire au regard de l'évaluation du premier SCoT

En 2015, l'évaluation du SCoT de 2006 a mis en évidence que les résultats en termes de maîtrise du développement territorial (frein à l'étalement urbain), de densification des formes urbaines, d'engagement du réinvestissement urbain, de mixité sociale et résidentielle, sont satisfaisants. Ils dépassent d'ailleurs parfois les objectifs fixés par ce document.

Toutefois, l'évaluation a relevé deux aspects majeurs auxquels le SCoT de 2006 a insuffisamment répondu : une carence en foncier pour les activités économiques et en matière de prise en compte des enjeux environnementaux du territoire, notamment ceux concernant la biodiversité et les aléas hydrauliques.

Cette évaluation et l'élaboration du projet Montpellier Méditerranée Territoires ont mis en avant de nouveaux enjeux et objectifs sur le territoire, qui entraînent la révision du SCoT :

- Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser.
- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.
- Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent.
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois.

### Une évolution nécessaire au regard de l'évolution des institutions

La révision du SCoT de 2006 intervient également dans un contexte d'évolutions institutionnelles majeures du territoire :

- La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a entraîné des besoins et des enjeux nouveaux sur le territoire (transfert de compétences, compétences élargies...) qui nécessitent de revisiter certaines politiques publiques ;
- la fusion des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon a abouti à la création de la Région Occitanie, dotée de deux Métropoles : Toulouse et Montpellier. Dans le cadre, de la révision du SCoT, Montpellier Méditerranée Métropole doit tirer parti de son double positionnement stratégique de

métropole ouverte à la fois sur le bassin méditerranéen et sur un arrière-pays dynamiques, grâce à des coopérations à toutes les échelles.

### **Une évolution nécessaire au regard de l'évolution du cadre législatif et réglementaire et des documents de référence**

Les lois relatives au Grenelle de l'environnement (2009 et 2010) ont également apporté des évolutions à la mise en œuvre des politiques de développement et d'aménagement du territoire. Elles ont notamment élargi les objectifs, les capacités prescriptives et le caractère opérationnel des SCoT.

Les lois Grenelle 1 et 2 ont ainsi modifié certains articles du Code de l'urbanisme en renforçant ou en complétant les outils du SCoT afin de mettre en œuvre de nouveaux objectifs, notamment en matière de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, de respect de performances énergétiques et de lutte contre les gaz à effet de serre, de définition des grandes orientations en matière de transports et déplacements, de préservation et de restauration des continuités écologiques, ou encore d'aménagement commercial.

La Loi relative à l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (2014), dite loi ALUR, fait des SCoT l'unique document territorial d'intégration des objectifs et dispositions des documents de rang supérieur.

La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (2014) renforce les précisions à apporter quant à la prise en compte des besoins en matière de préservation du potentiel agronomique et la limitation de la consommation foncière.

La Loi sur la transition énergétique et la croissance verte (2015) ajoute l'objectif d'adaptation au changement climatique dans les objectifs généraux en matière d'urbanisme.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (2016) instaure le principe de zéro perte nette de biodiversité voire de gain de biodiversité, la séquence « Compensation » de la démarche Eviter-Réduire-Compenser est renforcée.

Le Schéma de Cohérence territoriale doit prendre en compte le niveau d'avancement des programmes d'équipements de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics. Sur le territoire métropolitain, il s'agit des projets suivants :

- la création de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, prenant naissance sur la partie Ouest du territoire, en prolongement du Contournement de Nîmes et de Montpellier (CNM) ;
- le COM (Contournement Ouest de Montpellier) qui raccordera l'A750 à l'A709 (inscrit au Contrat de Plan Etat-Région) ;
- la Déviation Est de Montpellier ;
- la Déviation de la RN113 (inscrite au Contrat de Plan Etat-Région) ;
- les prolongements du LIEN sur sa partie ouest reliant Saint Gély du Fesc à Saint Georges d'Orques pour le connecter à l'A750 et sur sa partie est pour le relier à l'A709.

Les grandes orientations de ces documents et projets sont prises en compte dans le projet de SCoT révisé.

## **LE SOCLE DU PROJET**

Quatre grandes orientations fondent le projet du SCoT :

### ***Préserver et reconquérir l'exceptionnelle richesse environnementale pour mieux la valoriser***

L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le 1er facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le développement urbain est, de ce fait, contenu sur un tiers du territoire, en favorisant les réinvestissements et les densifications urbaines le long des axes de transport en commun.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. Pour cela, il s'agit de considérer les espaces agro-naturels comme le socle d'un « Grand Parc métropolitain » qu'il s'agit de pleinement intégrer au développement de la Métropole, en veillant à la fois à préserver ses espaces, à les valoriser par des fonctions adaptées à leurs caractéristiques et à favoriser leur appropriation par les citoyens de manière raisonnée. Il s'agit aussi de définir des modalités d'accompagnement d'une politique agroécologique et alimentaire, ainsi que de mieux définir l'armature des espaces naturels, agricoles et forestiers, afin de réactiver efficacement la diversité des fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...) de ces espaces.

### ***Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets***

La prévention des risques naturels est au cœur des préoccupations de la Métropole et doit s'exprimer par une urbanisation et des aménagements plus résilients. La Métropole doit en effet s'« acclimater » en s'adaptant

au changement climatique et en atténuant ses effets, principalement en tenant compte des risques d'inondation et en modérant autant que possible l'effet « îlot de chaleur urbain » notamment lors des épisodes caniculaires.

Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière de résilience du territoire face aux risques climatiques, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ».

### ***Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles et aux besoins qu'elles génèrent***

Le territoire doit également savoir anticiper son dynamisme démographique, confirmé par les observateurs pour les années à venir : la croissance démographique de la Métropole, lissée sur la période 2019-2040, est positionnée autour de 1 % dans le projet de SCoT, soit un nombre total d'habitants compris entre 570 000 et 590 000 en 2040. Cette croissance s'appuie sur un fort renouvellement des populations. La diversité des parcours résidentiels sera programmée en conséquence, en concevant une Métropole pour tous. Jusqu'à aujourd'hui, la priorité a été principalement orientée sur l'aménagement de nouveaux quartiers en extension des villes et villages. Si ceux-ci restent indispensables pour maîtriser le développement dans un contexte de croissance de la population, il convient toutefois d'affirmer le réinvestissement des tissus urbains existants dans le respect des identités du territoire et des contraintes qui pèsent sur les possibilités de densification des tissus existants, pour économiser la consommation foncière et éviter les impacts sur l'environnement naturel et sur l'agriculture.

### ***Connecter les réseaux de déplacement à toutes les échelles***

Pour accompagner ce développement, les mobilités doivent être conçues de manière multimodales, interconnectées depuis les connexions à l'international, jusqu'aux espaces des « courtes distances », en passant par l'organisation des mobilités des pendulaires sur le grand bassin de vie et les connexions régionales favorisant les coopérations à l'échelle de la Métropole vécue. Le réseau de transport en commun doit continuer à être développé en s'appuyant sur un réseau armature structurant (trains du quotidien et Transports en commun en sites propres urbains –TCSP–). La ville des courtes distances pour les modes actifs (« doux ») doit être favorisée et une politique de partage de l'espace public doit être menée, permettant de répondre à l'évolution des usages en repensant l'espace public comme support partagé des pratiques urbaines.

### ***Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois***

Le développement économique et de l'emploi demeure une préoccupation majeure dans une Métropole aux visages contrastés, entre des taux remarquables de création d'entreprises et d'emplois et des taux élevés de chômage. De ce fait, la Métropole doit redoubler d'efforts pour soutenir l'activité économique, à la fois les activités innovantes et de pointe à forte valeur ajoutée et les activités plus traditionnelles. Pour ce faire, elle doit diversifier ses offres foncières et immobilières dans le prolongement de son Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE) et surtout, elle doit corriger la carence du SCoT de 2006 en créant une offre adaptée pour les activités qui ne peuvent pas s'intégrer au tissu urbain : nouveaux parc d'activités pour entreprises artisanales, logistiques, industrielles, business-parc...

Parallèlement, il convient aussi de réintroduire l'emploi en ville et de réinvestir les anciens parcs d'activités pour remobiliser des capacités foncières à partir de l'existant.

Le redéploiement agricole est un autre axe économique important de la Métropole, qui s'exprime à travers sa politique agroécologique et alimentaire dont le SCoT a pour ambition de constituer le « socle ».

L'offre commerciale doit, elle aussi, mieux s'intégrer au projet de territoire. Le commerce doit être renforcé dans les tissus urbains constitués ou dans les nouveaux quartiers, en tant que « matière première » de la mixité fonctionnelle et de l'animation des villes et des villages. Les zones commerciales de périphérie, quant à elles, doivent être réinvesties pour être densifiées et leur mixité doit être recherchée chaque fois que possible.

Ce socle se double de la prise en compte des 7 piliers stratégiques définis pour le développement de Montpellier Méditerranée Métropole :

1/ **la Santé**, au sens de l'OMS, le bien-être physique, mental et social, qui est fortement mise en avant par le projet de territoire dans son approche environnementale intégrée à l'écosystème local, notamment au niveau climatique ;

2/ **le Numérique** avec, par exemple, ses incidences sur les nouveaux modes de travail dont le projet en fait un levier pour favoriser la mixité urbaine dans les villes et villages ;



3/ **la Mobilité et les Transports**, qui nécessitent une approche des déplacements à toutes les échelles, favorable aux multi et inter modalités, aux modes de transport décarbonés et à la ville des courtes distances ;  
 4/ **le Développement économique, le Tourisme et l'Industrie**, qui constituent l'un des axes structurants de diversification, de consolidation et d'internationalisation du développement économique du territoire, pour répondre aux besoins identifiés, notamment dans le cadre du SAE de la Métropole ;  
 5/ **l'Agroécologie et l'Alimentation**, qui participent activement à la mobilisation des fonctions et des ressources multiples de l'armature naturelle et agricole, pour en faire des espaces de projets à part entière, au service de la résilience face aux risques climatiques, de l'aménagement durable du territoire métropolitain et de la qualité de son environnement ;  
 6/ **la Culture, le Patrimoine et l'Université**, que le projet de territoire revisite au titre des facteurs identitaires, de cohésion et de rayonnement de la Métropole et de chacun des espaces qui la composent ;  
 7/ **le Commerce et l'Artisanat** enfin, qui font l'objet de volets spécifiques du projet de territoire, afin de créer une offre cohérente et adaptée afin qu'ils participent pleinement au développement et à l'aménagement durable de l'espace métropolitain, et notamment à la requalification de ses zones commerciales.

## LES ORIENTATIONS DU PROJET

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et du Document d'Orientation et d'Objectifs se structurent à partir de trois défis :

1. Une Métropole acclimatée
2. Une Métropole équilibrée et efficace
3. Une Métropole dynamique et attractive.

### 1. Une Métropole acclimatée

#### 1.1 Protéger et reconquérir les composantes agro-naturelles, les paysages et la biodiversité pour mieux les valoriser

Le SCoT de 2006 a permis de préserver les espaces naturels et agricoles en freinant l'étalement urbain. Il n'a toutefois pas vraiment suscité la mise en œuvre de projets permettant de les valoriser. Faute de réelle appropriation collective, l'équilibre de ces espaces est fragile et relève d'un double enjeu essentiel de préservation de la biodiversité et de renouvellement économique, notamment agricole. Préserver durablement ces espaces naturels et agricoles nécessite donc de les mobiliser au mieux en tant que supports de ressources écologiques, de projets et d'usages intégrés.

Le SCoT définit, au préalable, l'ensemble des dispositions permettant d'encadrer la constructibilité dans les espaces agro-naturels. S'il poursuit les objectifs du SCoT de 2006 en matière de lutte contre le mitage, mais les dispositions du projet de SCoT révisé sont de nature moins générique et plus précise, notamment en matière :

- d'encadrement des possibilités d'évolution des constructions existantes dans le but de les valoriser ;
- de création de constructions sans destination agricole, forestière et pastorale, pour des équipements qui ont vocation à se trouver dans les espaces agro-naturels ou qui sont techniquement incompatibles avec le tissu urbain ;
- de localisation, par exception, d'installations dans les espaces agro-naturels pour des projets spécifiques et cohérent avec les ambitions du territoire (fermes ressources, tourisme, valorisation et extension d'ensemble patrimoniaux...).

##### 1.1.1 Faire du paysage un bien commun

###### *Révéler le paysage à travers l'affirmation d'un Grand Parc Métropolitain*

Le SCoT révisé affirme la volonté forte de faire du paysage un agent actif de la structuration et de l'animation du territoire. Les espaces naturels et agricoles sont ainsi identifiés comme composantes d'un « **Grand Parc Métropolitain** » où le paysage se révèle comme un véritable bien commun, vecteur de cohésion sociale. Le Grand Parc doit à la fois permettre de préserver la très grande richesse paysagère et environnementale des espaces agro-naturels, éléments fondamentaux de la qualité du cadre de vie, et de le donner à découvrir et l'ouvrir à des usages contrôlés (agroécologie, gestion hydraulique intégrée, culture, loisirs...) pour favoriser son appropriation, avec le souci qu'il bénéficie au plus grand nombre.

Si le SCoT révisé s'inscrit en continuité du SCoT de 2006, en poursuivant les mêmes objectifs de préservation et de valorisation du paysage agro-naturel, il complète toutefois cet objectif en l'étayant et en l'approfondissant. A l'échelle du territoire métropolitain, il définit un ensemble de prescriptions visant à favoriser la constitution de trames végétales paysagères, y compris dans les espaces urbains, à requalifier les

entrées de ville et à valoriser les morphologies urbaines des villes et villages dans leur rapport au grand paysage.

Au sein même des espaces agro-naturels, un ensemble de prescription concerne la mise en valeur du réseau hydrographique, armature fondamentale du paysage métropolitain. Dans l'objectif de faire vivre les espaces agro-naturels, il intègre plusieurs recommandations, comme la promotion des activités sylvo-pastorales.

*Valoriser les limites et les lisières agro-naturelles des villes et villages pour maîtriser durablement leur contour*

Le SCoT révisé poursuit ici les mêmes objectifs que le SCoT de 2006 visant à définir un dispositif spatial pertinent pour limiter efficacement l'étalement urbain. Cependant, il tire le bilan du SCoT précédent sur la portée effective de ses dispositions en visant à mieux préciser les notions de « limites », de manière à favoriser un véritable traitement qualitatif permettant une valorisation mutuelle entre tissus urbains et espaces agro-naturels.

La priorité est donnée à l'identification, la préservation et la mise en valeur de l'ensemble des « lisières urbaines », en tant que lieux de transition entre les espaces urbanisés ou à urbaniser et les espaces naturels et agricoles. Le SCoT révisé enrichit, de manière notable, les prescriptions à travers des objectifs en matière de maîtrise de la formalisation des limites, de valorisation des lisières agro-naturelles et d'incitation à la prise en compte des usages dans les franges urbaines. Pour ce faire, le SCoT instaure 3 dispositifs jouant de manière complémentaire :

- les « **limites urbaines** », qui définissent l'enveloppe maximale des espaces d'urbanisation existante et engagée ou des extensions urbaines tels que définis sur les plans de secteur. Comme dans le précédent SCoT, deux types de limites sont distinguées :
  - les limites déterminées qui correspondent aux franges de l'urbanisation existante et engagée. Elles marquent une limite ferme à l'échelle du SCoT ;
  - les limites à formaliser qui correspondent aux franges des sites ne présentant pas de déterminants spatiaux avérés. Elles nécessitent un travail de définition dans le cadre d'une conception d'ensemble maîtrisée ;
- les « **franges urbaines** », qui définissent une bande longeant les limites urbaines, au sein des espaces d'urbanisation existante ou engagée ou des extensions urbaines, pour gérer les occupations du sol au contact des espaces agro-naturels. Le SCoT fixe un ensemble de recommandations visant à éviter les conflits d'usage et à favoriser les continuités entre ville et campagne, ainsi qu'à valoriser leur paysage ;
- les « **lisières agro-naturelles** », positionnées dans le prolongement immédiat des limites urbaines et intégrées à l'armature des espaces agro-naturels. Ces espaces doivent faire l'objet de projets valorisant leurs caractéristiques paysagères et leurs potentiels d'usages en rapport avec leur vocation et en compatibilité avec leurs caractéristiques.

*Valoriser le paysage naturel et patrimonial du littoral au sein du Grand Parc Métropolitain*

Par rapport au SCoT de 2006, le SCoT révisé renforce les dispositions visant à préserver le paysage identitaire du littoral, secteur présentant une grande sensibilité environnementale. Il identifie, pour ce faire, un certain nombre de trames structurantes (réseau végétal, réseau hydrographique, entrées de ville...) pour lesquels il établit des prescriptions permettant d'en assurer la préservation. Il définit, conjointement, des objectifs de développement durable spécifiques à chacun des milieux constitutifs du littoral métropolitain, à savoir :

- le cordon littoral, au niveau du lido de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- les étangs littoraux et les rivages lacustres ;
- les prairies et zones humides ;
- les espaces agro-naturels rétro littoraux.

Des prescriptions s'attachent, par ailleurs, à favoriser l'intégration paysagère des extensions urbaines et des infrastructures, notamment à « réparer » les territoires marqués par la réalisation de ces infrastructures.

Par ailleurs, le SCoT poursuit un objectif fort de résorption du mitage qui impacte de façon importante les communes littorales. L'armature agro-naturelle a vocation, ainsi, à ne pas être bâtie. Le SCoT indique la nécessité de prendre les dispositions réglementaires suffisantes pour interdire toute construction, installation, occupation illicite et favoriser le cas échéant un retour à l'état naturel des sites cabanisés. Une disposition complémentaire concerne l'intégration paysagère du bâti diffus, consistant à encadrer les possibilités d'évolution pour les bâtiments agricoles, traditionnels ou existants, dans la limite des possibilités offertes par la Loi Littoral.

1.1.2 Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire

La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux Causses, en passant par les étangs, les



garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, favorise la présence d'une diversité biologique exceptionnelle. Néanmoins, l'analyse du territoire montre que l'érosion de la biodiversité s'est aggravée, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Le SCoT de 2006 abordait les enjeux de préservation de la biodiversité uniquement sur le secteur Littoral, au sein des espaces naturels remarquables. Depuis, les exigences législatives se sont enrichies et fixent maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité.

Dans ce cadre, le SCoT révisé développe un dispositif complet de réservoirs et corridors pour préserver et valoriser la biodiversité du territoire, intégrant notamment les dispositions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) qu'il doit prendre en compte. L'exercice de déclinaison du SRCE au 1/100 000 à celle du SCoT au 1/25 000 a permis de compléter significativement les réservoirs de biodiversité identifiés au SRCE, en ajoutant celui de la Gardiole par exemple. Au total, plus de 3 000 ha supplémentaires sont ainsi préservés par rapport au SRCE. Le SCoT fait ainsi de la trame verte et bleue une composante fondamentale du projet de territoire, son dessin s'articulant notamment avec les extensions urbaines auxquelles elle a vocation à imposer des limites et/ou des espaces de continuité assurant le déplacement des espèces. Cette trame se décline en différents espaces d'importance écologique variable et hiérarchisée, déterminant une occupation des sols adaptée aux fonctionnalités écologiques associées. Elle concerne également l'urbanisation existante.

La trame verte et bleue se compose de plusieurs éléments auxquels sont associés des objectifs différenciés qui les hiérarchisent :

- les réservoirs de biodiversité, où la biodiversité est particulièrement riche et nécessite des mesures de protection accrues ;
- les corridors écologiques, axes de déplacements des espèces qui connectent les différents réservoirs ;
- la matrice des espaces agricoles et naturels, qui assure également la continuité des milieux.

Par ailleurs, en milieu urbain, les liaisons écologiques « en pas japonais », assurent une certaine perméabilité au travers de milieux relais ponctuels.

### 1.1.3 Préserver et réactiver les espaces agro-naturels, socle d'un système agricole et alimentaire territorial durable

L'objectif général est de préserver et réactiver les espaces agro-naturels qui, dans leur diversité, jouent un rôle structurant dans l'organisation du territoire en matière d'économie agricole, d'environnement, de résilience, d'aménagement, de qualité paysagère, de cohésion sociale et de développement de nouveaux usages. Ils constituent le socle du développement d'un système alimentaire durable, pour permettre l'accès du plus grand nombre à une alimentation saine et locale.

Les orientations du SCoT révisé s'inscrivent tout d'abord dans l'objectif de préserver durablement 2/3 du territoire en espaces naturels et agricoles et de limiter durablement l'urbanisation au 1/3 du territoire restant, en focalisant notamment les efforts sur le réinvestissement de l'existant.

Le projet identifie l'ensemble de l'armature agro-naturelle comme espace support pour la consolidation du tissu agricole existant, où sont identifiées :

- des terres à forte valeur agricole, définies par leur desserte par les réseaux d'irrigation, le potentiel agronomique des sols et leur identification au titre des Signes d'indication de qualité et d'origine (AOP notamment) ;
- des terres à forte sensibilité agro-environnementale, où il s'agit de reconnaître l'importance et la valeur spécifique de pratiques agricoles adaptées pour contribuer à la préservation de l'environnement, à l'acclimatation du territoire ou encore à la diminution de l'exposition aux risques sur ces secteurs ;
- des secteurs pilote d'action et d'animation foncière.

Pour répondre aux besoins de l'appareil de production nécessaire à la filière agricole, le projet prévoit d'intégrer pleinement l'agriculture dans la dynamique d'une économie productive du territoire. Ce développement s'appuie notamment sur les possibilités générales d'activités, de constructions et d'aménagements admises au sein des espaces agro-naturels. Il s'agit aussi de conforter et requalifier le MIN et de constituer un archipel de relais locaux pour développer la promotion et la commercialisation des circuits courts des productions locales au plus près de la population, avec notamment les Portes Métropolitaines appelées à jouer un rôle clef.

Enfin, pour conforter la filière agricole sur le territoire et s'inscrire dans une démarche cohérente, intégrée et durable, le projet prévoit les principes d'anticipation de la stratégie de définition et de mise en œuvre des mesures de compensation et, au-delà, de Déploiement et de reconquête agricoles.

### 1.1.4 Conserver et accroître le réseau végétal des villes

Complémentairement aux orientations précédentes, le SCoT révisé donne une place primordiale au réseau végétal dans l'organisation urbaine du territoire, dont les fonctions contribuent à mettre en œuvre plusieurs

thématiques fortes du projet : préservation de la biodiversité, développement de l'agriculture, y compris en ville, adaptation au changement climatique, résilience face aux risques, etc.

Dans le SCoT de 2006, les parcs et espaces de loisirs permettaient d'accueillir des projets d'équipement et de construction s'ils étaient liés à la vocation de ces espaces. En complément de ces orientations, le SCoT révisé donne une fonction écologique à certains de ces espaces, en cohérence avec la création d'une trame verte et bleue. Il promeut également le développement d'un réseau végétal pour toutes les aménités environnementales, alimentaires et urbaines qu'il procure.

### 1.1.5 Activer et déployer la multifonctionnalité des espaces agro-naturels

Le SCoT de 2006 posait les bases de la préservation durable et de la valorisation des espaces agro-naturels en fixant des limites à l'urbanisation. Le SCoT révisé poursuit et complète cette ambition en développant des mesures pour activer les espaces agro-naturels et déployer une réelle politique agro-écologique et alimentaire. Le projet porte ainsi une stratégie globale et intégrée d'activation de ces espaces, en identifiant les champs d'intervention situés en interface entre plusieurs politiques publiques : recherche-pédagogie et agriculture ; tourisme et agriculture ; biodiversité, risques et agriculture.

Le projet agro-écologique s'appuie, en particulier, sur le développement d'un réseau de fermes ressources, lieux hybrides et plurifonctionnels, démonstrateur de la politique agro-écologique et alimentaire du territoire. Ces fermes ressources pourront prendre place dans les grands domaines et mas identifiés sur le document graphique du SCoT.

La Métropole porte, par ailleurs, une vision intégrée et résiliente du territoire, à partir des composantes structurantes de son écosystème agro-naturel et de la traduction volontaire et ambitieuse de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser ». A cette séquence s'ajoute l'ambition de « Déployer » l'agro-écologie et la biodiversité sur le territoire, ce qui constitue un nouvel axe d'intervention pour les politiques d'aménagement de l'espace.

## **1.2 Gérer les risques et nuisances et anticiper leurs évolutions face au climat**

Le SCoT de 2006 comportait des mesures pour gérer les deux principaux risques naturels impactant le territoire : les inondations et les feux de forêt. Il posait, en premier lieu, principe de la localisation des extensions urbaines en dehors des zones rouges (aléa fort) des PPRi et PPRif. En second lieu, il affirmait le principe de gestion des eaux pluviales à la source et visait à maintenir, voire renforcer l'écoulement naturel des cours dans les lits majeurs. Enfin, il prenait en compte, en matière de risques anthropiques, les mesures de protection contre le bruit en évitant, sur les sites d'extension urbaine potentielle, de positionner des habitations nouvelles dans les zones de bruit supérieur à 55 dB(A).

Le SCoT révisé s'inscrit dans la continuité de ces orientations, qu'il enrichit avec des orientations relatives à des risques qui sont maintenant mieux connus : l'effet « îlot de chaleur urbain », le risque submersion, la pollution de l'air. Il identifie, par ailleurs, les extensions urbaines présentant des enjeux hydrauliques particuliers, pour lesquels des études complémentaires ont été menées.

Le SCoT révisé construit une stratégie de gestion des risques naturels adaptée à chaque arc du territoire : l'amphithéâtre des garrigues, la plaine urbaine et agricole, le littoral. Face aux évolutions dues au changement climatique, l'objectif est triple : s'adapter, atténuer les effets et améliorer la résilience du territoire. D'autres risques concernent l'ensemble du territoire, le projet mettant en avant la nécessité de penser de manière globale les interventions pour mieux gérer les risques d'inondation, du ruissellement dans les vallées à la submersion, en passant par les débordements des cours d'eau. De ce point de vue aussi, le rôle du redéploiement agricole est souligné.

Concernant les risques de natures anthropiques, l'ensemble des politiques publiques, en particulier celle du système de déplacement, est mobilisé pour contribuer à limiter les nuisances sonores et la pollution de l'air.

## **1.3 Optimiser les ressources du territoire**

### 1.3.1 Gérer et ménager les ressources en eau

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer un phasage entre l'ouverture à l'urbanisation des espaces d'extensions urbaine potentielle et les programmes d'investissement pour la réalisation des équipements de traitement et de gestion des eaux potables et usées. Il donnait également des orientations relatives à la gestion des eaux pluviales de manière intégrée afin de contribuer à la qualité urbaine des projets d'aménagement et posait le principe de sécurisation des périmètres de captages.

Le SCoT révisé réaffirme les principes posés et complète le dispositif en apportant une vision à l'échelle du grand territoire pour la gestion et la sécurisation de la ressource en eau en portant une vision globale du grand cycle de l'Eau, en particulier face aux enjeux liés au changement climatique. Il développe également

des mesures différenciant les sources d'eau à utiliser en fonction des usages (agriculture, eau potable). Enfin, il développe une approche globale du cycle de l'eau, en reliant préservation des ressources en eau et prévention des risques.

### 1.3.2 Contribuer à la mutation du modèle énergétique de la Métropole

L'objectif du SCoT révisé est de définir l'ensemble des axes d'intervention pour contribuer à la transition énergétique du territoire. Ces axes d'intervention sont nécessairement transversaux et s'appliquent à toutes les politiques publiques de l'aménagement et du développement du territoire.

Pour répondre à ces évolutions indispensables, le Plan Climat Air Energie Territorial et le Schéma Directeur Air Energie Climat de Montpellier Méditerranée Métropole, dont l'élaboration a débuté en 2018, viendra préciser et territorialiser les enjeux énergétiques en compatibilité avec le présent SCoT.

Le SCoT révisé s'inscrit en continuité et en amplification du SCoT de 2006. Les orientations et le caractère opérationnel du SCoT de 2006 sont les précurseurs de la mise en œuvre d'une politique énergie climat globale amorçant l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire métropolitain, notamment à travers la maîtrise de l'étalement urbain, l'intensification de l'urbanisation, l'articulation développement urbain / axes de transport en commun structurants et la promotion de la ville des proximités.

Dans son prolongement, le SCoT révisé est conçu pour accompagner les grandes évolutions prévues dans ce domaine en matière notamment de maîtrise de la demande en énergie, en favorisant la mise en place d'installations de production d'énergie renouvelable et en anticipant la mise en place de systèmes énergétiques complémentaires et interconnectés. Pour poursuivre la lutte contre la précarité énergétique, le SCoT identifie également la rénovation thermique du parc existant comme levier principal d'action. Par ailleurs, afin de faire évoluer le modèle énergétique, le SCoT promeut les mobilités post-carbone, en valorisant un réseau armature de transport en commun, un réseau de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) et les modes actifs et intègre les dispositions spatiales et de mise en cohérence qui en découlent.

### 1.3.3 Structurer la filière de gestion des déchets

Les orientations du SCoT de 2006 en matière de déchets prenaient en considération les besoins induits par le développement d'une filière globale incluant une valorisation par méthanisation et notamment, la localisation d'au moins un centre de stockage de déchets ultimes sur le territoire ou à proximité.

Au regard des perspectives d'évolution démographique, le SCoT révisé pose les conditions d'une stratégie pérenne de traitement des déchets, minimisant le plus possible le recours à l'enfouissement par une réduction des déchets à la source et une optimisation de la valorisation et du tri et des déchets à un coût maîtrisé. Ainsi, la réception fin 2019 d'un nouveau centre de tri des déchets recyclables secs d'une capacité de 35 000 tonnes par an, en cours de réalisation, permettra la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri des plastiques en même temps que l'accueil des déchets produits par les nouveaux arrivants. L'amplification de la valorisation des bio-déchets déjà largement engagée, notamment au sein de l'usine de méthanisation Amétyst, et la mise en place de filières de valorisation complémentaire permettant de réduire le recours à l'enfouissement, dans le cadre d'une stratégie partagée dans un cadre territorial plus large, est encouragée par le SCoT révisé.

L'ambition forte de faire progresser la prévention et le tri à la source des déchets, basée sur une modification des comportements et du rapport à l'espace partagé, rejoint l'ambition d'un espace public propre et respecté. Cette ambition se traduit également par la volonté de favoriser le développement des activités économiques répondant aux enjeux de la préservation des ressources.

Le SCoT identifie également les éléments nécessaires au développement de l'économie circulaire, indispensables à la préservation et à la juste utilisation des ressources locales : eau, énergie, déchets, matière. Pour répondre à ces évolutions, notamment relatives à la réduction des déchets du BTP et plus globalement à l'amélioration de la valorisation des déchets issus de l'activité économique (bio-déchets, 5 flux), un contrat d'objectifs déchets et économies circulaires sera proposé, identifiant les moyens à mobiliser pour dégager des marges et créer des capacités pour assurer le traitement des déchets à l'horizon 2040.

### 1.3.4 Organiser la gestion des matériaux de construction

Le SCoT de 2006 identifiait la nécessité d'assurer la gestion des matériaux de construction à l'échelle du territoire et des territoires voisins. La nécessité de préserver et renouveler les capacités de production suffisantes à cette échelle était indiquée. Le SCoT révisé s'inscrit dans ces objectifs et les complète en développant des orientations fortes pour le développement d'une économie circulaire et en donnant des orientations relatives à la gestion des carrières après la cessation d'activité.

## 1.4 Littoral

Sur les communes de Lattes, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone, le SCoT décline les dispositions de la Loi Littoral afin d'organiser la préservation de son patrimoine et son développement durable. A partir d'investigations techniques et paysagères, il identifie les différentes composantes de la Loi Littoral à l'échelle du 1/25 000 : la bande littorale des 100 m, les espaces proches du rivage, les espaces remarquables, les espaces boisés significatifs, les coupures d'urbanisation, la délimitation de l'agglomération et les hameaux significatifs non support d'extension urbaine.

Le projet prend en compte les capacités des différents équipements à accueillir le développement urbain programmé sur les 3 communes.

## 2. Une Métropole équilibrée et efficace

### 2.1 Armature urbaine : organiser les espaces urbains efficacement et équitablement

Le SCoT de 2006 a posé les bases d'une organisation urbaine construite autour du réseau de transports en commun, notamment à travers des intensités différenciées selon les qualités de dessertes et des objectifs différenciés pour le réinvestissement urbain (50% pour Montpellier et 30 % pour les autres communes). Parallèlement, des « sites stratégiques » étaient identifiés comme lieux emblématiques du territoire et propices à des projets intercommunaux.

Dans ce prolongement, le SCoT révisé affirme une organisation urbaine fondée sur un « Cœur de Métropole », basé non seulement sur la ville-centre mais aussi sur les communes desservies ou à desservir par le « réseau armature » de transport en commun, et la Métropole des villes et des villages. A la charnière de ces ensembles, il positionne des espaces de projets fortement structurants pour le territoire. Ainsi, la notion de « site stratégique » introduite par le précédent SCoT disparaît au profit notamment des notions de « vitrine urbaine », d'« axe des savoirs », des « espaces d'interface » autour de la ville-centre et de « Portes Métropolitaines ».

Le SCoT fixe, tout d'abord, des orientations pour le Cœur de Métropole, visant à renforcer la centralité d'échelle métropolitaine. L'enjeu est d'y maintenir l'attractivité, l'intensité et l'animation indispensables à une métropole euro-méditerranéenne. Deux dynamiques urbaines majeures sont identifiées :

- La vitrine urbaine active, qui s'organise le long du corridor languedocien des grandes infrastructures ;
- L'axe des savoirs au nord qui se structure à partir de l'implantation historique des équipements universitaires, des hôpitaux et des centres de recherche, ayant vocation à être conforté dans sa vocation.

Les orientations du SCoT entendent améliorer la lisibilité de ces deux axes métropolitains en affirmant des projets intenses et intégrés à leur environnement naturel, économique et urbain dans ce contexte géographique linéaire dans un paysage relativement ouvert.

Le SCoT fixe également des orientations pour mieux inscrire la ville-centre dans le territoire. Cet objectif se joue pour beaucoup au niveau des espaces d'interface avec les communes de la première couronne. Ces espaces ont longtemps été, et demeurent souvent encore délaissés et peu accueillants, concentrant, en particulier, les principales infrastructures routières de la métropole dont ils subissent les nuisances. Le futur contournement routier de Montpellier doit constituer le point d'appui intégrant la valorisation urbaine et paysagère de ces espaces, passant par l'instauration d'une relation vertueuse entre organisation multimodale des déplacements, urbanisation, développement économique et paysage agro-naturel.

A une échelle élargie, se pose, par ailleurs, la question primordiale des interfaces entre le Cœur de Métropole, les villes et villages et les territoires voisins. Pour y répondre, le SCoT propose l'organisation d'un réseau de Portes urbaines métropolitaines prenant place au niveau des principaux nœuds d'échange situés en entrée de la Métropole. Bénéficiant d'une excellente accessibilité multimodale, ces Portes ont le potentiel pour assurer une pluralité de fonctions en devenant des lieux d'urbanité et de centralité condensant de multiples fonctions et des interfaces entre les territoires qu'elles articulent.

Ces portes sont potentiellement des polarités relais entre le cœur métropolitain et la Métropole des villes et villages. Elles constituent également des lieux potentiels pour la valorisation des ressources des espaces agro-naturels. Le SCoT identifie sept Portes Métropolitaines pour lesquelles il décline des orientations et des objectifs visant à mettre en cohérence les futurs principes d'aménagement qui contribueront à faire de ces lieux des entités structurantes.

Au niveau même de la « Métropole des villages » et des petites villes, le SCoT intègre des orientations pour conserver le subtil équilibre entre des identités et des qualités de vie locales préservées et la satisfaction des besoins des habitants en termes de services, d'animation et de transport alternatif à la voiture individuelle.

En cohérence avec cette armature urbaine, le déploiement du réseau numérique haut débit participe à l'accompagnement de l'évolution des modes de vie et au développement économique, social et durable du territoire, en particulier à travers les démarches French Tech et « Cité intelligente ».

## **2.2 Assurer la cohérence entre les réseaux de déplacement et l'organisation urbaine, favoriser la mobilité pour tous et à toutes les échelles**

Dans un contexte de forte croissance des besoins en matière de mobilité, il s'agit notamment d'être en mesure d'accompagner les évolutions prévisibles (changement rapide des modes de vie, développement économique, attractivité touristique, transition énergétique, etc.). L'ensemble de ces éléments contribue à l'affirmation de l'attractivité de la Métropole. La mise en cohérence des réseaux et services de déplacements avec l'organisation générale de l'espace, et tout particulièrement avec la localisation des lieux d'habitat et des grands générateurs de déplacement (équipements, pôles économiques, de consommation et de loisir...) est donc indispensable.

La stratégie de la Métropole est de poursuivre, dans la continuité des années précédentes qui ont vu la mise en service de 4 lignes de tramway et le développement de nouvelles dessertes ferroviaires, la diversification de l'offre en transport pour l'adapter aux besoins des populations et des entreprises présentes et à accueillir dans les années à venir.

La grande concentration d'activités, services, commerces et équipements au niveau du cœur de la Métropole, conjuguée au très fort étalement sur le grand périurbain, se traduit par une augmentation constante des flux automobiles pendulaires en échange avec le territoire de la Métropole, créant des situations de congestion de plus en plus tendues sur les axes de pénétration vers le cœur de la Métropole, qu'il s'agit de résorber.

### 2.2.1 Poursuivre une politique de déplacements ambitieuse, connectée aux autres territoires

La connexion de la Métropole à l'international, sur le bassin méditerranéen, avec les autres métropoles européennes et avec les autres villes de la Région, s'appuie sur un réseau d'infrastructures en voie d'amélioration, indispensable également à la réalisation du schéma global et durable de déplacements de la Métropole.

Plus localement, l'ambition est de desservir le territoire en diversifiant l'offre pour répondre à l'évolution des besoins en mobilité des populations et des entreprises, pour accompagner les échanges internes à la Métropole et avec les territoires voisins. Il s'agit ainsi de favoriser le report vers les transports collectifs et les modes actifs, en améliorant la qualité de desserte et les infrastructures, en adaptant les services, en proposant des outils innovants et performants d'information et de gestion multimodale.

Le SCoT révisé se place ainsi dans la continuité et en amplification des orientations du SCoT de 2006 qui énonce la nécessité de connecter les équipements au réseau de transport public.

### 2.2.2 Inscrire le développement des réseaux de transport dans le projet de territoire

Le SCoT révisé affirme, plus encore que le SCoT de 2006, la nécessité de s'appuyer sur le réseau ferroviaire pour l'organisation d'un réseau structurant. En effet, le développement récent du réseau ferroviaire crée une offre nouvelle basée sur le « doublet de lignes » dont il convient d'optimiser les effets. Ce doublet de lignes, constitué par la ligne historique et la nouvelle ligne mixte –voyageur et fret– du Contournement ferré Nîmes-Montpellier –CNM–, à prolonger par la ligne Montpellier-Perpignan –LNMP–, libère des sillons pour les trains du quotidien. Ce réseau ferré est lui-même prolongé par le réseau des 4 lignes de tramway actuellement en service. Il s'agit d'optimiser cette offre en la complétant et en l'interconnectant de manière à répondre efficacement à la demande de la population, afin que les transports collectifs s'affichent comme une alternative forte à la voiture. L'objectif du SCoT est donc de mettre en place un réseau structurant, efficace, à haut niveau de service, à partir des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) qu'il identifie, clé de voûte de l'organisation multimodale des transports collectifs de la métropole.

Les gares régionales, nationales et internationales de Montpellier Saint-Roch et Montpellier Sud-de-France constitueront les nœuds intermodaux majeurs du réseau structurant, par la connexion entre TGV, trains inter-Cités, Trains Régionaux et réseau de Transport en commun en site propre, dont le réseau de tramway. Ce réseau ferré pourra potentiellement être optimisé par deux nouvelles gares pour le trafic régional, sous réserve de faisabilité technique, au niveau de la « Porte de Sablassou » et de la « Porte de Sète ».

Afin de véritablement parvenir à un « réseau armature » complet, le SCoT définit comme nécessaire, outre des prolongements des lignes 1, 2 et 3, de compléter le réseau de tramway actuel par deux nouvelles lignes de TCSP : une cinquième ligne, notamment pour desservir les pôles universitaires et de recherche non desservis par la ligne 1 et l'ouest du territoire et une autre ligne de TCSP à étudier, reliant le réseau de tramway sur Montpellier vers Antigone à Castelnau-Sablassou et qui pourrait se prolonger à terme, au moins partiellement, sur l'emprise de l'ancienne ligne de Sommières, via Le Crès et Vendargues jusqu'à Castries.

Les axes de transport collectif potentiels majeurs viendront compléter la structuration du territoire, afin d'organiser efficacement la desserte des secteurs périphériques les moins bien desservis aujourd'hui. Il s'agira, pour ces transports en commun, d'offrir un niveau de service attractif et de les connecter aux pôles

d'échange pour inciter au report modal.

Ce réseau armature et ces axes majeurs de transport collectif, sont destinés à recevoir les connexions avec le réseau de desserte plus fin du territoire, par des lignes de desserte adaptées au périurbain le moins dense.

Au sein de ce réseau, les PEM joueront un rôle majeur de rabattement des flux routier, de lieux d'interconnexion entre les différentes lignes de transport et de structuration du territoire. Le rôle et la localisation de ces PEM sont déterminés, selon leur situation, au sein des Portes métropolitaines ou non et des types de transport qui les desservent.

### 2.2.3 Compléter les grands axes routiers structurants

La hiérarchisation du réseau routier a été révisée du fait de son évolution depuis le SCoT de 2006, notamment avec la mise en service de l'A709 qui joue son rôle de contournement Sud de la ville de Montpellier.

Le SCoT affirme ainsi la priorité d'achever enfin la réalisation du contournement routier de Montpellier dans la mesure où celui-ci assurera une fonction d'axe de distribution et de desserte des quartiers et des villes et villages et un rôle de rabattement sur les PEM identifiés autour de son tracé et permettra de réduire les flux de transit au sein des tissus urbains, au profit d'une meilleure utilisation de l'espace public. En outre, il jouera un rôle de transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de métropole et les villes et villages montpelliérains, tout en permettant d'organiser une couronne de pôles d'échanges, favorable au report modal.

Le retard en infrastructures routières s'exprime également sur le reste du réseau et elles seront développées dans l'objectif de favoriser les rabattements vers les transports publics dans un souci de minimiser les impacts environnementaux.

### 2.2.4 Développer une offre de stationnement cohérente avec la stratégie de déplacement

Le stationnement constitue l'un des leviers majeurs des politiques de déplacements. Il doit répondre aux besoins des automobilistes par une offre diversifiée et adaptée, mais il doit également être organisé de manière à inciter au rabattement et au report modal.

Le SCoT révisé aborde l'ensemble du stationnement et de son organisation. Il se montre donc plus ambitieux que le SCoT de 2006 qui n'abordait que le stationnement résidentiel. En effet, outre le développement des PEM qui doivent tous disposer de parkings d'échange, il privilégie la mutualisation du stationnement, l'adaptation de la tarification et l'incitation au stationnement hors du centre-ville de Montpellier.

La mutualisation et une organisation selon des critères de tarification, sont à mettre en place pour compléter la qualité de l'offre et la pertinence de la localisation des parcs et des pôles d'échange. Le stationnement doit être incitatif en entrée de ville, sur les lieux d'échange avec les transports collectifs de manière à contribuer pleinement à la bonne organisation de la mobilité.

### 2.2.5 Intégrer la logistique des derniers kilomètres au fonctionnement urbain

La Métropole profite d'une situation favorable dans le domaine des flux d'échanges de marchandises, puisqu'elle est située sur l'un des principaux axes européens de transport et à une trentaine de kilomètres du Port de Sète-Frontignan Sud-de-France. Cet atout représente un enjeu économique majeur avec des retombées potentielles significatives pour Montpellier Méditerranée Métropole. Cependant, l'organisation de la logistique urbaine à l'échelle nationale souffre encore de manques de cohérences et de discontinuités dans les réseaux physiques et dans les investissements publics, contrebalancée par une volonté croissante d'un nombre d'acteurs de plus en plus nombreux, notamment au sein des Métropoles avec le développement des colis générés par le commerce électronique.

Afin de trouver une alternative au fret routier, il s'agit de préserver toutes les installations ferroviaires pouvant devenir nécessaires à des acheminements de marchandises. L'organisation de la logistique, et plus particulièrement celle du dernier kilomètre, trouve toute son importance non seulement pour la qualité de l'approvisionnement des marchandises, mais aussi pour préserver la qualité de l'air, la diminution des consommations énergétiques et l'émission des gaz à effets de serre et pour minimiser ses effets sur les trafics urbains.

L'organisation envisagée, par ce projet de SCoT, en innovation par rapport à celui de 2006, s'appuie sur le principe de la mutualisation, en entrée de ville sur une ou plusieurs plates-formes d'échange, notamment en lien avec le Marché d'Intérêt National de Montpellier –MIN– et ensuite, plus en aval, jusqu'à proximité des lieux de destination, dont l'hyper-centre, par la mise en place d'espaces logistiques urbains. A partir de ces plates-formes et espaces, la distribution par des petits véhicules mutualisés, non polluants et peu encombrants, permettra d'améliorer le fonctionnement de la ville et la qualité de vie des habitants et des usagers.



### 2.2.6 Affirmer un territoire favorisant les modes actifs

Le SCoT de 2006 montrait une réelle ambition dans le développement et la sécurisation des modes actifs. Dans la lignée de celui-ci, le SCoT révisé intègre les modes actifs comme éléments favorisant l'intermodalité.

La Métropole souhaite, en effet, développer l'usage du vélo et des autres modes de déplacements dits « actifs » alternatifs à l'automobile (marche à pied, vélo électrique, trottinette, roller...), trop peu utilisés à Montpellier et encore plus marginalement dans les autres communes. Pour cela, elle doit mettre en place une infrastructure sécurisée, complète, connectée aux autres réseaux de transport et aux Portes métropolitaines, incitant à l'usage des déplacements quels que soient leurs motifs. L'enjeu est à la fois une plus grande utilisation des modes alternatifs que d'amélioration de la qualité de l'espace public.

Il s'agit ainsi de faire des modes actifs des éléments de l'intermodalité et de les promouvoir comme des modes performants pour les déplacements de courtes distances. Le développement des Vélos à Assistance Electrique (VAE), voire d'autres modes innovants, autorise à concevoir des échanges entre les communes ou vers des pôles générateurs ou des PEM sur des distances plus longues. Favoriser les modes actifs, consiste à mettre en place ce réseau de pistes et de bandes cyclables continues, sécurisées, lisibles et confortables, mais également à développer l'usage partagé de la voirie.

### 2.2.7 Les temps de déplacements

Alors que le SCoT de 2006 visait à développer la « ville des courtes distances », le SCoT révisé en précise les termes.

L'objectif est de déterminer des axes allant dans le sens d'un chrono aménagement permettant la diminution des temps et du nombre de déplacements, au profit d'une meilleure qualité de vie. Il s'agit de passer d'une vision ancrée sur la vitesse à une approche basée sur la fiabilité et la régularité des flux, en lien avec l'aménagement défini pour le territoire. Plus que la distance, c'est le temps du déplacement qui détermine son lieu de résidence, de travail, d'emploi ou de loisir. Il s'agit, en particulier, d'améliorer l'offre de transport collectif - vitesse et temps de correspondance - et la qualité de l'espace publique.

Par ailleurs, le SCoT réaffirme la priorité donnée à la mixité urbaine dans les opérations d'aménagement, tant en réinvestissement urbain que dans les projets d'extension urbaine, afin de favoriser les relations de proximité et de limiter les déplacements « contraints ».

## **3. Une Métropole dynamique et attractive**

### **3.1 Répondre à tous les besoins en logements**

Afin de répondre à un marché de l'habitat déjà tendu, le SCoT de 2006 déterminait les conditions de mise en œuvre d'une politique de l'habitat à long terme, visant à renouveler l'offre résidentielle. A ce titre, il mettait l'accent sur :

- le rééquilibrage de l'offre de logements sociaux ;
- la diversification des formes d'habitat en privilégiant des architectures plus compactes et économes en foncier et respectueuses des échelles urbaines et villageoises ;
- les opérations de renouvellement urbain et la modernisation du cadre bâti, notamment dans les espaces urbains desservis par le tramway.

La tension du marché étant une réalité sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le SCoT révisé va dans le sens d'un approfondissement des objectifs identifiés en 2006.

Pour conforter l'attractivité du territoire et son dynamisme, l'objectif est d'assurer une production de logements suffisante pour satisfaire la demande endogène des ménages, limiter l'évasion résidentielle et les flux pendulaires. Sur la période 2019-2040, l'estimation des besoins annuels a été établie sur la base d'un scénario démographique intégrant un tassement de la croissance pour les prochaines années, issu principalement du vieillissement des régions « importatrices » de population. Cette estimation des besoins annuels prend en compte également les évolutions liées aux changements des modes de vies, la qualité du parc de logement et la dynamique du marché immobilier.

Dans ce cadre, les objectifs en terme de production de logements ont été estimés entre 4 250 et 4 500 logements / an, soit environ 92 000 logements. Ce besoin se compose, au vu des éléments de diagnostic, de :

- 430 logements nécessaires à la reconstitution de l'offre ;
- 3 200 logements nécessaires du fait de la croissance démographique et du desserrement des ménages ;
- 600 à 900 logements nécessaires à la détente du marché.

Outre ce volet quantitatif, la qualité de l'offre résidentielle constitue un point majeur de la politique du logement, elle contribue à la qualité du cadre de vie et à la cohésion sociale du territoire. L'objectif est de

poursuivre le développement d'une offre diversifiée adaptée à toutes les catégories de ménages et à tous les parcours résidentiels sur l'ensemble du territoire, en réponse à tous les types de logement en production comme en réhabilitation-requalification du parc existant. Dans un contexte de tension du marché du logement, la production de logements locatifs sociaux pour répondre à la forte demande exprimée, mais aussi de logements adaptés à des publics spécifiques et aux plus démunis, restent des axes fondamentaux pour lesquels l'effort d'équipement doit être poursuivi de manière répartie sur le territoire. L'action sur les espaces publics de même que l'effort porté sur la mixité des fonctions urbaines, participent aussi de l'ambition de promouvoir un habitat de qualité.

A travers une offre mixte et qualitative de logements, la volonté est de construire des lieux de vie favorables au vivre ensemble et de rééquilibrer au profit d'une plus grande mixité sociale les différents quartiers ou communes de la Métropole, notamment dans les quartiers les plus sensibles.

### **3.2 Affirmer l'activité économique comme ressource créatrice de richesses et d'emplois durables pour tous**

#### **3.2.1 Conforter l'attractivité touristique de la Métropole**

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une localisation exceptionnelle : situé sur les grands axes de l'Europe du sud, entre la Mer Méditerranée et les Cévennes au cœur du quatrième département touristique de France, il bénéficie d'axes de transport majeurs (aéroport, autoroutes, gares) participant à son rayonnement à l'échelle du bassin méditerranéen et de l'Europe du Sud.

Dans le contexte de la structuration de sa nouvelle compétence 'Tourisme', Montpellier Méditerranée Métropole vise tout d'abord à ancrer définitivement le territoire comme destination culturelle et patrimoniale. A ce titre, elle est notamment une terre d'accueil privilégiée pour les congressistes, cible à fort potentiel aussi bien en termes de retombées économiques que de potentiels touristes.

Les objectifs portent également sur une stratégie visant à mieux révéler les ressources touristiques du territoire, à organiser une offre complète à la fois plus diversifiée et plus ciblée, en vue notamment d'étendre la saisonnalité de cette activité et à générer ainsi de la création de richesse et d'emploi.

Le développement d'une offre en culture et loisir qui soit cohérente, diversifiée et qui réponde aux attentes des habitants à l'échelle de tout le territoire métropolitain est un enjeu crucial pour l'attractivité de la métropole. Ceci prend d'autant plus son sens qu'une grande partie des touristes est accueillie directement chez l'habitant, qui devient lui aussi un promoteur essentiel de l'offre culturelle et de loisir.

En ce qui concerne la mise en valeur des ressources du territoire, il convient de souligner que les objectifs définis par ailleurs en matière de développement durable notamment, participent directement à la valorisation touristique de la Métropole.

#### **3.2.2 Mettre en œuvre un ensemble de mesures en faveur de l'économie**

La politique d'aménagement de la métropole est marquée par une forte volonté de répondre aux besoins des entreprises en adéquation avec les enjeux essentiels du territoire, à savoir la croissance démographique et la création d'emploi.

Les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrivent dans une stratégie développée autour six filières prioritaires, industrielles ou à fort enjeu identitaire, émergentes ou structurées, porteuses de perspectives de développement, ayant par ailleurs d'ores et déjà intégrées une culture d'innovation forte et dotées d'un niveau de valeur ajoutée élevé : la santé, le numérique, les industries créatives et culturelles, l'agroalimentaire, l'économie agricole et l'agroécologie, les technologies environnementales, « vertes » et les éco-industries, l'eau.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, au titre de sa stratégie de développement économique à :

- répartir l'offre d'emploi sur l'ensemble du territoire de manière équilibrée et en cohérence avec l'armature urbaine ;
- renforcer les initiatives en faveur de l'insertion et de l'accès à l'emploi, notamment à travers le soutien à l'Economie Sociale et Solidaire et la promotion de l'activité économique dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.



Dans cette optique, le SCoT révisé s'inscrit en rupture avec le SCoT de 2006 en matière d'accueil des entreprises. En effet, si celui-ci énonçait des objectifs apparemment comparables, il sous-estimait les besoins économiques, surestimait la part pouvant être accueillie au sein des espaces urbains, au détriment du foncier pour l'accueil des entreprises qui nécessitent un environnement spécifique non compatible avec les contraintes et l'environnement urbain, et il sous-estimait les contraintes qui pèsent sur la libération du foncier d'activité : contraintes environnementales et contraintes du marché foncier (liées à la non distinction, par le SCoT de 2006, de ces extensions spécifiques par rapport aux extensions urbaines à dominantes résidentielles).

Cette situation a généré une pénurie en matière de foncier économique, dans un contexte de taux de chômage élevé, que le SCoT révisé vient corriger. Celui-ci approfondit et précise les réponses apportées en fonction d'une typologie de polarités économiques et définit des orientations complémentaires quant à l'éventail des besoins en foncier et immobilier d'activités.

### 3.3 Equilibrer l'équipement commercial en cohérence avec le projet de territoire

Face au tassement relatif de la croissance démographique, à la montée en puissance du commerce électronique, à la raréfaction de la ressource foncière et à la nécessité de freiner le développement extensif et le mitage des entrées de ville, il s'agit de définir durablement le développement de l'appareil commercial de la Métropole. Dans ce contexte, un des objectifs est de limiter l'extension des zones commerciales au profit du réinvestissement et de la consolidation des polarités existantes qui offrent souvent des possibilités non négligeables de densification, de diversification et de valorisation des entrées de ville.

Il convient de promouvoir résolument le commerce de proximité, en tant que facteur de mixité et d'animation des villes et des villages et en tant que moyen pour limiter les motifs de déplacements quotidiens.

Il s'agit aussi d'appuyer l'appareil commercial structurant de la Métropole sur les grandes polarités urbaines qui participent à son rayonnement sans chercher à créer de redondances avec les territoires voisins.

En ce sens, les grands principes du SCoT de 2006 concourant à l'équilibre de l'armature commerciale sont prorogés, notamment les principes de limitation du développement de zones commerciales périphériques, de requalification des pôles commerciaux vieillissants et de renforcement de l'offre de proximité, mais ils sont étayés et précisés de manière plus engageante. Les principales évolutions portent d'une part sur les modalités de localisation des pôles d'appui à conforter. A cette notion est substituée d'une part, une spatialisation graphique des polarités commerciales potentielles à une échelle plus étendue et d'autre part, des modalités plus précises d'encadrement du développement commercial pour répondre aux objectifs d'aménagement et de développement durable du territoire.

### 3.4 Conforter une métropole accueillante et rayonnante

Le SCoT de 2006 déterminait un étagement des équipements constitutifs de l'armature urbaine, selon 3 niveaux : le cœur d'agglomération, les villes-relais et les autres communes, en accord avec l'armature territoriale initialement établie et dans le but de promouvoir une ville de proximité.

Néanmoins, force est de constater que le niveau intermédiaire des villes-relais, notion assez large, restait incertain quant au positionnement et à la structuration de certaines communes, ce qui a, de fait, potentiellement pu accentuer le rôle centralisateur du cœur d'agglomération et des mouvements pendulaires associés, au détriment des autres communes du territoire.

Le SCoT révisé précise la structure urbaine de la métropole en s'appuyant sur plusieurs critères, dont le niveau d'équipements, tout particulièrement en termes de déplacement, et hiérarchise les équipements en fonction de leur rayonnement et leur attribue un niveau de desserte associé.

### 3.5 Modérer la consommation foncière

Pour accompagner le développement démographique et économique du territoire tout en prenant en compte les sensibilités environnementales, les enjeux agricoles et paysagers et la volonté de limiter la consommation foncière, l'enveloppe des extensions urbaines s'élève à 1 510 ha dont 870 ha pour le tissu urbain mixte et 640 ha en tissu à dominante d'activités. **Cette enveloppe des extensions urbaines, à l'horizon 2040, est inférieure de 410 ha aux extensions urbaines non consommées du SCoT de 2006, alors même que l'échéance du SCoT est portée à 2040.** La part affectée au réinvestissement des espaces d'urbanisation existante ou engagée modère la consommation foncière et limite la pression urbaine sur les espaces agromatériels. Le SCoT révisé confirme et amplifie les orientations du SCoT de 2006 en matière d'optimisation des tissus urbains existants : 60 % des besoins en tissu urbain mixte seront accueillis dans les secteurs d'urbanisation existante et engagée, ce taux s'élève à 15% pour les activités économiques faute de foncier disponible suffisant au regard de l'importance de la demande recensée. De cette manière, **il réduit de 750 ha**

**à 1010 ha les extensions urbaines qui auraient été nécessaire si le modèle de développement du SCoT de 2006 avait été projeté à 2040.**

En outre, certaines infrastructures routières et ferroviaires prendront place en dehors de l'urbanisation existante ou des extensions urbaines, leur consommation foncière est estimée à environ 90 ha.

Dans la continuité des orientations du SCoT de 2006, le SCoT révisé complète les dispositions en faveur de la qualité des opérations urbaines, qu'elles soient en réinvestissement urbain ou en extensions urbaines, en ce qui concerne l'intégration des enjeux environnementaux, l'inscription du projet dans son contexte local, la définition des éléments contribuant à la qualité de vie...

## **MODIFICATIONS ISSUES DE LA CONCERTATION PRÉALABLE**

Les éléments proposés par le public ont été intégrés au document lorsqu'ils étaient conciliables avec le projet de révision du SCoT et son échelle d'application, mais également avec les réalités locales. Les points les plus significatifs ayant fait l'objet d'ajustement sont :

- **les modes de déplacement actifs (ou doux) :** le niveau du SCoT ne permet pas d'établir à son échelle (1/25 000ème) un réseau des modes actifs. Toutefois, en écho aux observations démontrant l'attachement du public à ces modes essentiels de déplacements décarbonés et non polluants, le DOO du SCoT a été complété par la carte des grands axes cyclables du territoire. Ceci permet de consolider la volonté exprimée par le SCoT de structurer un réseau dédié aux modes actifs, dans le cadre de l'aménagement d'un « territoire des courtes distances » et en complément des différentes mesures qu'il définit pour systématiser la prise en compte des modes actifs dans l'aménagement du territoire. Il est, par ailleurs, précisé que, parallèlement à la révision du SCoT, la Métropole a décidé d'engager l'élaboration d'un « Schéma directeur des modes actifs » destiné à définir les éléments destinés à être intégrés, avec plus de précisions, dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), tous deux en cours d'élaboration ;
- **la diversité de l'habitat :** les opérations « d'habitat participatif » seront ajoutées dans les opérations susceptibles de participer activement à l'orientation visant à « offrir des logements diversifiés et accessibles aux ménages locaux » afin de répondre au besoin exprimé par le public d'assurer le développement de formes d'habitats diversifiées.

De manière générale, au regard des contributions recensées, les moyens mis en place dans la phase de concertation préalable ont effectivement permis au public d'accéder à des informations pertinentes et suffisamment claires pour qu'il puisse formuler des observations souvent adaptées au document concerné et ce, dans un délai raisonnable.

Le projet de SCoT révisé prend en compte le bilan de la concertation arrêté par délibération du présent Conseil Métropolitain.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le projet de Schéma de Cohérence Territoriale,
- dire que la présente délibération ainsi que le projet de SCoT seront transmis pour avis aux personnes devant être consultées sur le projet de SCoT en application notamment des dispositions de l'article L. 143-20 du Code de l'urbanisme,
- dire que le projet de SCoT sera transmis à l'autorité environnementale,
- dire qu'à l'issue de ces consultations, ce projet de schéma sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.143-22 du Code de l'urbanisme,
- dire que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des communes membres,
- dire que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département.
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- retour annexe tampon m2018-336.pdf

- M2018-336.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

## Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée Montpellier Méditerranée Métropole, a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLUi comme document d'urbanisme des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « *Montpellier Territoires, Métropole productive* », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) en cours ; d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Dans le respect des objectifs de densification des territoires urbains et de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes doit permettre, en particulier, de pallier les effets induits par la suppression immédiate du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) et des règles de superficie minimale des terrains, consécutive à la promulgation de la loi du 24 mars 2014 (dite loi ALUR). Il s'agit, dans cette perspective, d'élaborer un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines, ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) et ce, afin d'insérer plus efficacement le projet urbain dans son environnement.

Il s'agit, par ailleurs, d'inscrire le PLUi dans le sillage du cap fixé par le projet « *Montpellier Territoires, une Métropole productive* », lui-même intégré dans le projet de révision du SCoT, notamment :

- la consolidation du rôle de Montpellier Méditerranée Métropole comme Porte de la région Occitanie ouverte sur le bassin méditerranéen ;
- l'affirmation des sept piliers stratégiques de son développement : la Santé, au sens de l'OMS (bien-être et qualité du cadre de vie) ; le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique ; le Développement Economique dont le Tourisme et l'Industrie ; les Transports et la Mobilité ; l'Agroécologie et l'Alimentation ; la Culture, le Patrimoine et l'Université ; et enfin l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social ;
- la constitution d'une Métropole à la fois productive, écoresponsable, solidaire et connectée ;
- l'affirmation de la maîtrise de son développement urbain ;
- la recherche d'un développement résilient face aux risques, notamment ceux liés aux changements climatiques ;
- l'inscription de la Métropole dans son grand territoire : l'amphithéâtre naturel et le bassin de vie partagés avec les communautés voisines.

La délibération du 12 novembre 2015 relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi a fixé les objectifs suivants :

- préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale ;
- se préparer aux évolutions démographiques prévisibles ;
- accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ;
- adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

Conformément à la charte de gouvernance du PLUi et à la délibération relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi, les communes collaborent activement avec Montpellier Méditerranée Métropole tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme.

Dans ce cadre, après une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi, plusieurs réunions ont été organisées à l'échelle des secteurs géographiques du SCoT et plusieurs réunions techniques ont été organisées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.

Après une première présentation au comité de pilotage le 26 mars 2018, le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat, tel que prévu à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme : *« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme »*.

Ce débat, sans portée décisive ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLUi.

Par la suite, l'élaboration du projet d'élaboration du PLUi se poursuivra, avec l'association des Personnes Publiques Associées (PPA), mais aussi en concertation avec le public suivant les modalités fixées par le Conseil de Métropole.

Il est rappelé que, l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme, indique que *« le projet d'aménagement et de développement durables définit :*

*1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*

*2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.*

*Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.*

*Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».*

Le PADD est donc un document essentiel du PLUi. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel s'établit le règlement écrit et graphique.

Les orientations du PADD, telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs orientations regroupées en trois défis et cinq thématiques.

Le projet de PADD énonce de manière plus précise les objectifs qui pourraient être déclinés dans le cadre du PLUi, en vue d'un débat en Conseil portant sur l'ensemble de ces orientations.

## **LES DÉFIS ET ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD**

### **Défi A : une Métropole acclimatée**

Le défi de la Métropole acclimatée vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature, gage de qualité de vie pour les habitants et de résilience du territoire. Il consiste à construire des modèles d'acclimatation pertinents permettant d'intégrer le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme une donnée essentielle d'un développement urbain et humain harmonieux au cœur de la Métropole. Deux orientations permettent de relever ce défi :

- ***Relever le Grand Parc métropolitain entre facettes paysagères, continuités écologiques et vocation nourricière et de loisir***

Dans la continuité du SCoT révisé, le projet met en avant un objectif fort de valorisation du Grand Parc métropolitain. Les objectifs qui découlent de cette orientation consistent à en préserver les paysages, les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, à en promouvoir la diversité des fonctions agricoles, de loisir ou de ressourcement. Ainsi, une attention spécifique est portée à la préservation des silhouettes urbaines et villageoises, à la reconquête paysagère des entrées de villes, au traitement des limites urbaines et des lisières agro-naturelles. Les objectifs de préservation doivent donc s'associer durablement à des objectifs de valorisation plaçant le Parc métropolitain comme support et lieu de réalisation de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole. Dans ce Grand Parc, la façade littorale suggère des objectifs de protection spécifiques en cohérence avec la loi

Littorale.

**- Anticiper les évolutions environnementales et climatiques et construire des modèles d'acclimatation et de résilience environnementales**

Le territoire de la Métropole est concerné par un grand nombre de risques et nuisances, à la fois naturels et anthropiques : inondations par débordement et ruissellement urbain, submersion marine, feux de forêt, retraits-gonflements des argiles, diminution de la ressource en eau, submersion marine, disparition de la biodiversité, pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, effet îlot de chaleur urbain... L'objectif consiste à ménager trois modèles d'acclimatation, respectivement autour de l'arc littoral, l'arc de la plaine agricole et l'arc des garrigues. Ces arcs composent les identités et les paysages du territoire et sont les socles à partir desquels les logiques d'adaptation du territoire face au changement climatique et aux risques, ont été déclinées. Parallèlement, il s'agira de préserver les équilibres du grand cycle de l'eau.

**Défi B : Une Métropole équilibrée et efficace**

Partant de la nécessité de préserver et de mettre en valeur l'environnement naturel et agricole et de ne pas aggraver et réduire les risques (hydrauliques, incendies...), ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace. Il s'agit d'affirmer l'engagement de la Métropole dans la voie d'une structuration urbaine intégrée et apaisée, visant à animer et organiser les fonctions de centralité de son cœur battant, de préserver et de renforcer les équilibres entre villes et villages. Ce défi se décline en deux orientations :

**- Organiser les espaces urbains efficacement et équitablement**

L'espace métropolitain rassemble 31 communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité différenciés. Trois niveaux d'armature urbaine sont appelés à organiser et structurer le territoire : le cœur métropolitain, les portes métropolitaines, la Métropole des villages et des petites villes. A chacun de ces niveaux sont associés des objectifs propres afin de respecter cette diversité et la pluralité de chacun d'eux, qui participent grandement à la richesse et au potentiel d'attractivité du territoire :

- des objectifs de densification et de réinvestissement des tissus déjà urbanisés sur le cœur métropolitain ;
- des objectifs de consolidation de la transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de Métropole et la Métropole des villages à travers la valorisation des interfaces urbaines et le positionnement de portes métropolitaines ;
- des objectifs de confortement des villages en développant leurs fonctions en matière de services et d'équipements tout en maîtrisant leurs évolutions pour préserver et valoriser leurs identités et leurs cadres de vie.

Enfin, quel que soit le niveau d'armature, l'ambition du projet vise à favoriser la multiplication des projets urbains qualitatifs prenant en compte les enjeux environnementaux (techniques de construction adaptées à l'environnement, à la transition énergétique et aux risques, etc.), la prise en compte des contextes locaux dans l'insertion des projets (intégration dans le grand paysage, intégration des fonctionnalités écologiques et des risques, etc.) et enfin, les enjeux liés à la qualité du cadre de vie (déplacements décarbonés et Métropole des courtes distances, mixité des fonctions, etc.).

**- Organiser les déplacements pour une Métropole apaisée à l'échelle locale et métropolitaine**

Si les communes du Cœur de Métropole sont bien pourvues en transports en commun structurants, et possèdent une échelle adaptée au développement des modes actifs, l'absence d'étoile ferroviaire et les retards accusés dans la réalisation du contournement routier, posent un défi pour répondre aux besoins en déplacement des populations plus éloignées au sein de la Métropole et à ceux du grand périurbain. Le projet de PLUi engage des objectifs forts d'articulation de la ville et des territoires en travaillant sur trois stratégies complémentaires :

- le développement d'un réseau de transport en commun performant appuyé sur les infrastructures ferrées et de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) existantes et à développer en tant que réseau armature des transports ;
- l'apaisement des circulations routières par la hiérarchisation et le développement du réseau viaire à travers notamment la consolidation d'une boucle de contournement routier ;
- la structuration d'une armature de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) hiérarchisés permettant de rabattre les flux routiers aux portes du cœur métropolitain.

Les quartiers les plus mixtes et les polarités économiques les plus denses doivent être localisés dans l'environnement des stations et des PEM, afin de renforcer la compacité des espaces urbains, tout en intensifiant les usages, et de tendre ainsi vers la constitution d'une « Métropole des courtes distances ».

L'objectif est de poursuivre et innover dans cette voie en s'appuyant sur l'évolution du maillage des transports urbains, en valorisant les formes économiques et commerciales de proximité, en structurant une offre d'équipements publics cohérente avec l'armature urbaine du territoire et le système de déplacement, en favorisant l'usage des modes actifs et enfin, en qualifiant les espaces publics.

L'accompagnement de l'urbanisation par le développement des infrastructures et des services devra être recherché

dans la mise en œuvre des projets prévus au PLUi.

### **Défi C : Une métropole dynamique et attractive**

Ce défi a pour objectif de positionner la Métropole dans son système territorial d'influences et d'interdépendances, l'arc et le bassin méditerranéen, les Métropoles européennes et internationales, mais aussi de conforter les tenants d'une place économique diversifiée.

Il s'agit donc tout autant de connecter le territoire dans un système dense d'échanges, gage d'un développement des fonctions métropolitaines supérieures, que de diversifier les fonctions économiques du territoire et d'assurer l'accueil des entreprises et le parcours résidentiel des populations aux profils sociaux les plus variés. Ce défi prend forme autour de deux orientations :

#### ***- Accentuer l'attractivité et le rayonnement métropolitain***

L'attractivité et le rayonnement métropolitain questionnent à la fois les conditions d'accueil des populations et la capacité de la Métropole à constituer une porte d'entrée de la nouvelle Région Occitanie.

En matière d'accueil de populations, la Métropole est confrontée à un marché immobilier de plus en plus tendu et sélectif. Celui-ci tend à repousser de plus en plus loin une frange importante de sa population : les actifs, les couples avec enfant notamment. L'évasion vers les territoires limitrophes de ces populations qui travaillent pourtant sur le territoire, génère des difficultés importantes en matière de déplacements et conduit à la congestion des flux aux portes de la ville. Pour enrayer ce phénomène, la Métropole s'inscrit dans un scénario dit « *d'attractivité maîtrisée* » à la fois reflet de la situation socio-économique et traduction d'un choix d'aménagement durable du territoire. Ce scénario prévoit une croissance annuelle de la population de 1,2% à l'horizon 2030 pour atteindre une population totale de 545 000 habitants.

En matière de rayonnement, le projet prévoit la structuration de la porte d'entrée Est du territoire régional en articulant étroitement les infrastructures de grande accessibilité, aéroportuaires et ferroviaires, le débouché maritime du port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et l'autoroute A9/A709, au rayonnement métropolitain. Il s'agit de structurer des nœuds d'échanges et d'intermodalité consacrés au travers des deux portes métropolitaines internationales et nationales de Montpellier-Sud-de-France et Montpellier-Saint-Roch, de concevoir « *la vitrine métropolitaine active* » et la recomposition territoriale associée aux contournements routier et ferroviaire et enfin, de renforcer les liaisons ferroviaires entre le port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et la Métropole.

#### ***- Consolider les fonctions économiques, commerciales et touristiques***

Le défi d'une Métropole attractive sur le plan économique conditionne une politique d'aménagement et de programmation économique qui réponde aux différents besoins mais qui participe aussi à la qualification et à la mise en visibilité des espaces et des fonctions métropolitaines.

Sur le plan des fonctions économiques métropolitaines, le projet porte comme ancrage fondamental, la structuration de l'offre foncière et immobilière autour de polarités économiques avec la volonté de conforter les six filières stratégiques de développement économique mais aussi de diversifier la structure économique du territoire par l'introduction d'une orientation plus productive.

Sur les fonctions commerciales et touristiques de rayonnement métropolitain, le projet porte comme ambition de promouvoir un tourisme d'affaires et de loisirs qui réaffirme les fonctions commerciales du Grand Cœur de Montpellier et du noyau urbain métropolitain. L'objectif est de favoriser sur ces secteurs le développement d'une offre commerciale attractive, reconnue et originale, cela dans un aménagement urbain rénové et innovant.

## **LES ORIENTATIONS THÉMATIQUES DU PADD**

La lecture par défi pose des orientations générales en matière d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques conformément à l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme qui sont ensuite complétées par des orientations organisées autour de cinq thématiques :

### **Thème 1 : Résilience environnementale et sobriété énergétique**

#### ***- Conjuguer préservation de l'environnement et des continuités écologiques et valorisation des ressources, notamment agricoles***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- préserver, restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité ;
- préserver et renforcer les espaces agro-naturels et forestiers, socle d'un système agricole et alimentaire territorial ;
- conserver et accroître le réseau végétal des villes et des villages.



- ***Répondre aux enjeux de santé environnementale***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- réduire l'exposition des populations aux risques ;
- améliorer la qualité de l'air ;
- limiter les sources de nuisances sonores ;
- gérer et ménager les ressources en eau.

- ***Agir contre le changement climatique, optimiser les ressources énergétiques et leur distribution***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- encourager la mobilisation des énergies locales renouvelables et tendre vers une autosuffisance énergétique ;
- favoriser l'optimisation des coûts et le fonctionnement des réseaux ;
- optimiser la récupération d'énergie et le tri sélectif ;
- réduire la consommation des énergies fossiles.

**Thème 2 : Habitat**

- ***Poursuivre l'effort de production en faveur d'une offre accessible et diversifiée***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- répondre à la demande et à la diversité des parcours résidentiels ;
- privilégier la production de logement en réinvestissement urbain ;
- organiser la mixité sociale.

- ***Promouvoir un habitat qualifié et intégré***

Cette orientation se décline en deux objectifs :

- favoriser des configurations urbaines qui favorisent l'intégration urbaine et la qualité de vie ;
- faire évoluer l'habitat en fonction des modes de vie et des enjeux climatiques et sociaux.

**Thème 3 : Transports et déplacements**

- ***Développer la connectivité du territoire et son rayonnement extra-métropolitain***

- ***Structurer les réseaux de transports pour faciliter les échanges***

- ***Innover pour impulser de nouveaux comportements en matière de mobilité***

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- affirmer un territoire favorisant les modes actifs ;
- faire de la politique de stationnement un levier d'action en faveur du changement des pratiques de mobilité ;
- intégrer la logistique et notamment celle des derniers kilomètres, au fonctionnement urbain ;
- développer le co-working, le télétravail et les espaces partagés pour réduire les déplacements domicile travail.

**Thème 4 : Equipements**

- ***Rechercher la cohésion sociale et territoriale dans l'accès aux équipements et développer les facteurs d'attractivité***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- mettre à niveau et en réseau, structurer, consolider des équipements ;
- conforter un ensemble de lieux et d'équipements à fort rayonnement ;
- conforter une offre de loisir en s'adressant autant à la population permanente qu'aux usagers occasionnels du territoire.

- ***Conforter les équipements sanitaires***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- développement des équipements visant à améliorer la capacité des milieux récepteurs en cohérence avec la croissance de population ;
- structurer la filière de gestion des déchets ;
- accompagner la filière des matériaux de construction.

**Thème 5 : Développement économique, numérique et équipement commercial**

- ***Poursuivre une stratégie de développement économique basée sur l'innovation***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- actionner l'ensemble des leviers de structuration des 6 filières identitaires ;
- assurer un déploiement du très haut débit sur le territoire : Montpellier Méditerranée Métropole, Métropole digitale ;
- créer une offre foncière attractive et durable.

- ***Diversifier l'économie du territoire***

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- répondre aux besoins d'implantations des activités et proposer aux entreprises un parcours d'accueil ;
- favoriser le développement d'un tissu économique de proximité ;
- développer des polarités économiques attractives et durables.

- *Favoriser le développement d'une offre commerciale plurielle et qualifiée*

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- structurer une armature commerciale hiérarchisée ;
- affirmer la diversité des polarités commerciales pour renforcer les équilibres commerciaux de la Métropole ;
- favoriser la modernisation des équipements commerciaux en matière de qualité, de fonctionnalité et d'adaptation au mode de consommation.

**LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE**

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit son développement dans les orientations du SCoT révisé qui vise à diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation. Le PADD s'appuie sur trois principes de limitation de la consommation d'espaces :

- donner la priorité à l'optimisation de l'urbanisation existante et engagée avec un objectif volontariste et réaliste fixé à hauteur de 60% de l'accueil des besoins localisés dans le tissu urbain mixte et 15% dans le tissu économique de l'enveloppe de « *l'urbanisation existante et engagée en 2019* » ;
- maîtriser les extensions urbaines à partir de niveaux d'intensité hiérarchisés en fonction de la proximité de l'offre de transports et des autres équipements ;
- limiter la consommation foncière dans l'armature des espaces naturels et agricoles avec l'objectif de maintenir au moins les 2/3 du territoire en espaces à vocation agro-naturelle, en contenant sur 1/3 maximum du territoire les espaces à vocation urbaine, conformément aux ambitions du projet de révision du SCoT.

Complémentairement sur le secteur Littoral, il s'agit de maîtriser les capacités d'accueil de l'urbanisation et d'accroître son intégration paysagère et environnementale.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans le règlement écrit et graphique ainsi que dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLUi.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du PADD a eu lieu au sein de chacun des 31 conseils municipaux des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le prolongement de ces débats, il est proposé, lors de la présente séance du Conseil de Métropole, d'engager un débat sur les orientations générales du projet de PADD.

Ce débat prend appui sur le document présenté, synthétisé par les éléments exposés ; il est également alimenté des échanges et des débats qui se sont déroulés en communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

après avoir débattu des orientations générales du PADD,

- prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du PADD et prend acte à l'unanimité de la tenue du débat.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Elaboration du PLUi\_PADD.pdf
- M2018-337.pdf
- retour liste annexe tampon m2018-337.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-Noël FOURCADE, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Débat sur les Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du 26 Septembre 2006, le Conseil Municipal de Fabrègues a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune. Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole.

La Commune, par délibération en date du 6 Mars 2018 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé, Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal.

En outre, l'élaboration du PLU de Fabrègues intègre les nouvelles dispositions juridiques issues des différentes lois intervenues depuis 2006, notamment les lois relatives au Grenelle de l'Environnement et la loi « ALUR ».

La délibération de prescription de l'élaboration du PLU, en 2006, fixe plusieurs objectifs, en particulier :

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, agricole et architectural,
- Assurer le maintien et le développement de l'activité agricole,
- Définir une stratégie de réinvestissement urbain,
- Intégrer le risque d'inondation et d'incendie,
- Encadrer les futurs secteurs à vocation économique et de loisirs,
- Favoriser les modes actifs de déplacements,
- Promouvoir une approche durable de l'urbanisme,

Au cours des derniers mois, les élus municipaux, accompagnés par la Métropole, ont participé à plusieurs réunions de travail et ont dégagé trois grands défis de développement qui structurent le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Fabrègues. Ces éléments ont été partagés avec les Personnes Publiques Associées à l'occasion d'une réunion le 25 Juin 2018.

Le PADD est le document essentiel du PLU. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement et les documents graphiques réglementaires, qui constituent les documents normatifs du PLU, seront élaborés.

Le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre au débat les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), tel que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

Ce débat, qui ne donne pas lieu à un vote de l'Assemblée et n'a donc pas de caractère décisif, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLU communal.

Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en trois défis déclinés en une quinzaine d'orientations.

### **Défi 1 – Un territoire précieux. un projet acclimaté**

#### *o Valoriser les motifs paysagers et identitaires de la Commune*

L'objectif du PLU est de préserver les motifs boisés de la plaine de Fabrègues, son caractère cultivé et ouvert. Il a également pour objectifs de préserver le patrimoine bâti et de contenir l'urbanisation dans des limites nettes et durables.

#### *o Valoriser les fonctions agricoles*

Le PLU a pour objectif de préserver les terres agricoles, soutenir les activités agricoles et promouvoir une agriculture locale de qualité. Le projet communal sur le Domaine Mirabeau récemment acquis s'inscrit dans

ces objectifs.

o *Protéger les espaces naturels et restaurer les continuités écologiques*

Le projet communal décline la Trame Verte et Bleue du Schéma Régional de Cohérence Écologique. Le PLU a pour objectif de renforcer ces continuités écologiques, d'intégrer la préservation et la valorisation de cette trame verte et bleue. Il prévoit de poursuivre la valorisation des abords du Coulazou pour en faire un espace récréatif sur l'ensemble de son linéaire dans la traversée de ville.

o *Préserver et valoriser la ressource en eau*

L'objectif du PLU est de maintenir des capacités d'alimentation en eau potable suffisantes pour les besoins futurs, en lien avec l'usine d'alimentation en eau potable reliée au réseau du Bas-Rhône.

o *Adapter le développement urbain face aux nuisances et aux risques naturels*

L'objectif du PLU est de limiter l'exposition aux risques d'inondation en stoppant l'urbanisation sur les zones d'aléas en préservant les écoulements naturels de l'eau et en limitant l'imperméabilisation des sols. Le PLU prend en compte les enjeux du ruissellement pluvial par l'intégration d'un zonage d'assainissement pluvial.

## **Défi 2 – Un territoire équilibré et efficace**

o *Pérenniser les fonctionnalités et l'identité de Fabrègues au sein de la Plaine Ouest*

Fabrègues est porteuse d'une identité marquée et d'un rapport étroit à son environnement. Le PLU a pour objectifs, d'une part de conforter le développement de Fabrègues en améliorant son fonctionnement, d'autre part d'affirmer ses fonctions urbaines de proximité (commerces, services, équipements, etc.) ce qui permettra de la distinguer des villes dites « dortoirs ». Ces objectifs devront s'inscrire dans une logique mêlant équilibre, efficacité et développement maîtrisé :

- équilibre dans les fonctions urbaines et dans l'offre en équipements et services de proximité,
- efficacité dans les réponses apportées aux modes d'habiter au sein de la commune ainsi qu'aux nouveaux modes de vie (dans le travail, les loisirs et les déplacements),
- développement maîtrisé dans la préservation du cadre de vie, la valorisation des éléments forts du patrimoine et de l'environnement.

o *Affirmer une centralité urbaine élargie au-delà du cœur historique*

Le PLU a pour objectif de structurer les rues, renforcer les polarités de services et de commerces dans le centre, ainsi que de reconquérir les espaces publics et de réaffirmer les places de la ville. Enfin, il a pour objectif de requalifier et revaloriser les abords de la RD613 et créer une articulation entre le centre-ancien et les nouvelles extensions au Sud.

o *Accompagner qualitativement la densification des quartiers résidentiels récents*

L'urbanisation de Fabrègues est constituée de vastes espaces résidentiels dans lesquels les densités sont globalement faibles. Les distances « dilatées » par ces formes urbaines n'incitent pas aux déplacements piétons, les voies sont conçues essentiellement pour la voiture et les espaces publics sont peu présents. Le PLU a donc pour objectif de renforcer la place du végétal en limitant l'imperméabilisation des sols, en préservant les structures paysagères d'intérêt et de poursuivre l'amélioration du traitement des espaces publics.

o *Définir des projets d'extension urbaine qualitatifs*

L'objectif du PLU est de dessiner qualitativement les limites de la ville. Au Sud et à l'Ouest de la ville, il est identifié une ceinture végétale pour marquer la limite urbaine avec les espaces agricoles (dialogue ville-campagne). Au Nord, le PLU a pour objectif de valoriser le linéaire de l'ancienne voie ferrée et de qualifier la limite actuelle de l'urbanisation. Le PLU définira un développement urbain adapté aux caractéristiques géographiques de la Commune et à la morphologie du tissu bâti.

o *Favoriser les déplacements avec le cœur de Métropole*

Le PLU identifie un Transport en Commun en Site Propre (TCSP) potentiel sur l'ancienne voie ferrée afin d'améliorer la desserte de Fabrègues.

o *Favoriser les déplacements de proximité*

Concernant les déplacements de proximité, le PLU a pour objectif d'améliorer la lisibilité des parcours par la structuration de la hiérarchie viaire, en privilégiant un traitement différencié et adapté à chaque niveau de voirie et en reconnectant les continuités viaires notamment dans les zones résidentielles.

## **Défi 3 – Une Commune dynamique et attractive**

*o Répondre à l'attractivité et au rayonnement métropolitain*

L'objectif du PLU est d'encadrer la croissance démographique pour répondre à l'attractivité et au rayonnement métropolitain, aux besoins en logements, à l'attractivité communale en tenant compte de la desserte potentielle en TCSP et de l'amélioration des déplacements vers les autres communes de la Plaine Ouest.

La population de Fabrègues devrait atteindre **environ 9 500 habitants à l'horizon 2030**, soit 2 600 nouveaux habitants.

*o Proposer une offre de logements accessible et diversifiée*

Afin de répondre aux besoins futurs en logements, le PLU doit permettre de réaliser **environ 1 360 logements à l'horizon 2030** tout en apportant une réponse adaptée aux différents besoins de la population : diversité de l'offre de logement (ex : typologie de l'habitat, accession à la propriété, locatif), mais aussi des besoins des différents âges de la vie des plus jeunes aux aînés.

Afin de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles, il est prévu qu'au minimum 45 % des besoins en logements soient satisfaits dans l'urbanisation existante le PLU met donc l'accent sur la mobilisation des sites potentiels de réinvestissement urbain (dents creuses, délaissés d'activités ou d'équipements, etc.).

*o Développer et valoriser les activités économiques*

Le PLU a pour objectif de valoriser et conforter la zone d'activités en entrée Est de la Commune en les liant aux infrastructures et de cadrer et qualifier la zone d'activité des Quatre Chemins.

*o Maintenir et renforcer l'offre communale en équipements et en services de proximité*

L'objectif du PLU sera de conforter les polarités existantes et leur accessibilité, poursuivre l'intégration des équipements sportifs et développer une offre de services et d'équipement.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du PADD a lieu au sein du Conseil municipal de Fabrègues, lors de la séance du 17 juillet. Dans le prolongement de ce débat, il est proposé l'Assemblée d'engager un débat sur les orientations générales du projet de PADD.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD, dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- retour liste annexe m2018-338.pdf
- M2018-338.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Jean-Noël FOURCADE, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Restinclières - Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2017-66 du 17 août 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières, afin de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment de permettre la réalisation du projet d'aménagement de l'espace « Mercier » et de réaliser quelques adaptations réglementaires.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 27 juillet 2017, un avis favorable sur le projet de modification n°3 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Restinclières a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 8 décembre 2017.

Par arrêté n°MAR2018-0116 du 6 avril 2018, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 27 avril 2018 au 28 mai 2018 inclus, portant sur le projet de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, une seule observation a été consignée dans le registre mis à la disposition, qui peut se résumer de la manière suivante :

- le titulaire du projet sur l'Espace Mercier, demande l'ajustement de l'article concernant les toitures, afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet.

En accord avec le Commissaire enquêteur, la Commune et la Métropole ont consenti à cette adaptation réglementaire.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier a émis un avis favorable au projet, par courrier du 10 janvier 2018.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur. Ce dernier a pris acte des réponses qui lui ont été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 14 juin 2018.

Dans ce contexte, Monsieur le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 20 juin 2018. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable.

En accord avec le Commissaire enquêteur, le dossier de la modification du PLU est donc uniquement repris afin de procéder à l'ajustement de l'article concernant les toitures.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU de Restinclières ;
- approuver le dossier de modification n°3 du PLU de la Commune de Restinclières tel que modifié suite à la demande du Commissaire enquêteur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- M2018-339.pdf
- retour liste annexe m2018-339.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Objectifs pour la création de la ZAC Cambacérès 1bis - Modalités de concertation - Approbation**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le site de Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et il est bordé par l'autoroute A709, barreau de contournement Sud de Montpellier. Il constitue le site d'accueil de la nouvelle gare Montpellier Sud de France - Pôle d'Echange Multimodal (PEM), pour laquelle la mise en service a été réalisée le 6 juillet 2018.

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCoT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé par délibération du n°11196 du 30 octobre 2012, pour l'aménagement d'ensemble de ce site, les objectifs suivants :

- mettre en œuvre un projet urbain de nouvelle génération associant à de grands équipements métropolitains, des bureaux, des logements, des commerces et des services, notamment de loisirs et de détente, ainsi que de grands poumons verts et paysagers de nature urbaine ;
- faire du PEM de la gare TGV, le cœur d'un « hub » de dimension régionale et métropolitaine formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, connecté au port de Sète Sud de France ;
- réaliser et promouvoir un pôle d'affaires et un campus créatif de nouvelle génération, ouverts sur l'Europe du Sud et sur le bassin méditerranéen, répondant à l'évolution des besoins de la Métropole, de son développement économique et de celui de ses pôles de formation et de recherche, en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, en le reliant notamment à Odysseum et à ceux de Port Marianne sur Montpellier et en soignant la transition avec Boirargues sur Lattes ;
- préserver et valoriser les paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés ;
- adopter une approche innovante en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité, avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaires et du PEM, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain ;
- intégrer ces objectifs dans une première opération d'aménagement à réaliser, au sein de ce périmètre, à partir du pôle d'échange multimodal de la nouvelle gare TGV, afin d'assurer les premiers éléments constitutifs de son environnement urbain.

A la suite, la Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement pour une durée de 25 ans avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue SA3M, et créé une ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du PEM à échéance de sa livraison et son intégration au sein d'une polarité mixte, d'un pôle tertiaire bénéficiant de l'effet vitrine le long des grands axes de déplacement et de la tête de pont de l'écosystème French Tech de la Métropole.

Les objectifs retenus pour cette première ZAC, approuvés par délibération du 29 octobre 2013, reprennent pleinement les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble et les complètent selon cette phase d'aménagement. Ils sont les suivants :

- assurer la desserte et les conditions de l'intégration urbaine du pôle d'échange multimodal Montpellier Sud

de France dès sa mise en service en 2017,

- réaliser et promouvoir un pôle d'affaires dès la mise en service du PEM Montpellier Sud de France en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et le PEM Sud de France ;
- installer la trame paysagère de la « *nature urbaine* », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment dans le cadre de la réalisation des premiers aménagements autour du domaine de la Mogère et des mas existants, et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe protectrice » ;
- mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité et le programme « *Cité intelligente* », dénommé « *Montpellier Métropole numérique* » avec l'ambition de faire de ce quartier un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer le PEM et la ville intelligente, active et solidaire de demain.

Courant 2017, Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence en aménagement, entretien et construction d'équipement sportif d'intérêt métropolitain sur son territoire, a souhaité engager une réflexion pour la relocalisation de deux équipements sportifs structurants d'intérêt métropolitain, à savoir le complexe sportif de la Mosson à Montpellier, et le Palais des Sports René Bougnol à Montpellier.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre l'aménagement de ce secteur en créant une nouvelle opération d'aménagement sur la commune de Montpellier dans un cadre maîtrisé sous forme de ZAC au sens des dispositions des articles L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme, afin d'accueillir ce nouveau pôle sportif en articulation avec la première ZAC autour de la halle French Tech et son écosystème numérique.

En conséquence il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme en vue de la création de l'opération d'aménagement d'ensemble ZAC Cambacérès 1 bis.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette ZAC reprennent pleinement les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble et les complètent selon cette phase d'aménagement. Ils sont les suivants :

- accueillir de grands équipements sportifs métropolitains et assurer leur desserte et les conditions de leur intégration urbaine,
- réaliser et promouvoir un pôle urbain mixte, innovant et support des nouvelles pratiques urbaines autour du sport, du loisir et de la santé,
- créer les articulations nécessaires entre ce nouveau quartier et les quartiers environnants, par l'aménagement d'une « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par les grands équipements sportifs,
- installer la trame paysagère de la « *nature urbaine* », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment en interface avec le paysage de la Lironde,
- poursuivre l'intégration des infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe urbaine protectrice »,
- mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité et le programme « *Cité intelligente* » avec l'ambition de faire de ce quartier, dans le prolongement de la ZAC 1, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain.

Le pré-programme prévisionnel des équipements nouveaux comporte notamment :

- un stade de football d'environ 25 à 30 000 places,
- une salle couverte d'environ 4 à 6 000 places devant accueillir la pratique, y compris en compétition, pour le handball, le basket...

En outre, une réflexion est menée dans le cadre des premières études de définition des équipements sportifs pour leur intégrer le cas échéant, une programmation complémentaire en termes de services, d'activités et d'équipements en vue de leur utilisation la plus attractive et intensive possible et la plus viable économiquement. Ces éléments complémentaires ont aussi pour finalité d'assurer leur bonne intégration urbaine et leur permettre de participer à l'animation du quartier en synergie avec ses différentes composantes y compris en dehors des manifestations sportives.

Le périmètre d'étude retenu représente une superficie d'environ 18 ha.

La concertation relative à l'engagement de cette opération sous forme de ZAC se déroulera selon les modalités suivantes :

- la présente délibération sera affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier,
- le dossier d'études qui sera enrichi tout au long de la concertation avec les éléments issus de l'avancée des études, sera mis à disposition du public à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituels, pendant toute la durée d'élaboration du projet. Il comprendra :
  - la présente délibération,
  - un plan de situation,
  - un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
  - une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
  - un registre destiné à recueillir les observations du public.
- une exposition présentant les principaux enjeux de la ZAC pendant au moins 15 jours,
- une rubrique dédiée au projet sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole,
- un article présentant le projet dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole et des annonces presse,
- une réunion publique de concertation sera organisée à Montpellier pour présenter le projet.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par délibération du Conseil de Métropole.

Parallèlement, conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Occitanie sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC Cambacères 1bis sera sollicité.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera ensuite soumis à la participation du public par voie électronique. Ces modalités seront précisées par délibération après la phase de concertation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dénommer ce projet de Zone d'aménagement Concertée « ZAC Cambacères 1bis »,
- approuver les objectifs poursuivis pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté Cambacères 1bis sur la commune de Montpellier,
- engager la concertation selon les modalités définies ci-avant,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à saisir pour avis l'Autorité Environnementale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-48106-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**  
- d-26901\_PHOTO.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Montpellier et de Lattes - Secteur Cambacérès - Avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Établissement Public Foncier d'Occitanie**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a signé avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Languedoc-Roussillon, devenu EPF Occitanie, une convention opérationnelle le 31 juillet 2013 en vue de la réalisation d'un projet d'aménagement de grande envergure autour de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France, pour une durée de 5 ans.

Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF Occitanie a saisi de nombreuses opportunités d'acquisitions foncières représentant environ 5,7 hectares.

La concession de Cambacérès a été définie comme l'un des onze sites stratégiques de développement du territoire métropolitain au SCoT. La position clé du site s'intègre dans le projet de développement urbain sur un territoire labellisé EcoCité. Au cœur du site, est notamment prévu un pôle multimodal autour de la gare TGV et le déplacement de l'autoroute A9.

Une première Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée en 2013 sur un périmètre de 60 hectares en vue de :

- réaliser et promouvoir un pôle numérique supérieur en lien avec la démarche French Tech (halle French Tech) au sein d'un quartier mixte en portant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et la gare ;
- installer la trame paysagère de la « nature urbaine », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment dans le cadre de la réalisation du parc de la Mogère et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe urbaine » ;
- mettre en œuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité avec l'ambition de faire de ce quartier, un laboratoire d'expériences innovantes.

Le programme prévisionnel de cette première ZAC est de 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Une seconde ZAC dite Cambacérès 1 bis est en préparation sur 18 hectares. Au regard de l'ampleur de ce projet, les aménagements nécessaires à sa réalisation démarreront entre 2018 et 2020.

Certaines acquisitions foncières et immobilières n'ont pas encore été réalisées. Il s'agit notamment des délaissés des fonciers acquis par SNCF Réseau et ASF dans le cadre des projets de déplacement de l'autoroute et de la construction de ligne TGV/création de la nouvelle gare.

La Métropole souhaite poursuivre les acquisitions sur ce secteur et a sollicité l'EPF Occitanie pour intervenir dans le cadre d'un avenant à la convention opérationnelle signée en 2013 et de porter sa durée à 7 ans.

Cette convention opérationnelle de 7 ans aura pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet d'aménagement d'ensemble et définira les engagements et obligations que prennent les parties pour réaliser les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et dans le cadre de l'engagement financier pris en 2013 d'un montant de 6 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47412-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane. La Ville de Montpellier a décidé :

- par délibération n°49 en date du 25 février 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016,
- par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants. Un certain nombre de ces équipements étant de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé que ce soit la Ville, dans le cadre de l'opération Pompignane, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement de cette opération.

De ce fait, la Ville de Montpellier s'est vue transférer par convention la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la Métropole.

Cette convention de transfert de maîtrise d'ouvrage a été signée le 23 août 2016, approuvée préalablement par délibération du Conseil de la Métropole n°13983 en date du 21 juillet 2016, et par délibération du Conseil Municipal n°2016/276 en date du 20 juillet 2016. Ce transfert se limite, à l'intérieur de l'opération d'aménagement concédée, aux équipements suivants :

- équipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer, de fait ;
- équipements à réaliser au titre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Depuis la signature du traité de concession de l'opération de la Pompignane, le cabinet CASTRO DENISSOF ASSOCIES, lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur, a mis à jour et en cohérence son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Pinville Nord » et de mener des études de requalification des espaces et équipements publics à réaliser. Ces derniers vont, d'une part, permettre l'arrivée d'une population additionnelle et, d'autre part, rationaliser la trame viaire et les accès circulables en lien avec le « plan Campus technologique » en limite du périmètre.

Une fraction de la trame viaire se situe en dehors du périmètre initial d'intervention : il est ainsi envisagé de modifier les limites de la concession afin de l'intégrer. Par ailleurs, certaines assiettes foncières en dehors du périmètre de la concession vont bénéficier des équipements publics concernés et leurs opérateurs seront donc signataires des conventions de PUP.

En conséquence, il convient à présent de modifier par avenant la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier du 23 août 2016, suivant les modalités précisées dans le projet d'avenant, afin :

- d'étendre le transfert de maîtrise d'ouvrage au nouveau périmètre opérationnel ;
- de préciser le mode de financement, le montant prévisionnel des travaux, hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations, qui passe de 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016) à 23 650 000 € HT (valeur mai 2018) ;

- d'étendre le principe de reversement par la Métropole des recettes de PUP à la Ville et son aménageur à l'ensemble des terrains concernés par les équipements publics de la concession d'aménagement.

L'avenant modifiant la convention est conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre sur un périmètre élargi du transfert de maîtrise d'ouvrage de la Métropole à la Ville pour le programme d'équipements publics de l'opération d'aménagement d'ensemble dans les conditions décrites dans le projet d'avenant,
- approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47191-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- ANNEXE 1 Périmètre convention transfert MOA.pdf
- ANNEXE 2 Périmètre d'intervention PUP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018**

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

**Excusés :**

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau projet de renouvellement urbain quartiers Mosson et Cévennes - Avenant au protocole de préfiguration - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des problèmes spatiaux et des difficultés sociales, ces deux quartiers ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ainsi, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 par l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études devant aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

Le protocole de préfiguration est à ce jour engagé à 75%, pour aboutir en 2019 à la formalisation et à la validation des conventions de renouvellement urbain sur chacun des deux quartiers concernés.

S'agissant de l'avancement du programme pour le quartier de la Mosson, 14 études et missions sur les 18 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. La procédure de dialogue compétitif avec trois équipes pluridisciplinaires préalablement retenues s'est déroulée de novembre 2017 à mars 2018. L'équipe lauréate sera retenue avant l'été 2018, pour définir avec les partenaires le futur projet urbain. Le prestataire de l'étude de sécurité et sûreté publique sera prochainement désigné. Les consultations des trois dernières études (politique intercommunale de peuplement, étude hydraulique et étude de sols) viennent d'être lancées ou le seront avant la fin de l'année 2018.

S'agissant du programme d'intérêt régional à développer sur la copropriété des Cévennes, 6 études et missions sur les 9 identifiées dans le protocole sont en cours ou achevées. Les prestataires de l'étude de sécurité et sûreté publique et de l'étude commerciale seront prochainement désignés. Une mission d'étude préalable puis de maîtrise d'œuvre de conception-réalisation portant recomposition urbaine sera lancée d'ici l'été 2018.

Le protocole de préfiguration, d'une durée de 24 mois, arrivera à son terme en décembre 2018. Les dernières études seront livrées en fin d'année 2018, en même temps que la clôture du protocole. Aussi, afin d'être en capacité de solliciter les soldes des subventions de ces études auprès de l'ANRU et de percevoir les paiements, il est proposé de proroger le protocole de préfiguration au 31 décembre de la quatrième année durant laquelle s'effectuera la solde de la dernière opération. L'avenant vient ainsi modifier l'article 11 relatif à la durée du protocole initial.

L'avenant intègre par ailleurs, la demande de préfinancement faite à l'ANRU, à hauteur de 6 514 785 € soit 20% du coût total de l'opération, pour la réhabilitation de la résidence sociale Lou Cap Dou Mail, sous la maîtrise d'ouvrage d'ACM Habitat et dont le démarrage anticipé avait été acté dans le protocole de préfiguration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant au protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47520-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Site du Mijoulan - Commune de Saint Georges d'Orques - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le prolongement des études relatives à la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et au Schéma d'accueil des entreprises (SAE), et eu égard à ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que des études préalables soient menées sur un périmètre situé sur les communes de Juvignac et de Saint Georges d'Orques, afin de définir la faisabilité et les conditions d'une ou de plusieurs future(s) opération(s) d'aménagement d'ensemble à dominante économique.

Par délibération n°13904 du 30 juin 2016, le Conseil de Métropole a créé une Zone d'Aménagement Différée (ZAD) sur un périmètre de 486 ha du site stratégique de « Naussargues–Bel Air », dans l'objectif de répondre aux enjeux suivants :

- 1- Créer en premier lieu et avant tout un réel écosystème économique productif regroupant des activités diversifiées, recherche et formation supérieures,
- 2- Préserver le patrimoine naturel et agricole du site,
- 3- Intégrer de l'habitat favorisant la mixité urbaine et le rapprochement domicile-travail ; objectif subordonné au développement des activités du parc et de l'offre de logement existante et à venir dans les communes limitrophes,
- 4- Utiliser le gisement foncier, lié aux potentialités de densification du parc d'activité du Mijoulan dans le cadre d'un processus de requalification.

Sur ce même périmètre et dans la perspective de préciser les conditions de réalisation de cette future opération, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la SA3M, un mandat d'études « Naussargues–Mijoulan–Bel Air » identifiant trois sites avec des temporalités et des objectifs différenciés :

- Site n°1 : Le Mijoulan - site d'études pré-opérationnelles,
- Site n°2 : de part et d'autres de l'échangeur de Bel Air, au nord de l'A750 - site d'études pré-opérationnelles,
- Site n°3 : zone d'extension urbaine intégrée au projet de SCoT sur le site Naussargues – Bel air - site d'études de faisabilité.

Le site du Mijoulan est situé au nord de la commune de Saint Georges d'Orques, à proximité immédiate de l'A 750 et couvre environ 41 ha. Ce site déjà urbanisé accueille notamment un tissu disparate d'activités artisanales et industrielles, le siège de Razel-Bec filiale du groupe Fayat, et un programme de logements dit de « L'orée de Montpellier », mais il offre encore de réelles opportunités de densification.

Aussi, dans le cadre de la réflexion lancée par Montpellier Méditerranée Métropole, le moment semble opportun pour s'interroger sur les perspectives d'évolution maîtrisée de ce secteur dans une démarche de développement durable et accompagner ces mutations au cours des toutes prochaines années. Trois enjeux principaux ont été identifiés :

- requalifier le parc d'activités existant du Mijoulan (voirie et réseaux, traitement de la façade sur la RN 119) pour permettre de faire émerger de nouvelles potentialités liées à la densification des unités foncières et déterminer les modalités de ses extensions Est et Ouest afin de traiter l'interface entre le parc d'activités et les espaces naturels ;
- accompagner la mutation et la densification du secteur accueillant actuellement l'entreprise Razel-Bec ;
- intégrer la reconversion envisagée par la commune à moyen-terme de la résidence « L'Orée de Montpellier ».

Pour garantir l'atteinte de ces objectifs, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. L'article L.424-1 3° du Code de l'urbanisme dispose que lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation

d'une opération d'aménagement, un sursis à statuer peut être opposé aux demandes de permis de construire ou de déclaration préalable, dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités. Aussi, il est proposé de prendre en considération le projet d'aménagement sur le site du Mijoulan et de délimiter ce périmètre d'étude.

Le périmètre d'étude est délimité suivant le plan joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement du secteur Mijoulan,
- délimiter le périmètre des terrains affectés à ce projet d'aménagement, conformément au plan joint en annexe,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-46937-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- SGO - le Mijoulan - périmètre d'étude - annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet urbain Partenarial (PUP) - Commune de Castelnau-le-Lez - Prado Concorde Charles de Gaulle sud - Approbation de l'avenant n°1 à la convention initiale - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Groupement HELENIS/OPALIA, lauréat d'un appel à projets, organisé par la Mairie de Castelnau-le-Lez, pour la cession à titre onéreux des terrains de l'ancienne gendarmerie en entrée de ville depuis Montpellier, a déterminé un projet global de constructions nouvelles de grande ampleur, de 28 000 m<sup>2</sup> de SDP environ.

Le 20 juillet 2015 l'offre du groupement HELENIS/OPALIA a été adoptée à l'unanimité par le comité *ad hoc*, et par une délibération en date du 21 septembre 2015, le Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez a définitivement adopté le projet qui sera dénommé « Prado-Concorde »

Le projet ambitieux, qui participe de manière significative au renouvellement urbain et au développement durable avec notamment une intégration urbaine maîtrisée, propose une mixité fonctionnelle, avec notamment des logements (libres et primo-accédant), des logements locatifs sociaux, une résidence pour seniors, un campus organisé autour d'une école d'enseignement supérieur, des bureaux, commerces, une école primaire privée.

Ce programme sera réparti entre plusieurs bâtiments organisés autour notamment d'espaces verts en cœur d'îlot.

Ce projet est en zone urbaine 5UB du plan local d'urbanisme de Castelnau le Lez, et s'inscrit dans ce site stratégique en entrée de ville, à proximité immédiate de la gare Charles de Gaulle de la ligne 2 de tramway de l'agglomération, dont le réaménagement doit s'étendre à un îlot voisin, ici dénommé « Charles de Gaulle Sud ». Ce dernier est situé en zone urbain 1UB du PLU, et doit également muter. La capacité de mutation de cet îlot est estimée à 9 000 m<sup>2</sup> de SDP de constructions nouvelles après démolition des bâtiments existants.

Cette opération nécessite, en plus des aménagements et équipements qui leur sont propres, la réalisation d'équipements publics importants, avec notamment un réaménagement de voies et espaces publics au droit de la place Charles de Gaulle, de la rue du Prado et du carrefour Aristide Briand.

Ce projet est réalisé par la SAS du Prado aujourd'hui substituée au groupement HELENIS/OPALIA.

Par délibération en date du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a :

- approuvé l'emprise du PUP « périmétral », qui intègre deux opérations :
  - \*« Prado-Concorde », en bordure de laquelle est située la station Charles de Gaulle de la ligne 2 du tramway. Cet îlot est enclavé par un réseau de voies, qui le coupe du reste de la Ville, dont notamment la voie principale d'entrée de ville depuis Montpellier qui supporte un important flux de circulation. La greffe de cet îlot au tissu environnant constitue un enjeu majeur pour sa bonne intégration urbaine,
  - \*« Charles de Gaulle Sud », îlot devant également muter et dont les terrains ont vocation à être aussi desservis, au moins en partie, par les mêmes équipements publics que ceux nécessaires à la réalisation de l'opération de constructions « Prado-Concorde »,
- fixé les modalités de partage des coûts des équipements publics définis dans le programme entre les deux opérations précitées,
- approuvé la signature de la convention de PUP relative à l'opération « Prado-Concorde ».

La convention relative à l'opération « Prado-Concorde » a été signée le 23 août 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS du Prado.

Il convient aujourd'hui de conclure un avenant au PUP « périmétral », approuvé par délibération en date du 16 décembre 2015, pour modifier le programme des équipements publics et de son coût à l'échelle du PUP « périmétral » afin :

- d'intégrer le coût du réaménagement de la place de l'étoile ;
- de réajuster le coût des équipements publics d'infrastructure à l'issue de la consultation des entreprises.

Il convient aussi de conclure un avenant à la convention relative à l'opération « Prado-Concorde », signée en date du 23 août 2016, pour intégrer :

- une clause de réajustement au coût réel des équipements publics à la charge du porteur des deux opérations ;
- la modification du programme des équipements publics et de son coût à l'échelle du PUP « périmétral ».

Le tableau suivant présente l'évolution du coût des équipements publics et l'évolution de la participation des constructeurs à l'échelle du PUP « Périmétral » :

N°	Equipements publics	Coût global estimé en € HT	Coût global modifié en € HT (après avenant n°1)	Part à la charge du constructeur dans le périmètre de la présente convention de PUP		Part à la charge des constructeurs, propriétaires dans le périmètre « PUP extension Charles de Gaulle Sud »		Part à la charge de la Métropole	
				%	€	%	€	%	€
1	Réaménagement des accès et du fonctionnement de la Place Charles de Gaulle	1 042 508 €	838 443 €	58%	486 297 €	22%	184 458 €	20%	167 689 €
2	Réaménagement des accès et du fonctionnement de la Gare de tramway	170 751 €	131 332 €	58%	76 172 €	22%	28 893 €	20%	26 266 €
3	Restitution du Parking P+R	1 170 000 €	1 170 000 €	58%	678 600 €	22%	257 400 €	20%	234 000 €
4	Adaptation Carrefour Briand	147 984 €	227 097 €	50%	113 549 €	20%	45 419 €	30%	68 129 €
5	Réaménagement rue du Prado Haut	92 667 €	167 491 €	100%	167 491 €	0%	0 €	0%	0 €
6	Réaménagement rue du Prado Bas	266 419 €	683 942 €	100%	683 942 €	0%	0 €	0%	0 €
7	Création du cheminement piéton PUP extension Charles de Gaulle (pour rappel)	52 125 €	122 913 €	0%	0 €	100%	122 913 €	0%	0 €
8	Réaménagement de la parcelle recevant l'ancien parking P+R (pour rappel)	162 168 €	162 168 €	0%	0 €	0%	0 €	100%	162 168 €
9	Réaménagement de la place de l'étoile	0 €	364 623 €	0%	0 €	50%	182 311,5 €	50%	182 311,5 €
TOTAL		3 104 623 €	3 868 010 €	57%	2 206 052 €	21%	821 394 €	22%	840 564 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du programme et du coût des équipements publics du PUP « Périmétral » intégrant le réaménagement de la place de l'étoile ;
- approuver l'avenant n°1 à la convention relative à l'opération « Prado-Concorde », signée en date du 23 août 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°1 précité ainsi que tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48379-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Saint Jean de Védas - Blasco II chemin de Fontaine Pontou - Réalisation de 3 lots à bâtir sur les parcelles AN13 et AN14 - Convention avec la société Réal Immo Promotion - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La société REAL IMMO PROMOTION, titulaire d'une promesse de vente des parcelles cadastrées AN 13 et AN 14, sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas et pour une superficie totale de 1 293m<sup>2</sup>, envisage de réaliser une opération de construction/d'aménagement. Cette opération consiste en la création d'un lotissement de 3 lots à bâtir.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'aménagements et de travaux d'extension de réseaux, la société REAL IMMO PROMOTION s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces aménagements et travaux sont les suivants :

- reprise totale des enrobés du chemin d'accès de fontaine Pontou ;
- curage et redimensionnement du fossé d'eau pluvial existant avec création d'une traversée busée entre le fossé créé et le fossé existant pour permettre le raccordement vers l'exutoire ;
- extension du réseau d'eau usée sur 37ml pour permettre le raccordement au réseau existant ;
- extension du réseau électrique en sous terrain, sur 95ml à partir du réseau HTA/BT existant (poste Tourtorel) ;
- réalisation de l'éclairage public le long du chemin d'accès de fontaine Pontou.

La convention de PUP ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers/constructeurs/aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant du coût total HT des équipements publics est égal à 80 358 € HT. La part mis à la charge de l'aménageur est le suivant :

- reprise totale des enrobés du chemin d'accès, redimensionnement et curage du fossé existant et création d'une traversée busée entre le fossé créé et le fossé existant vers l'exutoire : 90 % du coût total de la réalisation pour un montant égal à : 16 973 € HT ;
- extension du réseau d'eau usée de 37ml jusqu'au Poste de relevage situé au bout du chemin de Fontaine Pontou : 100% du coût total de la réalisation pour un montant égal à 32 500 € HT ;
- travaux d'enfouissement des réseaux Enedis Télécom, réalisation de l'éclairage public le long du chemin d'accès de Fontaine Pontou : 100% du coût total de la réalisation pour un montant égal à 29 000 € HT.

Ce tableau présente la répartition des coûts des équipements publics à réaliser :

Equipements publics à réaliser	coût prévisionnel HT	% privés	Part privés	% public	part public
Reprise totale des enrobés du chemin d'accès, redimensionnement et curage du fossé existant et création d'une traversée busée entre le fossé créé et le fossé existant vers l'exutoire	18858	90%	16 973	10%	1 886
Extension du réseau d'eau usée de 37ml jusqu'au Poste de relevage situé au bout du chemin de Fontaine Pontou	32 500	100%	32 500	0%	0
Travaux d'enfouissement des réseaux Enedis Télécom, réalisation de l'éclairage public le long du chemin d'accès de Fontaine Pontou	29 000	100%	29 000	0%	0
<b>Total PUP</b>	<b>80 358</b>		<b>78 473</b>		<b>1 886</b>

Ce PUP propose donc de mettre à la charge de la société REAL IMMO PROMOTION la réalisation d'une part des aménagements qui s'élève à 78 473 € HT. Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société REAL IMMO PROMOTION et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière. Le périmètre du projet urbain partenarial correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée maximale de cinq ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « REAL IMMO PROMOTION » ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 5 années;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48276-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Annexes à la délibération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEF.

# **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) La Fabrique - SAS GGL Aménagement - Commune de Fabrègues - Approbation convention de PUP - Conventions de reversement à la commune et au SBL - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction.

Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Un dépôt de permis d'aménager sur le lieu-dit de « La Fabrique » à Fabrègues sur une superficie d'environ 51 466 m<sup>2</sup> (parcelles AE 196 et AE 95p), est envisagé par la SAS GGL AMENAGEMENT représenté Jacques Guipponi. Le projet prévoit la réalisation d'environ 230 logements (dont des logements sociaux) ainsi qu'un EHPAD de 60 à 70 lits.

L'opération rend nécessaire la réalisation de travaux d'infrastructures et de superstructures dont une part peut être mise à la charge de l'aménageur dans le cadre d'une convention de PUP :

## Travaux d'espaces publics, réseaux et équipements connexes, dont :

- Aménagement de voies attenantes et du carrefour sur la R 613,
- Création d'un réseau gravitaire des eaux usées, reprise de l'ouvrage de refoulement et du poste,
- Participation à la station d'épuration,
- Extension du réseau électrique,
- Dévoiement de réseaux existants d'eau potable et création d'un réservoir pour stockage supplémentaire de l'eau potable (mise en œuvre par le Syndicat Bas Languedoc).

## Travaux d'équipements de superstructure seront réalisés par la commune de Fabrègues :

- Réhabilitation école élémentaire,
- Réhabilitation école maternelle,
- Extension de la restauration scolaire,
- Création de 3 berceaux supplémentaires dans une crèche.

Le coût total d'opération est évalué à 2 895 662 € (hors parts résiduelles STEP, réservoir et équipements de superstructure). Le pétitionnaire participera au financement d'une fraction de ces équipements correspondant aux besoins générés par les populations futures de son projet, soit 2 075 492 € qui seront à la charge du pétitionnaire et seront décomposés en :

- apport du foncier représentant un montant de 180 816 €,
- versement numéraire : 1 894 676 €

Une partie de cette participation correspond à une fraction des dépenses liées de la réalisation d'équipements collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci-avant. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP auprès de la Commune de Fabrègues pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Fabrègues la somme de 332 488 €.

De la même manière, au regard de la partie correspondant à la participation du pétitionnaire, une fraction des dépenses liées de la réalisation d'équipements relevant de travaux à réaliser par le Syndicat Bas Languedoc, tels qu'énumérés ci-avant, Montpellier Méditerranée Métropole reversera au Syndicat Bas Languedoc la somme prévisionnelle de 230 031 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement sera exonérée durant 10 ans sur les parcelles en question.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée ci-dessus et conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS GGL AMENAGEMENT, notamment le montant de la participation, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux ;
- approuver le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du projet urbain partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Fabrègues pour les équipements relevant de sa compétence ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du projet urbain partenarial établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Bas Languedoc pour les équipements dont il assurera la mise en œuvre ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les trois conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-45076-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) les Jardins d'Hélios - SAS ANGELOTTI - Commune de Cournonterral - Approbation avenant n°2 à la convention initiale et de la convention de reversement à la Commune - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur Nord-est de la commune de Cournonterral a été classé en zone « 3AU » du PLU approuvé le 2 Mai 2013, modifié le 6 mars 2014. La société ANGELOTTI Aménagement a souhaité réaliser sur ce secteur un lotissement « Les jardins d'Hélios » sous la forme d'un permis d'Aménager comprenant une assiette foncière d'environ 17Ha.

Dans ce contexte, par délibération municipale n°D2014/057 en date du 12 juin 2014, le Conseil Municipal de la ville de Cournonterral, a notamment approuvé :

- la formalisation d'une convention de projet urbain partenarial sur le fondement des articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme en vue de définir les modalités de réalisation et de prise en charge financière du coût des équipements publics nécessaires à cette opération,
- L'engagement de réaliser les équipements publics inscrits dans la convention de projet urbain partenarial du secteur de « les jardins d'Helios »,
- les modalités de partage des coûts des équipements à réaliser,
- l'approbation de la convention précitée établie avec la société ANGELOTTI.

En date du 19 juin 2014, une convention de Projet d'Urbain Partenarial (PUP) Lotissement « Les Jardin d'Helios » a été signée entre la commune de Cournonterral et la société ANGELOTTI Aménagement. Cette convention a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par le projet de permis d'aménager n°34008 13 M0002 déposée par la société ANGELOTTI Aménagement en commune de Cournonterral le 8 août 2013.

Cette demande porte sur les parcelles cadastrées citées dans la convention de PUP.

Par délibération en date du 19 décembre 2014 le Conseil Municipal de la ville de Cournonterral a approuvé l'avenant n°1 modifiant les termes de la convention initiale pour intégrer les acquisitions foncières faites par la Commune auprès de la société ANGELOTTI Aménagement et par conséquent, modifier les modalités de participation financière de l'aménageur et rectifier l'erreur matérielle à l'article 4 du PUP Initial. Cet avenant a été signé le 23 décembre 2014.

La transformation par décret du 23 décembre 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015, le transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, celle-ci étant jusqu'alors de la compétence de la commune de Cournonterral. Ce transfert de compétence en matière de plan local d'urbanisme emporte celle de la conclusion des conventions de projet urbain partenarial. En application de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales, pour l'exercice des compétences transférées, la Métropole est

substituée de plein droit aux communes membres, dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes et contrats.

**Dans ce contexte, il s'avérera nécessaire d'intégrer les points suivants au sein de l'avenant n°2 à la convention initiale de PUP :**

- une modification des montants d'une partie des travaux d'équipements publics à réaliser, inscrits dans la convention initiale, sur la base du réajustement au coût réel,
- la rectification de l'erreur matérielle dans le cadre de l'article 3 de la convention initiale, indiquant une participation de l'aménageur à hauteur de 17% au lieu de 60% et modifiant le montant de cette participation,
- la rectification de l'erreur matérielle dans le cadre de l'article 4 de la convention initiale, relatif au montant de la participation de l'aménageur à la création d'un plateau sportif,
- le complément d'information dans le cadre de l'article 4 de la convention initiale, relatif à l'identification des parcelles cadastrées composant le lot n°61, leur surface ainsi que leur destination,
- la rectification de la dénomination des équipements de superstructure inscrits dans la convention initiale,
- la modification du calendrier de réalisation des équipements publics de superstructures inscrits dans la convention initiale, dont la maîtrise d'ouvrage est communale,
- la modification des modalités de la participation de l'aménageur au financement de l'équipement public de superstructure sur le périmètre de l'opération d'aménagement.
- la modification de l'échéancier de participation de l'aménageur,
- la mise en place entre la commune de Cournonterral et Montpellier Méditerranée Métropole, d'une convention de reversement des recettes générées par la convention, afin de financer la réalisation des travaux d'équipements public de superstructure de compétence communale inscrits dans ladite convention.

Les modifications précitées entraînent l'évolution du coût des équipements publics et du montant de la participation de l'aménageur, tel qu'indiqué dans les tableaux ci-dessous :

Dénomination de l'équipement public	Coût prévisionnel initial	Coût ajusté, après Avenant n°2 H.T.
Mise en place d'un giratoire sur la RD5	355 000 €	241 633.51 €
Réseau d'adduction électrique	90 460 €	175 631.08 €
Gestion des mesures de compensation environnementale	200 000 €	242 532.76 €
Liaison entre l'opération d'aménagement et la RD102	227 000 €	231 720 €
Mise en place d'une liaison destinée aux modes actifs sur la RD102	120 000 €	120 000 €
Aménagement de la RD102 au droit de l'opération d'aménagement	614 000 €	618 790 €
Création d'un équipement public de superstructure, ou d'intérêt collectif sur le périmètre de l'opération d'aménagement	2 744 530 €	2 744 530 €
Extension des groupes scolaires: création de classes supplémentaires	510 600 €	510 600 €
Requalification des espaces scolaires, périscolaires et de la cantine des groupes scolaires	638 400 €	638 400 €
Création d'un plateau sportif	2 500 000 €	2 500 000 €
<b>Total H.T.</b>	<b>7 999 990 €</b>	<b>8 023 237.35 €</b>

Dénomination de l'équipement public	Coût Initial H.T. à la charge du lotisseur	Coût H.T. à la charge du lotisseur, après avenant n°2
Mise en place d'un giratoire sur la RD5 (dont acquisition foncière pour 400 00€)	355 000 €	241 633.51 €
Réseau d'adduction électrique	90 460 €	105 378.64 €
Gestion des mesures de compensation environnementale	200 000 €	242 532.76 €
Liaison entre l'opération d'aménagement et la RD102	227 000 €	231 720 €
Mise en place d'une liaison destinée aux modes actifs sur la RD102	72 000 €	72 000 €
Aménagement de la RD102 au droit de l'opération d'aménagement	104 380 €	105 194.30 €
Création d'un équipement public de superstructure, ou d'intérêt collectif sur le périmètre de l'opération d'aménagement	1 665 530 €	1 646 718 €
Extension des groupes scolaires: création de classes supplémentaires	510 600 €	510 600 €
Requalification des espaces scolaires, périscolaires et de la cantine des groupes scolaires	383 040 €	383 040 €
Création d'un plateau sportif	414 842 €	425 000 €
<b>Total à la charge du lotisseur</b>	<b>4 022 852 €</b>	<b>3 963 817.21€</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 à la convention de PUP initiale,
- approuver le projet de convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Cournonterral,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n°2 précité, la convention de reversement précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-49981-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Rue Cité du Mas de Tesse - Commune de Montpellier - Poursuite de la procédure de transfert d'office avec recours à Monsieur le Préfet**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a initié une procédure de transfert d'office en vue d'intégrer dans le domaine public métropolitain la voie privée ouverte à la circulation publique dénommée rue Cité du Mas de Tesse, cadastrée KS 40, commune de Montpellier.

Cette voie est bordée par une quinzaine de parcelles, un immeuble d'habitation, des bâtiments à usages commerciaux, le lycée Jules Guesde et les équipements sportifs municipaux Delylle et Ostermeyer. En outre, cette voie arrive en impasse sur la propriété de la clinique Clémentville, dont la desserte véhicule et piétonne est problématique dans un quartier à forte densité urbaine.

Le classement permettrait la réalisation de travaux de réfection et d'aménagement de la voirie fortement dégradée, notamment au niveau de la chaussée, de la mise aux normes du réseau humide unitaire, et de confirmer la prise en charge par la collectivité de l'éclairage extérieur. En outre, la création de trottoirs avec accès aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR), l'organisation du stationnement, la mise en sécurité de la sortie de la rue Cité du Mas de Tesse sur l'avenue de Lodève seraient mises en œuvre.

L'intégration dans le domaine public métropolitain fonderait, en outre, la Métropole à autoriser la sortie en sens unique du parking de la clinique Clémentville et la circulation des piétons entre la clinique et l'arrêt de tramway situé avenue de Lodève, améliorant la circulation et le stationnement dans le quartier.

La procédure de transfert d'office, initiée par décision métropolitaine n°D2017-1051 en date du 15 janvier 2018, a été poursuivie par le déroulement d'une enquête publique du lundi 19 mars 2018 au jeudi 5 avril 2018 inclus.

A l'issue de l'enquête, le 3 mai 2018, Monsieur le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions en émettant un avis favorable au transfert d'office de cette voie dans le domaine public métropolitain du fait de l'intérêt général du projet.

Toutefois, malgré des manifestations de soutien au classement et une pétition favorable d'usagers de la clinique, des oppositions au projet se sont manifestées par des réserves portées au registre d'enquête par certains riverains. Dès lors, il convient d'avoir recours à un arrêté de Monsieur le Préfet pour permettre ce classement conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer l'intégration dans le domaine public métropolitain de la voie dénommée rue Cité du Mas de Tesse, cadastrée KS 40 à Montpellier, conformément à l'avis favorable émis par Monsieur le Commissaire Enquêteur,
- solliciter un arrêté de Monsieur le Préfet portant transfert de la voie dans le domaine public métropolitain, compte tenu de l'opposition au projet de transfert d'office, manifestée sur le registre d'enquête par les riverains,
- dire qu'un arrêté préfectoral favorable, portant transfert d'office de la parcelle susvisée, vaudra classement sans indemnité dans le domaine public métropolitain et éteindra tous droits réels et personnels sur la parcelle transférée, conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme,
- faire procéder à l'enregistrement de l'acte de transfert au fichier de la conservation des hypothèques de Montpellier I,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document lié à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47228-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Plan de situation.pdf
- Extrait cadastre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Sabria BOUALLAGA, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.



## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole relatif au secteur du MIN sur la commune de Montpellier - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par décret du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entraînant de nouvelles compétences notamment en matière d'urbanisme. La Métropole détient à ce titre la compétence en matière d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal. Par conséquent, elle est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 2 mars 2006, la commune de Montpellier a instauré le droit de préemption urbain sur les zones U et AU inscrites au Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 2 mars 2006.

L'article L.211-4 du Code de l'urbanisme prévoit que le droit de préemption classique ne s'applique pas à l'aliénation de lots de copropriété à usage d'habitation ou professionnel, dans les immeubles soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans, ainsi qu'à l'aliénation des immeubles bâtis achevés depuis moins de 10 ans et aux cessions de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires.

Or, cet article dispose également que *« Toutefois, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit »*. Il est donc possible de mettre en place un droit de préemption renforcé par délibération motivée portant sur les droits précités.

La Ville de Montpellier a engagé la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes rebaptisée « La Restanque ». Une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été créée par délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2009 prévoyant la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié et regroupant des bureaux, commerces, activités et des équipements publics.

Les parcelles cadastrées OL n° 29, 30, 32, 34 et 73, OO n° 12, 13, 14, 17, 18, 19 et 214 situées sur la commune de Montpellier sont comprises dans le périmètre de cette ZAC de « La Restanque » et jouxtent le Marché d'Intérêt National (MIN).

Du fait de son affectation, de sa situation géographique et du statut juridique des biens immobiliers qu'il comporte, il apparaît opportun de pouvoir maîtriser l'évolution de ce secteur au regard des objectifs communaux. Par conséquent, il convient d'instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur les parcelles de ce secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver, conformément à l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, l'instauration du droit de préemption urbain renforcé sur le secteur Restanque, à l'ouest du Marché d'Intérêt National, en zone 2U-6 du PLU de la commune de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47794-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- INSTAURATION DPU RENFORCE MIN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement  
durables du territoire, foncier



## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Geniès BALAZUN, Arnaud MOYNIER, Rabii YOUSSEUS.

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Création d'une aire de grand passage - Commune de Saint Jean de Védas - Approbation des dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière « d'aménagement, d'entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un programme de rénovation et de création d'aires d'accueil des gens du voyage sur l'ensemble de son territoire. Ce programme correspond aux obligations du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV) de l'Hérault pour la période 2011-2017 sur le territoire de la Métropole.

Le schéma prévoit la création, sur l'ensemble du territoire métropolitain, de 260 places d'aires d'accueil permanentes et 680 places d'aires de grands passages.

A ce jour, 80 places d'aires d'accueil permanentes sur les communes de Castelnau-le-Lez et Montpellier et 150 places de grands passages sur la commune de Lattes ont été réalisées. En complément, le schéma prévoit la nécessité de réaliser en sus 180 places d'accueil et 530 places dévolues aux grands passages.

Après délibération du Conseil en date du 28 septembre 2016, la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'un mandat signé le 27 octobre 2016, la réalisation en son nom et pour son compte d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage permettant de répondre aux objectifs ainsi fixés par le SDAHGV.

Dans ce cadre, s'inscrit le projet de création d'une aire de grand passage sur le secteur du Pont à Saint Jean de Védas. Le projet prévoit la réalisation de 180 places sur la zone d'accueil.

Ce projet s'étend sur 5 parcelles pour une superficie d'environ 6,5ha soit une surface utile d'environ 4 ha. L'ensemble du foncier est détenu par des propriétaires privés. La Métropole souhaite pouvoir assurer la pleine maîtrise foncière du secteur afin de répondre dans les meilleurs délais aux objectifs du SDAHGV.

L'intérêt général que revêt le projet au regard des objectifs ci-dessus rappelés justifie la mise en œuvre des procédures de déclaration d'utilité publique et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.112-4 du Code de l'expropriation. Il contient une notice explicative, un plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages et l'appréciation sommaire des dépenses.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation. Il contient un plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à l'enquête parcellaire, enquêtes concomitantes, pour la création d'une aire de grand passage sur le secteur du Pont à Saint Jean de Védas,
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la création d'une aire de grand passage sur le secteur du Pont à Saint Jean de Védas sur l'ensemble des parcelles de la commune de Saint Jean de Védas délimitant le périmètre du projet,
- autoriser par suite Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles inclus dans ce périmètre et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
le Président



Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48167-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Notice\_explicative\_AGP\_ST\_JEAN\_DE\_VEDAS\_version Airdélib.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **RELATIONS INTERNATIONALES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

## **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Projet de ZAC Extension Hippocrate - Commune de Montpellier - Objectifs pour la création de la ZAC Extension Hippocrate - Modalités de concertation - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne - Hippocrate a été créée le 29 septembre 2000 par la Ville de Montpellier sur une superficie d'environ 7,3 ha. Elle est encadrée par :

- la nouvelle avenue Nina Simone au sud, liaison inter-quartier entre l'avenue Raymond Dugrand et la place de Londres,
- le boulevard Pénélope à l'est, qui relie la place Odysseum à la place de Londres,
- l'axe constitué par la rue de la Cavallade puis la rue du Mas de Barlet à l'ouest.

Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> d'établissements médicaux et paramédicaux, 22 000 m<sup>2</sup> affectés à des locaux ou activités professionnelles, d'accueil, de services, de résidence ou d'équipements hôteliers, et 2 000 m<sup>2</sup> consacrés à une centrale thermofrigorifique construite et gérée par le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid.

Le dossier de réalisation et le programme d'équipement publics de cette opération ont été approuvés par délibération en date du 1<sup>er</sup> octobre 2001. Déclarée d'intérêt communautaire, cette opération d'aménagement relève aujourd'hui de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Initialement confiée à la SERM en décembre 2000 dans le cadre d'une concession d'aménagement, c'est la SA3M qui poursuit depuis avril 2011 la réalisation de cette opération en tant que concessionnaire.

Cette ZAC est aujourd'hui quasiment achevée, avec 90% des surfaces commercialisées. Elle accueille la clinique du Millénaire, un hôtel, une école supérieure d'art dramatique (le cours Florent), une crèche, etc...

Il reste environ 7 000 m<sup>2</sup> de terrains en façade de l'avenue Nina Simone, qui n'ont pas encore été commercialisés dans l'attente de la réalisation de l'avenue Nina Simone (aujourd'hui réalisée) et de l'enfouissement des lignes à haute tension, dont la dépose est prévue en 2020.

Au sud de l'avenue Nina Simone, se trouve un secteur d'environ 7 ha, encadré par la rue du Mas de Barlet, la route de Vauguières et l'A709. Ce secteur est classé au PLU en partie en secteur de zone AU0-2, secteur d'urbanisation future, et en partie en 3AU, correspondant à un secteur dit de « zone de hameau » à constructibilité très limitée. Il est occupé aujourd'hui par quelques habitations et des friches, en partie propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Outre la réalisation de la ZAC Hippocrate et de l'avenue Nina Simone, l'environnement de ce secteur est en évolution importante avec d'une part le déplacement de l'A9 réalisé en 2017, permettant à terme la constitution d'un boulevard urbain, et, d'autre part, la création au sud de ce secteur de la gare Montpellier-Sud-de-France et du quartier Cambécérès qui fait évoluer l'environnement urbain mais aussi l'armature des infrastructures primaires du secteur, avec le prolongement de la ligne de tramway 1 vers cette nouvelle gare. Ces évolutions majeures, qui vont impacter ce secteur, amènent à raisonner l'aménagement futur et à envisager la création d'une nouvelle ZAC nommée Extension Hippocrate.

L'excellente desserte à court et moyen terme de ce secteur par les avenues structurantes de Port Marianne en fait un lieu privilégié pour répondre aux nombreuses demandes d'activités nécessitant une façade sur rue, la proximité de services urbains et un environnement de qualité.

Aussi la vocation de la zone serait celle d'un quartier mixte d'activités et d'habitat résidentiel, structuré sur l'avenue Nina Simone, axe fédérateur où pourront se développer des établissements apportant une plus-value dans cette partie de la ville ; tant par la complémentarité des services offerts notamment avec le secteur médical et chirurgical, que par la qualité de l'architecture et des perspectives urbaines.

Sa programmation devra prendre en compte celle des secteurs mitoyens : Hippocrate, République, Parc



Marianne ainsi que l'opération de la gare Montpellier-Sud-de-France, au sud de l'A709.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole envisage de créer une ZAC Extension Hippocrate dont le périmètre de réflexion est situé entre :

- l'avenue Nina Simone au nord,
- la rue du Mas de Barlet à l'ouest,
- l'A709 au sud,
- la route de Vauguières à l'est.

Ainsi conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, il convient de définir les objectifs poursuivis par cette ZAC et les modalités de concertation.

En conséquence, il est proposé de retenir pour ce projet de ZAC, les objectifs suivants :

- structurer les façades de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas de Barlet en cohérence avec les secteurs mitoyens de Parc Marianne, République et Hippocrate notamment, qui bordent l'avenue Nina Simone jusqu'à l'avenue Raymond Dugrand ;
- permettre l'implantation de logements et d'activités afin de pouvoir mixer les usages et tenir la cohérence des volumétries sur l'avenue Nina Simone et la rue du Mas de Barlet au travers des différentes ZAC ;
- offrir une mixité programmatique activités, logements, voire résidences services le cas échéant, tenant compte des effets de façades et de visibilité depuis la future ligne de tramway 1 (prolongement), la route de Vauguières et l'A709, mais aussi de la proximité des pôles d'activités que sont Odysseum et la clinique du Millénaire ;
- définir des affectations et des volumétries adaptées en lien avec les habitations existantes à préserver dans le secteur à court ou moyen terme afin de les intégrer harmonieusement.

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme précité dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il est donc proposé d'organiser la concertation selon les modalités énumérées ci-après :

- la présente délibération sera affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier ;
- une réunion publique de concertation sera organisée à Montpellier pour présenter le projet ;
- un article présentant le projet dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la mise à disposition du public à la mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituels, pendant toute la durée d'élaboration du projet, du dossier d'études qui sera enrichi tout au long de la concertation avec les éléments issus de l'avancée des études. Il comprendra :
  - . la présente délibération ;
  - . un plan de situation ;
  - . un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
  - . une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
  - . un registre destiné à recueillir les observations du public.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par délibération du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

Parallèlement, conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Languedoc Roussillon sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera ensuite soumis à la participation du public par voie électronique. Ces modalités seront précisées par délibération après la phase de concertation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs poursuivis pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté Extension Hippocrate sur la commune de Montpellier,
- engager la concertation préalable selon les modalités définies ci-avant,
- prendre acte des modalités de participation du public sur le projet d'aménagement de la ZAC Extension Hippocrate conformément au L.123-19 du Code de l'environnement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-24504-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO, Rabii YOUSSEUS.

## **Relations internationales, tourisimes, parcs d'activité - Adhésion à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU) - Désignation de représentant - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La ville est devenue aujourd'hui un des premiers espaces de fréquentation de la destination France en nombre de séjours, le premier pour les clientèles internationales. Le tourisme en ville, créateur de richesse et d'emplois, favorise un tourisme durable, tout au long de l'année, et reparti sur les territoires. C'est un tourisme de participation et d'échanges, qui remet l'habitant au cœur du développement.

Montpellier, 7ème ville de France et 3ème ville de congrès en France (Classement ICCA 2016) structure, dans le cadre de *Montpellier Territoires, une Métropole productive*, son armature urbaine au cœur du Grand Parc Métropolitain. Cette vaste démarche prospective sur l'avenir de Montpellier Méditerranée Métropole vise à identifier les enjeux et les facteurs d'évolutions à court, moyen et long terme afin de permettre au territoire de maintenir et développer son attractivité.

Dans cette même logique, il convient de s'assurer du développement du tourisme urbain à destination de la Métropole par la mise en œuvre d'une stratégie innovante visant à mobiliser les ressources pour déployer des activités, et gagner en visibilité dans un secteur ultra-concurrentiel.

En ce sens, il apparaît opportun de pouvoir s'appuyer sur des réseaux de professionnels et d'experts, comme notamment la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain (CNPTU).

La CNPTU est une fédération de collectivités locales (villes et/ou structures intercommunales) créée en 1989, à la suite des premières Assises Nationales du Tourisme Urbain de Rennes. Elle regroupe à ce jour 26 membres et se veut être l'institution représentative du tourisme urbain. C'est une instance qui permet aux élus et techniciens en charge du tourisme de se retrouver pour échanger sur les problématiques liées au tourisme urbain et à son évolution dans un contexte en pleine mutation.

Il est donc proposé d'adhérer à la CNPTU au titre de l'année 2018.  
Le montant de la cotisation est estimé à 4000 €.

Par ailleurs, il est proposé de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropoles pour siéger au sein de l'Assemblée Générale de la Conférence.

Le Président propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Il propose la candidature de Mme Véronique PEREZ.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à adhérer à la Conférence Nationale Permanente du Tourisme Urbain,
- désigner Mme Véronique PEREZ en qualité de représentante de la Métropole au sein de l'Assemblée Générale de la Conférence et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-45461-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Développement International - Mission Tel Aviv - 3 au 7 septembre 2018 - French Tech - Participation au Digital Life and Design (DLD) Tel Aviv Innovation Festival - Approbation**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs : d'une part, renforcer son positionnement international et accroître son attractivité et d'autre part, créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers.

A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing, aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...). Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole, se propose d'organiser une mission économique à la demande d'un certain nombre d'entreprises de la French Tech, à Tel Aviv, du 3 au 7 septembre 2018, à l'occasion du Digital Life and Design (DLD) Tel Aviv Innovation Festival.

Ce congrès organisé en coopération avec la municipalité de Tel Aviv, dont la participation a dépassé en 2017, les 10 000 personnes est avant tout un lieu de rencontres et d'échanges entre start-ups, investisseurs et autres acteurs importants du secteur digital. Plus de la moitié des participants sont internationaux, parmi lesquels beaucoup de décideurs de grands groupes européens et américains, pour l'occasion plus accessibles. Participer au DLD permet aussi de se familiariser avec l'écosystème israélien.

Il s'agirait donc pour un(e) élu(e) et deux techniciens(nes), d'accompagner au maximum 10 participants de la French Tech, qui auraient marqué un intérêt à ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidature qui sera fait à cet effet.

L'objectif de cette mission est double : Participer au DLD Festival innovation et y organiser des rencontres BtoB mais aussi, rencontrer les principaux acteurs de l'écosystème israélien afin d'instaurer des liens entre la French Tech Montpellier et le French Tech Hub de Tel Aviv et pourquoi pas aussi s'appuyer sur la présence importante d'entreprises françaises pour développer des points de collaborations techniques et/ou commerciales.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 20 000 euros, dont 10 000 euros pour les frais de visas, les inscriptions au congrès des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, leurs transports aériens, hébergements et restaurations, ... et 2 500 euros de frais annexes. Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais de déplacement des entreprises, à hauteur de 750 euros maximum par entreprises sur présentation des factures acquittées. La prise en charge des frais de mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission institutionnelle et d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole à Tel Aviv (ISRAEL) du 3 au 7 septembre 2018,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et deux techniciens(nes) à la mission Tel Aviv,
- approuver la participation maximale de 10 entreprises et acteurs du développement économique de

Montpellier Méditerranée Métropole,

- approuver la prise en charge financière de la mission Tel Aviv estimée à 20 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47970-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Développement International - Mission institutionnelle et d'affaires Chengdu, Qingdao (Chine) - Du 15 au 25 septembre 2018 - Participation au congrès EUPIC et à la Foire de l'Ouest - Autorisation de la mission et de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

En Chine depuis 2004 des liens forts ont été tissés, notamment avec la Ville de Chengdu.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu est la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu et l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

Ce partenariat a permis l'organisation par la Métropole du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise initialement représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guansi, Chongqing et Guizhou) vient d'obtenir en janvier 2015 la labellisation européenne EEN afin d'être aussi acteur auprès des 6 Provinces du nord et nord-est (Pékin, Shandong, Liaoning, Jilin, Hebei et l'Heilongjiang). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Cela fait 9 ans que la Métropole a signé des accords de développement économique poussés avec EUPIC et la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. Depuis cette signature, annuellement, la Métropole conduit des délégations d'acteurs économiques (entreprises : technologie et viticulture, CHU, Pôles de Compétitivité...) à Chengdu afin de leur permettre de développer des partenariats ou des volants d'affaires. Dernièrement en novembre 2015 un accord particulier promouvant la French Tech a été signé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu.

Cette mission multisectorielle axée sur l'attractivité et le rayonnement se déroulera en 2 lieux Chengdu et Qingdao.

Pour cette mission, au-delà des aspects habituels développement économique – innovation et viticulture, il est proposé de porter un focus particulier sur le domaine du Tourisme en effet le premier ministre chinois et Jean-Claude Juncker ont décrété 2018 comme l'année **Europe China Tourism Year (ECTY)**, cela découle

de la tenue en 2017 à Chengdu de l'Assemblée Générale de United Nations World Tourism Organization (UNWTO).

- Participation au congrès EUPIC (15 pays représentés, 5 000 participants) :
  - o stand de Montpellier Méditerranée Métropole,
  - o session de travail « comment appréhender le marché chinois »,
  - o rendez-vous B to B pendant trois journées pour les entreprises et acteurs du développement économique de la Métropole,
  - o interventions lors des conférences plénières.
- Soirées et actions dédiées à la promotion des vins et du tourisme en partenariat avec la maison de Montpellier et l'Office du Tourisme métropolitain,
- Rencontres institutionnelles avec la Mairie de Chengdu, le Gouverneur de la Province du Sichuan, le Consulat général de France...
- Rencontres techniques avec des universités, des hôpitaux, le projet franco-chinois de smart city-urbanisme, des entreprises chinoises...
- Participation à la Foire internationale de l'ouest (500 000 visiteurs), stand de la Métropole.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, inscriptions aux congrès, stand etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 50 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit :

La mission est ouverte à 12 participants maximum parmi lesquels des entreprises, des viticulteurs, des socioprofessionnels du tourisme... Pour l'ensemble des participants la prise en charge financière de Montpellier Méditerranée Métropole est estimée à 30 000 € TTC. Un appel à candidature sera lancé à cet effet. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 1 000 € TTC par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 20 000 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stands, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès, événements de promotion... ainsi qu'aux frais de déplacement des élus et techniciens de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations (principalement transport, restauration, frais de visas...) utilisées par les entreprises participantes à la mission peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, ou remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

Compte tenu de l'importance de l'événement, pour des raisons de logistiques notre partenaire Eupic a mis en place des réservations de chambres d'hôtel et de vols intérieurs à des tarifs préférentiels. Dans ce cadre, les frais d'hébergement et des vols intérieurs de la mission pourront être facturés directement par EUPIC à Montpellier Méditerranée Métropole. Concernant les frais de stand, de documentation, de cocktail... lors des événements de promotions pourront pour des raisons logistiques aussi être facturés directement par EUPIC.

Une convention précisant les termes de cette facturation sera mise en place si besoin.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires et institutionnelle en Chine à Chengdu et Qingdao du 15 au 25 septembre 2018,
- approuver la participation au maximum de 12 entreprises, viticulteurs, socioprofessionnels du tourisme et acteurs du développement économique,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver la participation au maximum de deux élus (es) et de deux techniciens (nes) à la mission,
- approuver le coût de la mission estimée à 50 000 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48115-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Portage salarial de la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine) - deuxième semestre 2018 - Convention avec EUPIC - Convention avec le Centre des Français à l'Étranger - Frais de fonctionnement - Autorisation de financement et de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chine bénéficient d'une longue histoire d'échanges réciproques : nous pourrions citer le début du XXème siècle (1908-1927) et la venue à l'Université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la chine moderne dans le cadre du programme « *travail-étude* » ; plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations préservées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9 Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par Montpellier Méditerranée Métropole du Congrès Mondial European-Union Project Innovation Centre (EUPIC) au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le Vice-Ministre de la recherche.

Le partenaire principal de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu demeure l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les États Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 États (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par les entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

En 2014, une étude de l'université de Paris-Dauphine avec Praxem International précise l'opportunité pour une entreprise à s'implanter à l'international, avec à trois ans, une croissance de 13 % des ventes, 8% des embauches et 30 % de la valeur ajoutée pour la société mère, ce qui conforte la stratégie d'accompagnement à l'international mise en place depuis 10 ans par Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis 2004, ce sont plus de 130 entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole et 20 entreprises chinoises qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés.

Quinze d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine et à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole dispose depuis 2013 d'une représentante à Chengdu dans le cadre d'un contrat de 2 ans, avec

le Ministère des Affaires Etrangères : Volontariat International en Entreprise (VIE). Le contrat VIE étant limité à 2 ans, le Conseil de Métropole a décidé de continuer, par périodes de 1 an, la collaboration avec la représentante de la Métropole à Chengdu dans le cadre d'un portage salarial avec notre partenaire EUPIC. En janvier 2018 il a été proposé au Conseil de renouveler le contrat pour une période de six mois, soit jusqu'au 30 juin. Le contrat arrivant à son terme pour le deuxième semestre 2018 il est proposé de continuer cette collaboration, dans exactement les mêmes conditions pour une période de six mois.

La mission attribuée à la représentante de la Métropole consiste à :

- Assurer la promotion active du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès des entreprises chinoises désireuses de s'internationaliser et de s'implanter notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Assurer le développement des entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine,
- Préparer, suivre et assurer les actions que Montpellier Méditerranée Métropole développe avec Shanghai, Chengdu et la Province du Sichuan dans le cadre d'EUPIC et tout particulièrement la plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu,
- Contribuer à la préparation de missions internationales en développant des relations avec les acteurs institutionnels, de la recherche et des entreprises en Chine, et de missions organisées par nos partenaires chinois vers Montpellier Méditerranée Métropole,
- Assurer un lien étroit entre Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC ainsi que toutes les institutions partenaires,
- Développer et consolider l'axe Tourisme.

Dans le cadre du Développement Economique, afin de pérenniser, d'accroître et de faciliter la présence de Montpellier Méditerranée Métropole en Chine tout particulièrement à Chengdu, il est souhaitable de poursuivre la présence de Montpellier Méditerranée Métropole sur place.

Pour ce faire il est proposé de renouveler pour six mois le portage salarial par le partenaire EUPIC soit du premier juillet 2018 au 31 décembre 2018.

La représentante de Montpellier Méditerranée Métropole sera accueillie dans le cadre de l'accord général développé avec la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu dans les locaux d'EUPIC pendant la durée de sa mission. Cet accueil s'effectuera dans les nouveaux locaux d'EUPIC et de la Zone des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu (tour CCEC) aux conditions suivantes : gratuité des locaux pendant une période de trois ans, demi-tarif pendant les 2 années suivantes pour un bureau de 130 m<sup>2</sup>, permettant ainsi de mettre à disposition des entreprises métropolitaines des espaces de travail. Les frais d'entretien du bureau estimés à 5 550 euros par an (au taux de change actuel de 7,77) seront dus au prorata des espaces occupés. Ces frais seront pris en charge par la municipalité de Chengdu puis remboursés par Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises dans le cadre d'un contrat.

Dans le cadre de la convention avec EUPIC pour le portage salarial de la représentante à Chengdu pendant douze mois, le coût estimé est de 19 850 euros (au taux de change actuel). Le salaire versé par EUPIC et remboursé par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la convention, couvre les frais de salaire, les impôts en Chine, la protection sociale chinoise.

Il convient aussi d'assurer une couverture sociale identique au standard français. Pour ce faire la Caisse des Français à l'Etranger a mis en place au travers de l'organisme Humanis une couverture adaptée pour un coût prévisionnel estimé à 9 250 euros.

Cette couverture sera directement souscrite par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de l'agent salarié.

Pour réaliser ses missions en Chine et en France, la représentante se déplacera auprès de divers partenaires. Le coût annuel inclut : transports internationaux et internes, frais de réception, frais d'hébergement hors Chengdu, participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception...), frais de visa etc.

En dehors de ces missions, la représentante bénéficiera d'un aller/retour France – Chine au début et au terme ou renouvellement de son contrat, ainsi qu'un aller/retour Chine – France permettant à la représentante d'effectuer ses congés d'été en France et d'y accoler une semaine de travail avec la Direction du Développement Economique de la Métropole.

L'ensemble de ces frais estimés à 4 650 € T.T.C., Ceux-ci seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents se fera sur la base des frais réels.

La durée de cette prolongation de mission et des conventions afférentes est de six mois.

La prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations « frais de fonctionnement » (principalement transport, restauration, frais de visas...) peut s'effectuer de deux façons : achat par la Métropole des prestations, remboursement à vue de facture acquittée après le début de la mission (dans ce cas l'achat directement de la prestation est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature d'une convention de portage salarial avec EUPIC, concernant la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine), pour une période de six mois à partir du mois de juillet 2018, pour un coût prévisionnel estimé (en fonction du taux de change au 20/06/18) à 19 850 € T.T.C. ;
- autoriser la signature d'une convention avec Humanis (Caisse des Français à l'Étranger), pour les couvertures retraite, santé et prévoyance pour la représentante de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu (Chine), pour une période de six mois à partir du mois de juillet 2018, pour un coût prévisionnel estimé à 9 250 € T.T.C. ;
- approuver la prise en charge financière des frais nationaux et internationaux de transports, hôtel, réception, location et entretien du bureau en Chine, coût d'établissement du visa, coût divers pour l'organisation ou la participation à des événements types congrès et foires (inscription, documentation, conception ...) estimés pour les six derniers mois de l'année 2018 à 4 650 euros T.T.C. ;
- autoriser la signature du contrat relatif à l'entretien des bureaux situés sur la Zone des Hautes Technologies de Chengdu pour un montant prévisionnel pour six mois de 2 775€ T.T.C. ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget des exercices 2018, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48128-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire



l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO.

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2018, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **Colloque Méthodologie de la Recherche en acquisition L2**

L'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (EMMA EA741), sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick GILLI, a organisé du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2018, Site Saint Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, une manifestation intitulée « Colloque Méthodologie de la Recherche en acquisition L2 ».

Ce colloque sur les méthodologies de la recherche dans le domaine de l'acquisition et de l'apprentissage des langues secondes a souligné l'importance de cet aspect en plaçant les questions qui touchent à la méthodologie de la recherche au centre des discussions, en favorisant les échanges, les contacts internationaux et la réflexion.

Environ 80 participants de 16 nationalités se sont déplacés.

Une subvention de 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Congrès national Santé et Environnement**

La Société Française de Santé et Environnement, sous l'autorité de son Président, Monsieur Denis BARD, organisera du 05 au 06 décembre 2018, à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (EN-SAM), une manifestation intitulée « Congrès national Santé et Environnement ».

Cet événement national annuel, propose de répondre au besoin identifié par le 3<sup>ème</sup> Plan National Santé-Environnement 2015-2019, aux enjeux de santé posés par les pathologies en lien avec l'environnement ou encore d'agir pour une meilleure qualité de l'environnement.

Environ 150 participants, professionnels du bâtiment, scientifiques et décideurs sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2018, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Gérard CASTRE, Mme Chantal MARION, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-48054-CC  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES HUMAINES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOU, Jean-Pierre RICO.

## **Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Modification - Autorisation de signature**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP).

Par la présente, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de DAJCP s'appuie notamment sur les 2 fondements suivants :

- Le processus de mutualisation se généralise de plus en plus et les directions concernées sont en attente de pouvoir disposer de procédures et références communes facilitant la compréhension et le fonctionnement des deux entités.
- Au sein même de la DAJCP, la mutualisation permet également de faciliter ce travail d'harmonisation des procédures afin d'éviter au maximum, selon que les agents travaillent pour le compte de la Ville ou de la Métropole de faire face à des procédures trop distinctes leur complexifiant le travail quotidien. Elle permet également de repenser globalement l'organisation de la Direction en termes de missions en profitant de la mise en commun des moyens.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 40% pour la Ville et 60% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du service commun de Directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48498-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Convention et fiche d'impact

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOUL, Jean-Pierre RICO.

## **Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction des Finances - Modification - Autorisation de signature**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Finances.

Par la présente, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Finances, constitué de 5 services, répond notamment aux objectifs suivants :

- un gain de cohérence, de fluidité et de transparence au bénéfice des deux administrations ;
- une sécurisation accrue des procédures financières ;
- une recherche des marges de manœuvre nécessaires au bon fonctionnement du service public communal et métropolitain ;
- des innovations au service des usagers et des services.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 48% pour la Ville et 52% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la modification du service commun de Direction des Finances,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention de service commun ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48852-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Projet avenant DF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOUL, Jean-Pierre RICO.

## **Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation - Convention - Autorisation de signature**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation qui reprendra les missions actuelles de la Direction Organisation Evaluation de la Ville et les missions orientées interne de la Direction du Pilotage et Contrôle de Gestion de la Métropole.

Les 2 unités, contrôle de gestion interne et organisation, composant cette nouvelle direction mutualisée œuvreront ainsi notamment autour des axes de travail suivant :

- La mise en œuvre de la formalisation et de l'évaluation des politiques publiques
- Le développement de la culture de l'innovation notamment à travers le projet d'administration
- Le développement de la culture et des outils du pilotage interne
- L'amélioration et la modernisation de nos fonctionnements grâce au conseil en organisation et à la démarche qualité
- La contribution à la performance, la modernisation et à la transversalité
- L'amélioration de la qualité de la relation usagers

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun de Direction Organisation Etudes Evaluation,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 18 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48488-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Projet Convention DOEE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOUL, Jean-Pierre RICO.

## **Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe - Convention - Autorisation de signature**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Il est proposé au Conseil de poursuivre cette démarche par la création d'un service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe (DCGE) unique et identifié pour le pilotage des partenaires externes et contrats complexes, constituant ainsi un pôle d'expertise sur l'ensemble de ces champs de mission, en accompagnement des directions opérationnelles.

Cette direction mutualisée s'attachera à effectuer un contrôle et un suivi des relations entre les collectivités territoriales et leurs partenaires extérieurs, dits « satellites ». Elle aura une fonction transversale de conseil, et reste complémentaire aux directions supports existantes.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 49% pour la Ville et 51% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun de Direction du Contrôle de Gestion Externe,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix  
Contre : 0 voix  
Abstentions : 18 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-48434-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Convention et fiche d'impact

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOU, Jean-Pierre RICO.

## Ressources Humaines - Rémunération - Instauration du régime indemnitaire pour le cadre d'emplois des infirmiers

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans la continuité du pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a placé la coopération au cœur de son projet politique et s'est notamment engagée dans une démarche de mutualisations avec la Ville de Montpellier, par la constitution de services communs, en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Les services communs gérés par Montpellier Méditerranée Métropole amènent de nouvelles expertises dans ses effectifs. Par ailleurs, compte tenu des éléments présentés en Comité Technique du 12 juin 2018 et face aux difficultés rencontrées dans le recrutement de médecin du travail, la Métropole a fait le choix de recourir au recrutement d'un infirmier.

Aussi, il est proposé, après avis des Comités Techniques des 12 juin et 10 juillet, d'instaurer un régime indemnitaire pour les agents titulaires, stagiaires et contractuels des cadres d'emplois des infirmiers, en application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application des articles 60 et 105 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les primes et indemnités versées seront proratisées pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

L'autorité territoriale pourra tenir compte de contraintes afférentes à l'emploi occupé par l'agent ou du contexte de l'emploi pour moduler le régime indemnitaire.

Cadre d'emploi des infirmiers :

- Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 90-693 du 1<sup>er</sup> août 1990) :  
Répartition individuelle : 13/1900<sup>ème</sup> de la somme du traitement indiciaire et de l'indemnité de résidence
- Prime de service (arrêté du 24 mars 1967) :  
Répartition individuelle : plafond individuel égal à 17 % du traitement brut dans la limite du crédit global
- Prime spécifique (décret 88-1083 du 30 novembre 1988) :  
Montant mensuel forfaitaire : 90 €

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 mars 1967, la prime de service est modulable en fonction de la manière de servir. Cette modulation sera établie selon les conditions établies chaque année par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'attribution de la part complémentaire du régime indemnitaire, instituée par la délibération n°11123 du 8 octobre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du régime indemnitaire telles que décrites ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47719-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOU, Jean-Pierre RICO.

## Ressources Humaines - Indemnités de régisseurs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les régisseurs d'avance et de recettes peuvent percevoir une indemnité pour cette fonction, sous réserve d'une délibération du Conseil de Métropole.

Le Conseil fixe les taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs dans la limite des taux dont bénéficient les régisseurs des organismes publics.

Il est proposé au Conseil de Métropole de voter les montants suivants en euros, conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 :

Régisseurs d'avances	Régisseurs de recettes	Régisseurs d'avances et de recettes	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1 220 €	Jusqu'à 1 220 €	Jusqu'à 2 440 €	110 €
De 1 221 € à 3 000 €	De 1 221 € à 3 000 €	De 2 441 € à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	De 3 001 € à 4 600 €	De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	De 4 601 € à 7 600 €	De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	De 7 601 € à 12 200 €	De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	De 12 201 € à 18 000 €	De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	De 18 001 € à 38 000 €	De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	De 38 001 € à 53 000 €	De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	De 53 001 € à 76 000 €	De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	De 76 001 € à 150 000 €	De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	De 150 001 € à 300 000 €	De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	De 300 001 € à 760 000 €	De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	De 760 001 € à 1 500 000 €	De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	Au-delà de 1 500 000 €	Au-delà de 1 500 000 €	46 € (par tranche de 1,5 millions supplémentaires)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les montants susvisés,
- prévoir l'inscription des dépenses correspondantes au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47725-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Aline DESTAILLATS, Laurent JAOUL, Jean-Pierre RICO.



## **Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **II- Créations de postes dans le cadre des conventions portant création de services communs :**

Dans le cadre des conventions portant création de services communs prises en application de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'**annexe 2** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **III-Réajustements d'emplois suite à la Commission Administrative Paritaire :**

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 10 juillet 2018.

### **IV- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe après avis du Comité Technique du 10 juillet 2018;

### **V- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 5** ci-jointe après avis du Comité Technique du 10 juillet 2018.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **VI-Modifications d'intitulés de postes au tableau des effectifs :**

Dans le cadre des mutualisations présentées au Comité Technique du 10 juillet 2018, il convient de modifier les intitulés de poste mentionnés en **annexe 6** ci-jointe.

## **VII- Suppressions de postes au tableau des effectifs :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 7** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 10 juillet 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations, des modifications d'intitulés et des suppressions de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48815-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

### **Liste des annexes transmise en préfecture:**

- ANNEXE 1 créations.pdf
- ANNEXE 2 mutualisation.pdf
- ANNEXE 3 réajustement CAP.pdf
- ANNEXE 4 conformité.pdf
- ANNEXE 5 transformation.pdf
- ANNEXE 6 modif intitulés.pdf
- ANNEXE 7 suppressions Conseil 19 juillet 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Isabelle GUIRAUD.

## Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressources en eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau de l'entité hydrogéologique 556B2 Castries Sommières - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le bon état des eaux imposé par la Directive Cadre sur l'Eau se traduit dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2016-2021 par un objectif prioritaire de retour à l'équilibre quantitatif des ressources en eaux.

La masse d'eau Castries-Sommières (FRDG223) a été classée en « *risque fort de non atteinte du bon état* » et considérée comme en « *déséquilibre quantitatif* ».

Ainsi, l'Agence de l'Eau et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières ont mené sur cette masse d'eau une Etude des Volumes Prélevables (EVP) qui s'est terminée en 2014 et qui a confirmé un déficit quantitatif de cette masse d'eau d'environ 700 000 m<sup>3</sup> par an.

Par ailleurs, l'EVP fixe le volume prélevable annuel à 2 000 000 m<sup>3</sup>/an et les niveaux piézométriques d'alerte et de crise renforcée respectivement à 27,3 m NGF et 20,3 m NGF.

Cette masse d'eau comporte plusieurs entités hydrogéologiques dont l'entité 556B2 "*molasses miocènes de Castries*" exploitée conjointement par le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et la Métropole à travers leurs forages respectifs du Bérange et de Garrigues Basses. Elle constitue la ressource mobilisée pour l'alimentation en eau potable sur la Métropole des communes de Baillargues, Castries, Saint Geniès des Mourgues, et, jusqu'à récemment Sussargues.

Les résultats de l'EVP sont notifiés à la Métropole et au SMGC en décembre 2015 par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer qui demande, par ailleurs, à ces structures de porter l'animation d'un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE).

Un arrêté Préfectoral de classement de l'entité hydrogéologique 556B2 en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) est pris le 5 janvier 2017.

Les PGRE définissent les objectifs de débit et de niveaux piézométriques à atteindre et les règles de répartition des volumes de prélèvement par usage actuel et futur selon les ressources disponibles. Ils précisent, en concertation avec les acteurs locaux, l'ensemble des actions nécessaires, des économies d'eau aux ressources de substitution, à l'atteinte de ces objectifs.

En outre, ils précisent les actions à mener en cas de crise et favorisent l'appropriation des bonnes pratiques en matière de gestion de la ressource en eau en situation de pénurie au niveau des populations locales agriculteurs, élus, particuliers, industriels... en s'appuyant sur la mise en œuvre des arrêtés cadre sécheresse.

Afin de répondre à la demande des services de l'Etat, le SMGC et la Métropole ont respectivement par délibération en date du 23 novembre 2016 et décision en date du 20 février 2017 mis en place un groupement de commandes destiné à s'adjoindre les services d'un prestataire spécialisé.

Le suivi de l'élaboration de ce PGRE a été mené par un Comité de Pilotage constitué de représentants, des Collectivités Publiques, des usagers, des services de l'Etat et dont la composition a été fixée par arrêté préfectoral en date du 20 février 2017.

Le PGRE fixe des règles de partage de la ressource et propose quatorze actions visant directement ou indirectement la résorption du déficit (i) par l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'aquifère, (ii) par la sensibilisation des populations, (iii) par la maîtrise des pertes sur le réseau d'eau potable et (iv) si l'objectif ne peut être atteint par les actions précédentes, par l'utilisation de ressources de substitution.

La règle de répartition du volume prélevable se base sur la répartition actuelle et future des différentes catégories de prélèvement et autorise annuellement (i) pour l'usage eau potable 1 900 000 m<sup>3</sup>, (ii) pour les usages agricoles 60 000 m<sup>3</sup> et (iii) pour les prélèvements domestiques 40 000 m<sup>3</sup>.

Les autorisations actuelles de prélèvements pour l'eau potable devront être révisées d'ici 2021 afin de limiter le cumul annuel des prélèvements à 1,9 Mm<sup>3</sup> entraînant un déficit, après actualisation des données de l'EVP, d'environ 850 000 m<sup>3</sup> à combler par les actions du PGRE.

La mise en place des actions d'amélioration de la connaissance concerne essentiellement l'instrumentation de piézomètres pour acquérir la donnée nécessaire en vue d'une nouvelle modélisation de l'aquifère.

Les actions de sensibilisation des populations concernent les services de l'Etat à travers l'information de classement en ZRE et l'obligation faite de déclaration des ouvrages de prélèvement, le SMGC à travers un retour d'expérience de la télérelève et une sensibilisation des usagers à l'utilisation de cet outil pour maîtriser leur consommation et détecter leur fuite et la Métropole à travers la poursuite du projet AquaMétro.

Les actions de maîtrise des pertes concernent le SMGC et visent la sectorisation du réseau, la pose de pré-localisateurs acoustiques pour faciliter les recherches de fuites, l'intensification des campagnes de recherche de fuites et le renouvellement des canalisations les plus critiques.

L'estimation des gains de l'ensemble de ces actions (294 000 m<sup>3</sup> économisés) ne suffit pas à résoudre le déficit et le recours à des ressources de substitution doit être envisagé.

La Métropole cessera dès cette année ses prélèvements (190 000 m<sup>3</sup>) dans l'aquifère et procèdera à l'abandon de ses captages de Garrigues Basses au profit d'un raccordement sur les réseaux du SMGC alimentés par une ressource non déficitaire, celle de Fontbonne Mougères.

Enfin, en ce qui concerne le SMGC, la dernière action propose la construction d'une usine de potabilisation de l'eau du Bas Rhône d'une capacité de 3000 m<sup>3</sup>/j à l'horizon 2020 permettant la résolution du solde du déficit actuel (555 000 m<sup>3</sup>). Ce projet, étudié depuis plusieurs années par le SMGC, fait dorénavant l'objet d'études de maîtrise d'œuvre. L'usine sera située sur la commune de Saint-Hilaire-de-Beauvoir.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Plan de Gestion de la Ressource en Eau présenté et son programme d'actions,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Geniès BALAZUN, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M.

Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47754-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.



## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau potable - Convention technique et financière de fourniture d'eau en gros pour le secours de Pays de l'Or Agglomération (POA) - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a créé une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. La Régie des eaux est en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerce en direct cette compétence. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or assure directement la compétence eau potable sur les communes de son périmètre.

Les réseaux du service de Montpellier situé sur le périmètre de la Régie sont historiquement interconnectés avec ceux de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or au niveau de l'intersection de l'avenue Georges Frêche et de la rue de la Fontaine de la Banquière. Cette interconnexion prévue pour fonctionner dans les deux sens ne peut plus, depuis l'abandon du surpresseur côté Montpellier, être utilisée que pour distribuer de l'eau directement vers le Sud sur certains secteurs - y compris des secteurs sous compétence de la Régie - et notamment sur Pérols, Carnon et les ZAC de Fréjorgues Est et Ouest, en se substituant à l'alimentation habituelle par l'usine de traitement de Vauguières présente sur le territoire du Pays de l'Or.

Aussi, il est aujourd'hui proposé une convention ayant pour objet de définir les modalités technique et financière de la fourniture d'eau potable par la Régie des eaux à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour les besoins de son service public principal de distribution d'eau potable. Elle fait suite à une précédente convention approuvée en conseil de mars 2017 pour le seul service de la commune de Saint Aunès, membre de l'ancien syndicat du Salaison dissout en 2013.

La convention envisagée prévoit de fournir de l'eau potable soit en cas d'opération de maintenance programmée, en dehors de la période estivale, des ouvrages hydrauliques de la Communauté d'Agglomération, soit en secours en cas de pollution accidentelle ou de restriction sur la ressource BRL, de pannes imprévues sur l'usine de Vauguières ou de casses sur les réseaux d'adduction.

La situation de secours est limitée à cinq jours et au débit et volume que la Régie est en mesure de fournir et dans la limite de 15 600 m<sup>3</sup>/jour.

Un volume minimum de 50 000 m<sup>3</sup> d'eau potable sera livré annuellement par la Régie des Eaux à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or correspondant au débit sanitaire permettant le fonctionnement instantané de cette interconnexion.

Le mètre cube d'eau sera facturé au prix unitaire de 0,155 € HT. Le prix est réputé ferme jusqu'à échéance de la convention prévue le 31 décembre 2025.

La Régie des Eaux ayant assuré la fourniture en eau potable de cette zone depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la convention prévoit également les modalités de rattrapage du règlement des volumes d'eau livrés sur les exercices 2016 et 2017 n'ayant pas fait l'objet de facturation. Ceux-ci seront facturés au prix unitaire mentionné ci-dessus pour un volume total fourni de 131 665 m<sup>3</sup>.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de fourniture vente d'eau potable en gros entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47561-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Captages Garrigues Basses Bérange - Renouvellement de la convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) pour le poste d'animateur captages - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité de l'eau captée par les forages Garrigues basses et Bérange, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne mettent en œuvre conjointement un programme d'actions approuvé par le Conseil de Métropole dans sa séance du 5 mars 2015 (délibération n°12818) à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC).

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés). Le plan d'actions est animé depuis mars 2015 par un agent dont le poste est porté par le Syndicat, cofinancé par la Métropole et hébergé dans les locaux de la Métropole selon les modalités définies dans une convention de partenariat établie avec le syndicat.

Pour les années 2018 et 2019, il convient d'établir une nouvelle convention de financement pour le poste d'animateur du programme d'actions de l'AAC Garrigues Basses et Bérange. En effet, dans l'intérêt de la préservation des ressources en eau à l'échelle de l'aire métropolitaine, la Métropole souhaite conserver son implication aux côtés du Syndicat et maintenir son soutien à la mise en œuvre du programme d'actions qui bénéficient aux communes et aux agriculteurs de son territoire malgré l'abandon prochain du captage de Garrigues Basses à Sussargues.

Une partie des missions de l'animateur s'inscrit dans le cadre du Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) Garrigues Basses et Bérange validé par la Métropole en décembre 2017 (délibération n° 15151) et consiste à proposer le dispositif Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), contrats dans lesquels les exploitants s'engagent à faire évoluer favorablement leurs pratiques phytosanitaires pour améliorer la qualité de l'eau.

Le Programme de Développement Rural validé par la Région Occitanie prévoit la mesure 7.6.5 pour financer cette animation MAEC. Ainsi la Métropole, en tant qu'opérateur du PAEC, a sollicité cette mesure et se chargera du reversement au Syndicat conformément à la convention de partenariat approuvé par délibération du Conseil en date du 31 mai dernier. L'Agence de l'Eau complète ces aides 7.6.5 pour atteindre un taux de financement du poste de 80%.

Le montant annuel global prévisionnel des dépenses est estimé à 53 500 € TTC comprenant 41 100 € de salaire et 12 400 € de frais de fonctionnement. Après déduction des subventions obtenues, le solde à charge est réparti entre les deux maîtres d'ouvrages au prorata des volumes historiquement prélevés dans la ressource soit 80% pour le Syndicat et 20% pour la Métropole, respectivement environ 8600 € et 2100 €. En outre, la Métropole devra reverser au Syndicat, dans le cadre de la 7.6.5, le montant annuel prévisionnel de 987,30 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne pour les années 2018 et 2019;
- dire que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 65 pour la part salariale du poste de l'agent contractuel non permanent et chapitre 20 pour le reste des opérations ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47620-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.

**Service public de l'eau et de l'assainissement - Assainissement - Commune de Saint Jean de Vedas - Desserte d'une zone en assainissement non collectif - Secteur Sigaliès - Convention de remboursement des travaux de branchements avec la SARL Terre du Soleil - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas, le quartier Sigaliès est composé sur sa partie Est d'un secteur d'une superficie d'environ 6 hectares classé en zone 2AU b1 du Plan Local d'Urbanisme communal. Actuellement non pourvu de collecteur public d'assainissement, il comprend une vingtaine d'habitations individuelles équipées de dispositif autonome de traitement des eaux usées.

Ce secteur est situé dans le périmètre de protection rapproché des forages du Flès Nord et Sud exploités par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la production d'eau potable. Les captages du Flès sont inscrits sur la liste des captages prioritaires du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2021 pour la lutte contre les pollutions par les pesticides.

A ce titre, et en complément du programme d'actions qui a été engagé pour limiter l'usage des produits phytosanitaires, il convient de privilégier la desserte du secteur en réseaux d'assainissement collectif. Ainsi en 2018, 165 ml de réseaux ont été posés sur le Chemin de Tourtourelle et la rue des Genêts.

Dans le cadre du Permis d'Aménager n° 3403427016M0009, obtenu le 3 avril 2017, la SARL Terre du Soleil prévoit la réalisation de 25 lots à bâtir. Les travaux d'aménagement de voirie et de réseaux internes au lotissement réalisés par l'aménageur permettent la desserte de dix habitations existantes limitrophes au projet (parcelles cadastrées AL 214, AL 65, AL 66, AL 82, AL 68, AL 86, AL 88, AL 89 et AL 92).

Aussi, l'aménageur a été sollicité afin qu'il intègre dans son programme de travaux la réalisation de ces 10 branchements supplémentaires. Les travaux correspondant, totalisant un linéaire approximatif de 42 ml en diamètre 160 mm sous la voirie qui pourra être rétrocédée au domaine public, sont estimés à 16 726 € H.T. Ils sont à financer à 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour cela, une convention de remboursement doit être passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Terre du Soleil. Le montant de travaux sera ajusté au coût réel à l'issue des travaux.

Les habitations raccordées seront assujetties à la redevance assainissement et à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de remboursement entre la SARL Terre du Soleil et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux de branchement des dix habitations limitrophes au lotissement SIGALIES pour un montant de 16 726 € HT,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47694-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Annexe Convention - Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Participation à l'appel à projets "Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration" de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est aujourd'hui maître d'ouvrage de treize stations d'épuration dont l'exploitation est confiée à Aqualter et Véolia Eau dans le cadre de deux contrats de délégation de service public.

Dans sa note technique du 12 août 2016, le ministère de l'écologie et du développement durable précise les nouvelles modalités de mise en œuvre des actions en faveur de la Recherche et de la Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE) pour les stations de traitement des eaux usées urbaines d'une capacité nominale supérieure ou égale à 10 000 équivalents habitants. Une nouvelle campagne d'analyse est à conduire en 2018 et devra débuter au plus tard le 30 juin 2018. Pour cette campagne, il est prévu 6 analyses/an en entrée et en sortie de station pour une centaine de micropolluants (110 substances en entrée et 91 en sortie).

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse lance un appel à projets « *Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration* » pour accompagner les campagnes d'analyses de micropolluants dans les stations d'épuration domestique visées par l'action de RSDE, en incluant un volet "boues". L'objectif est d'acquérir une connaissance globale des émissions de micropolluants issus des stations d'épuration d'une capacité supérieure à 10 000 équivalents habitants avec deux finalités :

- déterminer de manière objective le rôle des stations d'épuration quant à l'élimination des micropolluants ;
- identifier les micropolluants stockés dans les boues potentiellement problématiques pour la collectivité et initier une démarche de réduction.

Les projets, pour être financés, comprennent obligatoirement :

- Les analyses réglementaires RSDE telles que prescrites par arrêté sur les compartiments eau d'entrée et eau de sortie de la station d'épuration. Les analyses sont réalisées dans le strict respect des modalités d'analyse et de prélèvement prévues dans la note technique du 12/08/2016 ;
- Au moins 3 analyses sur le compartiment "boues". Les analyses sont couplées avec celles sur l'eau (entrée, sortie et boues réalisées simultanément sur 3 des 6 campagnes réglementaires). La liste des substances à analyser et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse sont définies dans le règlement de l'appel à projets.

Les prestations subventionnées au maximum à 70% par l'Agence de l'Eau sont les suivantes :

- la location d'un matériel de prélèvement compatible avec l'analyse des micropolluants ;
- les prestations d'analyse eau et boues par un laboratoire extérieur.

La Métropole exploite 5 stations d'épuration de plus de 10 000 équivalents-habitants : Maera, Baïnea (Baillargues-Saint-Brès), Gour de Lamy (Pignan-Saussan-Fabrègues), Gaïa (Cournonterral) et Villeneuve-lès-Maguelone.

Sur ces 5 stations, le coût prévisionnel des analyses supplémentaires sur les boues est de 13 123 € H.T. Le montant global des analyses eau et boue s'élève quant à lui 76 722 € H.T.

Aqualter et Véolia Eau, délégataires en charge de l'exploitation de ces stations, ont déjà prévu la réalisation des analyses réglementaires RSDE dans le cadre de leurs contrats respectifs.

La répartition financière des charges supplémentaires liées à la participation à l'appel à projets sera négociée avec les délégataires à l'occasion d'un futur avenant en cas de réponse favorable de l'agence de l'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation à l'appel à projets lancé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse « *Connaître les émissions de micropolluants des stations d'épuration* »,
- solliciter de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ses meilleures aides financières,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à

cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180719-45212-DE  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Coopération décentralisée - Adduction d'eau potable pour le village de Tifelsine sur la commune d'Adar au Maroc - Convention de financement avec la commune de Saint-Drézéry - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

L'article L.1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), issu de la loi Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les collectivités et leurs groupements, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines.

Le Conseil de Métropole du 30 septembre 2015 a approuvé le contrat de Métropole avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et notamment sa convention d'application n°6, dédiée à la coopération décentralisée, signée début 2016.

Onze projets ont ainsi pu voir le jour grâce à la participation de la Métropole en 2016 et 2017, dont deux projets portés directement par la Métropole depuis 2017 au Niger et en Mauritanie et un projet porté directement en 2016 par la commune de Montaud.

Il est proposé aujourd'hui d'approuver une convention de financement dans le cadre de la coopération décentralisée avec la commune de Saint-Drézéry qui s'est engagée à porter un projet d'équipement d'un village sur la commune d'Adar au Maroc et qui demande le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet vise à équiper le village de Tifelsine, dans la vallée de l'Arghen, au Sud Est d'Agadir, d'un réseau d'eau potable, à fournir un appui dans la gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Arghen et à réaliser des formations au bénéfice de la population.

Tifelsine est un village rural marocain de 350 habitants en période creuse et 500 habitants en période estivale. Il fait partie de la commune rurale d'Adar, dans la vallée de l'Arghen, au sein de la Province de Taroudant, dans la région Souss Massa. La vallée de l'Arghen se situe dans le massif de l'anti Atlas.

Ce projet, d'un coût de 155 000 € T.T.C. et d'une durée estimée à 2 ans, se décline en 3 axes, qui seront animés par l'association Experts-Solidaires :

- équipement eau potable,
- formation,
- gestion intégrée des ressources en eau.

Les activités principales du programme sont :

- la réalisation du système d'alimentation d'eau potable de Tifelsine ;
- la mobilisation du comité local de l'eau ;
- la concertation avec les acteurs de la vallée de l'Arghen sur la gestion des crues ;
- l'installation de sondes piézométriques pour approfondir les connaissances sur les nappes souterraines de la vallée de l'Arghen;
- la formation à la gestion et l'usage de l'eau, l'hygiène, l'assainissement liquide et solide pour les associations d'usagers, la population locale, les femmes et les enfants dans les écoles.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant (en euros T.T.C.) :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 77 250 € (49,8%)
- Montpellier Méditerranée Métropole : 22 500 € (14,5 %)
- Experts-Solidaires (valorisation) : 3 000 € (1,9%)
- Commune d'Adar (Maroc) : 51 250 € (33,1%)
- Commune de Saint-Drézéry : 1 000 € (0,7 %).

En parallèle, un bilan des projets soutenus est en cours afin notamment d'évaluer, comme d'autres Métropoles l'ont fait, l'opportunité de structurer la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau autour d'un appel à projets et de partenariats privilégiés de long terme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière avec le porteur du projet, la commune de Saint-Drézéry
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47832-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI. .

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Julie FRÊCHE, Isabelle GUIRAUD.



## **Sports et Traditions sportives - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2018-2019 - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale pour un public chaque année de près de 22 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents dans 14 piscines à partir de septembre 2018 avec l'ouverture d'Héraclès à Saint-Brès et avec des créneaux à la patinoire Végapolis. Près de cents éducateurs sportifs sont mobilisés pour ces actions.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties. Pour l'année scolaire 2018-2019, ces conventions tiennent compte de l'application de la réforme des rythmes scolaires.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, décrivant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'accueil des scolaires dans les établissements sportifs métropolitains et approuver les termes de la convention cadre à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault pour l'année scolaire 2018-2019,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire et approuver les termes des conventions à conclure avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS pour l'année scolaire 2018-2019,
- approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS pour l'année scolaire 2018-2019.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47238-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **TRANSPORTS ET MOBILITE**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## **Transports et Mobilité - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Autoroutes du Sud de la France pour la pose et le financement de la signalisation directionnelle des itinéraires de substitutions prévus au plan de gestion de trafic A9/A709**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Plan de Gestion de Trafic (PGT) des autoroutes A9 et A709, approuvé par arrêté préfectoral, le 29/05/2017, la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) peut être amenée à mettre en place, sous l'autorité du Préfet, une déviation ou un itinéraire conseillé empruntant le réseau national, départemental ou métropolitain.

Pour faciliter la mise en œuvre d'une telle mesure, des itinéraires de substitution ont été prédéfinis et doivent être signalés de manière permanente sur les mats de jalonnement directionnel, dans le respect de la réglementation nationale sur la signalisation directionnelle.

ASF a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en tant que gestionnaire sur les voies métropolitaines des ensembles directionnels pour l'actualisation du jalonnement des itinéraires de substitution afin de prendre en compte le dédoublement A9/A709 et les nouvelles préconisations du Plan de Gestion de Trafic.

La mise en place du matériel de signalisation pour les itinéraires de substitution est évaluée à 47 000 € HT. Une convention technique et financière a été préparée pour fixer les modalités d'exécution des travaux par la Métropole sur son patrimoine pour le compte d'ASF qui en assure la charge financière intégrale, y compris les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre assuré par Montpellier Méditerranée Métropole et fixés à 8% du montant HT des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF),
- dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2018 de la Métropole au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47509-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.



# **Voirie, Espace public - Programmation 2018 - Travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication - Modification du plan de financement des travaux sur Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature**

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2018, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Pôle Territorial Plaine Ouest : Commune de Saint Jean de Védas :

A la suite d'une demande de travaux d'enrobés supplémentaires, la délibération n°M2018-195 du 26 avril 2018 relative aux travaux de mise en discrétion des réseaux sur la commune de Saint Jean de Védas doit être modifiée comme suit :

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	51 885,87	8 208,57		17 470,92	26 206,38
Eclairage public					
Télécommunication	36 360,70				36 360,70

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux de mise en discrétion des réseaux et de télécommunication situés sur la commune de Saint Jean de Védas;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les demandes de subvention ainsi que tout document relatif cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48223-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER.

### Excusés :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Jean-Luc MEISSONNIER.

## **Voirie, Espace public - Restauration du mur de soutènement du jardin des plantes - Transfert de maîtrise d'ouvrage**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'arrêté en date du 3 septembre 1992 classe la parcelle BW 255 parmi les Monuments Historiques. Le mur d'enceinte du jardin des Plantes est par conséquent classé parmi les Monuments Historiques.

Il est situé dans le centre historique de Montpellier et soutient le Boulevard Henri IV sur 200 mètres de long et la rue du Faubourg Saint Jaumes sur 120 mètres de long.

Cet ouvrage a fait l'objet d'une visite IQOA en 2012 qui a relevé son état médiocre. Une remise en état générale s'est donc révélée nécessaire à moyen terme. Une inspection détaillée de cet ouvrage en mai 2017 a confirmé son mauvais état.

La domanialité de cet ouvrage est difficilement identifiable surtout sur la partie boulevard Henri IV.

En application de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP) et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée *« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »*

Considérant l'intérêt de cet ouvrage tant pour la Métropole que pour l'Université de Montpellier et son état actuel, la Métropole a proposé d'engager sans plus attendre les études et travaux pour sa restauration.

La convention a pour objet, en application des dispositions de la loi MOP sus citée, de désigner Montpellier Méditerranée Métropole comme unique maître d'ouvrage des études et travaux réalisées pour la restauration du mur de soutènement du jardin des plantes, en concertation avec l'Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH) et les services techniques de l'Université de Montpellier.

A la signature de la convention, aucune participation financière de l'Université de Montpellier aux études et travaux n'est prévue.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale à la charge de la Métropole pour les études et les travaux est de 300 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et l'Université de Montpellier relative à la restauration du mur de soutènement du Jardin des plantes ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47988-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 19 juillet 2018  
 Décisions prises par le Président  
 et non présentées lors du précédent Conseil,  
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-026	Décision relative au marché n°4137MG16 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature	374
MD2018-333	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires LR - Centre Ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale au titre de l'année 2018	376
MD2018-360	Décision relative au contrat de prêt à usage consenti sur les parcelles section AV n°4p et 3 au profit de Monsieur SOUFFLET - Domaine de Viviers - Commune de Jacou	378
MD2018-371	Décision relative au marché n°4823CO17 - Location installation structures événementielles mobilier réception - Avenant n°1 - Autorisation de signature	380
MD2018-375	Décision relative à la résiliation d'un bail rural et à la conclusion d'une convention d'occupation précaire au profit de Monsieur Cédric Robert - Commune de Sussargues	382
MD2018-379	Décision relative à l'acquisition des voies et espaces communs - Résidence l'Orée du Parc - Commune de Castries	385
MD2018-380	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle cadastrée BL 47- Allée Saint-Sauveur - Commune de Juvignac	387
MD2018-381	Décision relative à l'acquisition des parcelles AP 196 et AP 198 - Rue de Prédimeau - Commune de Grabels	389
MD2018-383	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AM 61 - 604 avenue de Cournonterral - Commune de Fabrègues	391
MD2018-385	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée DW 175 - Délaissé de voirie situé rue Lapérouse - Commune de Lattes	393
MD2018-386	Décision relative à l'acquisition des parcelles AM 138 et AM 139 rue des Sigaliès - Commune de Saint Jean de Védas	395
MD2018-390	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AC 100 auprès des époux TRONEL-PEYROZ - Rue des Anguilles - Commune de Pérols	397
MD2018-394	Décision relative à la conclusion d'un avenant n°1 au marché 4660MG16 - Travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9 et d'un avenant n°2 pour le lot 7	399
MD2018-410	Décision relative à la cession des parcelles BA 277, BA 280 et BA 281 à la SCI Bois Volant rue du Prado - Commune de Castelnau-le-Lez	402
MD2018-412	Décision relative à l'acquisition des parcelles BT 32 et BT 33 situées chemin du Perret - Commune de Juvignac	404
MD2018-417	Décision relative à la vente des parcelles TX 74 et TX 75 au profit de la SERM - ZAC Parc 2000 Extension - Rue du Pilory - Commune de Montpellier	406
MD2018-421	Décision pour la conclusion d'un marché d'acquisition de prestations entre la Société Editrice du Monde et Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	408
MD2018-422	Décision relative à un marché acquisition de prestations entre la Société EMC2 SAS LIRE et Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion de la Comédie du Livre - Autorisation de signature	411
MD2018-428	Décision relative à un marché n°4966MG17- Réfection des charpentes bois et couvertures tuiles de trois bâtiments du Domaine de Viviers - Commune de Jacou	413

<b>N° Décisions</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
MD2018-432	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 122 m <sup>2</sup> à détacher du Domaine Public - Rue de la Taillade - Commune de Castries	415
MD2018-436	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 60 m <sup>2</sup> rue Las Sorbès - Commune de Montpellier	417
MD2018-437	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre les consorts DERUAZ et Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Saint Geniès des Mourgues	419
MD2018-445	Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable pour la réalisation par Autoroutes du Sud de la France (ASF) de travaux d'isolation acoustiques sur le Mas de Brousses à Montpellier	421
MD2018-446	Décision relative au marché n°4549DM16 - Lots 1 et 2 - Travaux de création et de maintenance des carrefours à feux tricolores de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	423
MD2018-449	Décision relative à la cession de la parcelle CT 154 située avenue Blaise Pascal - Commune de Castelnau-le-Lez	425
MD2018-450	Décision relative à un avenant n° 1 au marché n°4144EA16 de création, maintenance, entretien des équipements de défense incendie et de puisage - Lot 2 Grosses réparations et créations	427
MD2018-452	Décision relative au marché n°5101DC18 - Reprise de trois fermes de toiture de l'École Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) - Commune de Montpellier	429
MD2018-457	Décision relative au marché n°5030VD18 de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio-déchets	431
MD2018-458	Décision relative au marché n°4526 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone lot 1 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration - Avenant n° 2 - Autorisation de signature	433
MD2018-459	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau au profit de BRL - Parcelle cadastrée A n°1734 - Commune de Saint-Brès	435
MD2018-462	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OCEAN INNOVATION SYSTEM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	437
MD2018-464	Décision relative à l'acquisition de 10 bus fonctionnant au GNV auprès de la centrale d'achats UGAP	439
MD2018-466	Décision relative au marché n°5093VD18 - Suivi des Odeurs par le comité de riverains de l'Installation de stockage de déchets Non Dangereux - Commune de Castries - Attribution - Autorisation de signature	441
MD2018-467	Décision relative à l'augmentation du tarif de l'adhésion à l'association CUSMA (Club Utilisateurs Sedit Marianne)	443
MD2018-476	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TROMELIN dans la ZAC DESCARTES à Laverune	445
MD2018-477	Décision relative au marché n°4826AT17 - Lot n°1 - Exécution des travaux de terrassements d'assainissement et de chaussées nécessaires à la réalisation de la déviation de Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature	447
MD2018-479	Décision relative à l'avenant n°4 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway	449
MD2018-480	Décision relative au marché n°3362GD13 - Réalisation du casier n° 2 de l'installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature	452

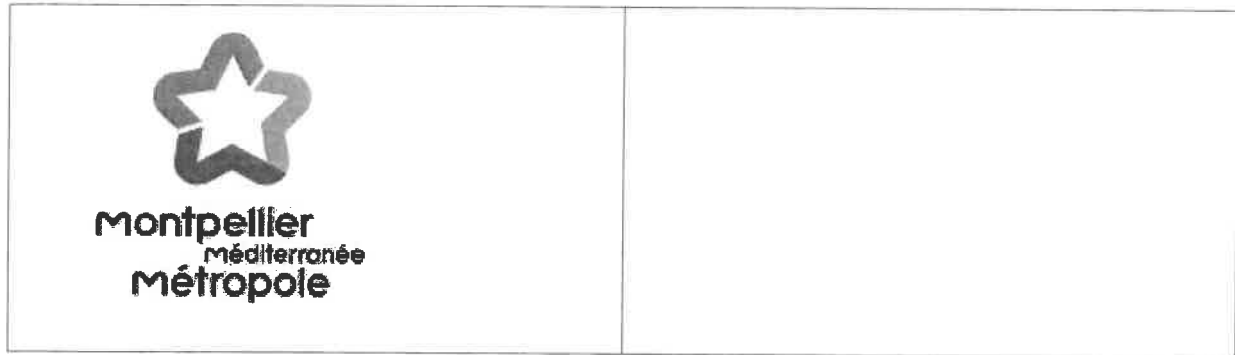


<b>N° Décisions</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
MD2018-482	Décision relative à l'approbation et à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès - Achat de matériels électriques	454
MD2018-483	Décision relative à l'approbation et à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès - Achat de matériels de plomberie, chauffage et arrosage	456
MD2018-485	Décision relative aux avenants n°3 et n°4 intégrant des prix nouveaux au marché n°4849AT17 de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur RD - Lot n°1 DTAMEH co-utilisé par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole	459
MD2018-486	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3837VD15 - Lot n° 1 - Traitement des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	461
MD2018-487	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société APPS VELOCITY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	464
MD2018-488	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMEVENT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	466
MD2018-490	Décision relative au marché n°5119DC18 - Travaux de réfection des sols et de compléments de mobiliers à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau - Commune Montpellier - Attribution des lots 1, 3, 4 et 5 - Autorisation de signature	468
MD2018-492	Décision relative au marché n°5070EP18 - Recalibrage de la chaussée, construction d'un ouvrage et création d'une piste cyclable - Route Départementale 5 - Commune de Cournonsec - Attribution du marché	470
MD2018-494	Décision relative au marché n°5080EP18 de travaux de revêtement de surface et de génie civil de la Grand Rue Jean Moulin - Commune de Montpellier - Attribution du marché - Autorisation de signature	472
MD2018-495	Décision relative à l'avenant n°3 intégrant un nouveau prix au marché n°4860AT17 d'entretien spécialisé des espaces verts le long des routes départementales et traitements spécifiques - Lot 2 Est	474
MD2018-498	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NOMA dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	476
MD2018-499	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SERVICESYOU dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	478
MD2018-503	Décision relative au marché n°5114DS18 concernant la fourniture de cartes type RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution - Autorisation de signature	480
MD2018-504	Décision relative à la cession de la parcelle AM 592 à la société PITCH PROMOTION rue des Ugnis Blancs - Commune de Prades-le-Lez	482
MD2018-505	Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Maintenance et contrôles réglementaires des véhicules et engins	484
MD2018-506	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALCEDIAG dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	486
MD2018-507	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BAREME dans la Zac Descartes à Lavérune	488

<b>N° Décisions</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
MD2018-510	Décision relative au marché n° 4981bis VD 17 - Accueil, tri complémentaire et conditionnement des vieux papiers/cartons issus des collectes sélectives - Attribution - Autorisation de signature	490
MD2018-511	Décision relative au prêt d'une oeuvre en provenance du Metropolitan Museum of Art de New York pour l'exposition "Picasso - Donner à voir"	492
MD2018-512	Décision relative au marché n°4758EA18 - Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel - Commune de Grabels - Attribution - Autorisation de signature	494
MD2018-513	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR)	496
MD2018-518	Décision relative au marché n°2127 - Conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst - Avenant n°1 - Autorisation de signature	498
MD2018-519	Décision relative au marché n°2905 S 16.01 - Extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Commune de Montpellier	500
MD2018-521	Décision relative à la signature d'un avenant de substitution de titulaire à la convention d'occupation temporaire du domaine public - Station relais de téléphonie mobile - Bâtiment Junon 51 place Zeus - Montpellier	502
MD2018-522	Marché n°4619EP16 - Aménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra - Autorisation de signer l'avenant n°1 au lot 1 "voirie"	504
MD2018-523	Décision relative au marché n°4699EP16 - Réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine - Commune de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	506
MD2018-524	Décision relative à la création de locaux poubelles sur le domaine public - Rue de Rhodes - Commune de Montpellier	508
MD2018-525	Décision d'ester en justice - Cour Administrative d'Appel de Marseille du jugement n°1603853-4 - Société ORANGE	510
MD2018-527	Décision relative au classement dans le domaine public des voies - ZAC GAROSUD - Acquisition auprès de la SERM - Commune de Montpellier	512
MD2018-531	Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole située au 314 route de Sète - Commune de Saint Jean de Védas	514
MD2018-532	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SGE MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	516
MD2018-533	Décision relative aux avenants n° 2 aux lots 1 et 2 du marché n° 4519 VD 16 pour la réhabilitation des déchèteries de Baillargues/Castries et Lavérune - lot n° 1 : Point Propreté de Baillargues/Castries et lot n° 2 : Point Propreté de Lavérune	518
MD2018-536	Décision relative à une convention d'occupation à titre gratuit de l'espace extérieur "jardin de la maison gauloise" du site archéologique Lattara - Musée Henri Prades au bénéfice du Centre de loisirs Nelson Mandela de la Ville de Lattes	520
MD2018-537	Décision relative aux conventions de mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs et associations sportives	522
MD2018-538	Décision relative à la conclusion de contrats d'assurances "Tous risques chantier" et "Dommages ouvrage" dans le cadre de la réhabilitation de l'hôtel Montcalm en centre d'art contemporain (mandat SA3M)	524
MD2018-540	Décision relative aux conventions de mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs et associations sportives	526

## PARTIE II - SOMMAIRE

<b>N° Décisions</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
MD2018-542	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CC n° 51 - Commune de Clapiers	528
MD2018-545	Décision relative au marché n°4757EA17 - Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Mosson aval - Commune de Juvignac - Attribution - Autorisation de signature	530
MD2018-550	Décision relative au marché n°3978DS15 - Lot n°08 "chauffage-plomberie-traitement d'air" pour la construction de la piscine Héraclès - Commune de Saint-Brès - Avenant n°1	532
MD2018-551	Décision relative à la modification de la décision n°MD2018-338 et à l'attribution des lots 2, 3 et 15 du marché de travaux pour la réhabilitation de l'hôtel Montcalm en centre d'art contemporain (mandat SA3M)	534
MD2018-552	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ECOSEC dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	537
MD2018-553	Décision relative au marché 3620MG14 de Maintenance des ascenseurs, élévateurs pour personnes à mobilité réduite, monte-charges, portes et portails automatiques des équipements administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°2 - Autorisation de signature	539
MD2018-554	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)	541
MD2018-555	Avenant n°1 au marché n° 4394EA de maintenance et travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 2 Secteur Ouest	543
MD2018-556	Décision relative au marché n°4773RH17 - Prestation de transport dans le cadre de trajets domicile-travail concernant un agent reconnu en qualité de travailleur handicapé - Avenant n°1 - Autorisation de signature	545
MD2018-559	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	548
MD2018-560	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ERNEO dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	550
MD2018-561	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TANDEM PARTNER PROCESS dans l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire à Montpellier	552
MD2018-565	Décision relative à une convention d'occupation à titre gratuit de la résidence Lattara au bénéfice de l'artiste Raphaël Zarka - Autorisation de signature	554
MD2018-573	Création de la régie de recettes de la piscine Héraclès de Saint-Brès	556



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4137MG16 -  
Exploitation et maintenance en génie  
climatique d'une partie des bâtiments de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine de « l'énergie et transition énergétique » ;
- VU la décision n°2016-808 attribuant le marché n°4137MG 16 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SPIE SUD OUEST sise à Saint Jean de Védas pour un montant global et forfaitaire est de 38 559, 35€ HT, auquel s'ajoutent des prestations rémunérées sur Bordereau des Prix Unitaires pour un

montant maximum annuel de 60 000€ HT (toutes reconductions confondues) et pour une durée de 24 mois (toutes reconductions confondues).

- VU la décision n°2017-407 actant le transfert de ce marché à la société SPIE FACILITIES (avenant n°1),

**CONSIDÉRANT :**

- que le Domaine de la Providence doit être retiré de l'annexe 1 « liste des bâtiments » (vente) le 1<sup>er</sup> juin 2018,
- que la Médiathèque Jules Verne doit être intégrée dans cette liste des bâtiments au 1<sup>er</sup> juin 2018,
- qu'il convient de mettre à jour l'annexe n°1 portant sur la liste des bâtiments mais également de réajuster le montant initial du marché pour la part globale et forfaitaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4137MG16 - Exploitation et maintenance en génie climatique d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SPIE FACILITIES d'un montant de 521,49 € HT, ce qui porte la part globale et forfaitaire à 40 011,53 € HT

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930/933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Eliane LLORET**

**Publiée le : 19/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

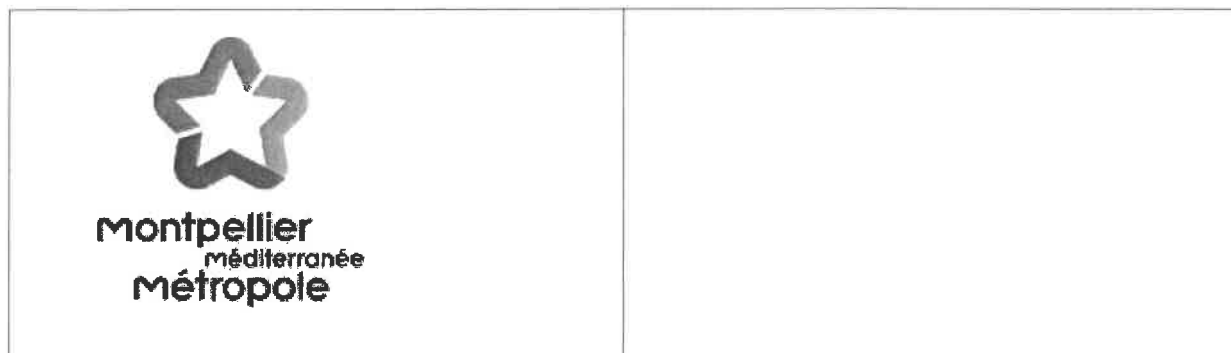
**034-243400017-20180101-26745-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19/06/18**

**Réception en Préfecture : 19/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Service Politique de la Ville**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'association Villes et  
Territoires LR - Centre Ressources  
Politique de la ville et Cohésion territoriale  
au titre de l'année 2018**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de 11ème Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE, dans le domaine de la « Cohésion sociale, la politique de la ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité, du handicap et de l'autonomie »,

**CONSIDERANT :**

- l'importance et la qualité des services mis à disposition par l'association auprès des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial, dont a bénéficié Montpellier Méditerranée Métropole notamment dans le cadre de journées d'échanges et de qualification (rénovation urbaine, participation des habitants, évaluation des contrats de ville, observation des territoires), d'accompagnement à l'ingénierie, de production de documents ressources, de la veille et des synthèses documentaires,
- l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires pour l'année civile 2018.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires au titre de l'année civile 2018.

**ARTICLE 2** : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 8 000 € TTC, compte tenu du nombre d'habitants de la Métropole.

**ARTICLE 3** : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 4** : Madame Annie YAGUE, Vice-présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

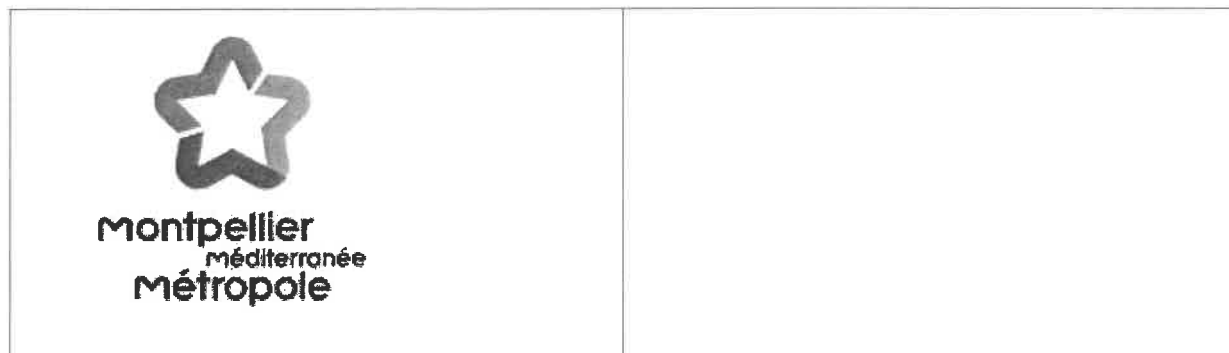
034-243400017-20180101-44530-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au contrat de prêt à usage  
consenti sur les parcelles section AV n°4p et  
3 au profit de Monsieur SOUFFLET -  
Domaine de Viviers - Commune de Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de « l'Agro-écologie et de l'alimentation »,
- VU le projet de prêt à usage par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à la disposition de Monsieur Sébastien SOUFFLET, demeurant 5 Chemin de la Cartairade à JACOU (34830), une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers, cadastrée section AV n°4p pour une contenance d'environ 47 560 m<sup>2</sup> ainsi qu'un local fermé et une partie du auvent, pour une contenance de 60m<sup>2</sup> chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3,



- **CONSIDERANT** que la mise à disposition des biens précités fait suite à l'appel à projet initié dans le cadre de la mise en œuvre de la politique « Agroécologie et Alimentation ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de prêt à usage est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien SOUFFLET, pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers, cadastrée section AV n°4p pour une contenance d'environ 47 560 m<sup>2</sup> ainsi qu'un local fermé et une partie du auvent, pour une contenance de 60m<sup>2</sup> chacun, situé sur la parcelle cadastrée section AV n°3.

**ARTICLE 2** : Le contrat de prêt à usage est conclu pour une durée d'un an à compter de sa signature.

**ARTICLE 3** : La mise à disposition des biens précités est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 4** : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

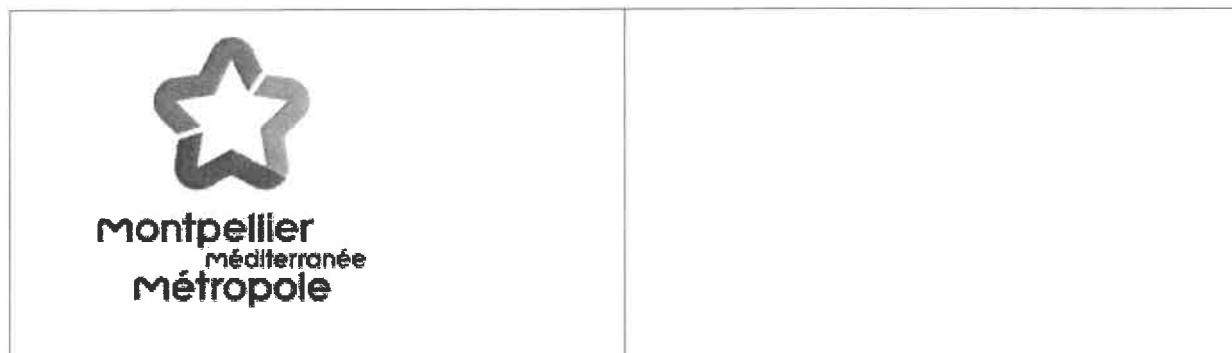
**034-243400017-20180101-40029-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 08/06/18**

**Réception en Préfecture : 08/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4823CO17 -  
Location installation structures  
évènementielles mobilier réception -  
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué et membre du bureau ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication, du développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique ;
- VU la décision n°D2017-402 attribuant le marché n°4823CO17 de « Location et installation de structures évènementielles et de mobilier de réception » à l'entreprise AD SUD RECEPTION ZA Les Baronnes 34730 Prades-le-Lez pour un montant maximum de 50 000 euros HT et pour une durée de deux années ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le marché a été notifié le 08/06/2017 pour une durée d'un an renouvelable une fois,
- que le montant maximum est de 25 000 € HT pour chaque période,
- qu'à ce jour, suite à des dépenses plus importantes que prévues il convient d'augmenter le montant maximum dans la limite de 10% et de porter ainsi le nouveau montant maximum à 27 500 € HT par année.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché 4823CO17 Location et installation de structures événementielles et de mobilier de réception à l'entreprise AD SUD RECEPTION, avenant d'un montant de 27 500 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 et 936.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Conseiller métropolitain délégué  
Abdi EL KANDOUSSI**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

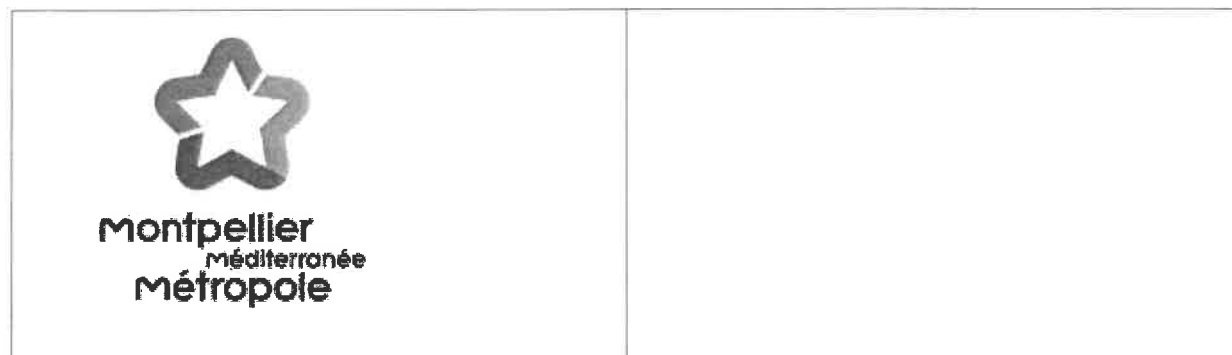
**034-243400017-20180101-40406-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation d'un bail  
rural et à la conclusion d'une convention  
d'occupation précaire au profit de  
Monsieur Cédric Robert - Commune de  
Sussargues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans les domaines de « l'Agroécologie et de l'alimentation »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'acte notarié en date du 2 décembre 2016 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole est devenu propriétaire des parcelles situées sur la commune de Sussargues, cadastrées section A n°757 et 758 d'une contenance respective de 1 100m<sup>2</sup> et 4 650m<sup>2</sup>,

- **VU** les dispositions du bail rural consenti à Monsieur Cédric ROBERT par l'ancien propriétaire des parcelles situées sur la commune de Sussargues, cadastrées section A n°757 et 758 d'une contenance respective de 1 100m<sup>2</sup> et 4 650m<sup>2</sup>,
- **VU** le projet de convention d'occupation précaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Cédric ROBERT, domicilié 2, rue du Four à Chaux à Sussargues (34160), sur les parcelles précitées,
- **CONSIDERANT** que l'existence d'un bail agricole n'avait pas été portée à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole lors de l'acquisition des parcelles,
- **CONSIDERANT** que, lors d'un bilan sur site, Monsieur Cédric ROBERT a donné son accord pour une résiliation du bail précité à la date d'entrée en vigueur de la convention d'occupation précaire à intervenir,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de projet d'aménagement.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le bail agricole consenti à Monsieur Cédric ROBERT par l'ancien propriétaire, sur les parcelles situées sur la commune de Sussargues, cadastrées section A n°757 et 758 d'une contenance respective de 1 100 m<sup>2</sup> et 4 650m<sup>2</sup> est résilié à compter de la prise d'effet de la convention d'occupation précaire.

**ARTICLE 2** : Le loyer inhérent au bail précité pour l'année 2017 sera mis en recouvrement conformément aux dispositions du bail.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, met à disposition de Monsieur Cédric ROBERT, demeurant 2 rue du Four à Chaux à Sussargues (34160), les parcelles cadastrées section A n°757 et 758, lieu-dit « Garrigues Basses » à Sussargues, pour une surface respective de 1 100m<sup>2</sup> et 4 650m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 4** : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de quarante euros (40€).

**ARTICLE 5** : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

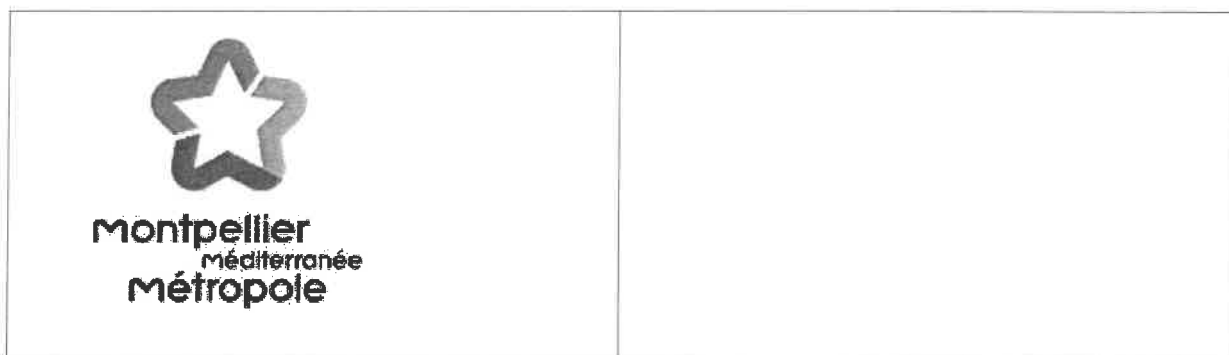
034-243400017-20180101-40550-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des voies et  
espaces communs - Résidence l'Orée du  
Parc - Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole
- VU la demande de rétrocession des voies et espaces communs de la Résidence l'Orée du Parc située impasse du Stade à Castries, présentée par la SARL L'Orée du Parc,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de classer dans le domaine public les voies et espaces communs de la résidence l'Orée du Parc située à Castries.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles E 1616 (456 m²), E 1705 (2 m²), E 1721 (5 m²), E 1725 (2 m²), E 1726 (333 m²), E 1728 (3 m²), E 1734 (5 m²), E 1735 (9 m²), E 1736 (274 m²), E 1744 (5 m²), et E 1745 (340 m²) situées impasse du Stade à Castries, auprès de la SARL L'Orée du Bois.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 1 €, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le** : 08/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40782-AU

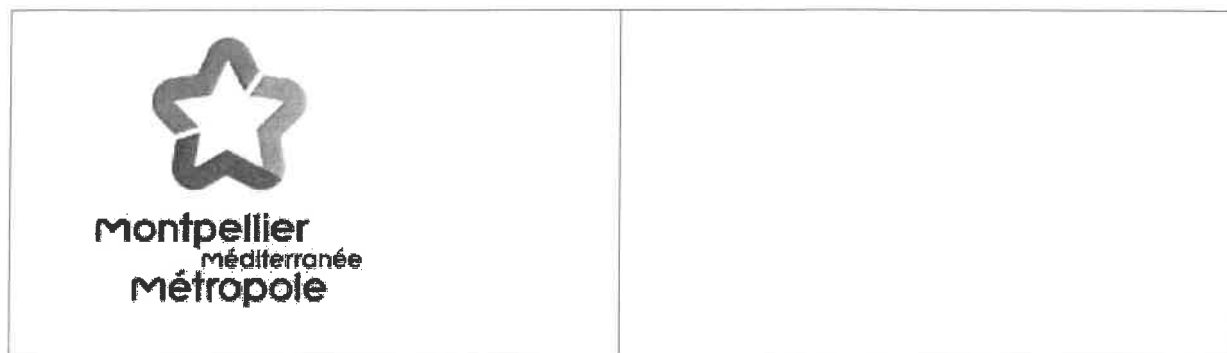
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
priorité - Parcelle cadastrée BL 47- Allée  
Saint-Sauveur - Commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU le droit de priorité au titre de l'article L240-1 du Code de l'urbanisme, adressé par l'État et réceptionné le 21 mars 2018, enregistré sous le numéro DA 18M0043, concernant la cession de la parcelle BL 47 située Allée Saint-Sauveur sur la commune de Juvignac, d'une superficie de 1204 m<sup>2</sup> au prix d'un euro (1 €),
- VU l'estimation des services fiscaux numéro 2017-123V1685 en date du 15 décembre 2017,
- VU l'accord de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) par courrier en date du 08 décembre 2017 pour céder la parcelle BL 47 d'une superficie de 1204 m<sup>2</sup>, située Allée Saint-Sauveur sur la commune de Juvignac, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'État, de la parcelle cadastrée BL 47 située allée Saint-Sauveur sur la commune de Juvignac, d'une superficie de 1204 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 3 :** L'acquisition est consentie à un euro (1 €) compte-tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Maître Fabienne GOUJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

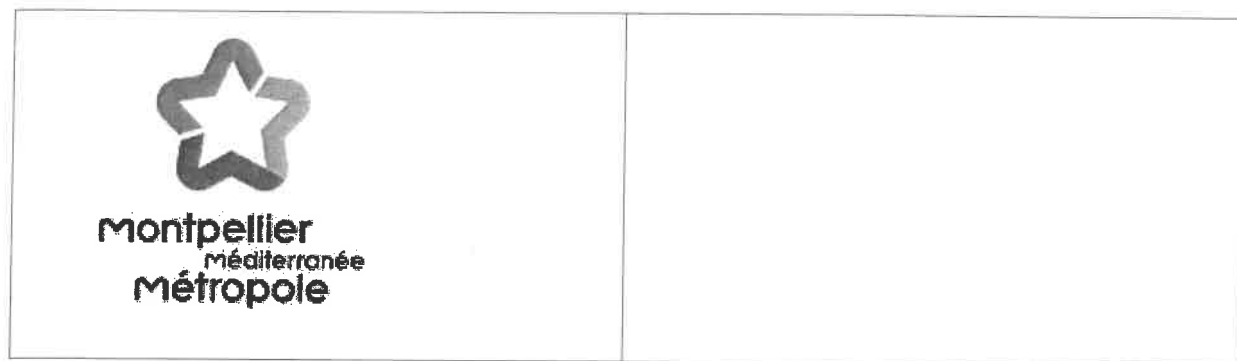
034-243400017-20180101-40781-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des**  
**parcelles AP 196 et AP 198 - Rue de**  
**Prédimeau - Commune de Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la demande de rétrocession des parcelles AP 196 et AP 198 d'une emprise totale de 129 m<sup>2</sup> situées rue de Prédimeau à Grabels présentée par l'indivision Profinances/CR Développement,
- **CONSIDERANT** que les parcelles AP 196 et AP 198 situées rue de Prédimeau sont impactées par l'emplacement réservé n° 22 pour élargissement de la rue de Prédimeau à Grabels.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles AP 196 (25 m<sup>2</sup>) et AP 198 (104 m<sup>2</sup>) situées rue de Prédimeau à Grabels, auprès de l'indivision Profinances/CR Développement.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 1 €, avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



**Monsieur le Président**  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

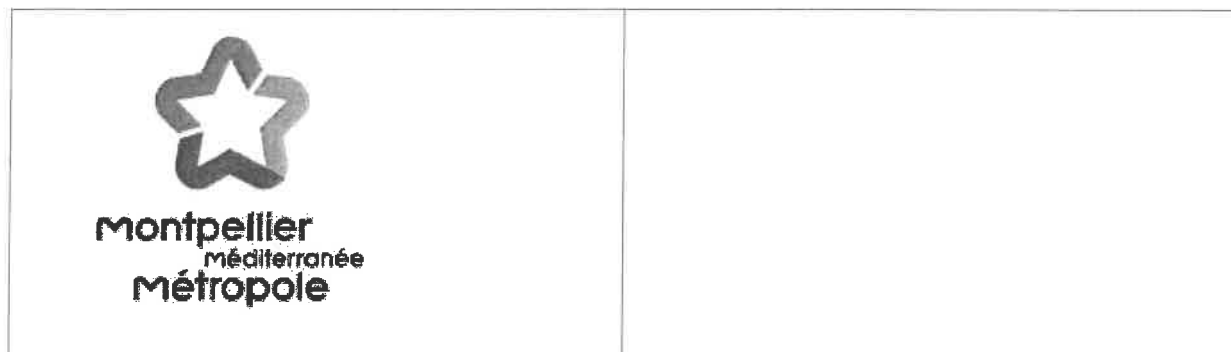
034-243400017-20180101-40794-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle AM 61 - 604 avenue de  
Cournonterral - Commune de Fabrègues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU l'accord des époux MONTLOBAN François en qualité d'usufruitiers, par courrier en date du 22 janvier 2018, pour céder la parcelle AM 61 d'une superficie de 76 m<sup>2</sup>, située route de Cournonterral à Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame MONTLOBAN Sandrine en qualité de nu-propriétaire, par courrier en date du 1<sup>er</sup> mars 2018, pour céder la parcelle AM 61 d'une superficie de 76 m<sup>2</sup>, située route de Cournonterral à Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle dans le cadre des travaux d'aménagement de la route de Cournonterral à Fabrègues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision MONTLOBAN, la parcelle AM 61 d'une superficie de 76 m<sup>2</sup>, située route de Cournonterral à Fabrègues pour permettre l'aménagement de la route de Cournonterral.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 € le m<sup>2</sup> TCC soit un total de 760 € TCC.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Maître VIDAL, notaire à Cournonterral, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 6** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le** : 08/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

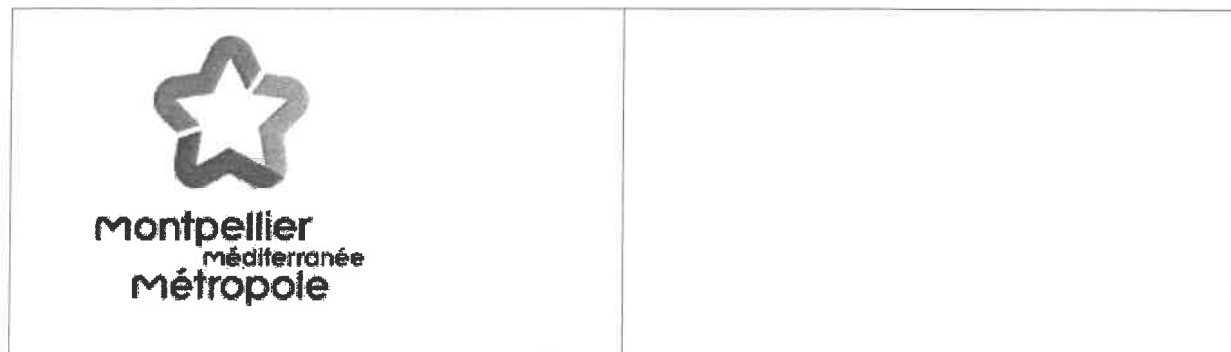
034-243400017-20180101-40809-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement du domaine public de la  
parcelle cadastrée DW 175 - Délaissé de  
voirie situé rue Lapérouse - Commune de  
Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition adressée par les époux ROUAICHI à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 mars 2018,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser la parcelle cadastrée DW 175, accessoire de voirie, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public de la parcelle cadastrée DW 175, d'une contenance de 59 m<sup>2</sup>, située rue Lapérouse à Lattes.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de la parcelle DW 175 d'une superficie de 59 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3** : La parcelle DW 175 est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 08/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-40899-AU

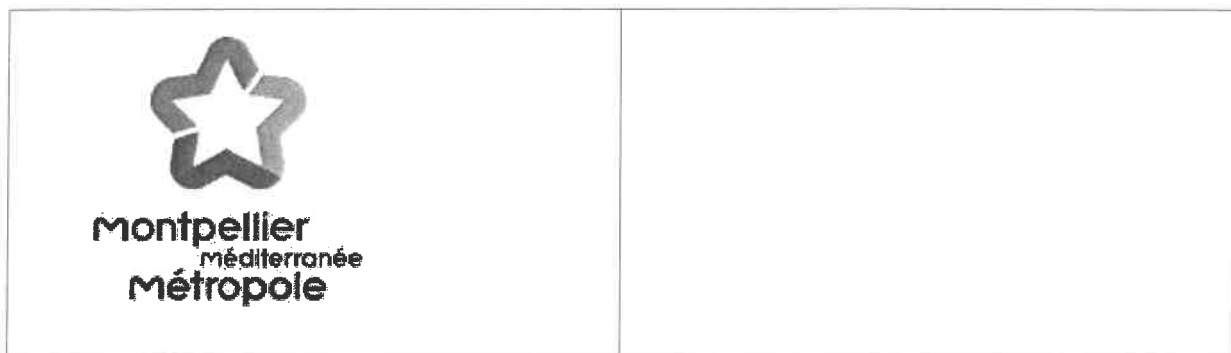
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles AM 138 et AM 139 rue des  
Sigaliès - Commune de Saint Jean de  
Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de la Famille VICTOR Alain, Gilles et Nicole (épouse Mayer), par courrier en date du 23 janvier 2018, pour céder les parcelles AM 138 et AM 139 d'une superficie de 98 m<sup>2</sup> et 30 m<sup>2</sup>, situées 40 rue des Sigaliès à Saint Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles aménagées en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la famille VICTOR les parcelles AM 138 et AM 139 d'une superficie de 98 m<sup>2</sup> et 30 m<sup>2</sup>, situées 40 rue des Sigaliès à Saint Jean de Védas en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** Maître DEMAILLE, notaire à Saint-Gély-du-Fesc, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 6 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

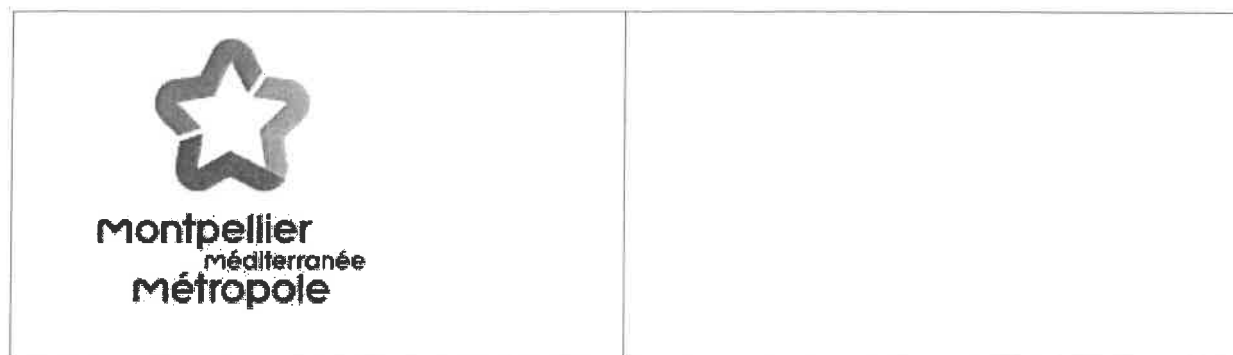
034-243400017-20180101-41001-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée AC 100 auprès des  
époux TRONEL-PEYROZ - Rue des  
Anguilles - Commune de Pérols**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord des époux TRONEL-PEYROZ sur les termes de la négociation en date du 2 février 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AC 100 d'une superficie de 26 m<sup>2</sup> située rue des Anguilles à Pérols.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux TRONEL-PEYROZ la parcelle cadastrée AC 100 de 26 m<sup>2</sup> située à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2 :** La transaction est consentie au prix d'un euro avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4 :** La SCP SUTILS, HERRERO, CADERAS DE KERLEAU, étude notariale à Mauguio, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

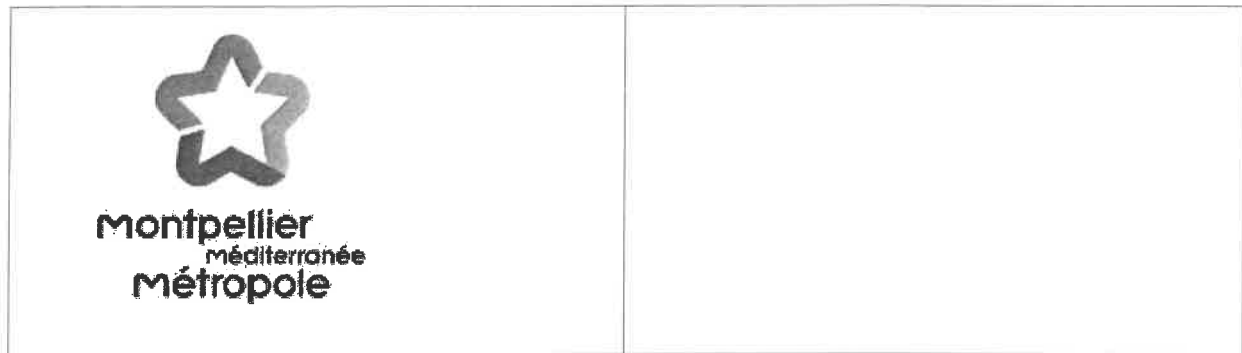
**034-243400017-20180101-41215-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 08/06/18**

**Réception en Préfecture : 08/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un  
avenant n°1 au marché 4660MG16 -  
Travaux courants de rénovation et  
réhabilitation sur les bâtiments de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9 et d'un avenant  
n°2 pour le lot 7**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, affaires juridiques, contentieux, protocole »;

- VU la décision n°D2017-427 autorisant la signature de l'accord-cadre n°4660MG16 pour les travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiment sportifs et culturels) avec l'entreprise DARVER concernant :

- le lot n°1 pour un montant de 600 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise DARVER sise à Castries, concernant : Travaux de maçonnerie, carrelage,
- le lot n°2 pour un montant de 50 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise ALPHA SERVICES sise à Marseille, concernant : Couverture – étanchéité,
- le lot n°3 pour un montant de 300 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise TECHNICFER sise à Montpellier, concernant : Serrurerie – menuiserie aluminium et PVC,
- le lot n°4 pour un montant de 400 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise ATELIER DUCROT sise à Lunel, concernant : Menuiserie et agencement bois,
- le lot n°5 pour un montant de 200 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise CORTINA sise à Montpellier, concernant : Cloison – faux-plafonds,
- le lot n°6 pour un montant de 290 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise JLC PEINTURE sise à Montpellier, concernant : Peintures – sols souples,
- le lot n°7 pour un montant de 180 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise DECOR 34 sise à Montpellier, concernant : Signalétique,
- le lot n°8 pour un montant de 510 000 euros HT maximum annuel, et l'entreprise ENGIE INEO sise à Lattes, concernant : Electricité,
- le lot n°9 pour un montant de 580 000 euros HT maximum annuel, avec l'entreprise SPIE SUD OUEST sise à Saint Jean de Védas concernant : Plomberie – VMC ;

- VU la décision n°D2017-869 autorisant la signature d'un avenant n°1 avec l'entreprise DECOR 34 sise à Montpellier rectifiant le bordereau des prix unitaires ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de prolonger chacun des lots de l'accord-cadre n°4660MG16 de 3 mois afin d'assurer la continuité des prestations durant la procédure de renouvellement du marché qui est en voie d'achèvement.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature des avenants à l'accord-cadre n°4660MG16 qui prolonge le marché de 3 mois à compter de sa notification, sans incidence sur les montants annuels maximum des lots du marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 et 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD**

**Publiée le : 12/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

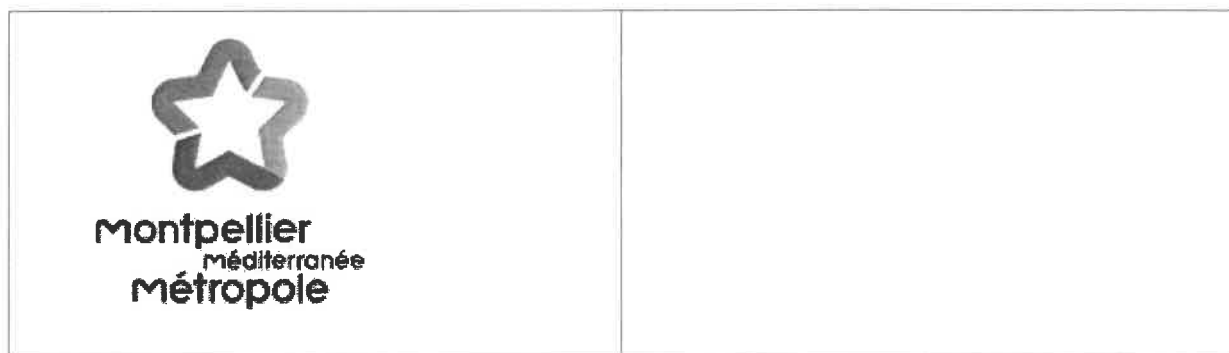
**034-243400017-20180101-44117-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12/06/18**

**Réception en Préfecture : 12/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles  
BA 277, BA 280 et BA 281 à la SCI Bois  
Volant rue du Prado - Commune de  
Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de la SCI Bois Volant, 23, boulevard Sarraill à Montpellier qui souhaite acquérir une emprise de 1826 m<sup>2</sup> située à Castelnau Le Lez appartenant à la Métropole, afin de l'intégrer dans son programme immobilier,
- VU la décision n°D2017-133 en date du 17 Mai 2017 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 1686 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public non cadastré, 3 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle BA 218 et 137 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle BA 279 m<sup>2</sup> rue du Prado à Castelnau-le-Lez,
- VU l'estimation de France Domaine n°2017-057V0614 en date du 9 juin 2017,



**CONSIDERANT :**

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- qu'il n'y a pas lieu de purger le droit de priorité des riverains conformément à l'article L. 112-8 du Code de la voirie routière, dans la mesure où la SCI Bois Volant est seule propriétaire de part et d'autre de l'emprise concernée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SCI Le Bois Volant les parcelles BA 277 (3 m<sup>2</sup>), BA 280 (137 m<sup>2</sup>) et BA 281 (1686 m<sup>2</sup>) situées rue du Prado à Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2 :** Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaine, soit un montant total de 21 900 Euros. L'acte notarié constatant la vente sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

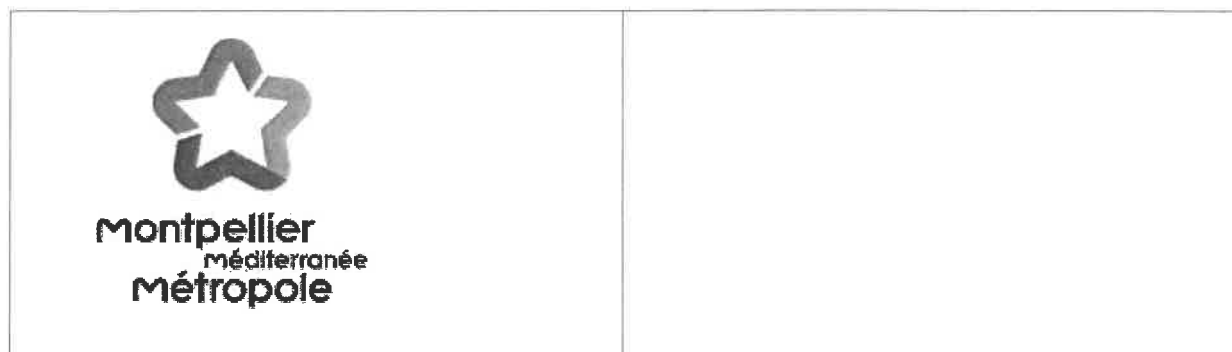
**034-243400017-20180101-41659-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des  
parcelles BT 32 et BT 33 situées chemin du  
Perret - Commune de Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Monsieur GUIRAUD Gilbert par mail en date du 16 avril 2018, pour céder les parcelles BT 32 et BT 33 d'une superficie de 63 m<sup>2</sup> et 252 m<sup>2</sup> situées chemin du Perret sur la commune de Juvignac, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur GUIRAUD les parcelles BT 32 et BT 33 d'une superficie de 63 m<sup>2</sup> et 252 m<sup>2</sup>, situées chemin du Perret sur la commune de Juvignac en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Maître DURAND, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 juin 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

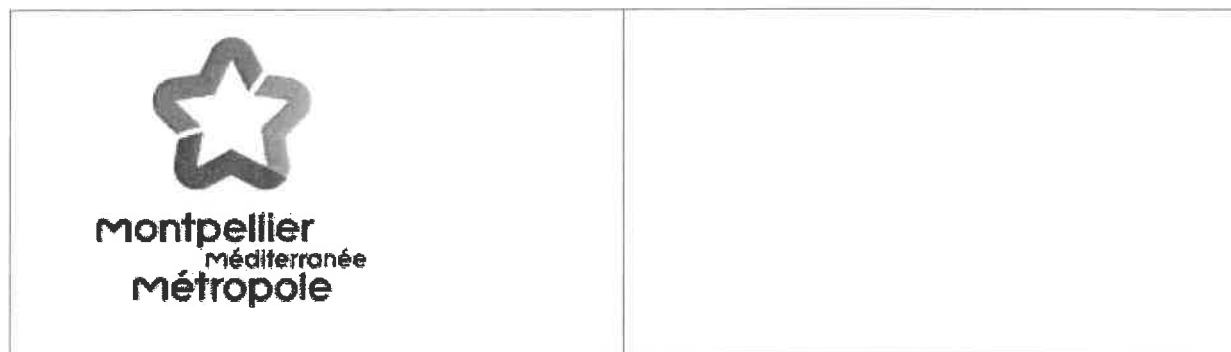
034-243400017-20180101-41619-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/18

Réception en Préfecture : 14/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente des parcelles  
TX 74 et TX 75 au profit de la SERM -  
ZAC Parc 2000 Extension - Rue du Pilory -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la décision du Président n°D2018-128 en date du 13 avril 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de deux emprises de 15m<sup>2</sup> et 17m<sup>2</sup> rue du Pilory à Montpellier,
- VU la demande d'acquisition faite par la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) dans le cadre de la ZAC Parc 2000 Extension,
- VU l'avis de France Domaine n° 2018 – 172V0138 en date du 14 février 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de vendre à la SERM, les parcelles TX 74 d'une contenance de 17m<sup>2</sup> et TX 75 d'une contenance de 15 m<sup>2</sup>, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Parc 2000 Extension, rue Pilory à Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SERM les parcelles TX 74 et TX 75 d'une superficie totale de 32 m<sup>2</sup>, situées rue du Pilory à Montpellier, préalablement désaffectées et déclassées,

**ARTICLE 2** : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement conformément à l'évaluation établie par France Domaine.

**ARTICLE 3** : L'étude de Maîtres Soulas- Bertrand, Bertrand-Bertault et Durand, notaires associés à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de la SERM, acquéreur.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**

  
**Monsieur le Président**  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 14/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

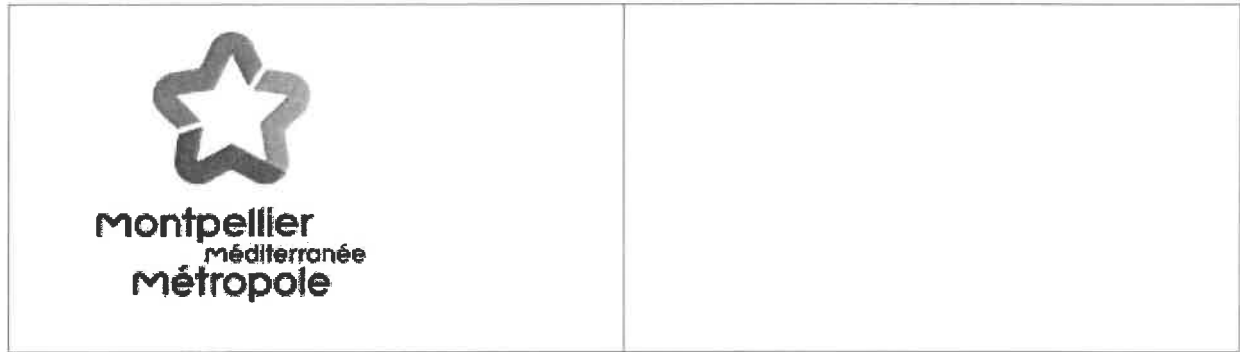
034-243400017-20180101-41693-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/18

Réception en Préfecture : 14/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision pour la conclusion d'un marché  
d'acquisition de prestations entre la Société  
Éditrice du Monde et Montpellier  
Méditerranée Métropole à l'occasion de la  
Comédie du Livre - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué, membre du bureau ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en tant que Conseiller délégué, membre du Bureau dans le domaine de « la Communication, du développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole organise la « Comédie du Livre », une manifestation littéraire consacrée aux rencontres internationales du livre, en 2018, pour sa 33ème édition. Dans ce cadre, la Société Éditrice du Monde, qui édite le quotidien national français *Le Monde* et son supplément *Le Monde des Livres*, s'est montré intéressée par un partenariat lui permettant d'associer son image à cet événement et d'en assurer la communication. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier *Le Monde* de la qualité de partenaire média de l'événement,

- qu'à ce titre, elle s'engage à faire figurer le logo du *Monde* sur tous les supports de communication de l'événement (affiche, site internet, programme, dossier de presse, cartons d'invitation, insertions publicitaires lorsque le format le permet...). La reproduction du logo du *Monde* devra être conforme à la charte graphique définie par *Le Monde*,

- que compte tenu du caractère exclusif de la prestation il n'a pas été possible de réaliser une mise en concurrence,

- que l'ensemble de l'engagement des parties consiste notamment à :

- Le Monde fera paraître, à l'occasion de l'événement, sous sa seule responsabilité éditoriale, un dossier spécial de 4 pages dans le supplément *Le Monde des livres* en lien avec le l'événement.
- Le Monde assurera la conception, la rédaction, la mise en page et l'impression de ce supplément, étant entendu que Le Monde pourra solliciter Montpellier Méditerranée Métropole pour nourrir le contenu de ce dossier.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier Le Monde de la qualité de partenaire média de l'événement.

A ce titre, elle s'engage à faire figurer le logo du *Monde* sur tous les supports de communication de l'événement (affiche, site Internet, programme, dossier de presse, cartons d'invitation, insertions publicitaires lorsque le format le permet...) et s'engage à prendre en charge financièrement les coûts de fabrication du dossier spécial de 4 pages dans le supplément *Le Monde des livres* en lien avec l'événement, à hauteur de 27 000 euros HT.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché d'acquisition de prestations pour la Comédie du livre à l'entreprise Société Éditrice du Monde, pour un montant de 27 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Conseiller métropolitain délégué  
Abdi EL KANDOUSSI**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-41928-CC**

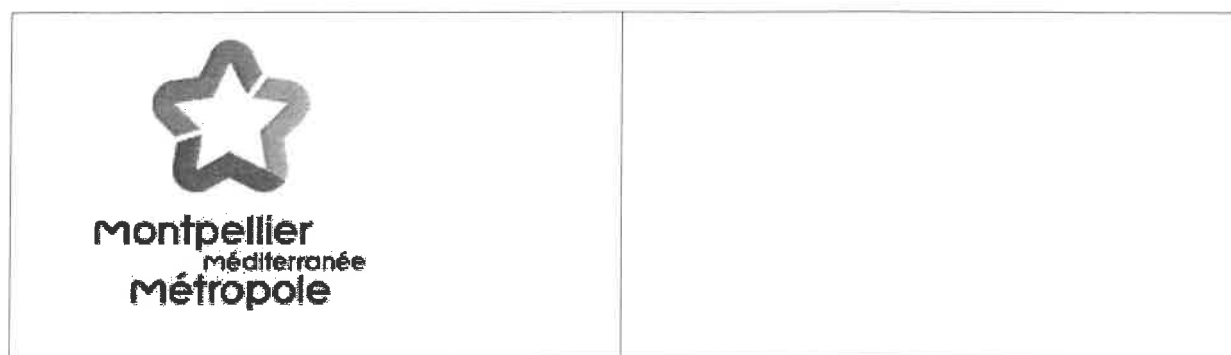
**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché acquisition  
de prestations entre la Société EMC2 SAS  
LIRE et Montpellier Méditerranée  
Métropole à l'occasion de la Comédie du  
Livre - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, en qualité de Conseiller délégué, membre du Bureau ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en tant que Conseiller délégué, membre du Bureau dans le domaine de « la Communication, du développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole organise la « Comédie du Livre », une manifestation littéraire consacrée aux rencontres internationales du livre, en 2018, pour sa 33ème édition. Dans ce

cadre, la Société EMC2 SAS LIRE a fait part à la Métropole de son intérêt d'établir un marché lui permettant d'associer son image à cet événement et d'en assurer la communication. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à faire bénéficier « LIRE » de la qualité de partenaire média de l'événement ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage notamment à :
  - associer le logo LIRE sur les dispositifs de communication du Salon : affichages, pré-programmes, programmes, affiches, cartes com, site internet... ;
  - réaliser une captation vidéo prise par Montpellier Méditerranée Métropole ou ses prestataires d'une des animations en accord avec la rédaction LIRE et remise à LIRE pour diffusion sur les réseaux de LIRE ;
  - organiser un créneau d'interview filmée avec Alice Zeniter faite par la rédaction LIRE ou les prestataires de Montpellier Méditerranée Métropole et publiée sur les réseaux de LIRE ;
  - prendre en charge le transport et l'hébergement de deux journalistes ;
- que LIRE s'engage notamment à :
  - mettre à disposition de la Métropole du Print (1/2 page de publicité et 1 double page), du digital (publication sur Facebook et Twitter)
  - réaliser des animations sur place (débats et/ou conférences animés par deux journalistes).
- Qu'au regard du montant, il n'est pas nécessaire de réaliser une mise en concurrence.

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché d'acquisition de prestations à l'entreprise EMC2 SAS LIRE, pour un montant de 6 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Conseiller métropolitain délégué  
Abdi EL KANDOUSSI**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

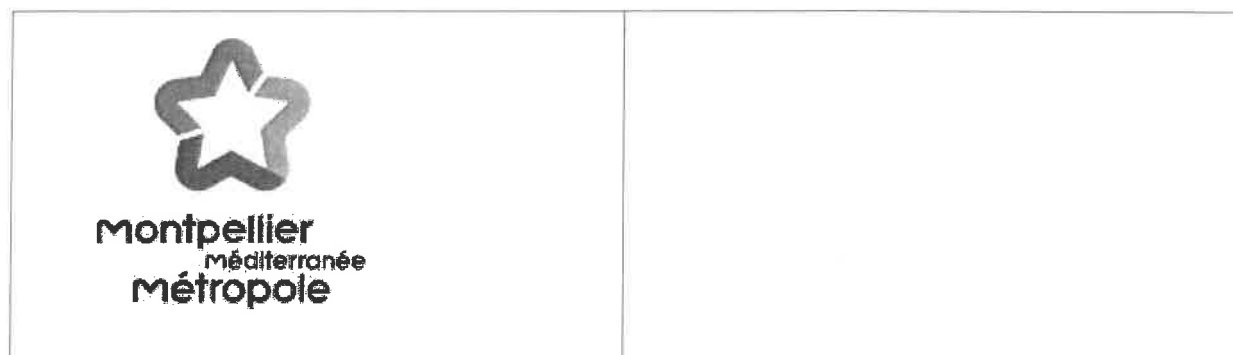
034-243400017-20180101-41932-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché  
n°4966MG17- Réfection des charpentes  
bois et couvertures tuiles de trois bâtiments  
du Domaine de Viviers - Commune de  
Jacou**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, Protocole » ;

**CONSIDERANT :**

- que trois bâtiments du domaine de Viviers à Jacou nécessitent la réfection des charpentes bois et couvertures tuiles. Les travaux concernent les charpentes et couvertures des bâtiments suivants :
  - 1) L'ancienne Bibliothèque, aujourd'hui désaffectée ;

- 2) Le bâtiment Apiculteur, actuellement occupé en RDC ;
- 3) Le chai, aujourd'hui désaffecté et menaçant de ruine (toiture en partie effondrée).

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire. La durée du marché est de 5 mois dont 1 mois de préparation compris à compter de sa notification.

- qu'une variante est exigée (ex- PSE / options) et porte sur les tuiles canal récupérées sur plaque support,

- qu'une clause d'insertion a été insérée : le titulaire devra respecter un nombre minimum obligatoire d'heures d'insertion de 7% des heures travaillées,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- \* 1/ Prix des prestations, au regard de la décomposition du prix globale et forfaitaire : 40%
- \* 2/ Valeur technique, au regard du mémoire technique : 60 %

- qu'après analyse, l'entreprise STRUCTURE BOIS COUVERTURE, sise Rue du Puits du Marin 34920 Le Crès, présente l'offre économiquement la plus avantageuse (offre de base + variante exigée).

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4966MG17 à l'entreprise STRUCTURE BOIS COUVERTURE, pour un montant de 280 438 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché 4966MG17 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 21 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**

**Isabelle GUIRAUD**

**Publiée le : 21/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

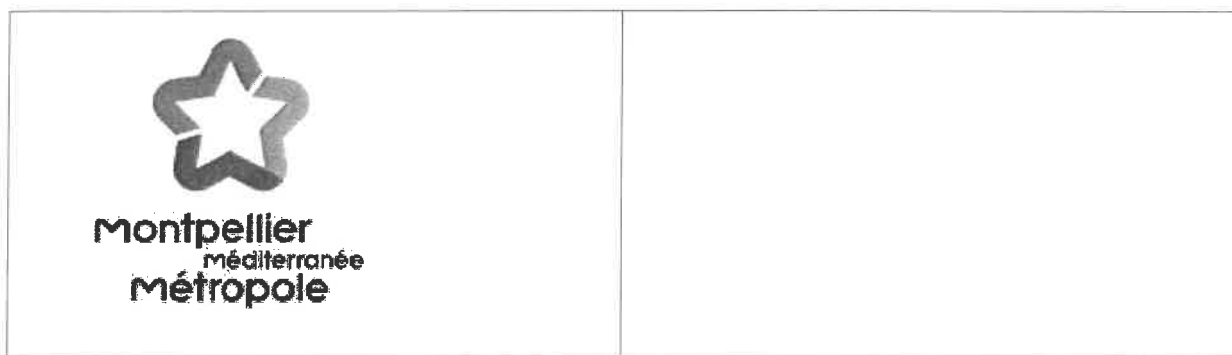
034-243400017-20180101-42288-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/06/18

Réception en Préfecture : 21/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement d'une emprise de 122 m<sup>2</sup> à  
détacher du Domaine Public - Rue de la  
Taillade - Commune de Castries**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **CONSIDERANT** qu'une emprise d'une superficie de 122 m<sup>2</sup> à détacher du domaine public, située rue de la Taillade à Castries en bordure de la parcelle cadastrée A 1567, n'est pas affectée à l'usage public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une emprise de 122 m<sup>2</sup> à extraire du domaine public avant de pouvoir la déclasser et la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise est en nature de délaissé de voirie et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 122 m<sup>2</sup> à détacher du domaine public, située rue de la Taillade à Castries, en bordure de la parcelle cadastrée A 1567.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 122 m<sup>2</sup>, à détacher du domaine public, située rue de la Taillade à Castries.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

**Publiée le** : 08/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

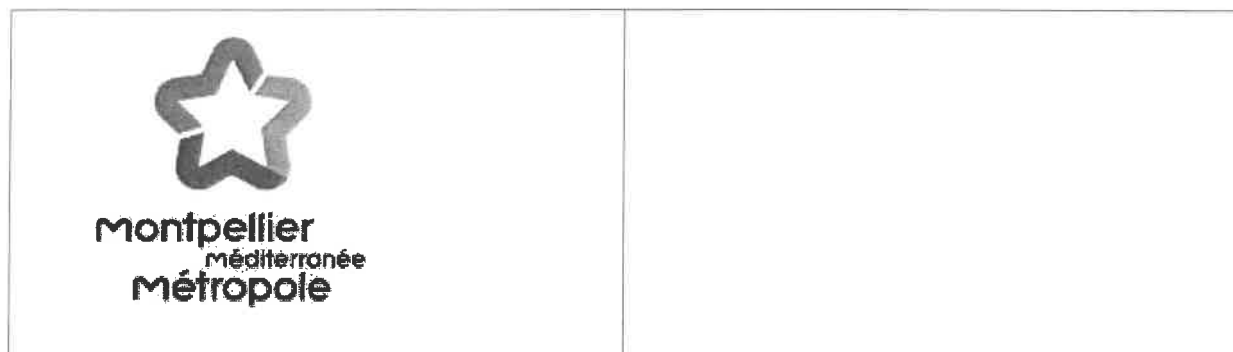
034-243400017-20180101-42431-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au  
déclassement du domaine public d'une  
emprise de 60 m<sup>2</sup> rue Las Sorbès -  
Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande de Madame Ghislaine FAVAS et Monsieur Léon MASSERAN, qui souhaitent acquérir une emprise non cadastrée de 60 m<sup>2</sup>, située à l'intérieur de leur propriété rue Las Sorbès à Montpellier,

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient de déclasser l'emprise non cadastrée avant de pouvoir la céder,
- que cette parcelle n'est affectée à aucun usage public et qu'il convient de constater sa désaffectation de fait, dans la mesure où ce terrain est matériellement situé à l'intérieur de la propriété privée,
- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait du domaine public d'une emprise de 60 m<sup>2</sup>, située rue de Las Sorbès à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 60 m<sup>2</sup> rue Las Sorbès à Montpellier et intègre ce terrain dans son domaine privé.

**ARTICLE 3 :** Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 4 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 juin 2018



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le :** 19/06/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-42650-AU

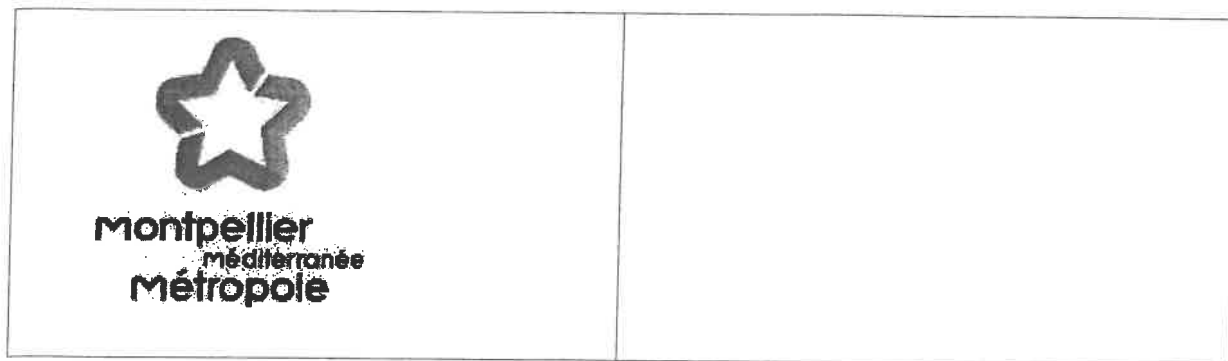
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/06/18

Réception en Préfecture : 19/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec  
soulte entre les consorts DERUAZ et  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Commune de Saint Geniès des Mourgues**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision du Président n°2018-223 en date du 13 Avril 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée AC 295 sur la commune de Saint Geniès des Mourgues,
- VU l'estimation des Domaines n°2018.256V0684 en date du 5 juin 2018,

- VU la demande d'échange présentée par les consorts DERUAZ, d'une partie du Chemin des Roussettes nouvellement cadastrée AC 295, contre les parcelles AC 292, AC 293, AC 294, en vue de régulariser une situation existante,

**CONSIDERANT :**

- que la parcelle AC 295 n'est pas affectée à l'usage public,
- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des emprises situées Chemin des Roussettes à Saint Geniès des Mourgues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts DERUAZ les parcelles AC 292 (20 m<sup>2</sup>), AC 293 (27 m<sup>2</sup>), et AC 294 (91 m<sup>2</sup>) situées Chemin des Roussettes à Saint Geniès des Mourgues, soit une superficie totale de 138 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend aux consorts DERUAZ la parcelle AC 295 d'une superficie de 71 m<sup>2</sup> située Chemin des Roussettes à Saint Geniès des Mourgues, préalablement désaffectée et déclassée.

**ARTICLE 3 :** L'échange foncier est réalisé conformément à la valeur déterminée par l'avis des Domaines, à savoir 4 €/m<sup>2</sup>, ce qui représente le paiement d'une soulte de 268 € à verser aux consorts DERUAZ. Une indemnité de 500 € sera versée pour la perte de haie. L'acte notarié constatant l'échange foncier sera pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5 :** Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 JUIN 2018**

Monsieur le Président  
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 JUIN 2018**

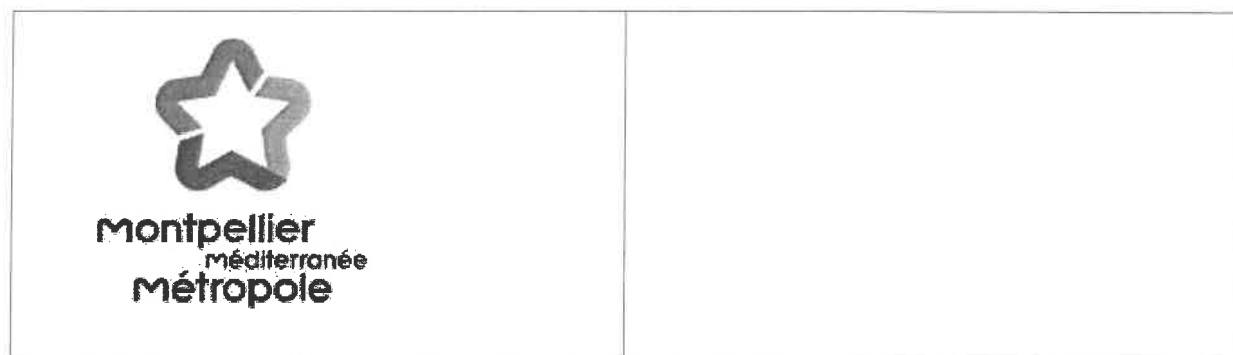
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

2424850017 - 20180101-42 677-AV  
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 JUIN 2018**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une  
déclaration préalable pour la réalisation  
par Autoroutes du Sud de la France (ASF)  
de travaux d'isolation acoustiques sur le  
Mas de Brousses à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU le niveau de bruit auquel est exposé le bâtiment dénommé Mas des Brousses à Montpellier appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole suite au déplacement de l'autoroute A9,
- VU le programme de travaux d'isolation acoustiques du Mas des Brousses proposé par Autoroutes du Sud de la France au titre de l'article R.571-48 du Code de l'environnement qui prévoit le remplacement des menuiseries extérieurs pour permettre une protection phonique accrue,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable pour la réalisation de travaux modifiant l'aspect initial extérieur d'une construction.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole dépose une déclaration préalable pour la réalisation de travaux d'isolation acoustique des bâtis situés sur les parcelles cadastrées SM n°22 et n°25, sises commune de Montpellier et constituant la propriété du Mas des Brousses.

**ARTICLE 2 :** Le Président, ou à défaut le Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de déclaration préalable de travaux visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

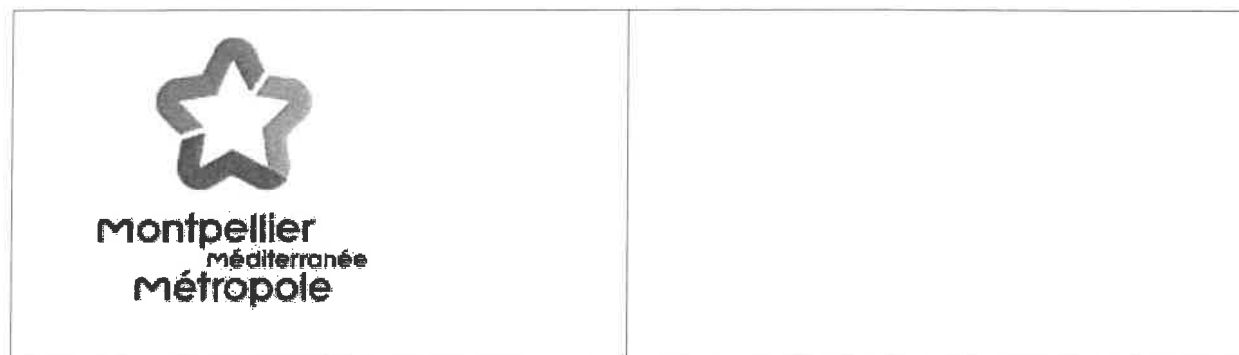
**034-243400017-20180101-43001-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 08/06/18**

**Réception en Préfecture : 08/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4549DM16 -  
Lots 1 et 2 - Travaux de création et de  
maintenance des carrefours à feux  
tricolores de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, délégué aux Transports et à la Mobilité ;

**CONSIDERANT :**

- que le parc des carrefours à feux tricolores de la Métropole à entretenir est passé du nombre de 377 à 477.

- que le projet d'avenant n°1 pour les lots 1 – Travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole et 2 – Travaux pour la création de carrefours à feux tricolores de la Métropole ; du marché n°4549DM16 a pour objet la création de prix nouveaux pour pouvoir effectuer les prestations nécessaires à la maintenance des 477 carrefours à feux tricolores de la Métropole ;  
- que cet avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant total du marché et que la durée de celui-ci reste inchangée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4549DM16 – Lots 1 et 2 - Travaux de création et de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole, à l'entreprise AXIMUM RGT sise à Vendargues.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 15 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Pierre RICO**

**Publiée le : 15/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

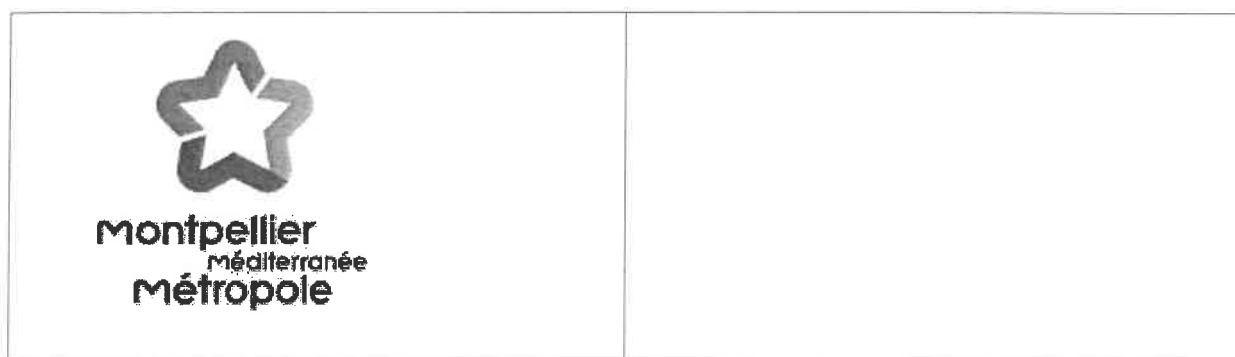
**034-243400017-20180101-43016-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 15/06/18**

**Réception en Préfecture : 15/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle  
CT 154 située avenue Blaise Pascal -  
Commune de Castelnau-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 112-8, L 141-3 et L 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole «Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de Monsieur PERRIN d'acquérir une emprise de 150 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle CT 105 située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez,
- VU la décision n°2018-076 en date du 25 Avril 2018 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement de cette emprise,
- VU l'estimation du service des domaines n°2017-057 V 0866 en date du 11 juillet 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède la parcelle CT 154 (issue de la parcelle CT 105) d'une superficie de 150 m<sup>2</sup> située avenue Blaise Pascal à Castelnau-le-Lez, à Monsieur PERRIN au prix fixé par France Domaines, soit un montant de 12 000 €.

**ARTICLE 2** : L'acte de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-43165-AU

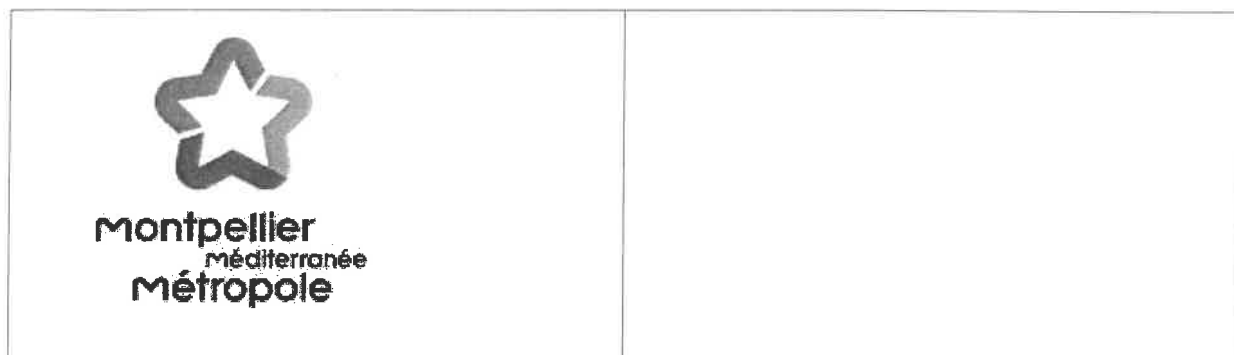
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
**Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 au**  
**marché n°4144EA16 de création,**  
**maintenance, entretien des équipements de**  
**défense incendie et de puisage - Lot 2**  
**Grosses réparations et créations**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans les domaines « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;
- VU la décision N°2014/0214 de la Ville de Montpellier attribuant le marché n° 4D0015 de création, de maintenance et d'entretien des équipements publics de défense incendie lot 2 Grosses réparations et créations à l'entreprise SADE sise Zone Industrielle – 820 rue de la Marbrerie – BP 70033 - 34741 VENDARGUES CEDEX, pour un montant annuel maximum de 320 000€ HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

**Considérant :**

- Que le marché 4D0015 a été transféré à Montpellier Méditerranée Métropole au 01/01/2016 et porte désormais le numéro 4144EA16 ;
- Que des prix nouveaux provisoires ont été ajoutés au Bordereau de Prix Unitaires, qu'ils ont été notifiés par ordre de service et qu'il convient de les rendre définitifs par avenant ;

**D E C I D E**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4144EA16 de création, de maintenance et d'entretien des équipements publics de défense incendie, lot 2 « Grosses réparations et créations » à l'entreprise SADE sise à VENDARGUES (34741),

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 901,

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Marc LUSSERT**

**Publiée le : 12/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

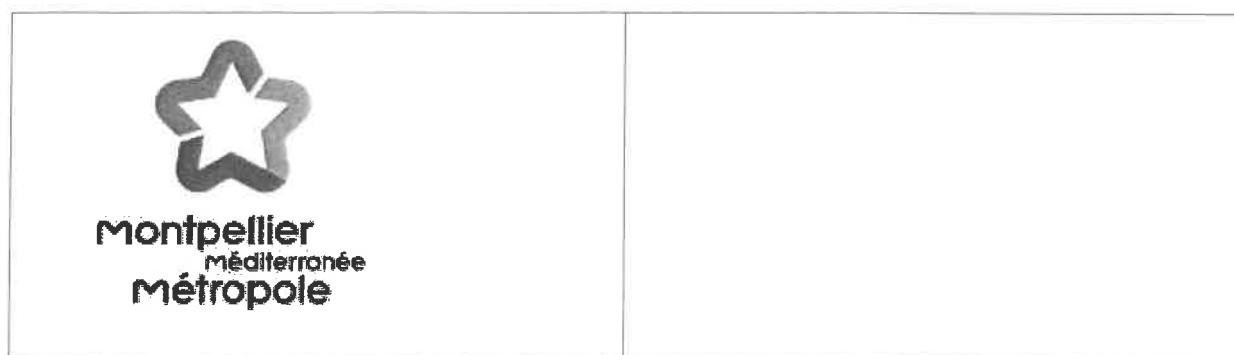
**034-243400017-20180101-43291-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12/06/18**

**Réception en Préfecture : 12/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5101DC18 -**  
**Reprise de trois fermes de toiture de**  
**l'École Nationale Supérieure d'Art**  
**Dramatique (ENSAD) - Commune de**  
**Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en tant que Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de conclure un marché de travaux visant à la reprise de trois fermes de toitures de l'ENSAD (Ecole Nationale d'Art Dramatique), à Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 12 mois à compter de juillet 2018 ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix au regard de la décomposition du prix globale et forfaitaire, 60%, et valeur technique au regard de la note technique, 40%,
- qu'après analyse, l'entreprise Freyssinet, sise 235 avenue de Coulines, 13881 Gémenos Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°5101DC18 pour la reprise de trois fermes de toiture de l'ENSAD, Montpellier, à l'entreprise Freyssinet, pour un montant de 22 950,00 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché sus-mentionné et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué**

**Bernard TRAVIER**

**Publiée le : 27/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

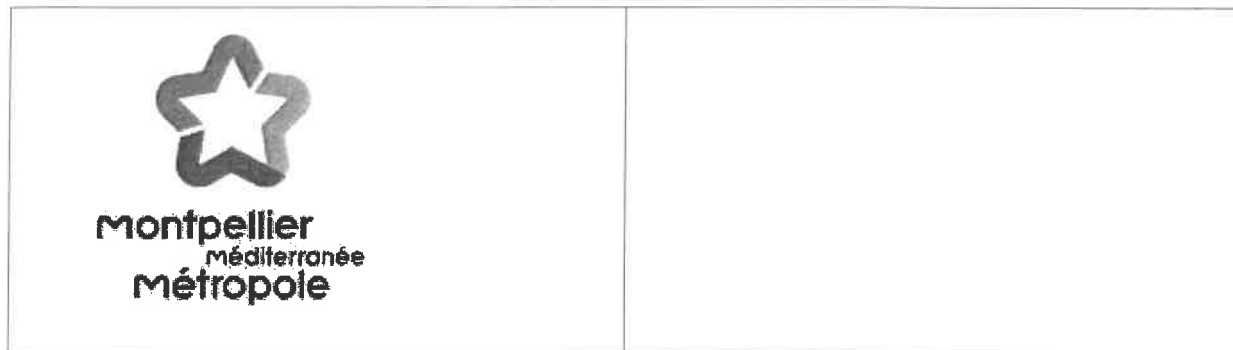
034-243400017-20180101-43321-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/18

Réception en Préfecture : 27/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5030VD18  
de location et d'assistance technique pour  
la mise en place de dispositifs de collecte en  
apport volontaire de bio-déchets**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de passer un marché de location et d'assistance technique pour la mise en place de dispositifs de collecte en apport volontaire de bio-déchets ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de un an à compter de sa notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (60 %).
- qu'après analyse, l'entreprise RECYBIO sise 26 rue Edouard Branly, 68 000 Colmar, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché 5030VD18 à l'entreprise RECYBIO, pour un montant maximum de 90 000 € HT. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) propre au présent marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 12 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 12/06/18**

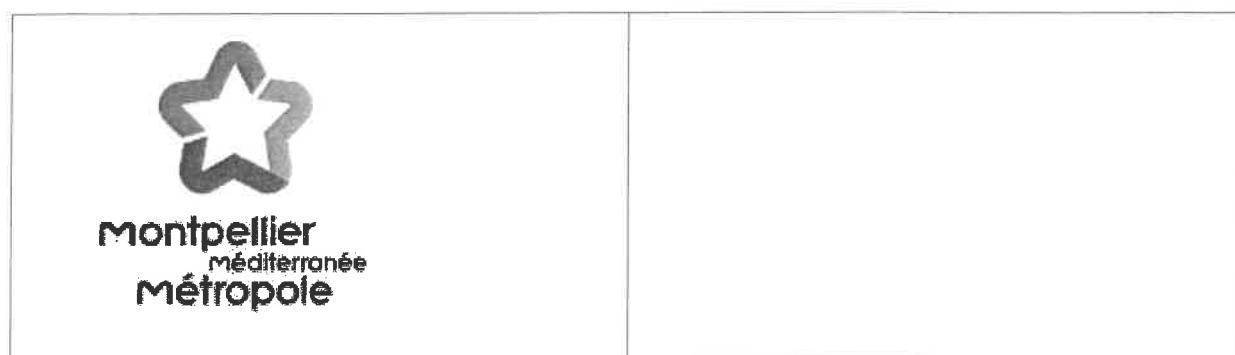
**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 12/06/18**

**Réception en Préfecture : 12/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4526 -  
Travaux d'amélioration de la station  
d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone  
lot 1 - Travaux d'amélioration de la station  
d'épuration - Avenant n° 2 - Autorisation  
de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2017-355 attribuant le marché n°4526 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone lot 1 à l'entreprise SAUR sise ZAE Les VERRIES - Rue

de l'Aven - BP 6 - 34 985 Saint-Gély-du-Fesc, pour un montant de 837 800 € HT et pour une durée de 8 mois

- **VU** la décision n°D2017-992 relative à la conclusion de l'avenant n°1 avec l'entreprise SAUR, avenant sans incidence financière et dont l'objet était la rectification d'une erreur matérielle liée à la formule de révision ;

**CONSIDÉRANT :**

- que des modifications techniques à la demande du maître d'ouvrage et que des travaux supplémentaires sont apparus en cours de chantier,
- que des prix nouveaux ont été notifiés par ordre de service;
- qu'une prolongation de délais a été notifiée par ordre de service.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°4526 - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone lot 1 - Travaux d'amélioration de la station, avec l'entreprise SAUR sise ZAE Les VERRIES - Rue de l'Aven - BP 6 - 34 985 Saint-Gély-du-Fesc, pour un montant de 103 190 € HT.

**ARTICLE 2 :** La durée du marché est prolongée de 4 semaines.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 13 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Jackie GALABRUN-BOULBES**

**Publiée le : 13/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-43426-AU**

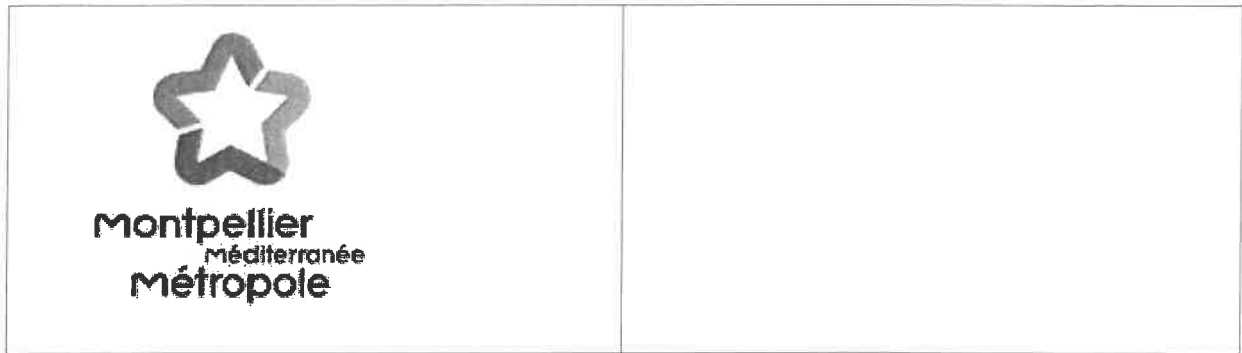
**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 13/06/18**

**Réception en Préfecture : 13/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une  
servitude de passage en tréfonds de  
canalisations d'eau au profit de BRL -  
Parcelle cadastrée A n°1734 - Commune de  
Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU Le projet d'aménagement hydraulique de la piscine Héraclès à Saint-Brès qui prévoit la desserte en eau de parcelles situées dans le périmètre de la Concession Régionale gérée par BRL,
- VU la convention de constitution de servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau brute réelle et perpétuelle avec un regard consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de BRL , sur une emprise de 4m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée A n°1734, située lieudit Lot du Levant à Saint-Brès,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire au passage de canalisations d'eau brute et à la réalisation d'un regard appartenant à BRL.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une servitude de passage en tréfonds de canalisations d'eau brute réelle et perpétuelle et un regard est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, sur la parcelle cadastrée A n°1734, située lieudit Lot du Levant à Saint-Brès. Cette servitude s'exercera au profit de la parcelle cadastrée section E n°1403 lieudit Piechegut à Bellegarde, appartenant à BRL, Société Anonyme d'Economie Mixte dont le siège est situé 1105 Avenue Pierre Mendès-France à Nîmes (30).

**ARTICLE 2 :** La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 1 (un) euro.

**ARTICLE 3 :** La recette sera constatée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisé à signer l'acte authentique de constitution de servitude visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 14/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

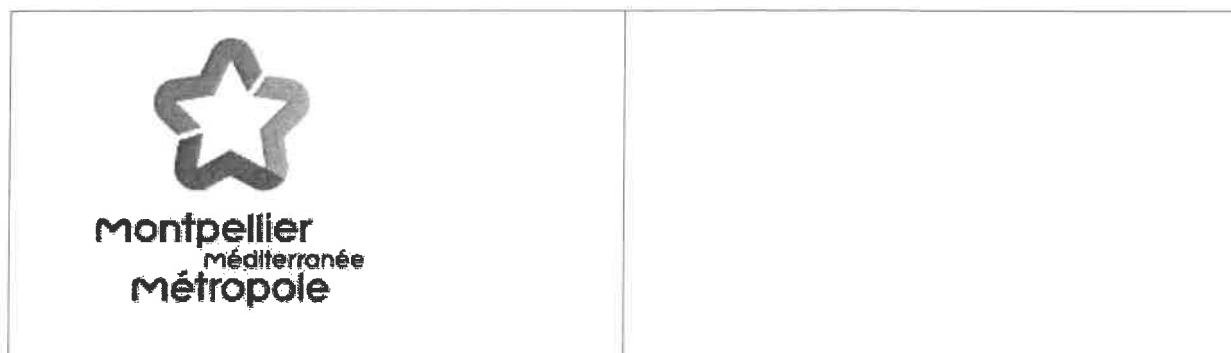
034-243400017-20180101-43717-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/18

Réception en Préfecture : 14/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
OCEAN INNOVATION SYSTEM au sein  
de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 03 juin 2015 passée entre la Métropole et la société OCEAN INNOVATION SYSTEM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 22 février 2018,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société OCEAN INNOVATION SYSTEM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OCEAN INNOVATION SYSTEM pour une période de douze mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OCEAN INNOVATION SYSTEM pour la surface de 123 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 909,78 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

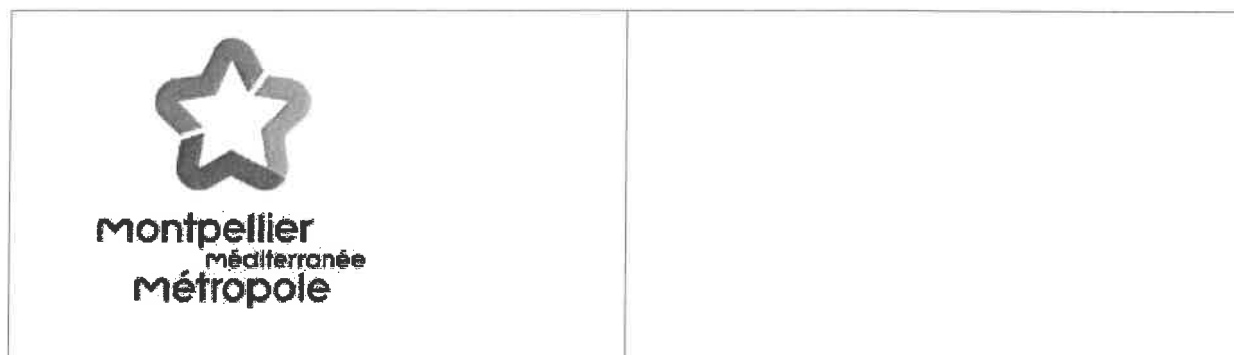
034-243400017-20180101-43781-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de 10 bus  
fonctionnant au GNV auprès de la centrale  
d'achats UGAP**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;

**CONSIDERANT :**

- que pour l'année 2018, le programme d'investissements pour la gestion du service des transports publics comprend l'acquisition de 10 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la commande de 10 bus au GNV à l'UGAP pour un montant de 3 100 000 € HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué**

**Jean-Pierre RICO**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

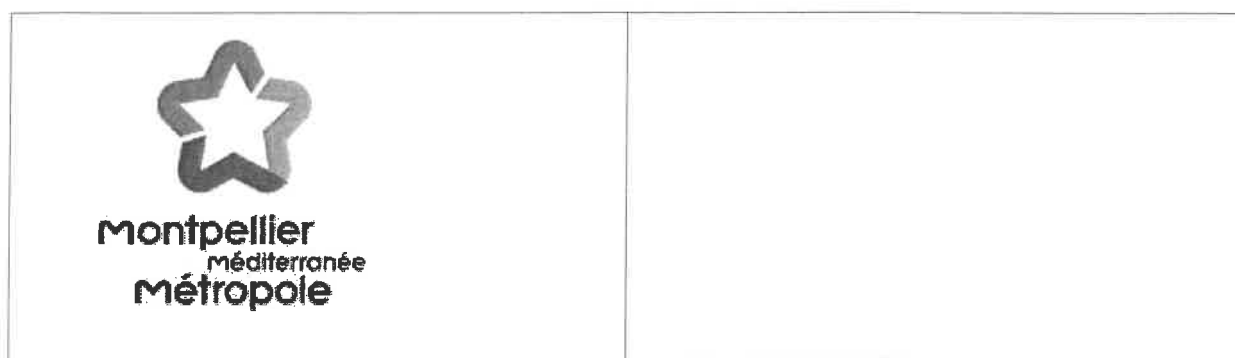
**034-243400017-20180101-43810-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5093VD18 -  
Suivi des Odeurs par le comité de riverains  
de l'Installation de stockage de déchets  
Non Dangereux - Commune de Castries -  
Attribution - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- **CONSIDERANT :**
  - la nécessité de passer un marché pour le suivi des odeurs par le comité de riverains de l'Installation de stockage de déchets Non Dangereux (Castries – 34160) ;
  - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 3 ans à compter de sa notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (60 %).
- qu'après analyse, l'entreprise EGIS STRUCTURE ET ENVIRONNEMENT sise à 15, avenue du centre, CS 20538 Guyancourt, 78 286 Saint Quentin en Yvelines Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°5093VD18 à l'entreprise EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT, pour un montant de 28 196 euros HT soit 33 835, 20 euros TTC.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de la Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 14/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-43812-AU**

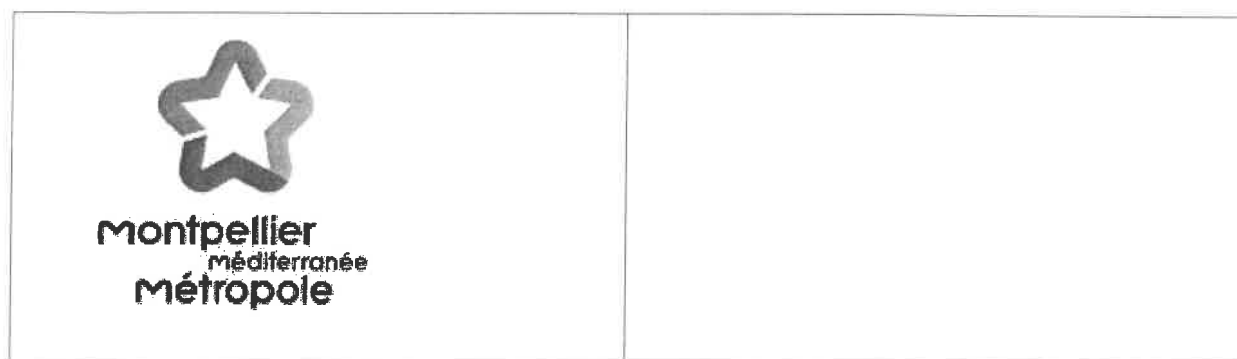
**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 14/06/18**

**Réception en Préfecture : 14/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Ressources Informatiques**  
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'augmentation du tarif  
de l'adhésion à l'association CUSMA (Club  
Utilisateurs Sedit Marianne)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) dont l'objectif est de permettre l'évolution et l'amélioration des logiciels Sedit Marianne de Gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles ;
- VU l'augmentation du tarif de l'adhésion 2018 à 900 € HT (TVA à 0 %) pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 400 000 et 600 000, délibérée à l'Assemblée Générale du 6 octobre 2016 du CUSMA ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2018 au CUSMA pour le progiciel de Gestion des Ressources Humaines.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2018 au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) au tarif de 900 € HT (TVA à 0 %).

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

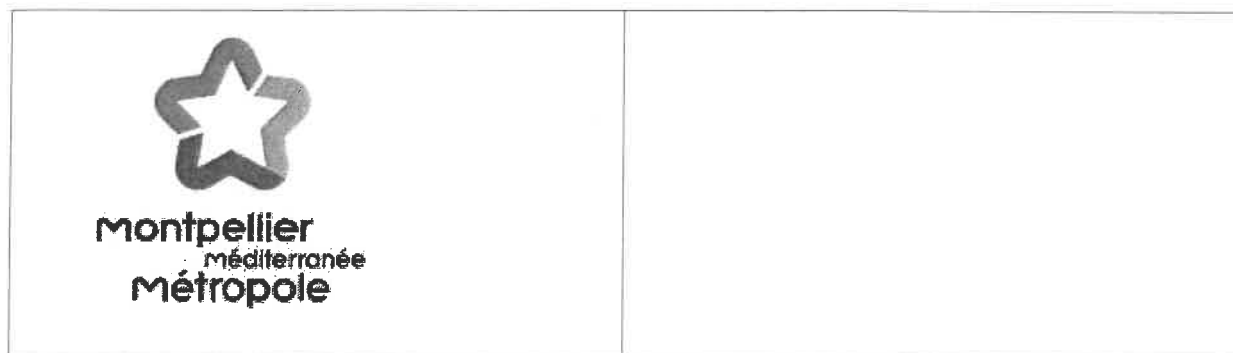
034-243400017-20180101-43815-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société TROMELIN  
dans la ZAC DESCARTES à Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, et des parcs d'activité »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la SCI TROMELIN est candidate à l'acquisition du lot 5 de 2 603 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, entrepôt et stockage de 1 178 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 300 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société SYRIUS SOLAR INDUSTRY pour une activité de fabrication de chauffe-eau solaire.  
La société prévoit un effectif de 6 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI TROMELIN ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

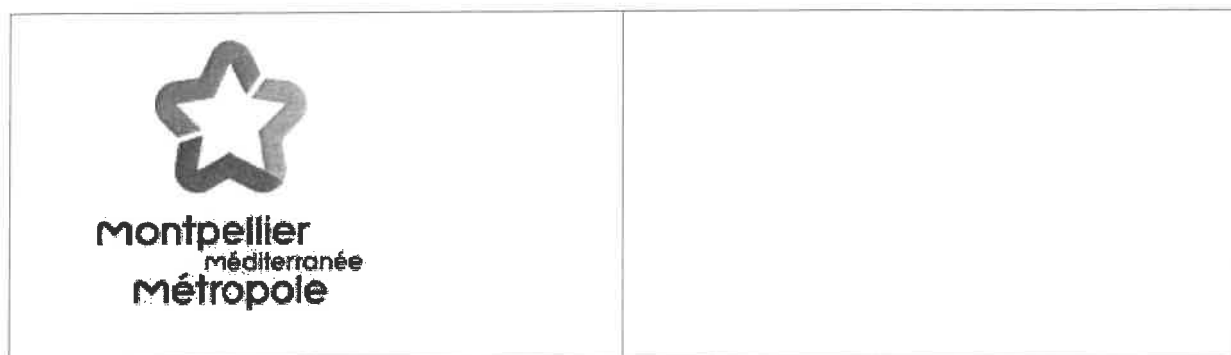
**034-243400017-20180101-44103-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 08/06/18**

**Réception en Préfecture : 08/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4826AT17 -  
Lot n°1 - Exécution des travaux de  
terrassements d'assainissement et de  
chaussées nécessaires à la réalisation de la  
déviation de Castries - Avenant n°1 -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

- **VU** la décision n° D2017-370 du 27/06/2017 attribuant le lot 1 du marché n° 4826AT17 au groupement solidaire EIFFAGE (Mandataire) / VALERIAN / ANTEA GROUP, sise à Saint Jean de Védas (34430) pour un montant de 4 447 934, 39 € HT.

- **VU** l'approbation formulée en Commission d'Appel d'Offres en date du 5 juin 2018 pour la conclusion de l'avenant n°1 du lot 1 du marché n°4826AT17.

**CONSIDÉRANT :**

- que le lot 1 du marché n°4826AT17 a été conclu pour des travaux de terrassements d'assainissement et de chaussées nécessaires à la réalisation de la déviation de Castries,
- que dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de traverser le site de l'ancienne décharge et ainsi d'évacuer les matériaux amiantés présents,
- que la réalisation de ces prestations nouvelles implique la création de prix nouveaux et une augmentation du montant global prévisionnel du marché de 654 635 € HT soit un montant total HT de 5 102 569,39 € HT.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 1 du marché n°4826AT17 avec le groupement solidaire EIFFAGE (Mandataire) / VALERIAN / ANTEA GROUP pour un montant supplémentaire de 654 635 € HT soit une augmentation de 14,72 %.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

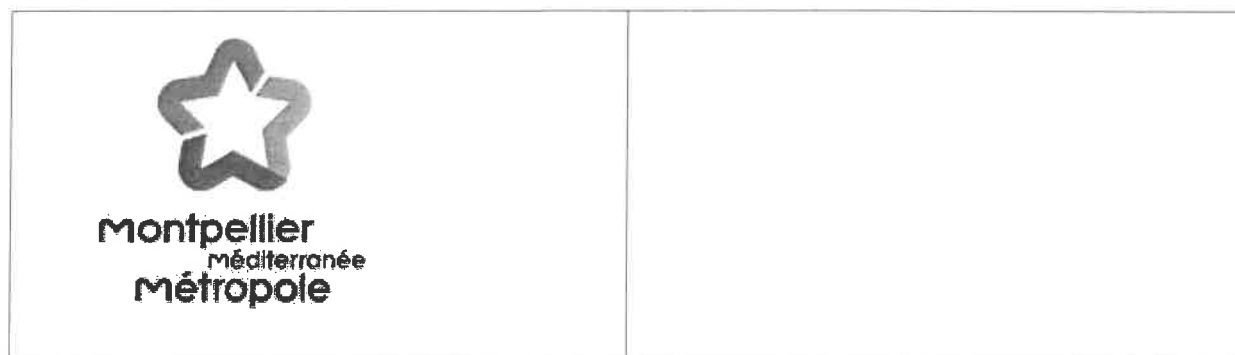
**034-243400017-20180101-44149-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Mobilités**  
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°4 au marché  
de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée  
n°2232 pour l'étude et la réalisation de la  
5ème ligne de tramway**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché. Le montant total de l'opération est alors estimé à 330 millions d'euros HT et la rémunération du mandataire établi à 13 193 669,91 € HT ;

- **VU** la délibération du Conseil n°11816 du 24 septembre 2013 relative à l'avenant n°1 prenant en compte notamment l'approbation de l'avant-projet général et fixant le coût d'objectif de l'opération à 350 millions d'euros HT ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12127 du 6 février 2014 relative à l'avenant n°2 autorisant TaM à engager la mission de préparation et de passation des 2 marchés à bon de commande d'une durée de 10 ans afin de couvrir les besoins en matière de Système d'Aide à l'Exploitation et de Billettique ;
- **VU** la délibération du Conseil n°13543 du 16 décembre 2015 relative à l'avenant n°3 actant que la phase réalisation ne s'appliquera qu'au seul bouclage de la ligne 4 et les prestations associées. L'enveloppe financière de l'opération est fixée à 76,8 millions d'euros HT, constituée des études Ligne 5 jusqu'à la phase PRO et des études et travaux limités au bouclage de la ligne 4, le montant de rémunération du mandataire est ramené à 11 353 981 € HT.

**CONSIDÉRANT :**

- que le marché doit être modifié pour tenir compte des évolutions suivantes :
  - après la réalisation du bouclage de la ligne 4, la Métropole a confirmé, par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, l'engagement de la poursuite de l'opération Ligne 5,
  - la redéfinition du périmètre des études et procédures administratives confiées au mandataire permettant d'une part d'engager la réalisation de la Ligne 5 sur le tronçon Nord et d'autre part d'obtenir sur la section Ouest la Déclaration d'Utilité Publique modificative préservant le Parc Montcalm,
  - la redéfinition des tranches conditionnelles et l'intégration de la modification de la Ligne Aérienne de Contact au droit de la station Observatoire du fait de l'opération des Halles Laissac,
- que le projet d'avenant n°4 a été présenté à la Commission d'Appel d'offres qui s'est réunie le 16 mai 2018 pour avis préalable.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier fixant le montant de la rémunération du mandataire à 9 660 864 € HT, représentant une baisse de 26,77 % par rapport à la rémunération initiale du mandataire.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°4 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Pierre RICO**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

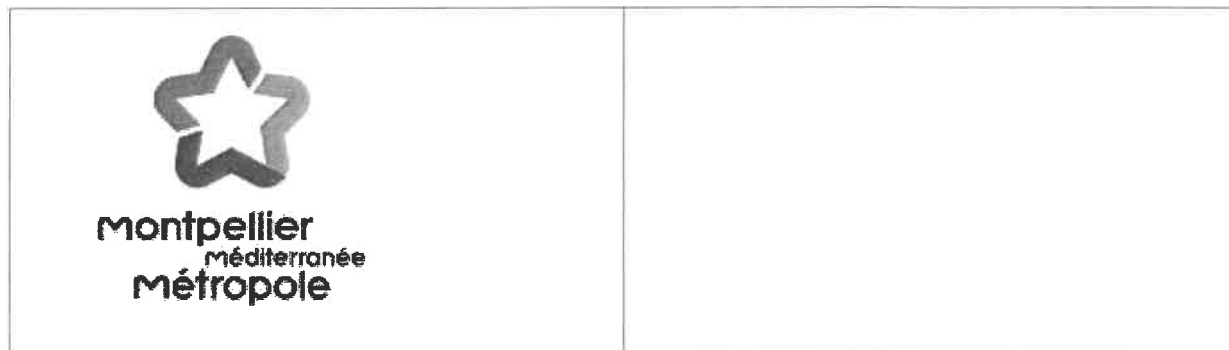
**034-243400017-20180101-44153-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3362GD13 -  
Réalisation du casier n° 2 de l'installation  
de Déchets Non Dangereux (ISDND) de  
Castries - Avenant n°1 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la délibération n°11964 du 04 novembre 2013 autorisant la signature du marché de « Réalisation du casier n°2 de l'installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) - lot 3 : Réseau de collecte et unité de valorisation » avec l'entreprise GRS VALTECH, pour un montant global de 439 600 euros HT soit 510 713 euros TTC et une durée de 5 ans, pour une fin prévue au 05/12/2019.

**CONSIDERANT :**

- que l'avenant n°1 au lot 3A du marché 3362 a pour objet de créer des prix nouveaux et d'augmenter les quantités de réseaux de drainage et de collecte de biogaz pour prendre en compte les sujétions techniques imprévues consécutives aux modifications du programme de l'opération en lien avec les modifications du phasage d'exploitation et du mode opératoire, suite notamment aux événements climatiques exceptionnels du 29 septembre 2014, classés en catastrophes naturelles par arrêté préfectoral.

- que, par ailleurs, la valorisation thermique du biogaz par évaporation des perméats nécessite la suppression de la seconde torchère initialement prévue au marché et son remplacement par un équipement dédié (évaporateur) afin de bénéficier d'un allègement de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché de « Réalisation du casier n°2 de l'installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 3 : Réseau de collecte et unité de valorisation » attribué à l'entreprise GRS VALTECH, pour un montant de 53 262 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 14/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

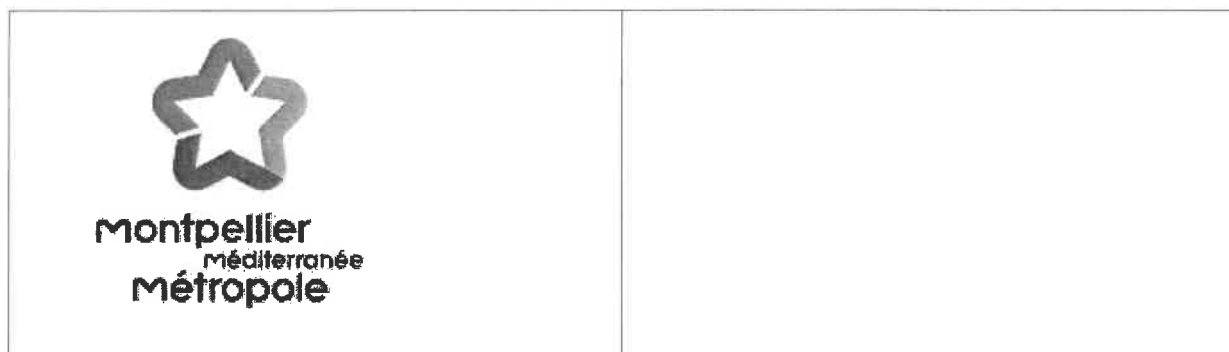
**034-243400017-20180101-44178-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 14/06/18**

**Réception en Préfecture : 14/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'approbation et à la  
signature d'une convention de groupement  
de commandes entre Montpellier  
Méditerranée Métropole, la Ville de  
Montpellier, le CCAS de Montpellier et les  
Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou,  
Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès - Achat  
de matériels électriques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole.

**CONSIDERANT :**

- que le marché pour l'achat de matériels électriques conclu dans le cadre du groupement de commandes actuel arrive à échéance le 31 décembre 2018,
- que dans ce cadre et afin de continuer à rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès, conformément à la Convention annexée et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa commission d'appel d'offres sera celle du groupement,
- qu'une procédure sera lancée par le coordonnateur conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible trois fois,
- Le montant estimatif des dépenses de Montpellier Méditerranée Métropole pour cette consultation est de 115 000 € HT par an.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès. Conformément aux termes de la convention la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de groupement de commandes et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD**

**Publiée le : 27/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

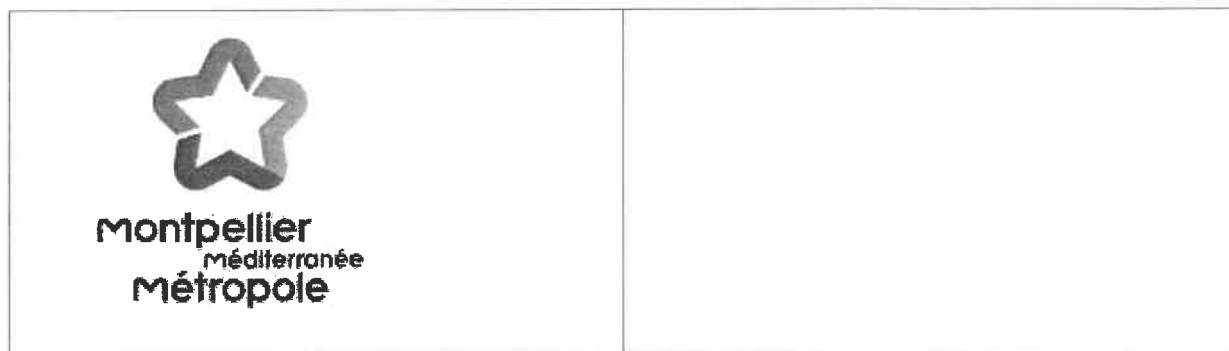
034-243400017-20180101-45627-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/18

Réception en Préfecture : 27/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'approbation et à la  
signature d'une convention de groupement  
de commandes entre Montpellier  
Méditerranée Métropole, la Ville de  
Montpellier, le CCAS de Montpellier et les  
Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou,  
Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès - Achat  
de matériels de plomberie, chauffage et  
arrosage**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole.

**CONSIDERANT :**

- que le marché pour l'achat de matériels de plomberie, chauffage et arrosage conclu dans le cadre du groupement de commandes actuel arrive à échéance le 31 décembre 2018,
- que dans ce cadre et afin de continuer à rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès, en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et sa commission d'appel d'offres sera celle du groupement,
- qu'une procédure sera lancée par le coordonnateur conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible trois fois,
- cet appel d'offres sera constitué de 6 lots. Les montants estimatifs de dépense de Montpellier Méditerranée Métropole pour cette consultation sont les suivants (en € HT / an) :
  - Lot 1 : Matériel de Plomberie : 10 000 €
  - Lot 2 : Matériel de chauffage et pièces détachées : 16 000 €
  - Lot 3 : Filtres pour centrales de traitement d'air : 2 000 €
  - Lot 4 : Matériel de gestion technique centralisé : 20 000 €
  - Lot 5 : Matériel d'arrosage intégré : 2 000 €
  - Lot 6 : Equipements de chauffage – radiateurs – chaudières – fumisterie : 3 000 €.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez, et Saint-Brès. Conformément aux termes de la convention la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de groupement de commandes et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**

**Isabelle GUIRAUD**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-44284-AU**

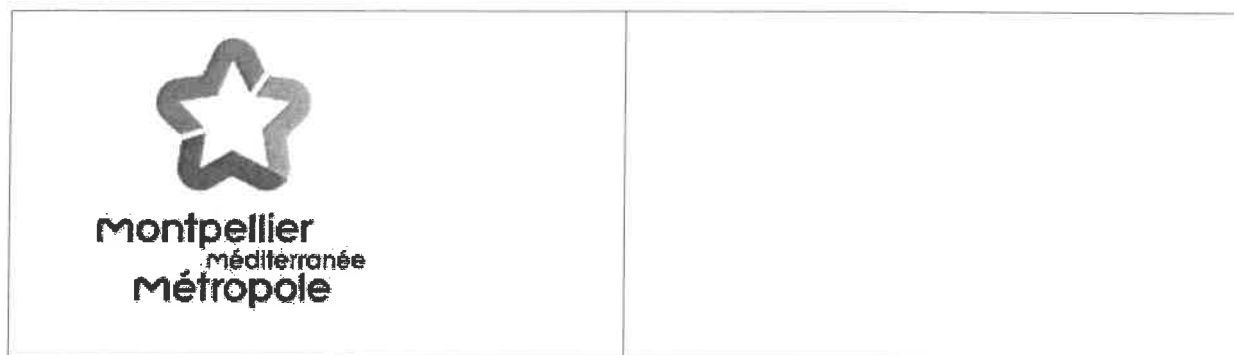
**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Action Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n°3 et n°4  
intégrant des prix nouveaux au marché  
n°4849AT17 de Fabrication et mise en  
œuvre d'enrobés sur RD - Lot n°1  
DTAMEH co-utilisé par le Département de  
l'Hérault et Montpellier Méditerranée  
Métropole**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la Voirie et de l'espace public ;

- VU la décision N°D2017-529 de co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobées sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu avec l'entreprise Eurovia Méditerranée pour une durée d'un an reconductible trois fois.

**CONSIDÉRANT :**

- qu'une étude technique du bureau de contrôle du Département de l'Hérault aboutissant à la nécessité de stabiliser l'assise de chaussée justifie l'intégration d'un prix supplémentaire n°211 pour la fourniture de grave 0/80 pour construction de corps de chaussée : index TP08 ;
- que la réparation d'urgence de la buse métallique située sur la RD62 au PR11+150, nécessitant la mise à disposition d'une équipe pour assurer l'enchaînement des tâches exceptionnelles avec les travaux de nuit de la requalification de l'ouvrage, justifie l'intégration d'un prix supplémentaire n°415 : Travaux enchaînement jour/nuit, index TP09 ;
- qu'il convient donc de modifier le bordereau des prix unitaires du marché n°4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobées sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, pour y intégrer ces deux prix nouveaux.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°3 d'intégration d'un prix supplémentaire n°415 et l'avenant n°4 d'intégration du prix supplémentaire n°211 au marché n°4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobées sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu avec l'entreprise Eurovia Méditerranée

**ARTICLE 2 :** L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public,

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

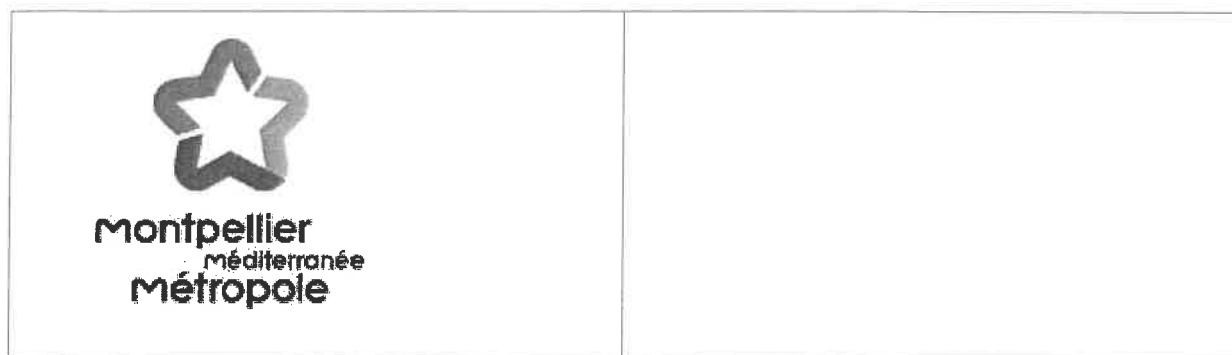
**034-243400017-20180101-44321-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°3837VD15 - Lot n° 1 - Traitement des  
encombrants des communes de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
- VU la délibération n°12711 en date du 24 décembre 2014 attribuant le marché n°3837VD15 - Lot n°1 « Traitement des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise S.M.N. SAS, pour un montant de 2 070 600 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de trois années.

**CONSIDÉRANT :**

- que la fermeture de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries, qui assure actuellement l'accueil des refus issus du tri des encombrants collectés en porte à porte sur le territoire métropolitain, interviendra en 2019,
- que les évolutions prévisibles du cadre réglementaire de gestion des déchets impulsées par les récents travaux du Plan Régional Occitanie de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (le projet de Plan a été présenté à la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi le 17 mai 2018) permettent d'envisager le recours à des installations tierces de traitement des refus de tri des encombrants,
- que par ailleurs, la loi de transition énergétique pour la croissance verte, dont le Plan Régional donnera une déclinaison locale, oblige à diminuer la part de déchets ultimes en augmentant notamment les performances de tri,
- que les caractérisations réalisées par la Métropole de Montpellier sur les encombrants collectés en porte à porte atteste d'une part de déchets valorisables d'environ 80%, quand le marché actuel de tri des encombrants n'impose qu'un taux de recyclage minimum de 30 %,
- qu'il est, dans ce contexte, opportun d'inciter le titulaire en charge du tri des encombrants à maximiser ses efforts de tri en lui confiant en outre la charge du transport et du traitement des refus de tri,
- que le marché actuel n°3837VD2015 de tri des encombrants confié à la SMN SAS a expiré le 31 mai 2018,
- qu'il est donc nécessaire, afin d'assurer la continuité de service, de prolonger ce marché d'une durée de 5 mois pour permettre l'attribution et la notification d'un nouveau marché comprenant le tri des encombrants, mais aussi le transport et le traitement des refus de tri.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché de « Traitement des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise S.M.N. SAS, avenant d'un montant prévisionnel de 360 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 26/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-44324-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 26/06/18**

**Réception en Préfecture : 26/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société APPS  
VELOCITY au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> juin 2014 passée entre la Métropole et la société APPS VELOCITY pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenant en date du 26 juillet 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société APPS VELOCITY n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société APPS VELOCITY pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2018.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société APPS VELOCITY pour la surface de 31,26 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 458,58 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

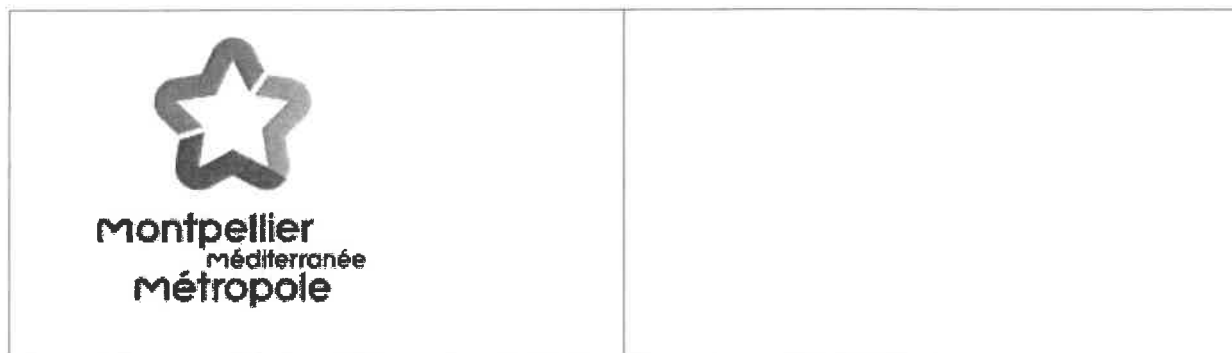
**034-243400017-20180101-44353-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 08/06/18**

**Réception en Préfecture : 08/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
**Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant  
l'occupation de locaux par la société  
NUMEVENT au sein de la pépinière  
d'entreprises Cap Omega**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,



- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 7 juillet 2015, passée entre la Métropole et la société NUMEVENT pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 22 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société NUMEVENT n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NUMEVENT pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mai 2019.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NUMEVENT pour la surface de 43,01 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 585,79 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du conseil en date du 20 décembre 2017.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 juin 2018



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

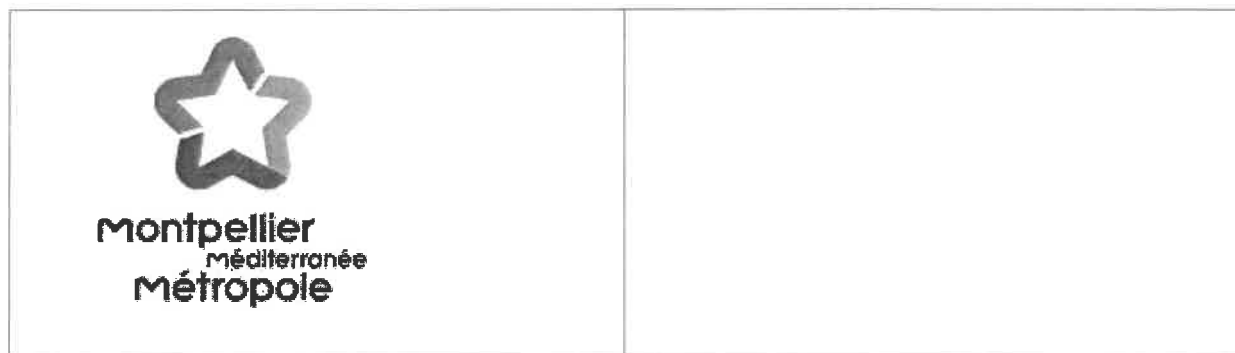
034-243400017-20180101-44336-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5119DC18 -  
Travaux de réfection des sols et de  
compléments de mobiliers à la  
médiathèque Jean-Jacques Rousseau -  
Commune Montpellier - Attribution des  
lots 1, 3, 4 et 5 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- que les travaux de réfection de l'accueil et de la ludothèque de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau nécessitent la conclusion de marchés de travaux et de fournitures,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 4 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique, 60% ; Prix des prestations, 40%.
- qu'après analyse, les entreprises BUROSPACE pour le lot 1 « assises », BUROSPACE pour le lot 3 « chariots », HUGON pour le lot 4 « tribune télescopique » et ST GROUPE pour le lot 5 « sols » ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.
- qu'après analyse, aucune entreprise n'a fourni d'offre conforme pour le lot 2 « tables ».

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché 5119DC18 lot 1 à l'entreprise BUROSPACE 229 Rue Alphonse Beau de Rochas, 34500 BEZIERS pour un montant de 15.907 euros HT, le marché 5119DC18 lot 3 à l'entreprise BUROSPACE 229 Rue Alphonse Beau de Rochas, 34500 BEZIERS pour un montant de 18.873 euros HT, le marché 5119DC18 lot 4 à l'entreprise HUGON ZAC Grand Camp, 43090 MERCUES pour un montant de 22.370 euros HT et le marché 5119DC18 lot 5 à la société ST GROUPE ZAC Pioch Lyon, 34160 BOISSERON pour un montant de 66 676,50 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De ne pas donner suite au lot 2 « tables ».

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés mentionnés à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER**

**Publiée le : 19/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

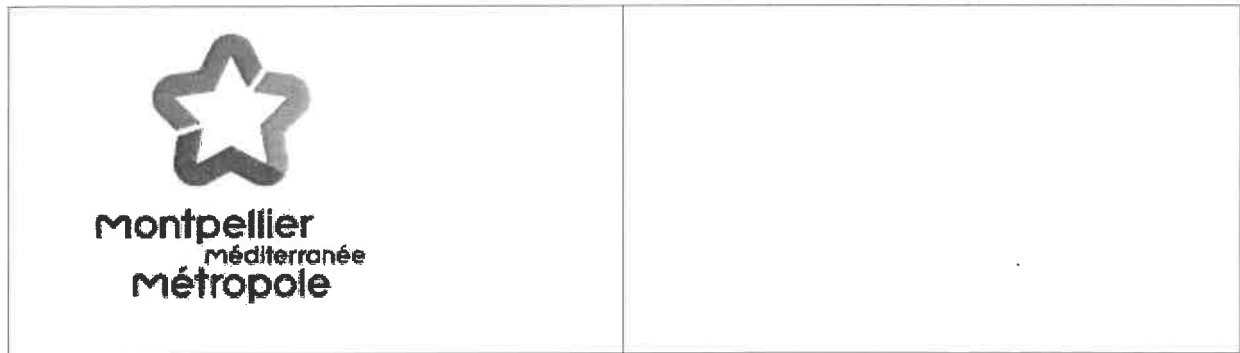
034-243400017-20180101-44346-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/06/18

Réception en Préfecture : 19/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5070EP18 -  
Recalibrage de la chaussée, construction  
d'un ouvrage et création d'une piste  
cyclable - Route Départementale 5 -  
Commune de Cournonsec - Attribution du  
marché**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, dans le domaine de « la Voirie et à l'Espace Public » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de procéder aux études pour le recalibrage de la chaussée, la construction d'un ouvrage et la création d'une piste cyclable à Cournonsec.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché pour une durée de 52 mois.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix des prestations : 40 %
  - Valeur technique de l'offre : 60 %
- qu'après analyse, le groupement MEDIAE / SEDOA / ORTA PAYSAGE, 352 Chemin des Oliviers – 34 400 LUNEL présente l'offre la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°5070EP18 – Maîtrise d'œuvre - RD5 – Cournonsec – Recalibrage de la chaussée, construction d'un ouvrage et création d'une piste cyclable au groupement MEDIA / SEDOA / ORTA PAYSAGE, pour un montant de 41 526,25 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée d'exécution est de 52 mois.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 13 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 13/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

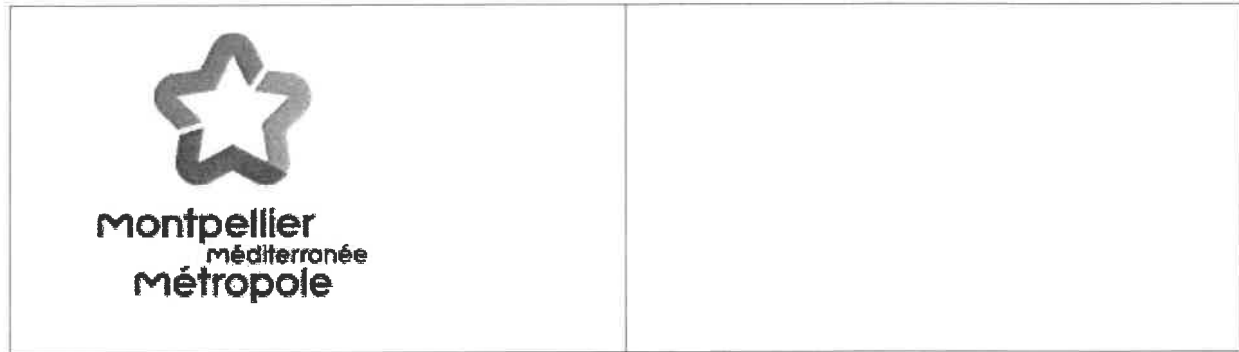
034-243400017-20180101-44380-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/06/18

Réception en Préfecture : 13/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
**Service Etudes Voiries Urbaines**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5080EP18  
de travaux de revêtement de surface et de  
génie civil de la Grand Rue Jean Moulin -  
Commune de Montpellier - Attribution du  
marché - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la « Voirie et à l'Espace Public » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du réaménagement de la Grand Rue Jean Moulin, il doit être réalisés des travaux de revêtement de surface et de génie civil ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 14 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 avril 2018 a été informée du choix du groupement d'entreprises EUROVIA / DE FILIPPIS (mandataire EUROVIA sise Agence de Baillargues - CS 70013 - ZA de la Biste - 82 rue Jean Baptiste Calvignac - 34671 BAILLARGUES CEDEX) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché Grand Rue Jean Moulin - Travaux de revêtement de surface de génie civil au groupement d'entreprises EUROVIA / DE FILIPPIS, pour un montant estimatif de 1 392 192 € HT sur la base du bordereau des prix unitaires. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 14 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 13 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 13/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

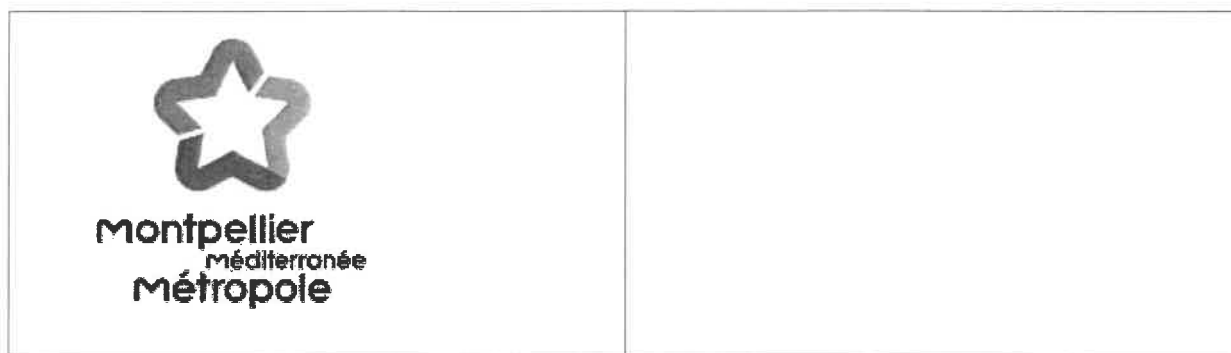
034-243400017-20180101-44482-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/06/18

Réception en Préfecture : 13/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Territoriale**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 intégrant  
un nouveau prix au marché n°4860AT17  
d'entretien spécialisé des espaces verts le  
long des routes départementales et  
traitements spécifiques - Lot 2 Est**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;
- VU la décision n°D2017-529 de co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4860AT17 (15/M0166) d'entretien spécialisé des espaces verts le long des routes départementales – Lot n°2 Est, conclu avec l'entreprise Ciel Vert pour une durée d'un an reconductible trois fois, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2018.



**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de nettoyer les fossés en préservant les capacités hydrauliques des ouvrages et en assurant l'évacuation des feuilles vers une plateforme de déchets verts,
- qu'il convient donc de modifier le bordereau des prix unitaires du Lot 2 « Est » du marché n°4860AT17 d'entretien spécialisé des espaces verts le long des routes départementales et traitements spécifiques, par l'ajout du prix n°2.10 prévoyant le ramassage des feuilles par l'utilisation d'une aspiratrice.

**D É C I D E**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°3 d'intégration du prix supplémentaire n°2.10 au marché n°4860AT17 d'entretien spécialisé des espaces verts le long des routes départementales et traitements spécifiques - Lot 2 Est, conclu avec l'entreprise Ciel Vert.

**Article 2 :** L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

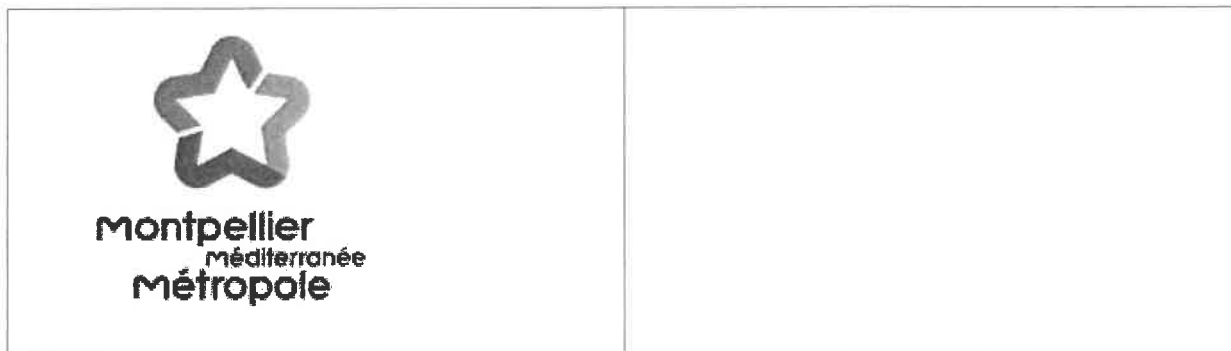
**034-243400017-20180101-44504-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société NOMA dans le  
VEAS Parc 2000 à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la SAS NOMA, représentée par sa Présidente Madame Anne-Sophie DIVERRES est une agence web.  
Elle est candidate à la location du lot B01 de 68.39 m<sup>2</sup> (y/c quote-part de parties communes) pour une période 2 mois (jusqu'à son transfert dans le lot B01).  
L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société NOMA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

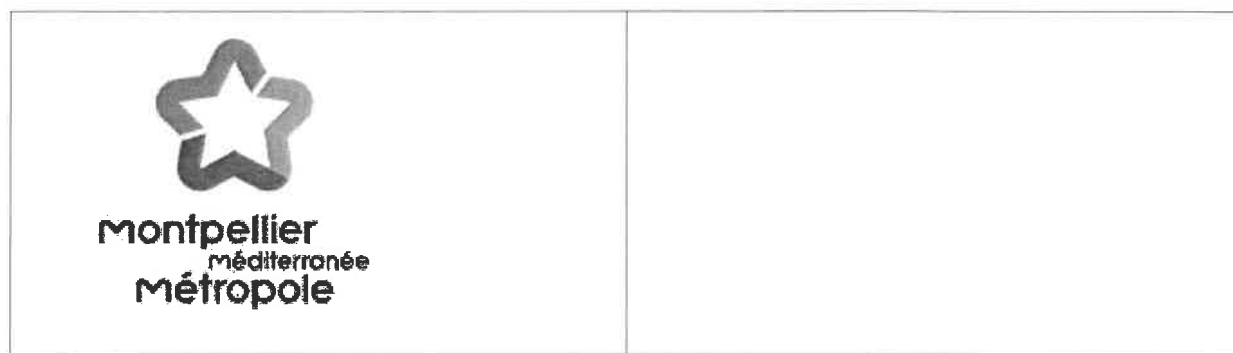
034-243400017-20180101-44608-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société SERVICESYOU  
dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la SAS SERVICESYOU, représentée par Monsieur Luc CHARBONNEL est spécialisée dans les services et l'assistance numérique à distance.  
Elle est candidate à la location du lot 3.2 de 57.12 m<sup>2</sup> pour une période de 3 ans, 8 mois et 3 jours.  
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SERVICESYOU ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

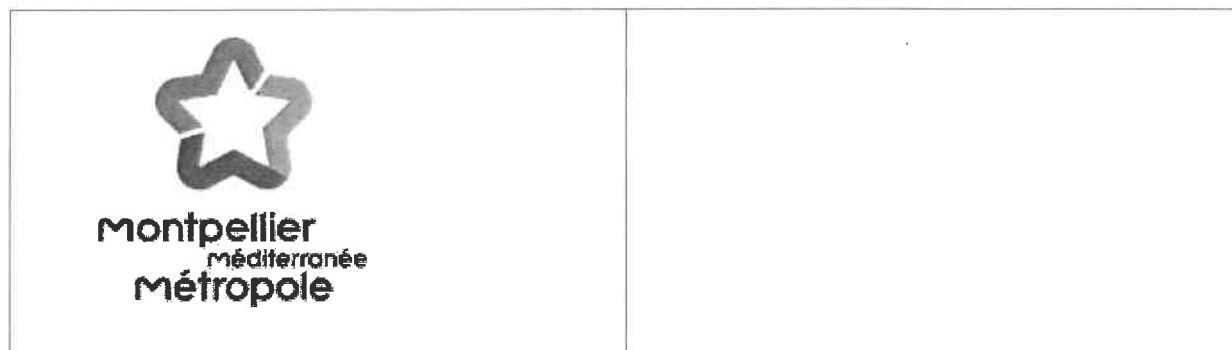
**034-243400017-20180101-44616-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5114DS18  
concernant la fourniture de cartes type  
RFID pour le réseau des piscines de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Attribution - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;
- VU le rapport d'analyse des offres du 18 mai 2018 ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture des cartes type RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée initiale de un an (reconduction tacite deux fois par période de un an) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - le prix des prestations, au regard du bordereau des prix unitaires et du détail quantitatif estimatif 60%,
  - la qualité type carte bancaire, impression quadrichromie recto/verso 15%,
  - le délai de livraison inférieur ou égal à 21 jours 15%,
  - la garantie proposée 10%.
- qu'après analyse, l'entreprise CALMELL sise Poligono Industrial Pla d'en Coll, Calle Fresser 12 C 08110 MONTCADA I REIXAC Barcelone Espagne, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché 5114DS18 « fourniture de cartes RFID pour le réseau des Piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise CALMELL, pour un montant global de 22 050 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

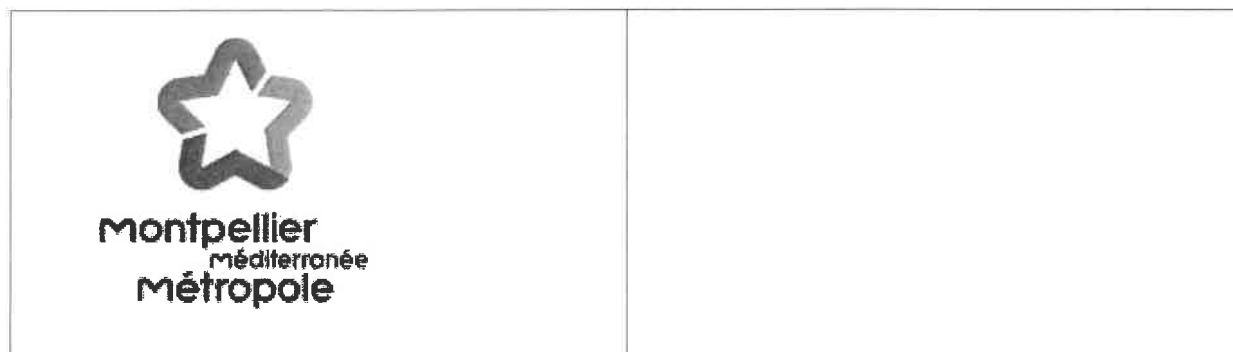
**034-243400017-20180101-44688-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession de la parcelle  
AM 592 à la société PITCH PROMOTION  
rue des Ugnis Blancs  
Commune de Prades-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 112-8, L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole «Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la demande de la Société Pitch Promotion d'acquérir une emprise de 38 m<sup>2</sup> afin de régulariser le positionnement des bouches de ventilation de la résidence Le Cotusia, rue des Ugnis Blancs à Prades-le-Lez.
- VU la décision n°2018-230 en date du 13 Avril 2018 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement de cette emprise,
- VU l'estimation du service des domaines n°2018-217 V 0429 en date du 18 Avril 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société PITCH Promotion, la parcelle AM 592 (issue de la parcelle AM 269) d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> située rue des Ugnis Blancs à Prades-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Cette vente sera réalisée conformément à l'évaluation établie par France Domaines soit un montant de 1 200 €.

**ARTICLE 3** : L'acte constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

**ARTICLE 4** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

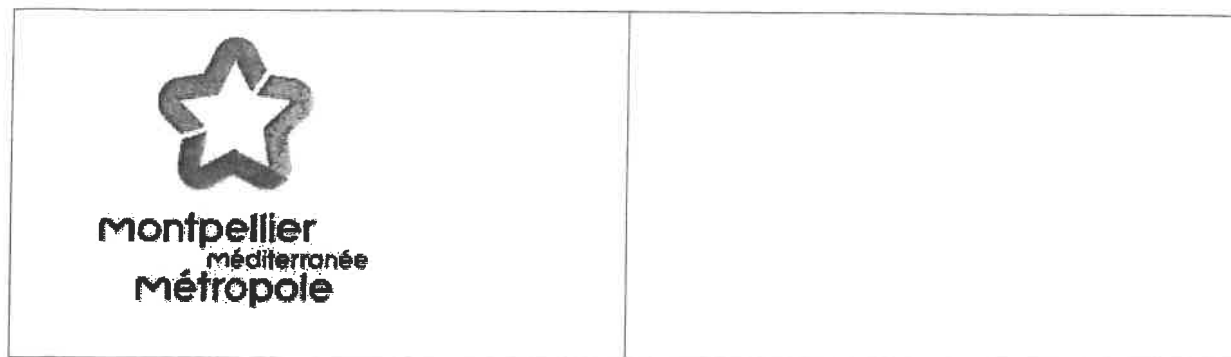
034-243400017-20180101-44748-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une  
convention de groupement de commandes  
entre Montpellier Méditerranée Métropole  
et la Ville de Montpellier - Maintenance et  
contrôles réglementaires des véhicules et  
engins**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en tant que Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient de procéder au renouvellement du marché d'entretien des véhicules,
- que dans le cadre de ce renouvellement, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont la volonté de mettre en place un groupement de commandes publiques en vue de la passation d'un marché sur la maintenance d'appoint et les contrôles réglementaires sur les véhicules et engins.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de groupement de commandes publiques concernant la maintenance d'appoint et les contrôles réglementaires sur les véhicules et engins est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement et est, à ce titre, chargée, dans le respect de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, de lancer la procédure de mise en concurrence, de désigner les attributaires des marchés, de signer et de notifier les marchés.

**ARTICLE 3 :** Concernant ce marché, le coût est estimé

- pour Montpellier Méditerranée Métropole à 510 000 euros HT,
- pour la Ville de Montpellier à 230 000 euros HT.

**ARTICLE 4 :** Dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitres 930, 938 et 011.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention de groupement de commandes visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JUIN 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée  
**Isabelle GUIRAUD**



Publiée le : **27 JUIN 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

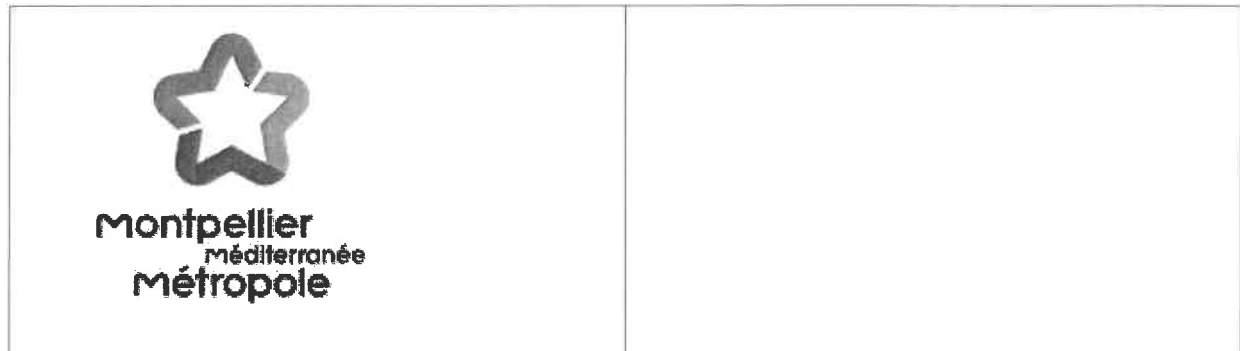
034 284 0017 - 280101-4478-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **27 JUIN 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société ALCEDIAG dans  
l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, Tourisme, parcs d'activité » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ALCEDIAG, représentée par Madame Dinah WEISSMANN pour activité le diagnostic médical.  
Elle est candidate à la location du lot C.G.1.7 de 503.30 m<sup>2</sup> pour une prise à bail entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> août 2018.  
L'entreprise projette un effectif de 35 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ALCEDIAG ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

  
**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

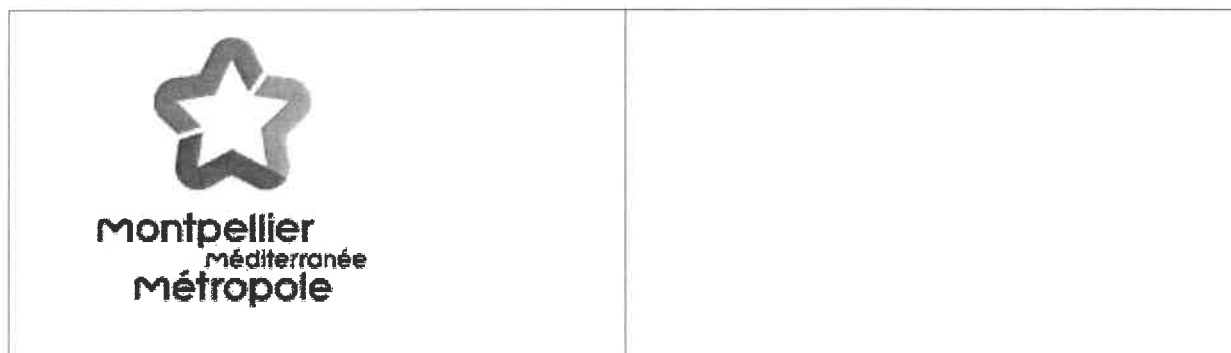
034-243400017-20180101-44773-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société BAREME dans la  
Zac Descartes à Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, des parcs d'activité » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société BAREME est candidate à l'acquisition du lot 10 de 1 957 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, entrepôts/stockage de 865 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 978 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront la SAS REEL MEDITERRANEE pour une activité de réseaux secs – électricité et la SARL BALBOA FRERES pour une activité de maçonnerie générale.  
Les sociétés prévoient un effectif de 18 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société BAREME ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

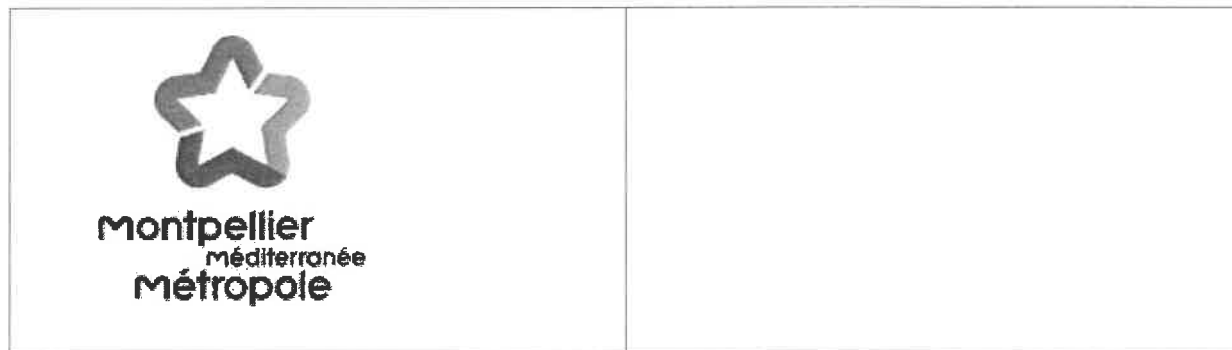
034-243400017-20180101-44824-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 4981bis VD  
17 - Accueil, tri complémentaire et  
conditionnement des vieux papiers/cartons  
issus des collectes sélectives - Attribution -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour l'accueil, le tri complémentaire et le conditionnement des vieux papiers/cartons issus des collectes sélectives ;



- qu'une première phase de consultation a été lancée le 04/10/2017, par publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur le site du BOAMP et la plateforme de la Métropole. La date limite de remise des offres étant fixée au 06/11/2017, à 12h00.

- qu'après examen et analyse de l'offre unique reçue, émanant du groupement SMN/ONYX, l'offre financière a été jugée inacceptable au sens de l'article 59 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, car excédant les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure, et la procédure déclarée infructueuse.

- qu'en application des articles 25.II.6° et 72 du décret mentionné ci-dessus, et dans la mesure où, d'une part la candidature est jugée recevable, et d'autre part, les conditions initiales du marché ne sont pas substantiellement modifiées, le candidat a été invité, par courrier en date du 12 janvier 2018, à participer à une procédure concurrentielle avec négociation et à remettre une nouvelle offre.

- qu'au terme de la procédure, la commission d'appel d'offres a, dans sa séance du 23 janvier 2018, choisi le groupement SMN/ONYX, 351 rue de la Castelle, BP 1231 à 34 073 Montpellier, comme présentant une offre économiquement avantageuse.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché pour « l'accueil, le tri complémentaire et le conditionnement des vieux papiers/cartons issus des collectes sélectives » au groupement d'entreprises SMN/ONYX, pour un montant estimatif de 1 417 424, 40 € HT.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre au présent marché.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**

**Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 14/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

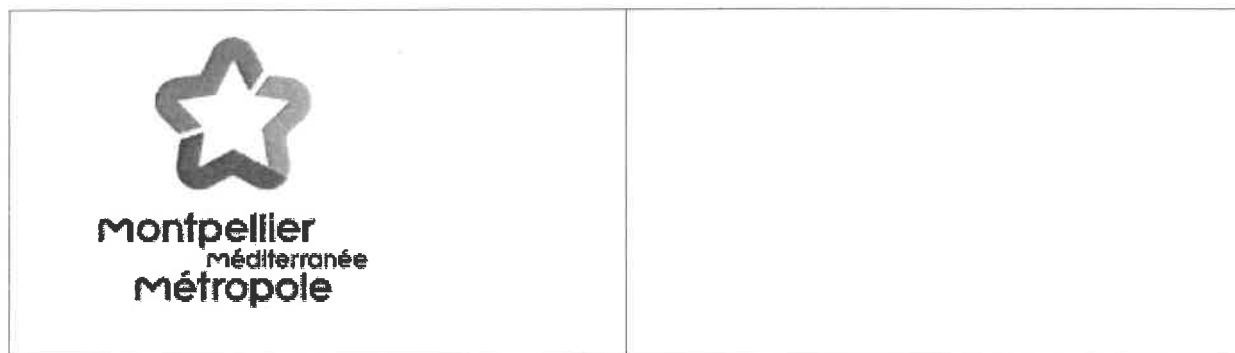
**034-243400017-20180101-44858-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 14/06/18**

**Réception en Préfecture : 14/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Musée Fabre

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative au prêt d'une oeuvre en  
provenance du Metropolitan Museum of  
Art de New York pour l'exposition  
"Picasso - Donner à voir"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'oeuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'oeuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de l'exposition *Picasso. Donner à voir*, qui se déroulera du 15 juin au 23 septembre 2018 au musée Fabre, il est nécessaire d'emprunter une oeuvre en provenance du Metropolitan Museum of Art de New York.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le prêt est consenti du 15 mai au 23 octobre 2018, afin de tenir compte des délais d'emballage et de transport.

**ARTICLE 2 :** L'oeuvre *La repasseuse*, de Pablo Picasso, prêtée par le Metropolitan Museum of Art de New York, est estimée à la valeur de 14 000 000 USD.

**ARTICLE 3 :** En contrepartie de ce prêt à titre gratuit, le Metropolitan Museum of Art de New York souhaite que l'œuvre soit assurée par sa propre compagnie d'assurances aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à payer au Metropolitan Museum of Art, 1000 Fifth Avenue, New York, NY 10028, la somme de 15 120 USD correspondant à la prime d'assurance de l'œuvre prêtée.

**ARTICLE 5 :** Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 19 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER**

**Publiée le : 19/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

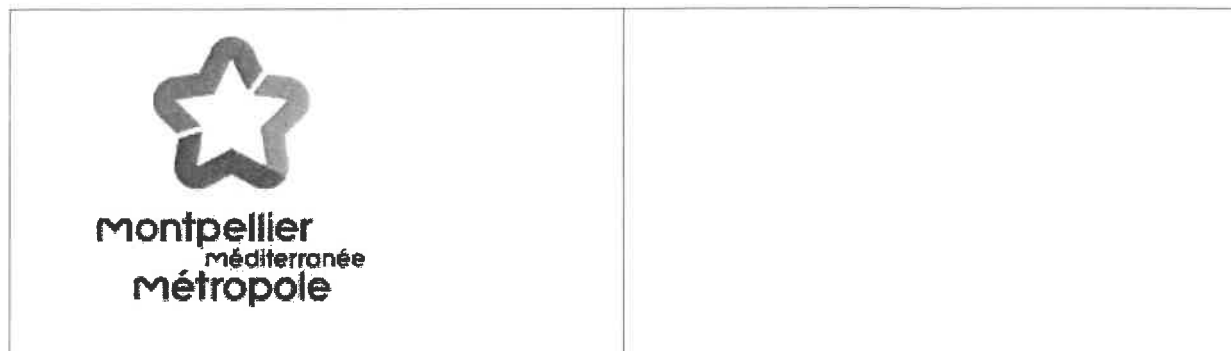
**034-243400017-20180101-44887-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19/06/18**

**Réception en Préfecture : 19/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4758EA18 -  
Maîtrise d'œuvre relative aux  
aménagements de protection contre les  
inondations du Rieumassel - Commune de  
Grabels - Attribution - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du programme d'aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, la nécessité de désigner un maître d'œuvre pour la poursuite des études et la réalisation des travaux,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 48 mois.

- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
2. Prix des prestations au regard du forfait provisoire indiqué à l'AE (40%),

- qu'après analyse, l'entreprise Antea Group sise 180 impasse John Locke – Parc d'activité de l'aéroport – 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché 4758EA18 - Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection du Rieumassel à Grabels à l'entreprise Antea Group pour un montant de 71 800 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification et part à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer. La durée prévisionnelle du marché est de 48 mois.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Marc LUSSERT**

**Publiée le : 20/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

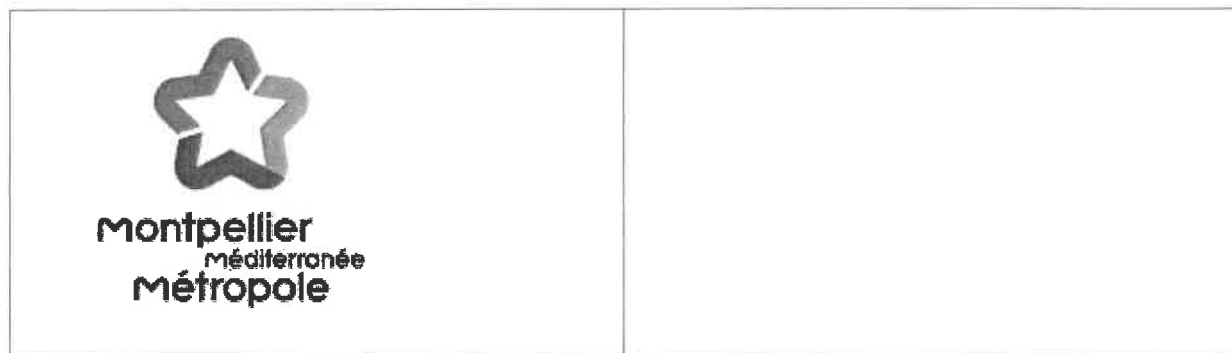
**034-243400017-20180101-44920-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 20/06/18**

**Réception en Préfecture : 20/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'Association des Communes  
Forestières de l'Hérault (COFOR)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du « Développement durable, l'environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; la biodiversité et la culture scientifique et technique, incluant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée, le Plan Climat air Energie Territorial, la réhabilitation thermiques des copropriétés »,
- CONSIDERANT** que dès 2013, le Plan Climat de Montpellier Méditerranée Métropole identifie le recours à la biomasse sur son territoire comme un des enjeux de développement des énergies renouvelables (avec le solaire, photovoltaïque et thermique, ainsi que la géothermie et la récupération de chaleur) et l'usage du bois de construction. S'agissant de l'élaboration du PCAET, il s'agira de déterminer au mieux le potentiel de développement et la demande. L'association des Communes Forestières de l'Hérault devient alors un partenaire incontournable de cet accompagnement.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault dont le montant basé sur la somme des cotisations des communes qui composent la Métropole (relativement au nombre d'habitants de chaque commune), diminué de 15%, est fixé pour l'année 2018 à 7 395 €.

**ARTICLE 2** : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée**

**Stéphanie JANNIN**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

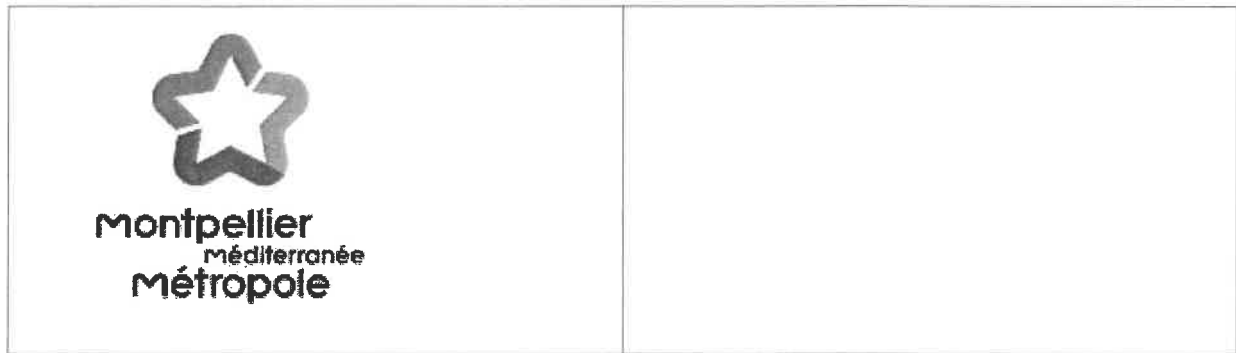
**034-243400017-20180101-44907-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2127 -  
Conception et réalisation de travaux  
d'amélioration des installations biogaz de  
l'unité de méthanisation Amétyst - Avenant  
n°1 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat (délibération n°11882 en date du 24 septembre 2013) confiant à la SA3M la conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst ;



**- CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un avenant pour modifier le programme de maîtrise d'œuvre (déplacement des torchères de sécurité),

- que cette modification de programme implique la réalisation d'études supplémentaires pour le maître d'œuvre,

- que la durée prévisionnelle d'exécution d'ensemble du marché, tranches conditionnelles comprises, est de 60 mois à compter du point de départ du délai d'exécution de la tranche ferme, y compris les périodes de garantie de parfait achèvement (12 mois à compter de la date de prise d'effet de la décision de réception partielle à considérer) et des garanties particulières de bon fonctionnement (24 mois à compter de la date de prise d'effet de la décision de réception partielle à considérer),

- que la prolongation des délais de validation des différentes phases d'études, il convient de prolonger en conséquence la durée prévisionnelle d'exécution d'ensemble du marché comme suit :

- point de départ du délai d'exécution de la tranche ferme : 7 août 2014 (date de notification du marché et d'engagement de l'élément de mission DIAG),
- date prévisionnelle de la décision de réception : décembre 2019,
- date d'échéance prévisionnelle de la période de garantie de parfait achèvement (12 mois) : décembre 2020,
- date d'échéance prévisionnelle de la période de garanties particulières de bon fonctionnement (24 mois) : décembre 2021
- durée prévisionnelle d'exécution d'ensemble du marché ajustée à 89 mois.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché de conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise NALDEO, pour un montant de 13 600 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 26/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

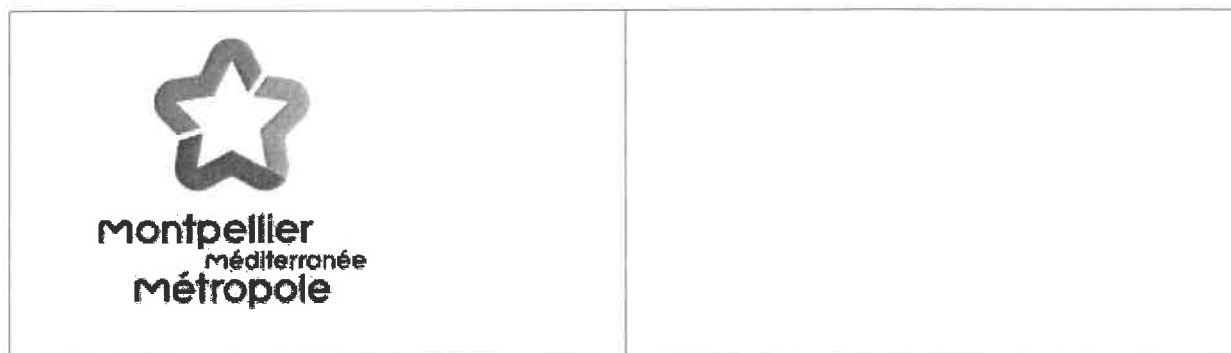
034-243400017-20180101-45029-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/06/18

Réception en Préfecture : 26/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2905 S 16.01  
- Extension et rénovation du centre de tri  
des déchets ménagers recyclables secs  
DEMETER de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Avenant n°1 - Commune de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la convention de mandat (délibération n°12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau Centre de tri Demeter ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il est nécessaire d'approuver les études d'Avant-Projet Définitif (APD) qui tient compte des ajustements opérés par le maître d'œuvre sur le bâtiment et l'extension pour accueillir le processus proposé par l'attributaire du marché global de performance,
- qu'il est apparu opportun de reporter l'arrêt du coût prévisionnel définitif des travaux à l'issue des études d'APD, en lieu et place des études d'Avant-Projet Sommaire (APS), en application de l'article 4 de l'acte d'engagement « Engagement sur le coût des travaux »,
- qu'il faut arrêter au même stade, le montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre, en application de l'article 6 de l'acte d'engagement « Montant des honoraires ».

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché d'extension et de rénovation du Centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER à l'entreprise SETEC Environnement, pour un montant de 466 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 26/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

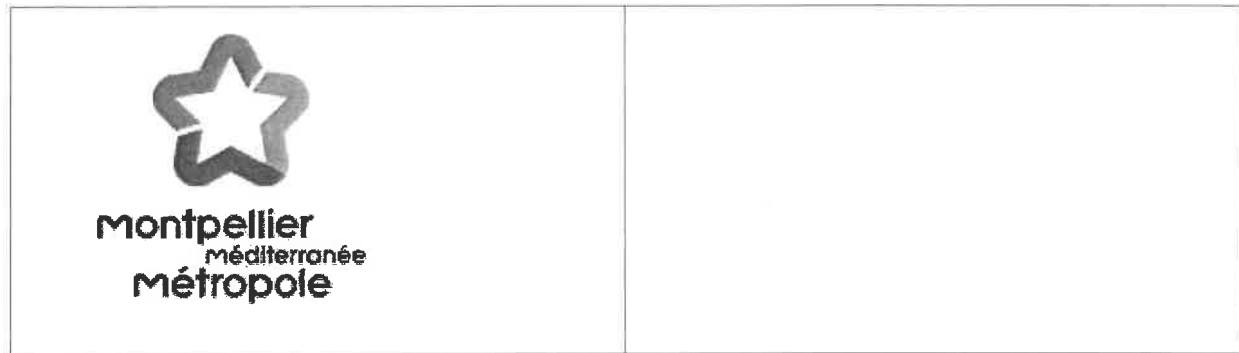
**034-243400017-20180101-45164-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 26/06/18**

**Réception en Préfecture : 26/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un  
avenant de substitution de titulaire à la  
convention d'occupation temporaire du  
domaine public - Station relais de  
téléphonie mobile - Bâtiment Junon 51  
place Zeus - Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

-VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,

-VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole a signé le 09/02/2018 une convention d'occupation temporaire du domaine public autorisant la société Bouygues Telecom à installer une station relais de téléphonie mobile sur un espace du bâtiment Junon au 51 Place Zeus à Montpellier,

- que la société Bouygues Telecom et la SAS Cellnex France, sise 1 avenue de la cristallerie 92 310 Sèvres, ont signé un accord portant sur l'exploitation de 3000 sites télécom en France et prévoyant un transfert progressif de gestion de sites existants à Cellnex.

- qu'il convient de prendre acte de cet accord et de signer un avenant à la convention du 09/02/2018 afin de substituer la société Cellnex à la société Bouygues Telecom dans la convention concernant le site mis à disposition au 51 place Zeus à Antigone. La société Cellnex reprend l'ensemble des engagements pris par la société Bouygues Telecom avec la Métropole dans cette même convention.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS Cellnex France signent un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 09/02/2018 concernant l'installation et la gestion d'une station relais de téléphonie mobile sur un espace du bâtiment Junon au 51 Place Zeus à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** L'avenant substitue la société Cellnex à la société Bouygues Telecom. La société Cellnex reprend l'ensemble des engagements pris par la société Bouygues Telecom avec la Métropole dans la convention d'occupation temporaire du 09/02/2018. Les conditions de calcul de la redevance reste inchangées.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**

  
**Monsieur le Président**  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 14/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

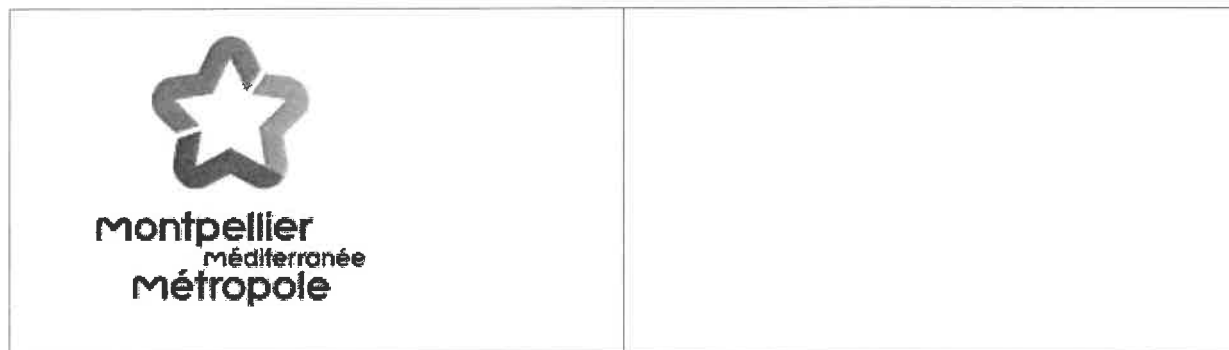
**034-243400017-20180101-45405-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 14/06/18**

**Réception en Préfecture : 14/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
Service Pôle Territorial Montpellier

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Marché n°4619EP16 - Aménagement de la  
rue de la Croix Lavit et de la rue de la  
Galéra  
Autorisation de signer l'avenant n°1 au lot  
1 "voirie"**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine « Voirie et Espace Public » ;
- VU la décision N°D2017-109 attribuant le lot 1 « voirie » du marché n°4619EP16 d'aménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra à l'entreprise Eurovia Méditerranée, pour un montant de 379 698.43 euros HT et pour une durée de 21 semaines.

**Considérant :**

- Qu'en phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvaient être prévus à l'origine du projet.

**DECIDE**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 1 du marché d'aménagement de la rue de la Croix Lavit et de la rue de la Galéra à l'entreprise Eurovia Méditerranée, avenant d'un montant de 16 107,59 euros HT.

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

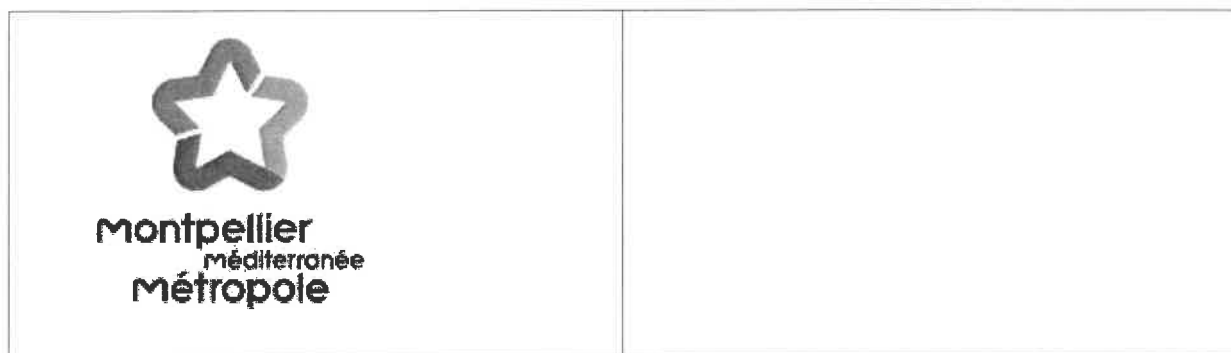
**034-243400017-20180101-45352-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public**  
**Service Pôle Territorial Montpellier**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4699EP16 -  
Réaménagement de l'avenue de la Colline,  
de la rue Pierre Favier à la rue de  
l'Aubépine - Commune de Montpellier -  
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, dans le domaine de la « Voirie et à l'Espace Public » ;
- VU la décision n°D2017-576 du 26/07/2017, attribuant le lot n°1 (Voirie) du marché réaménagement de l'avenue de la Colline, de la rue Pierre Favier à la rue de l'Aubépine (Montpellier) à l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE sise Route de Lodève, 34990 Juvignac, pour un montant de 161 745,60 euros HT et pour une durée de 4 mois.



**CONSIDÉRANT :**

- qu'en phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvaient être prévus à l'origine du projet pour le lot 1, induisant des travaux supplémentaires suivants : substitution des matériaux impropres en structure de chaussée en vue d'atteindre les portances requises (couche de forme et imprégnation).

**D É C I D E**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché réaménagement de l'avenue de la Colline à l'entreprise EUROVIA MEDITERRANEE, avenant d'un montant de 15 399,22 euros HT (18 489,06 € TTC).

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué**

**Pierre DUDIEUZERE**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

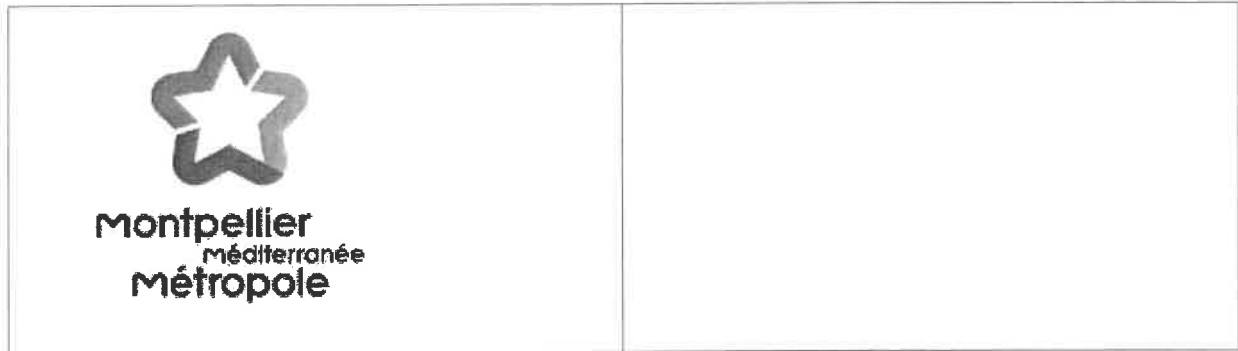
**034-243400017-20180101-45364-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la création de locaux  
poubelles sur le domaine public - Rue de  
Rhodes - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU la nécessité de modifier le point de collecte des déchets de la rue de Rhodes pour des questions d'hygiène et d'intégration urbaine,
- VU le projet d'implantation de deux locaux permettant d'entreposer l'ensemble des conteneurs nécessaires au stockage des déchets produits par les riverains de la rue de Rhodes à Montpellier, proposé par la Direction de la Propreté et de la valorisation des Déchets,

**CONSIDÉRANT :**

- la nécessité de déposer une déclaration préalable pour la réalisation de ces travaux sur le domaine public métropolitain,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole doit déposer une demande de déclaration préalable pour la réalisation de deux locaux de stockage des déchets sur le parking de la rue de Rhodes (domaine public) sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Le Président, ou à défaut le Vice-Président délégué, est autorisé à signer la demande de déclaration préalable de travaux visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

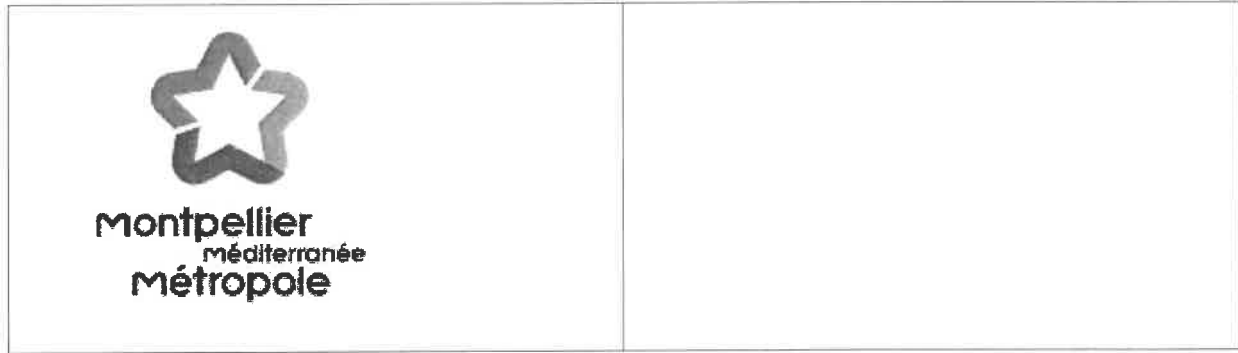
034-243400017-20180101-45371-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice - Cour  
Administrative d'Appel de Marseille du  
jugement n°1603853-4 - Société ORANGE**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU le jugement du tribunal Administratif de Montpellier n° 1603853-4 du 31 mai 2018 annulant les titres exécutoires n°6130 du 12 décembre 2014 et n°8123 du 11 décembre 2015 émis par la commune de Montpellier dans le cadre de la redevance du domaine public routier communal (RUDPR) et déchargeant la société Orange de payer les sommes correspondantes,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1603853-4 du 31 mai 2018.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME « Avocats ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 20/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

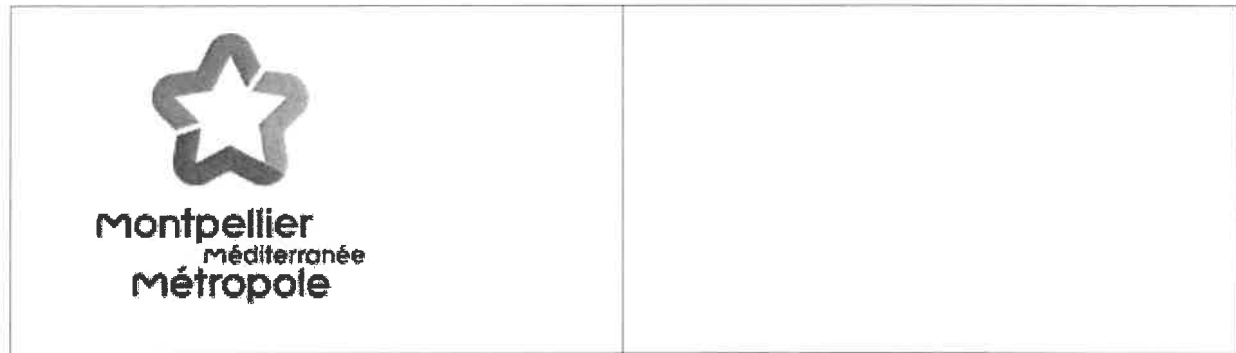
**034-243400017-20180101-45399-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 20/06/18**

**Réception en Préfecture : 20/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le  
domaine public des voies - ZAC  
GAROSUD - Acquisition auprès de la  
SERM - Commune de Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement ou le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU la demande de la SERM de classer les voies ou futurs espaces publics situés dans le périmètre de la ZAC Garosud dans le domaine public métropolitain,

**CONSIDERANT :**

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et d'espaces publics situées dans le périmètre de la ZAC Garosud sur la commune de Montpellier, notamment sur l'avenue Etienne Méhul, rue de la Jasse de Maurin, rue Raymond Recouly, rue Patrice Lumumba, rue Mehdi Ben Barka, rue de la Castelle, rue du Colonel Pavelet, rue du Colonel Massoud, avenue de Maurin, rue Emile Julien, rue Léon Trotsky, rue de la Jeune Parque, rue Karl Liebknecht, rue Rosa Luxembourg, rue Ettore Bugatti,
- que les différents procès-verbaux de remises d'ouvrages ont été signés entre la SERM et les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM les parcelles en nature de voirie et futurs espaces publics situées dans le périmètre de la ZAC Garosud en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : La transaction aura lieu à l'euro symbolique, compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises aménagées à vocation publique situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Garosud à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 4** : Maître PEREZ notaire à Montpellier, désigné par la SERM, sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété au frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présent décision.

Montpellier, le 19 juin 2018



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 19/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

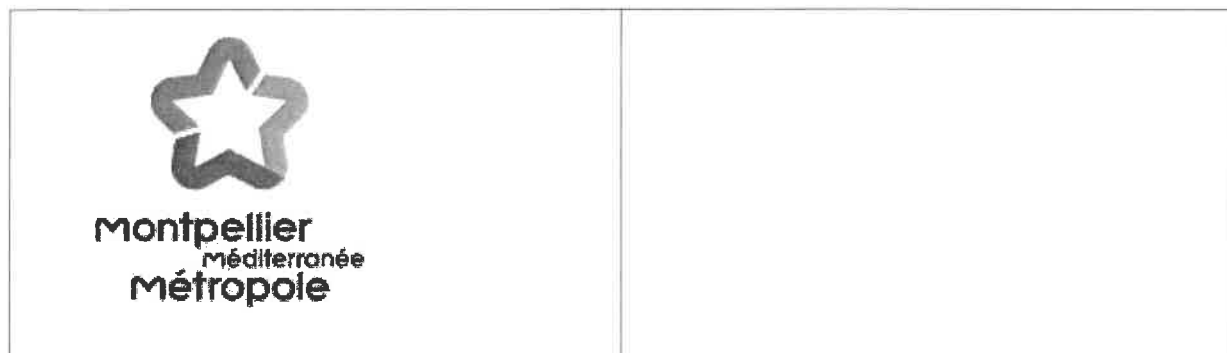
**034-243400017-20180101-45419-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 19/06/18**

**Réception en Préfecture : 19/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en location  
d'une maison d'habitation appartenant à  
Montpellier Méditerranée Métropole située  
au 314 route de Sète - Commune de Saint  
Jean de Védas**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de « l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située au 314 route de Sète à Saint Jean de Védas (34 430), parcelle cadastrée BC0011,
- qu'il est d'intérêt général d'optimiser le patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole.



**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Céline TERNISIEN signent un contrat de location portant sur une maison d'habitation située au 314 route de Sète à Saint Jean de Védas (34430).

**ARTICLE 2** : La location concerne une maison à usage d'habitation, élevée d'un simple étage sur rez de chaussée de 85 m<sup>2</sup> habitables, un garage et une dépendance, le tout figurant sur un terrain enregistré au cadastre sous le numéro de parcelle BC 0011 d'une surface de 33a 09ca, l'ensemble formant un seul lot dont le locataire aura l'usage exclusif.

**ARTICLE 3** : Le contrat de location est consenti pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> août 2018, renouvelable une fois par reconduction expresse pour la même durée.

**ARTICLE 4** : Le contrat de location est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel payable d'avance de 807,50 € (huit cent sept euros et cinquante centimes) charges comprises (hors abonnement individuel eau, gaz, électricité, etc...). Le loyer pourra être révisé tous les ans en fonction de l'indice INSEE de référence des loyers à la date anniversaire du bail.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 14 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 14/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

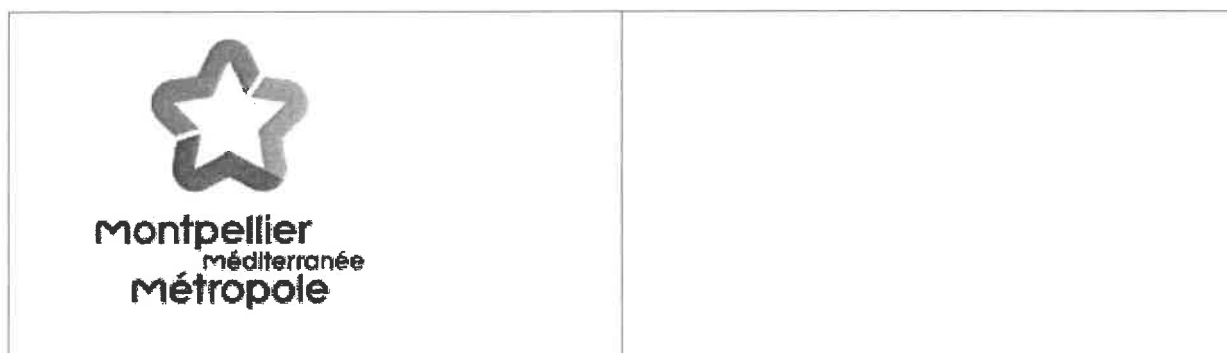
**034-243400017-20180101-45766-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 14/06/18**

**Réception en Préfecture : 14/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société SGE MEDICAL  
dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, parcs d'activité » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société SGE MEDICAL, représentée par Monsieur Laurent MICHENEAU a pour activité la maintenance de matériel médical.  
Locataire du lot A01 de 111.30 m<sup>2</sup> (y/c quote-part de parties communes), elle est candidate au renouvellement de son bail à compter du 1<sup>er</sup> août 2018.  
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SGE MEDICAL ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

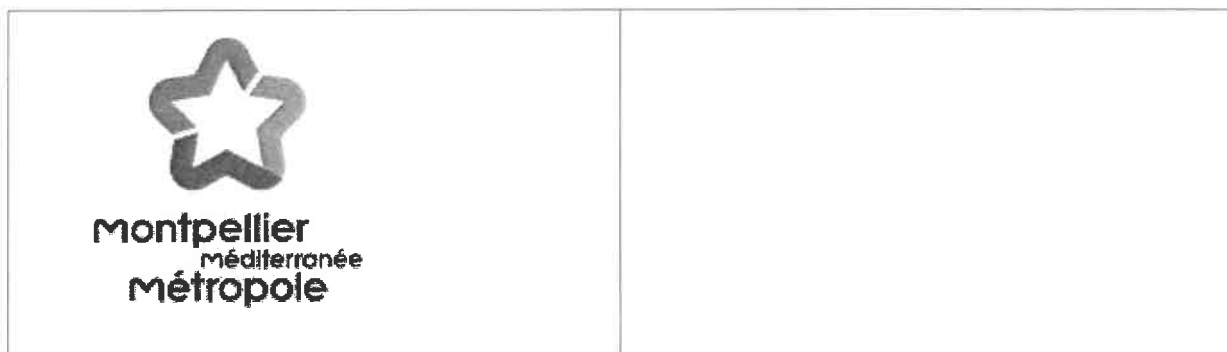
034-243400017-20180101-45833-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets**  
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n° 2 aux lots  
1 et 2 du marché n° 4519 VD 16 pour la  
réhabilitation des déchèteries de  
Baillargues/Castries et Lavérune - lot n° 1 :  
Point Propreté de Baillargues/Castries et  
lot n° 2 : Point Propreté de Lavérune**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la décision n°2016 – 647 attribuant les lots n° 1 et 2 au marché 4519VD16 de « Réalisation des phases de conception et de suivi relatives au programme de rénovation/réhabilitation des points Propreté de Baillargues/Castries et Lavérune » au cabinet MERLIN pour un montant global de 32 130 euros H.T. soit 38 556 euros T.T.C.

**Considérant :**

- Que, pour les lots 1 et 2, lors des études d'Avant-Projet (AVP) et de Projet (PRO), des compléments au programme de travaux se sont révélés nécessaires. Ces derniers n'ont pu être pris en compte et chiffrés par le Maître d'Ouvrage lors de l'élaboration du programme de travaux car ils résultent d'éléments imprévisibles et indépendants de la volonté de ce dernier.
- Que, par ailleurs, des adaptations techniques faisant suite aux investigations géotechniques complémentaires diligentées en phase PRO se sont également révélées nécessaires.

**D E C I D E**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au lot 1 et de l'avenant n° 2 au lot 2 du marché de « Réalisation des phases de conception et de suivi relatives au programme de rénovation/réhabilitation des points Propreté de Baillargues/Castries et Lavérune » attribués au Cabinet MERLIN.

L'avenant n° 2 au lot 1 s'élève à 2 030 euros H.T. soit 2 436 euros T.T.C., portant le montant du lot 1 à 18 370 € H.T., soit 22 044 € T.T.C.

L'avenant n° 2 au lot 2 s'élève à 3 059,63 euros H.T. soit 3 671,56 euros T.T.C., portant le montant du lot 2 à 18 849,63 € H.T., soit 22 619,56 € T.T.C.

**Article 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 26 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Valérie BARTHAS-ORSAL**

**Publiée le : 26/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

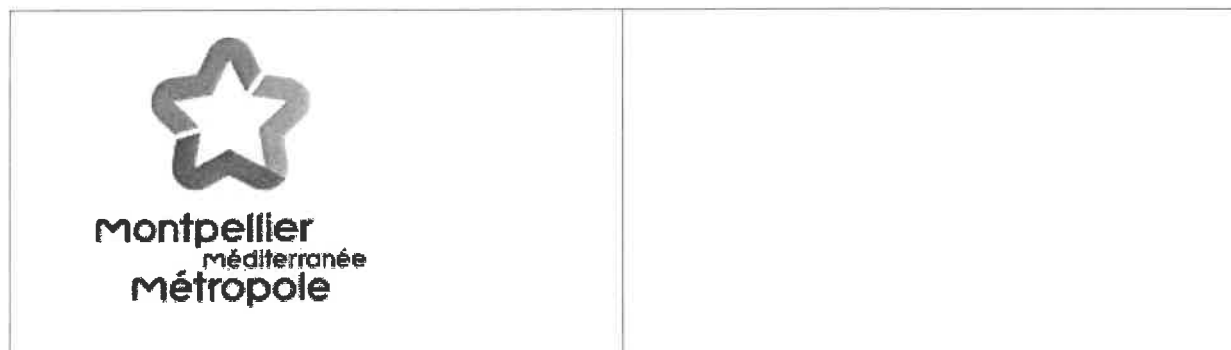
034-243400017-20180101-45869-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/06/18

Réception en Préfecture : 26/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation à titre gratuit de l'espace  
extérieur "jardin de la maison gauloise"  
du site archéologique Lattara - Musée  
Henri Prades au bénéfice du Centre de  
loisirs Nelson Mandela de la Ville de Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conditions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la culture ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de la mise en oeuvre d'un projet pédagogique au musée archéologique Henri Prades, consistant à accueillir des enfants du Centre de loisirs Nelson Mandela de la Ville de Lattes du 16 au 20 juillet, afin de leur faire découvrir de façon ludique et originale la cité antique de Lattara, il convient de mettre à disposition du centre de loisirs à titre gratuit le « jardin de la maison gauloise », espace attenant au musée situé dans l'enceinte de l'établissement, sur deux

nuitées afin de permettre aux deux groupes accueillis, constitués de 12 enfants et leurs accompagnateurs, de camper sur place avec leur propre matériel durant une nuit.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : une convention est conclue avec le Centre de loisirs Nelson Mandela de la Ville de Lattes pour la mise à disposition à titre gratuit du « jardin de la maison gauloise » les jeudis 19 juillet et 9 août 2018, de 18 H à 9 H.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 8 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 08/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

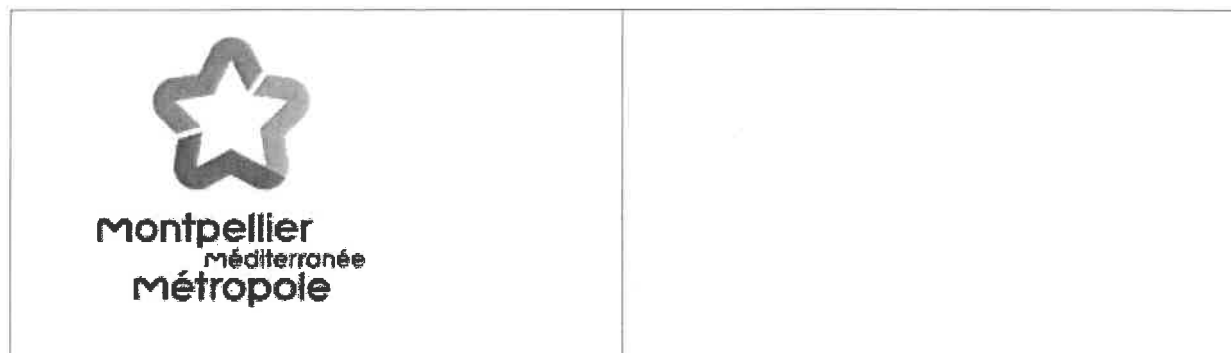
034-243400017-20180101-46134-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/06/18

Réception en Préfecture : 08/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
**Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de mise à  
disposition des établissements aquatiques à  
titre payant à destination des clubs et  
associations sportives**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017, fixant les tarifs en vigueur;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;



**CONSIDERANT :**

- que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de disposer de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives ;
- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2018-2019.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Des conventions d'occupation précaires et révocables, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, seront signées nominativement avec chaque association.

**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La durée des conventions couvrira la saison sportive 2018-2019, soit du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019.

**ARTICLE 4** : Ces conventions sont signées à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

**ARTICLE 5** : Monsieur, Jean-Luc MEISSONNIER le Vice-président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

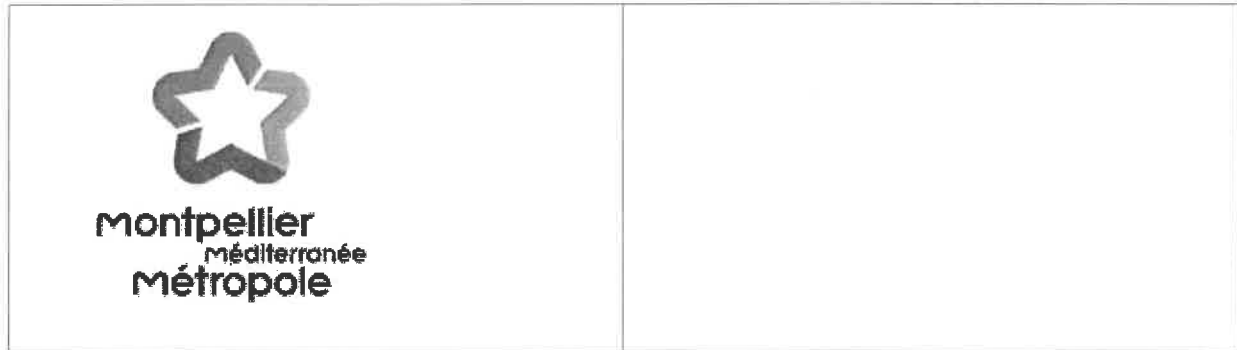
034-243400017-20180101-46200-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion de  
contrats d'assurances "Tous risques  
chantier" et "Dommages ouvrage" dans le  
cadre de la réhabilitation de l'hôtel  
Montcalm en centre d'art contemporain  
(mandat SA3M)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de l'opération de réhabilitation de l'hôtel Montcalm en centre d'art Contemporain, un contrat d'assurances « Tous risques chantier » et un contrat d'assurance « Dommages ouvrage » doivent être conclus.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti à prix forfaitaire,
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Qualité des garanties : 50% ; Prix : 40% ; Suivi et gestion des sinistres : 10%.
- qu'après analyse, les entreprises QUADRASSUR AXA pour le lot 1, assurance « Tous risques chantier », et GRAS SAVOYE SMA COURTAGE pour le lot 2, assurance « Dommages ouvrage » présentent les offres économiquement les plus avantageuses.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché d'assurance « Tous risques chantier » à l'entreprise QUADRASSUR AXA, pour un montant de 10 634,20 € HT.

**ARTICLE 2 :** D'attribuer le marché d'assurance « Dommages ouvrage » à l'entreprise GRAS SAVOYE SMA COURTAGE pour un montant de 37 611 € HT.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Bernard TRAVIER**

**Publiée le : 27/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

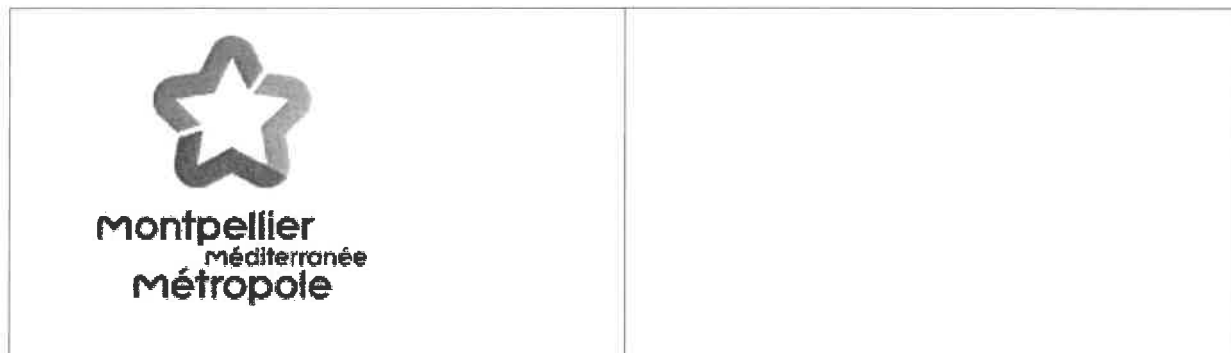
034-243400017-20180101-46144-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/18

Réception en Préfecture : 27/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de mise à  
disposition des établissements aquatiques à  
titre gratuit à destination des clubs et  
associations sportives**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par délibération du Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives» ;

**CONSIDERANT :**

- que les associations, sollicite Montpellier Méditerranée Métropole, afin d'obtenir des créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités à finalité sociale et/ ou dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;

- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit ;
- qu'il convient de passer des conventions spécifiques avec chacune des associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2018- 2019.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Des conventions d'occupation précaires et révocables, détaillant les modalités de mise à disposition des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chaque association.

**ARTICLE 2** : Ces associations bénéficieront de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2018-2019, soit du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019.

**ARTICLE 4** : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président délégué aux Sports et Traditions Sportives, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.  
Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

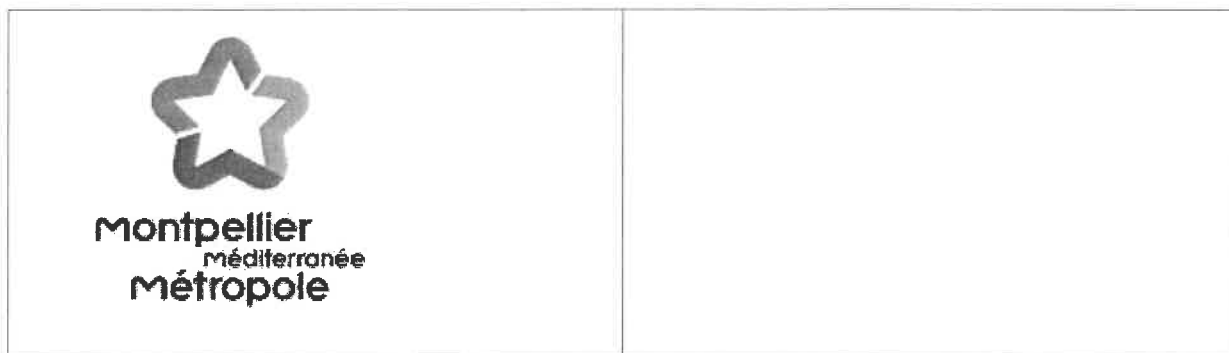
034-243400017-20180101-46220-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la  
parcelle cadastrée CC n° 51 - Commune de  
Clapiers**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président délégué à la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de Clapiers en date du 3 mai 2018 autorisant la cession de la parcelle cadastrée CC n° 51, d'une superficie de 4 230 m<sup>2</sup> située lieudit Les Moulières à Clapiers pour un montant total de 33 840 euros au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « de la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques » ;
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire à la réalisation d'un bassin de rétention dénommé BR 2 dans le cadre de la protection contre les inondations du ruisseau des canaux à Clapiers ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la commune de Clapiers la parcelle cadastrée CC n°51 d'une superficie de 4 230 m<sup>2</sup> située lieudit Les Moulières à Clapiers.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition interviendra pour un montant total de 33 840 euros, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

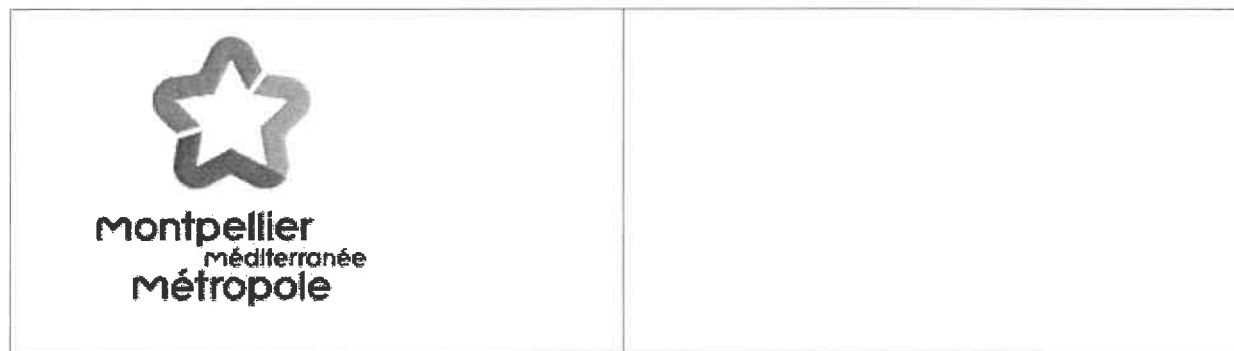
**034-243400017-20180101-46293-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4757EA17 -  
Maîtrise d'œuvre relative aux  
aménagements de protection contre les  
inondations de la Mosson aval - Commune  
de Juvignac - Attribution - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,



**CONSIDERANT :**

- que dans le cadre du programme d'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson sur la commune de Juvignac, la nécessité de désigner un maître d'œuvre pour la poursuite des études et la réalisation des travaux,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 48 mois,
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
  2. Prix des prestations au regard du forfait provisoire indiqué à l'A.E : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise ANTEA Group sise 400 avenue du Passetemps – Parc Napollon Bât C – 13676 AUBAGNE Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4757EA17 – Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Mosson aval à Juvignac à l'entreprise ANTEA Group, pour un montant de 54 980 euros HT. Le marché prend effet à compter de la notification par ordre de service prescrivant le premier document d'étude et la durée globale prévisionnelle d'exécution est de 48 mois.

**ARTICLE 2 :** Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Marc LUSSET**

**Publiée le : 20/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

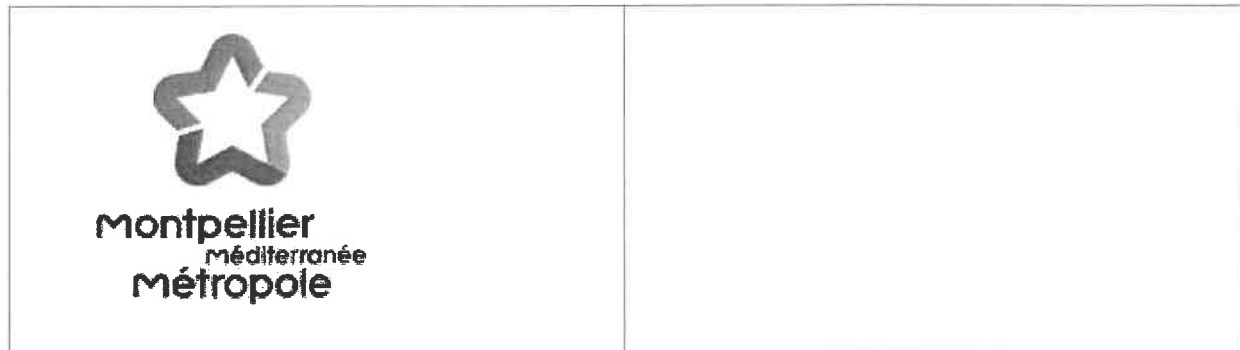
034-243400017-20180101-46335-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/06/18

Réception en Préfecture : 20/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports**  
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°3978DS15 -  
Lot n°08 "chauffage-plomberie-traitement  
d'air" pour la construction de la piscine  
Héracles - Commune de Saint-Brès -  
Avenant n°1**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine des « Sports et des traditions sportives » ;

- VU la délibération n°13530 du 16 décembre 2015 attribuant le lot n°08 "chauffage plomberie et traitement d'air" du marché 3978DS15 « construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » à l'entreprise THERMATIC, sise 50 rue de la Prade – ZI La Prade 12033 Rodez cedex 9, pour un montant de 1 074 091,04 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 20 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

**CONSIDÉRANT :**

- que des travaux supplémentaires ont été nécessaires afin de permettre d'adapter et d'améliorer les installations réalisées. Ces travaux supplémentaires comprennent notamment la modification des gaines de soufflage, l'optimisation du réseau de chauffage en récupération, l'ajout d'une climatisation murale pour le local informatique et la modification des panneaux de douches ;  
- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** Qu'un avenant n°1 au lot n°08 "chauffage plomberie et traitement d'air" du marché n°3978DS15 intitulé « construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » est passé avec l'entreprise THERMATIC pour un montant de 26 468,43 euros HT soit un écart de 2,4% par rapport au marché initial,

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au lot n°08 du marché n°3978DS15 intitulé « construction de la piscine Héraclès de Saint-Brès » et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Luc MEISSONNIER**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

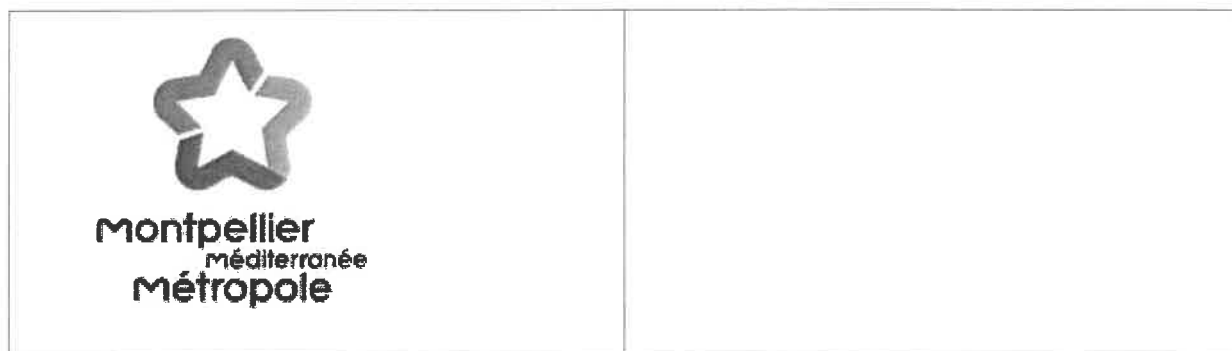
034-243400017-20180101-46505-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de la  
décision n°MD2018-338 et à l'attribution  
des lots 2, 3 et 15 du marché de travaux  
pour la réhabilitation de l'hôtel Montcalm  
en centre d'art contemporain (mandat  
SA3M)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016 ;

**CONSIDERANT :**

- que dans la cadre de la réhabilitation de l'hôtel Montcalm en centre d'art contemporain, il est nécessaire d'attribuer les lots 2, 3 et 15 du marché de travaux ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée alloti d'une durée de 11 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique de l'offre, 60% ; prix, 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2018 a été informée de l'attribution du marché aux entreprises suivantes, présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

Lot 2 - Etanchéité, à l'entreprise MIE située à Montpellier ;

Lot 3 - Façades, à l'entreprise LANDRAGIN située à Nîmes ;

Lot 15 - Eclairage scénographique, à l'entreprise ENGIE INEO située à Lattes ;

- que, suite à une erreur matérielle, cette décision rectifie également les montants des lots 4 - Cloisons et doublages et 7 - Menuiseries intérieures du même marché, attribués par décision n°MD2018-338 aux entreprises Cuartero et Sogea Sud.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché de travaux pour la réhabilitation de l'Hôtel Montcalm en centre d'art contemporain avec les entreprises suivantes :

Lot 2 - Etanchéité, à l'entreprise MIE, située à Montpellier, pour un montant de 71 693,20 € HT,

Lot 3 - Façades, à l'entreprise LANDRAGIN, située à Nîmes, pour un montant de 212 503,10 € HT,

Lot 15 - Eclairage scénographique, à l'entreprise ENGIE INEO, située à Lattes, pour un montant de 648 641,12 € HT.

**ARTICLE 2 :** De modifier les montants des lots 4 - Cloisons et doublages attribué à l'entreprise Cuartero, et 7 - Menuiseries intérieures attribué à l'entreprise Sogea Sud, du même marché : les montants de ces lots sont fixés respectivement à 100 995,05 € HT et 85 542,45 € HT.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 juin 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAVIER

**Publiée le : 27/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

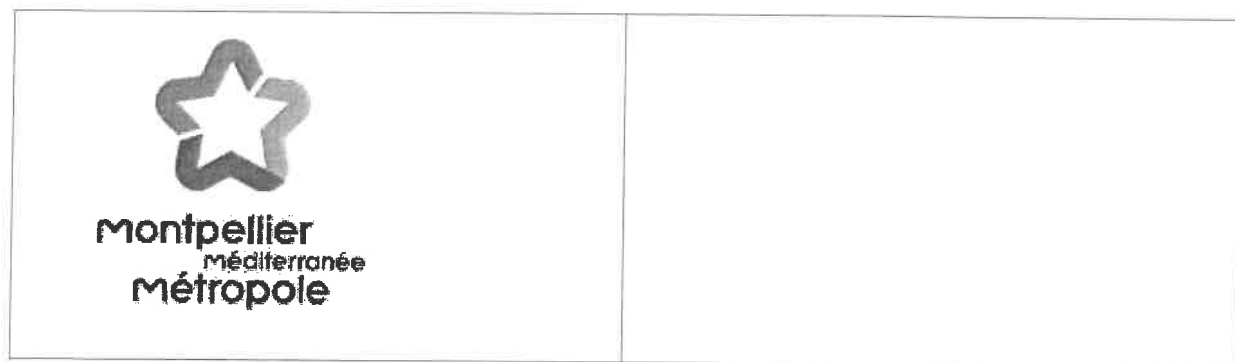
034-243400017-20180101-46461-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/18

Réception en Préfecture : 27/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société ECOSEC dans les  
Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société ECOSEC, représentée par Monsieur Benjamin CLOUET a pour activité la conception, l'installation et la vente de matériel de solutions écologiques de recyclage de déchets et d'effluents. Actuellement locataire du lot A09 représentant 112.50 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 12 mois. MON REVE EN BOIS emploie actuellement 6 personnes et projette d'atteindre 15 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société ECOSEC représentée par Monsieur Benjamin CLOUET, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 juin 2018



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-46468-AU

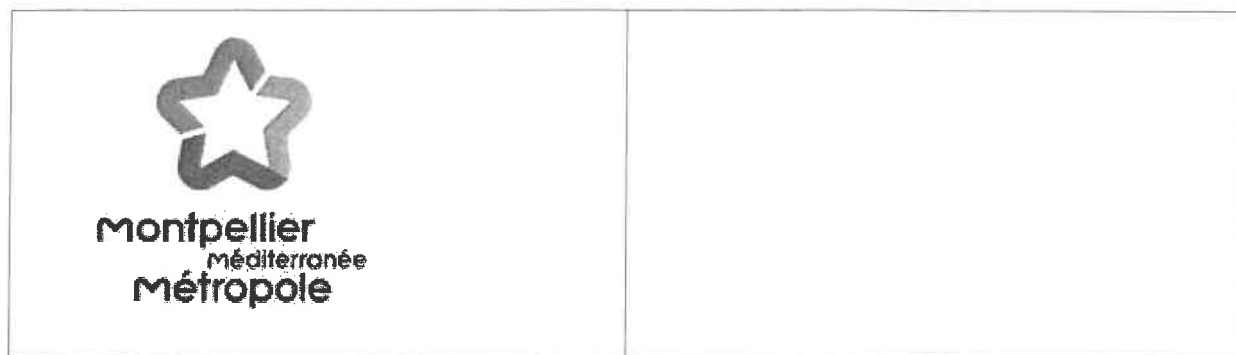
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 3620MG14 de  
Maintenance des ascenseurs, élévateurs  
pour personnes à mobilité réduite, monte-  
charges, portes et portails automatiques  
des équipements administratifs de  
Montpellier Méditerranée Métropole -  
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocoles » ;

- **VU** la délibération n°13734 attribuant le marché n°3620MG14 « Maintenance des ascenseurs, élévateurs pour personne à mobilité réduite, monte-charges, portes et portails automatiques des équipements administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société OTIS pour un montant total de 39 808 euros HT (toutes reconductions confondues) et pour une durée de 4 ans (toutes reconductions confondues).

- **VU** l'avenant n°1 du 21 avril 2016, modifiant le montant du marché public, le portant à 41 541,33 euros HT, suite à l'intégration d'un nouvel équipement,

**CONSIDÉRANT :**

- que suite à la vente du Domaine de la Providence, il est nécessaire d'actualiser la liste des équipements, ainsi ; à l'article 3 « Description des installations » du CCTP, sont supprimées les lignes: « Ascenseur Thyssen 630kg-3 niveaux-1m/s bâtiment principal » et « Monte-plats Thyssen 100kg-2niveaux-0.2m/s bâtiment principal – cuisine à salle à manger ». Et à la décomposition du prix global forfaitaire : sont supprimées les deux lignes équivalentes à ces équipements.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n° 3620MG14 de Maintenance des ascenseurs, élévateurs pour personnes à mobilité réduite, monte-charges, portes et portails automatiques des équipements administratifs de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise OTIS, avenant d'un montant de moins-value d'un montant de 729,17 euros HT pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2018 au 31 décembre 2018.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Isabelle GUIRAUD**

**Publiée le : 27/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

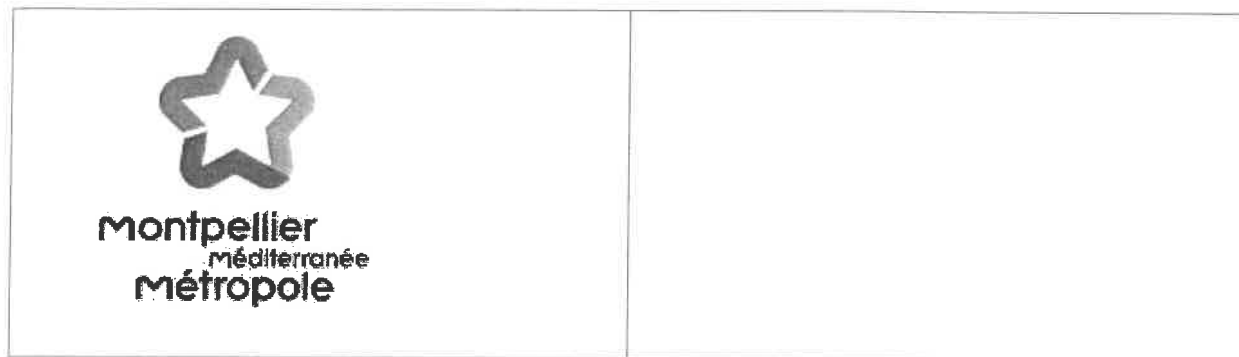
034-243400017-20180101-46475-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/18

Réception en Préfecture : 27/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique**

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de  
l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie  
et du Climat (ALEC)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des Finances ;
- **CONSIDERANT** que la Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la Ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Elle en a approuvé les statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), dont le montant de la cotisation 2018 s'élève à 1 807 €.

**ARTICLE 2** : Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué**

**Max LEVITA**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

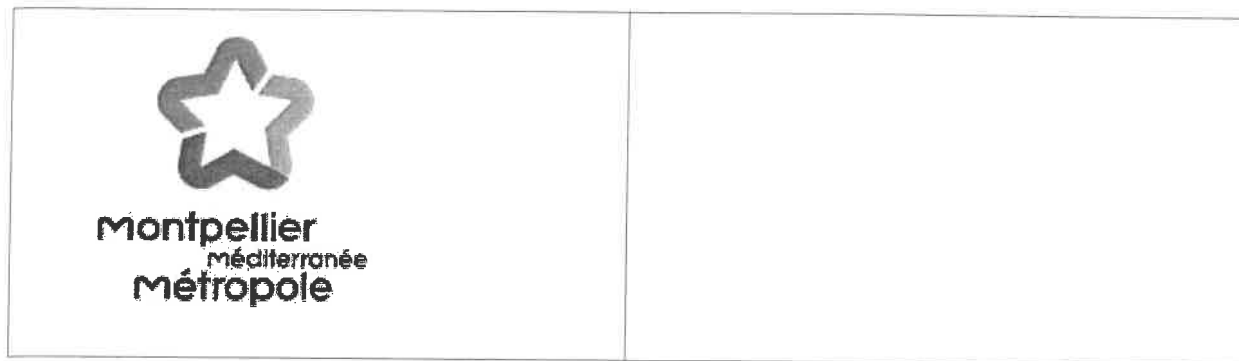
**034-243400017-20180101-46479-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**  
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 au marché n° 4394EA de  
maintenance et travaux sur les ouvrages de  
défense extérieure contre l'incendie lot 2  
Secteur Ouest**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans les domaines de la « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques ».
- VU la décision N°D2016-950 attribuant le marché n° 4394EA de maintenance et travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 2 Secteur Ouest à l'entreprise FAURIE sise Ecoparc – 100 rue des Lauriers – 34130 SAINT AUNES, pour un montant annuel maximum de 300 000€ HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

**Considérant** que des prix nouveaux provisoires ont été ajoutés au Bordereau de Prix Unitaires, qu'ils ont été notifiés par ordre de service et qu'il convient de les rendre définitifs par avenant,

**D E C I D E**

**Article 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4394EA de maintenance et travaux sur les ouvrages de défense extérieure contre l'incendie lot 2 Secteur Ouest à l'entreprise FAURIE sise Ecoparc – 100 rue des Lauriers – 34130 SAINT AUNES,

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 901 et 931.

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 27 juin 2018**

**Signé.**

**Monsieur le Vice-Président délégué  
Jean-Marc LUSSERT**

**Publiée le : 27/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

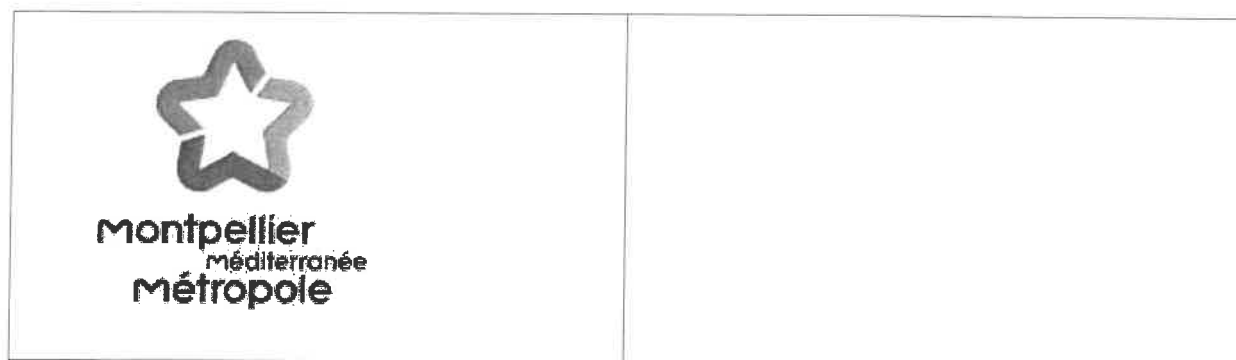
**034-243400017-20180101-46488-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/06/18**

**Réception en Préfecture : 27/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial**  
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4773RH17 -  
Prestation de transport dans le cadre de  
trajets domicile-travail concernant un  
agent reconnu en qualité de travailleur  
handicapé - Avenant n°1 - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des « Ressources Humaines » ;

- VU la Décision n°D2017-696 attribuant le marché n°4773RH17 visant à assurer une prestation de transports dans le cadre de trajets entre le domicile et le travail passé avec la société JL International, ZAE Jean Monnet, 1 rue Paul Henri Spaak, 77240 Vert-Saint-Denis (initialement conclu jusqu'au 01/09/2018 et reconductible).

**CONSIDÉRANT :**

- l'évolution de l'état de santé de l'agent de Montpellier Méditerranée Métropole, reconnu travailleur handicapé, concerné par le marché de transport entre son domicile et son lieu de travail.

- qu'il est nécessaire d'adapter le véhicule initialement prévu dans le marché,

- le contexte évolutif important de mutualisation entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, les deux collectivités procèdent à une mutualisation des achats par groupement de commande. Il est donc prévu de relancer un marché transport pour le personnel en situation de handicap, de manière mutualisée pour octobre 2018.

- que le surcout engendré, à raison d'une fréquence de 12 trajets par mois, aller-retour, entre les communes de Béziers et de Montpellier avec un véhicule adapté est estimé à 1 620 € HT jusqu'au 30/09/2018 (soit une augmentation de 8.33% du montant annuel initial), portant le montant total maximal du contrat à 21 078 € HT.

**D É C I D E**

**ARTICLE 1:** D'autoriser la signature de l'avenant transactionnel au marché n°4773RH17 visant à assurer une prestation de transports dans le cadre de trajets entre le domicile et le travail, passé avec la société JL International, ZAE Jean Monnet, 1 rue Paul Henri Spaak, 77240 Vert Saint Denis (initialement conclu jusqu'au 01/09/2018 et reconductible).

Avenant d'un montant de 1 620 € HT (soit une augmentation de 8.33% du montant annuel initial) prolongeant le marché jusqu'au 30/09/2018 et ne prévoyant pas la reconduction au-delà de cette date.

**ARTICLE 2 :** Le montant annuel du marché s'élève désormais à 21 078€ HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 juin 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Régine ILLAIRE



**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

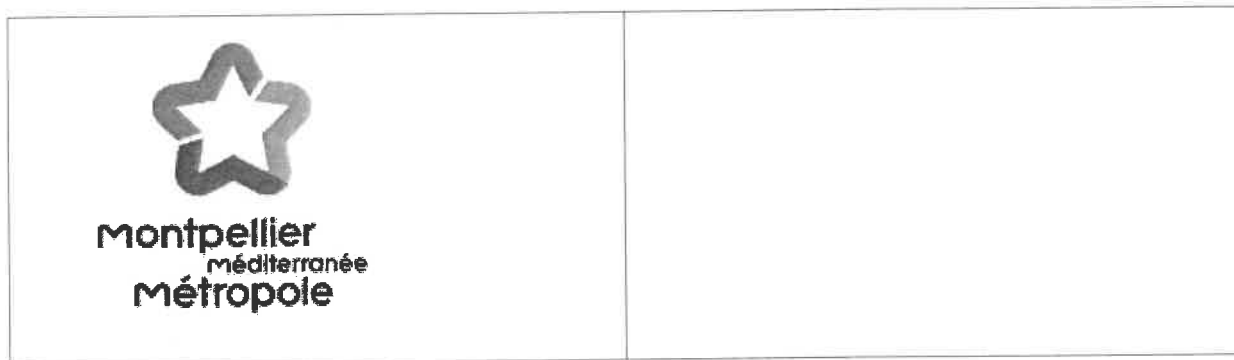
**034-243400017-20180101-46639-CC**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société DIASYS  
TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP  
GAMMA à Grabels**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité le diagnostic médical in vitro. Locataire du lot CG 1.2 de 133 m<sup>2</sup>, la société est candidate à la location du lot CG 0.4 de 163,40 m<sup>2</sup> (soit une surface totale de 296,40 m<sup>2</sup>) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018. La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans soit 6 emplois nouveaux.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**

  
**Monsieur le Président**  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

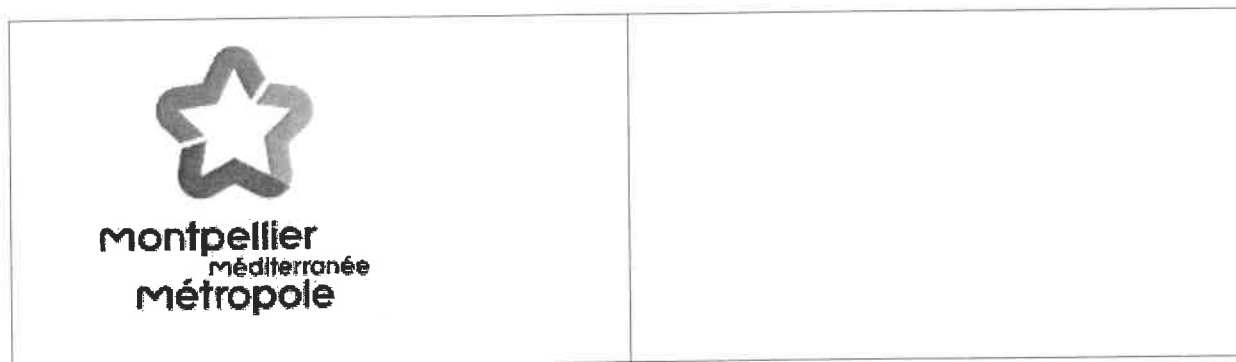
**034-243400017-20180101-46657-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société ERNEO dans les  
Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société ERNEO, représentée par Monsieur Nicolas ZIEGLER est une SAS dont l'activité est la conception, la fabrication et la commercialisation de moteurs et de génératrices électriques.  
Elle est candidate à la location des lots M1 et M3 de 325 m<sup>2</sup> à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.  
L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ERNEO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

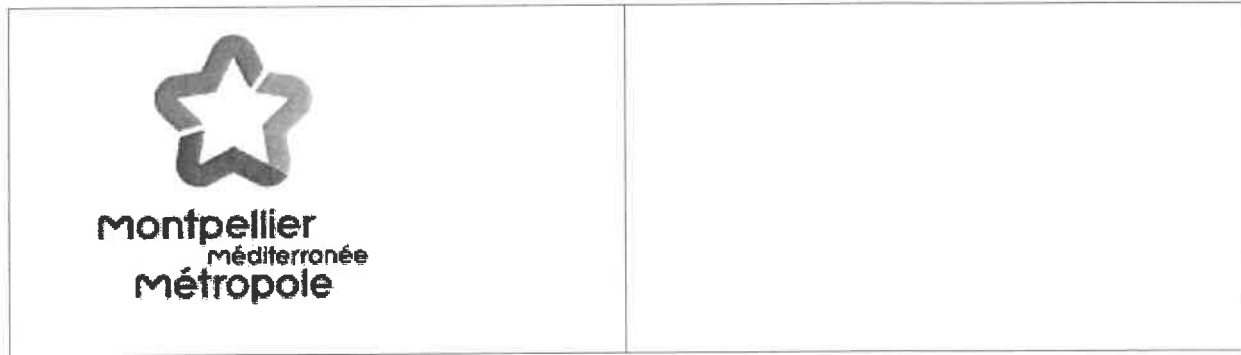
034-243400017-20180101-46671-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi**  
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de  
candidature de la société TANDEM  
PARTNER PROCESS dans l'Hôtel  
d'Entreprise du Millénaire à Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société TANDEM PARTNER PROCESS, représentée par Monsieur Zouhaïr BEN-OMAR est une SAS dont l'activité est l'ingénierie viti-vinicole, brassicole et oléicole, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage déléguée.  
Elle est candidate à la location du lot B02C de 60 m<sup>2</sup> jusqu'à démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2019.  
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société TANDEM PARTNER PROCESS ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention d'occupation précaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 25 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

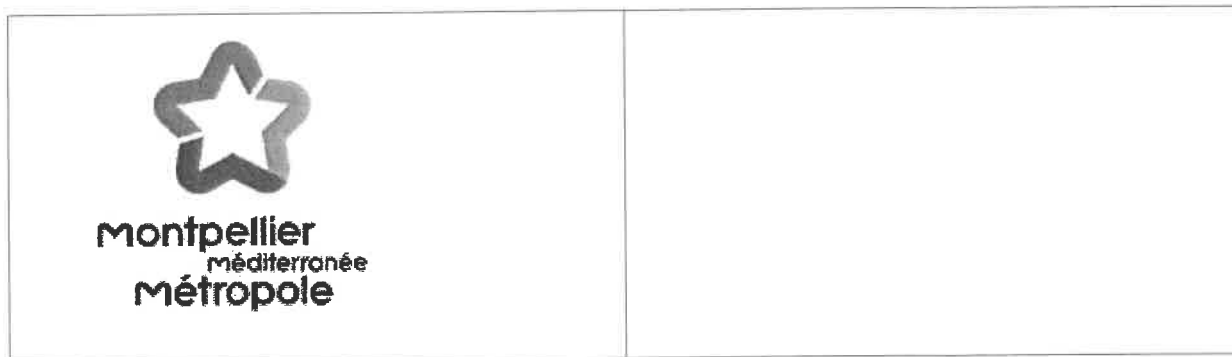
034-243400017-20180101-46680-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/18

Réception en Préfecture : 25/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention  
d'occupation à titre gratuit de la résidence  
Lattara au bénéfice de l'artiste Raphaël  
Zarka - Autorisation de signature**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conditions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la culture.

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de l'organisation de l'exposition temporaire d'art contemporain de l'artiste Raphaël Zarka, qui se déroulera au site archéologique Lattara - musée Henri Prades du 13 octobre 2018 au 18 février 2019, il convient de mettre à disposition de l'artiste la résidence Lattara, située dans l'enceinte de l'établissement, pour préparer et mettre au point cette manifestation tant sur le plan artistique que scénographique ;
- Que cette mise à disposition nécessite la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public.



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation du domaine public à titre gratuit est conclue avec l'artiste Raphaël Zarka pour l'occupation de la résidence Lattara du 1<sup>er</sup> juillet au 14 octobre 2018.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 20 juin 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 20/06/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

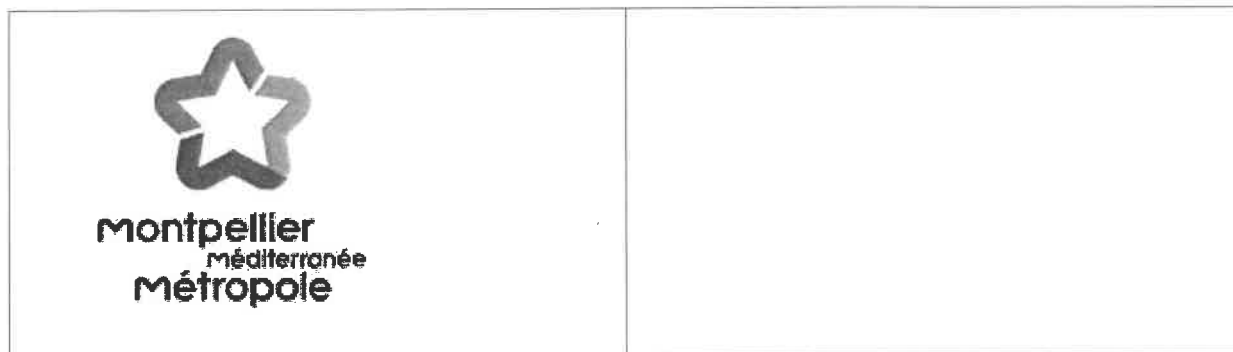
034-243400017-20180101-46757-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/06/18

Réception en Préfecture : 20/06/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des  
Décisions de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

### **Création de la régie de recettes de la piscine Héraclès de Saint-Brès**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 13 juin 2018,

**CONSIDERANT**, que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Héraclès, il convient de créer une régie de recettes.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Il est institué une régie de recettes auprès du Service des Sports de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée allée 1 avenue Georges Frêche – 34670 Saint-Brès.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'entrée,
- cours et activités,
- locations de ligne d'eau,
- locations de bassins,
- cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèques bancaires ou assimilés,
- par cartes bancaires,
- par chèques vacances,
- par coupons sport.

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un ticket ou formule assimilée, facture ou quittance.

**ARTICLE 5 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

**ARTICLE 6 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

**ARTICLE 7 :** Un fonds de caisse d'un montant de 300 € est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 8 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 14 000 €.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur verse à l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

**ARTICLE 13 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 juin 2018



**Monsieur le Président**  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 25/06/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-47058-AU**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 25/06/18**

**Réception en Préfecture : 25/06/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 3**

**ARRETES**

**REGLEMENTAIRES**

PARTIE III - SOMMAIRE  
ARRETES REGLEMENTAIRES  
JUILLET 2018

N° ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0106	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers	561
MAR2018-0156	Délégations de signature relatives au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET)	563
MAR2018-0162	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes	585
MAR2018-0163	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac	587
MAR2018-0164	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	589
MAR2018-0165	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	591
MAR2018-0170	Délégations de signature - Cabinet du Président	594
MAR2018-0171	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier Immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur Parcelle BY10 - Interdiction d'habiter pour l'ensembledes logements	602
MAR2018-0172	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières	605
MAR2018-0173	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Georges d'Orques	607
MAR2018-0174	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saussan	609
MAR2018-0175	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Murviel-lès-Montpellier	611
MAR2018-0176	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montferrier-sur-Lez	613
MAR2018-0178	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 30 juillet au 24 août 2018	615
MAR2018-0179	Délégation de signature en l'absence de Monsieur le Président du 30 juillet au 5 aout 2018 inclus	617
MAR2018-0181	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier - Immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal - Résidence du Lac - Parcelle LY 47	619
MAR2018-0183	Délégations de signature relatives au Département du Développement et de l'Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	622
MAR2018-0184	Délégations de signature relatives au Département Administration générale et Finances (DAGF)	630



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Clapiers**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.151-51, R.151-53, R.153-18 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU le PLU de la Commune de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, mis à jour le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, mis à jour le 07 mars 2014, mis en compatibilité le 15 décembre 2014, modifié le 29 juin 2015, modifié le 28 septembre 2016, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 25 août 2017, mis à jour le 07 septembre 2017, mis à jour le 04 avril 2018 ;
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34-2015-09-05253 en date du 08/09/2015 relatif à l'application du régime forestier sur la Commune de Clapiers ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Clapiers (5, Grand-rue Marie Lacroix - 34830 CLAPIERS) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Clapiers.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Clapiers sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juil. 2018**

**Signé.  
Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 10/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-33065-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 10/07/18**

**Réception en Préfecture : 10/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au  
Département Services Publics de  
l'Environnement et des Transports (SPET)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des

collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT),

- Délégation de signature pour les ordres de service et bons de commandes dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes Voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, à l'exception de la signature des bons de commande, sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 2-1 :** Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur adjoint et responsable du service de Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 2-2 :** Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 2-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

**ARTICLE 2-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- 
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 2-6 :** Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :

- Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus, à l'exception de celle relative aux bons de commande, sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.



- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
  - Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain HURARD, responsable de l'unité feux/bornes/tunnel de la comédie.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD et Monsieur Alain HURARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHIL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Gilles LAVAUD, Monsieur Alain HURARD et Monsieur Karim OUNOUGHIL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus, à l'exception de la signature des bons de commande, sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 4-2** : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, à Monsieur Norbert GARZONIO - en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et Monsieur Norbert GARZONIO, à Mme Claire LACOUTURE; en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Mme Claire LACOUTURE, à Mme Céline FERRANDO.

**ARTICLE 4-3** : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5 :** La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus, à l'exception de celle relative aux bons de commande, sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 5-2 :** Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-3 :** Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 5-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 5-5 :** Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :

- Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6** : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Service Ressources Transversales ;
- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.
- Les réseaux structurants

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa Direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus, à l'exception de la signature des bons de commande, sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-1** : Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.



- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-2 :** Madame Caroline MICHALAKIS, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-3** : Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER et Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-4** : Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
- Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER et Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-5 :** Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI et Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI, Victor GALAMBA et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-6 :** Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Magalie REY, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs David TOURNIER et Simon BIRR et de Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-7 :**

Monsieur Thomas COMTE, responsable des Réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - Délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines situées hors agglomération.
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées hors agglomération.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR .

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 9 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 09/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-43376-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/07/18

Réception en Préfecture : 09/07/18

Notifié le : 09/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Lattes**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes approuvé le 12 mars 2009, modifié le 28 juin 2010, modifié le 14 avril 2011, modifié le 03 mai 2012, révisé le 03 mai 2012, révisé le 19 septembre 2013, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 22 mars 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°Del2018-0087 du conseil municipal de la Commune de Lattes en date du 02 mai 2018, instaurant un périmètre d'études au sud de la Place de l'Europe au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;
- VU la délibération n°Del2018-0101 du conseil municipal de la Commune de Lattes en date du 24 mai 2018, instaurant un périmètre d'études au nord de la rue des Amandiers au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres d'étude instaurés au sud de la Place de l'Europe et au nord de la rue des Amandiers.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Lattes (Avenue de Montpellier - 34970 LATTES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Lattes.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Lattes sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juil. 2018**

**Signé.  
Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 10/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-45121-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/07/18

Réception en Préfecture : 10/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Juvignac**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le PLU de la Commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017, mis à jour le 28 juin 2017, mis à jour le 07 juillet 2017, modifié le 27 septembre 2017;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°13257 du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2015 approuvant la délimitation d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur « Carrière de l'Ort » (parcelles BV15, BV12 et BV03 en partie) et les modalités de partage des coûts des équipements mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre ;
- VU la convention signée le 02 décembre 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « DOMAINE DE BELROSE » pour une opération sur la parcelle BV12 ;

- VU la convention signée le 26 janvier 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL « KALITHYS » pour une opération sur la parcelle BV15 ;
- VU la délibération n°14963 du Conseil de Métropole en date du 02 novembre 2017 autorisant la signature d'avenants aux conventions de PUP signées le 02 décembre 2015 avec la SCCV « DOMAINE DE BELROSE » et le 26 janvier 2016 avec la SARL « KALITHYS » ;
- VU l'avenant à la convention PUP sur le secteur « Carrière de l'Ort » pour une opération sur la parcelle BV12, signé le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « DOMAINE DE BELROSE » ;
- VU l'avenant à la convention PUP sur le secteur « Carrière de l'Ort » pour une opération sur la parcelle BV15, signé le 19 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « LES BAINS » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac est mis à jour pour reporter en annexe les avenants des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés concernant les parcelles BV12 et BV15 sur le secteur « Carrière de l'Ort ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Juvignac (997 les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Juvignac.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Juvignac sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 10/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-45130-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/07/18

Réception en Préfecture : 10/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Villeneuve-lès-Maguelone**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone approuvé le 29 mars 2013, mis à jour le 04 novembre 2013, mis en compatibilité le 24 novembre 2016, modifié le 26 avril 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°M2018-15 du Conseil de Métropole en date du 25 janvier 2018 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icade pour une opération sur la parcelle AK92 située avenue de Mireval ;
- VU le périmètre de PUP correspondant à la parcelle AK92 située avenue de Mireval, annexé à la convention signée le 28 mars 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icade ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) concernant la parcelle AK92 située avenue de Mireval.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint Laurent – 34750 Villeneuve-lès Maguelone) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 10/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-45139-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 10/07/18**

**Réception en Préfecture : 10/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de  
Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;

- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°15030 du Conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Séquoia pour une opération sise 2715 avenue Etienne Méhul ;
- VU le périmètre de PUP situé au 2715 avenue Etienne Méhul, annexé à la convention signée le 15 janvier 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Séquoia ;
- VU la délibération n°V2018-049 du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 03 avril 2018 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « La Baume » ;
- VU la délibération n°V2018-050 du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 03 avril 2018 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Les Aubes » ;
- VU la délibération n°V2018-051 du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 03 avril 2018 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Lavérune-Recambale » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe :

- le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) situé au 2715 avenue Etienne Méhul,
- les périmètres d'études sur les secteurs « La Baume », « Les Aubes » et « Lavérune-Recambale ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges FRÊCHE - 34267 Montpellier) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 10/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-45934-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 10/07/18**

**Réception en Préfecture : 10/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature  
Cabinet du Président**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Département du Cabinet du Président est composé de :

- La Direction de la Communication,
- La Direction des Relations Presse,
- Le Service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Le Service Protocole et Accueil.

Madame Sophie SALELLES, Directrice de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.



**ARTICLE 1-1 :**

Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Simine NAMDAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2 :**

La Direction de la Communication est composée des services :

- Administratif et Financier ;
- Production ;
- Numérique ;
- Information Magazine ;
- Projets ;
- Evènementiel ;
- Communication interne.

Madame Mélanie LEIREINS, Directrice de la Communication par intérim et Directrice adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-1 :**

Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité, pour l'ensemble des services de la Direction de la Communication et pour la Direction des Relations Presse :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-2 :**

Madame Florence FAVIER, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-3 :**

Monsieur Vincent BOBE, responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BOBE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BOBE et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-4 :**

Madame Mélanie LEIRENS, Directrice adjointe, responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-5 :**

Monsieur Nicolas PUTEAUX, responsable du service Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PUTEAUX et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 2-6 :**

Madame France MALLIE, responsable du service Evènementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MALLIE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

#### **ARTICLE 2-7 :**

Monsieur Cyril LOZANO, responsable du service Communication interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril LOZANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Mélanie LEIRENS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril LOZANO et Madame Mélanie LEIRENS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

#### **ARTICLE 3 :**

Madame Coralie TRIGUEROS, Directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine LOCCI, Directrice adjointe des Relations Presse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Coralie TRIGUEROS et Sandrine LOCCI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4 :**

Le service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole est composé des unités suivantes :

- Réceptions protocolaires ;
- Administrative ;
- Technique.

Monsieur Stéphane MARECHAL, chef du service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-1 :**

Madame Chantal TOURRE, responsable de l'unité Réceptions protocolaires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal TOURRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal TOURRE et Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-2 :**

Monsieur Stéphane BONTOUR, responsable de l'unité Administrative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane BONTOUR, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane BONTOUR et Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 4-3 :**

Monsieur Rémy DA CHAO, responsable de l'unité Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémy DA CHAO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane MARECHAL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rémy DA CHAO et Monsieur Stéphane MARECHAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

**ARTICLE 5 :**

Concernant le service Protocole et accueil mutualisé, Madame Sophie SALELLES, Directrice de Cabinet, reçoit délégation de signature pour :

- Les documents relevant de la gestion courante du service,
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant du service :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.
- En matière financière, pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

**ARTICLE 6 :**

Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 26 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-47317-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/07/18

Réception en Préfecture : 26/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Arrêtés de Montpellier**  
**Méditerranée Métropole**

**ARRETE DE PERIL IMMINENT**  
**Commune de Montpellier**  
**Immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur**  
**Parcelle BY10**  
**Interdiction d'habiter pour l'ensemble**  
**des logements**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU le rapport dressé par M. Christian SALVADOR, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 28 juin 2018, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

**Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 6 bis boulevard Pasteur à MONPTELLIER (34000), parcelle BY 10, concernant les logements de tout le bâtiment.



**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété CABINET FLASH IMMOBILIER demeurant 23 Boulevard du Jeu de Paume à MONTPELLIER (34000) devra **sans délai, dès la notification du présent arrêté**, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Remplacer sur le même périmètre qu'actuellement, le barriérage mis en place par les services de la Ville par son propre barriérage et installera une signalétique pour prévenir du danger,
- Faire couper l'arrivée de gaz par les services de GRDF/ERDF,
- Installer un tableau de chantier normalisé. L'électricité ne doit être utilisée qu'à cet usage,
- Mettre en œuvre tous les moyens matériels et de contrôle nécessaires pour s'assurer que le bâtiment reste libre de toute occupation,
- Achever les mesures conservatoires prises sans délai (confortation des planchers).

Le syndic devra **sous un mois** :

- Contrôler (avec essais de mise en eau), et réparer si nécessaire, l'ensemble des chéneaux de toiture et des descentes d'eaux pluviales (raccordements compris).

**ARTICLE 2 :** Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété CABINET FLASH IMMOBILIER, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

**ARTICLE 3 :** Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **tous les logements de l'immeuble doivent être entièrement évacués de leurs occupants immédiatement.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

**ARTICLE 4 :** Les copropriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des copropriétaires.

**ARTICLE 5 :** Le syndicat des copropriétaires, Le syndic de copropriété et les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 6 :** Si, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété qui en informera les copropriétaires dans un délai qui ne peut excéder vingt et un jours, conformément à l'article R.511-6 du code de la construction et de l'habitat. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

**Montpellier, le 3 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 03/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-48372-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 03/07/18**

**Réception en Préfecture : 03/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de  
Restinclières**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 ; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Restinclières approuvé le 30 juin 2011, modifié le 22 mai 2013, modifié le 30 septembre 2015 et modifié le 16/12/2015 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°2018-021 du conseil municipal de la Commune de Restinclières en date du 07 février 2018, instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « entrée nord de la Commune - route de Sommières » ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude instauré sur le secteur « entrée nord de la Commune route de Sommières ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Restinclières (1 Place de la République - 34160 Restinclières) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Restinclières.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Restinclières sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 18/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-48848-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 18/07/18**

**Réception en Préfecture : 18/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la commune de  
Saint Georges d'Orques**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Saint Georges d'Orques approuvé le 03 décembre 2007, mis à jour le 07 février 2008, mis à jour le 14 mars 2008, modifié le 10 mars 2010, modifié le 29 septembre 2010, modifié le 12 septembre 2011, modifié le 05 décembre 2011, révisé le 25 juin 2012, modifié le 29 novembre 2012, modifié le 13 février 2013, modifié le 13 février 2013, modifié le 11 décembre 2013, révisé le 11 décembre 2013, modifié le 17 décembre 2014, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017, mis à jour le 31 juillet 2017, modifié le 27 septembre 2017 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi ;
- VU la délibération n°14792 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2017 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) Saint-Louis-Saint Charles, pour une opération sur le « secteur du Collège »;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 15 septembre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'OGEC Saint-Louis-Saint Charles.

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Georges d'Orques est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le « secteur du Collège »;

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Saint Georges d'Orques (4 avenue de Montpellier - 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Saint Georges d'Orques.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Saint Georges d'Orques sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 30/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-49199-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/07/18

Réception en Préfecture : 30/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la commune de  
Saussan**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211 - 10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 151-2, L.153-8, L. 332-11-3, L. 332-11-4, R. 153-18 et les articles R. 123-13 et R. 123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la commune de Saussan approuvé le 08 novembre 2011 et modifié le 29 juin 2015 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi ;
- VU la délibération n°14411 du Conseil de Métropole en date du 25 janvier 2017 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL, pour une opération sur le « secteur du Pigeonnier » ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 29 mai 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saussan est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le « secteur du Pigeonnier » ;

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en Mairie de Saussan (13 rue de la mairie - 34570 SAUSSAN) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Saussan.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Saussan sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 30/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-49290-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/07/18

Réception en Préfecture : 30/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la commune de  
Murviel-lès-Montpellier**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211 - 10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier approuvé le 12 février 2008, modifié le 02 juin 2010; mis à jour le 06 janvier 2011, modifié le 25 janvier 2017 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi ;
- VU la délibération n°14866 du Conseil de Métropole en date du 27 septembre 2017 instaurant le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Les Saliniers » et autorisant la signature de conventions de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL à l'intérieur du périmètre de PUP « Les Saliniers » ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 10 octobre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL dans le cadre du permis d'aménager n°34179 17 M0002 ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 10 octobre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL dans le cadre du permis d'aménager n°34179 17 M0003.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Murviel-lès-Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Les Saliniers ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Murviel-lès-Montpellier (5, rue des lavoirs 34570 MURVIEL-LES-MONTPPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Murviel-lès-Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Murviel-lès-Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 30/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-49316-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 30/07/18**

**Réception en Préfecture : 30/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Projet et Planification Territoriale**  
Service urbanisme

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local  
d'Urbanisme (PLU) de la commune de  
Montferrier-sur-Lez**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211 - 10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R. 153-18 et les articles R. 123-13 et R. 123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la commune de Montferrier-sur-Lez approuvé le 25 janvier 2007, révisé le 11 décembre 2007, modifié le 27 juin 2008, modifié le 20 mai 2009, mis en compatibilité le 28 août 2013 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat, de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi ;
- VU la délibération n°14686 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL, dans le cadre du permis d'aménager « Pioch de Baillos » ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 24 juillet 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montferrier-sur-Lez est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) « Pioch de Baillos »;

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en Mairie de Montferrier-sur-Lez (Impasse du Château - 34980 MONTFERRIER-SUR-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Montferrier-sur-Lez.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Montferrier-sur-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 juil. 2018**

**Signé.**

**Madame la Vice-Présidente déléguée  
Chantal MARION**

**Publiée le : 30/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-49320-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 30/07/18**

**Réception en Préfecture : 30/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim  
de M. le Directeur Général des Services  
du 30 juillet au 24 août 2018**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité technique ;
- VU l'arrêté n° MAR2018-0153 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur général des services ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Christian FINA, Directeur général des services, sera absent du 30 juillet 2018 au 24 août 2018 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de M. Christian FINA, du 30 juillet au 05 août 2018 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Philippe BOULET.

**ARTICLE 2** : En l'absence de M. Christian FINA, du 6 août au 12 août 2018 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. M'hamed BELHANDOUZ.

**ARTICLE 3 :** En l'absence de M. Christian FINA, du 13 août au 26 août 2018 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 17 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 17/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-49692-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/07/18

Réception en Préfecture : 17/07/18

Notifié le : 17/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature en l'absence de  
Monsieur le Président du 30 juillet au 5  
août 2018 inclus**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de 17<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU l'arrêté n° MAR2018-0119 du 18 avril 2018 de délégation de fonction de Monsieur Thierry BREYSSE,
- VU l'arrêté n° A2017-335 du 6 juillet 2017 de délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du Président,
- VU l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole tel qu'approuvé par le Comité Technique,
- **Considérant** que Monsieur Max LEVITA, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, ne dispose pas de la disponibilité pour assurer la suppléance entière du Président durant sa période d'absence du 30 juillet au 5 août 2018 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Thierry BREYSSE, 17<sup>ème</sup> Vice-président, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président dans la plénitude de ses fonctions, du 30 juillet au 5 août 2018 inclus.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Thierry BREYSSE, à l'effet de signer les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers du 30 juillet au 5 août 2018 inclus.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Thierry BREYSSE, à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, du 30 juillet au 5 août 2018 inclus.

Cependant, Monsieur Thierry BREYSSE ne signe celles concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président ayant reçu délégation de fonction dans le domaine de compétence concerné.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Monsieur Thierry BREYSSE, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles 1 et 2 ci-dessus.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 26 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27/07/18**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-49702-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/07/18

Réception en Préfecture : 26/07/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Arrêts de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**ARRETE DE PERIL IMMINENT -  
Commune de Montpellier  
Immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal -  
Résidence du Lac  
Parcelle LY 47**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le Code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L 521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- **Vu** l'article L 5211-9-2 du Code Général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- **Vu** l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- **Vu** le rapport dressé par M. Christian Salvador expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 13 juillet 2018, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- **Vu** l'avertissement envoyé au Cabinet ROUCAYROL Immobilier demeurant à 116 rue Zamenhof à Montpellier (34000), syndic de la copropriété, de la parcelle cadastrée LY 47, sis 343 rue Pierre Cardenal – Résidence du Lac à Montpellier (34080) ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique et celle des occupants, lesquelles sont gravement menacées par l'état très dégradé de la dalle de stationnement de l'immeuble sis 343 rue Pierre Cardenal à Montpellier (34 000) – Résidence du Lac ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété Cabinet ROUCAYROL Immobilier demeurant 116 rue Zamenhof à Montpellier (34000) devra, à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique et celle des occupants en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- **Premièrement et sans délai**, le syndic devra procéder à l'installation d'un périmètre de sécurité avec affichage approprié signalant le danger, en interdisant :
  - o Le stationnement sur la dalle supérieure,
  - o L'accès au garage en R -2 sous la dalle sinistrée.
- **Deuxièmement sous un délai d'un mois**, le syndic devra mettre en oeuvre une étude de confortation et mettre en place des étalements conformes aux règles de l'art, par une maîtrise d'oeuvre qualifiée. L'entretien et le contrôle des ouvrages d'étalements devront être réalisés quotidiennement.

### **ARTICLE 2**

Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété Cabinet ROUCAYROL Immobilier, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

### **ARTICLE 3**

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, les garages situés aux niveaux R 1 et R -2 sont strictement interdits d'accès. Cette interdiction est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

### **ARTICLE 4**

Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le Syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété qui en informera les copropriétaires dans un délai qui ne peut excéder vingt et un jours, conformément à l'article R.511-6 du Code de la construction et de l'habitat. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

**Montpellier, le 26 juil. 2018**



**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-50264-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 26/07/18**

**Réception en Préfecture : 26/07/18**

**Notifié le :**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au  
Département du Développement et de  
l'Aménagement Durables du Territoire  
(DDADT)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé de :

- La Mission Cité intelligente,
- La Mission Espaces Publics,
- La Direction Innovations, Politiques Contractuelles, Systèmes d'Information Géographiques (DICOSIG),
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE),
- La Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT),
- La Direction Habitat et Parcours Résidentiels (DHPar),
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI),
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA),
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST),
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU).

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Adjoint du DDADT.

En cas d'absence concomitante de Messieurs Yves NURIT et Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

## **ARTICLE 2 :**

Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

## **ARTICLE 3:**

Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

## **ARTICLE 4:**

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations Géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

#### **ARTICLE 4-1 :**

Monsieur Marc APARICIO, chef du Service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

#### **ARTICLE 4-2 :**

Monsieur Franck PERDRIZET, responsable de la Mission Expertise Géomatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck PERDRIZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

#### **ARTICLE 5:**

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 5-1 :**

Madame Delphine BAUS, chef du Service Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

**ARTICLE 5-2 :**

Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

**ARTICLE 6:**

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 6-1 :** Monsieur Vincent MEYER, chef du service Déplacements/ Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent MEYER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

**ARTICLE 6-2** : Monsieur Alban FILIPIAK, chef du service Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

**ARTICLE 7**: Monsieur Bruno LEROY, Directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 7-1** : Monsieur Grégory FAYE, chef du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, chef du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, chef du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

**ARTICLE 7-4** : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.



**ARTICLE 8:** Madame Emmanuelle DI GRAZIA, Directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 8-1 :** Madame Sophie TARDIVEL, chef du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

**ARTICLE 8-2 :** Madame Patricia BOURRAT, chef du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

**ARTICLE 9 :** Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, chef du service Droits des sols Montpellier par intérim, Directeur adjoint par intérim.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 9-1** : Madame Nathalie BELVEZE, chef du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

**ARTICLE 9-2** : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, chef du service Droit des sols Montpellier par intérim, Directeur adjoint de l'Urbanisme Appliqué par intérim, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

**ARTICLE 10** : Monsieur Eric GOMEZ, Directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 10-1** : Monsieur Bertrand SAUTRE, chef du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

**ARTICLE 11** : Madame Sylvie MAHOT, Directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

**ARTICLE 11-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, chef du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

**ARTICLE 11-2** : Madame Hélène REDER, chef du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

**ARTICLE 12** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 13** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 juil. 2018



Monsieur le Président  
Philippe SAUREL

Publiée le : 27/07/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-50920-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/07/18

Réception en Préfecture : 27/07/18

Notifié le : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**

**Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au  
Département Administration générale et  
Finances (DAGF)**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances
- La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Madame Juliette BEREGI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction des Finances est composée des services :

- Gestion Budgétaire et Financière
- Gestion comptable
- Ressources et Prospective Financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREĞI.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Emilie DREUX, chef du service Gestion budgétaire et Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREĞI.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Ressources et Prospective Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie Télécom
- Administratif et financier et action coopérative

Madame Isabelle LE VANNIER, Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe des Moyens généraux et des Bâtiments ou à Monsieur Frédéric RICO, Directeur adjoint des Moyens généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Monsieur Frédéric RICO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Monsieur Frédéric RICO, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Mary-Laure DUPUIS, chef du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Frédéric RICO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mary-Laure DUPUIS, de Monsieur Frédéric RICO et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 3-2 :** Le responsable du service Energie Télécom (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Energie Télécom (poste vacant), la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marie-Laure DUPUY ou Monsieur Frédéric RICO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Energie Télécom (poste vacant), de Madame Mary-Laure DUPUIS et de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Energie Télécom (poste vacant), de Madame Mary-Laure DUPUIS, de Monsieur Frédéric RICO et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 3- :** Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et action coopérative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marie-Laure DUPUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Madame Marie-Laure DUPUY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO, de Madame Marie-Laure DUPUY et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

**ARTICLE 4 :** La direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée de deux directions adjointes :

- La Direction adjointe des Affaires Juridiques, elle-même composée du service Etudes juridiques, documentation et archives,
- La Direction adjointe de la Commande Publique, elle-même composée du service Procédures et marchés.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées chacun en ce qui concerne leur direction adjointe à Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Madame Laurence BONNET ou de Monsieur Fabrice MOURET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-1 :** Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BONNET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service



- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

**ARTICLE 5** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 27 juil. 2018**

**Monsieur le Président  
Philippe SAUREL**

**Publiée le : 27/07/18**

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

**034-243400017-20180101-50930-AR**

**Acte Certifié exécutoire**

**Envoi Préfecture : 27/07/18**

**Réception en Préfecture : 27/07/18**

**Notifié le : 27/07/18**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

